

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°297

DECEMBRE 2009

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Décembre 2009

TURQUIE : INTERDICTION DU DTP, RAFLE POLICIÈRE DANS LES MILIEUX POLITIQUES KURDES

**IRAK : LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FIXÉES EN MARS
2010**

IRAN : MANIFESTATIONS ET « GUERRE DE LA TOILE »

SYRIE : ARRESTATIONS ET GRÈVES DE LA FAIM

**CULTURE : DEUX FILMS SUR LA QUESTION KURDE EN
HAUT DU BOX-OFFICE TURC**

TURQUIE : INTERDICTION DU DTP, RAFLE POLICIÈRE DANS LES MILIEUX POLITIQUES KURDES

Les 11 juges de la Cour constitutionnelle ont statué à l'unanimité : Comme la plupart des observateurs politiques s'y attendaient, le principal parti pro-kurde de Turquie, le DTP, a été dissous par la cour constitutionnelle turque le 11 décembre, au motif d'être : « un foyer d'activités préjudiciables à l'indépendance de l'Etat et à son unité indivisible ». 37 cadres de ce parti et ses deux co-présidents, Ahmet Türk et Aysel Tugluk ont, quant à eux, été bannis pour 5 ans de toute vie politique. Ces deux derniers, députés, ont été déchus d'office de leur mandat de député.

Cette décision met dans l'embarras le gouvernement AKP, tant vis-à-vis de l'Union européenne que des interlocuteurs kurdes dont il espérait un certain soutien dans sa politique de résolution du conflit, mais a été accueillie avec satisfaction par l'opposition, notamment le président du CHP, Deniz Baykal, qui a parlé de « décision juste et fondée juridiquement. »

D'abord enclins à se retirer du Parlement, les 19 députés DTP ont finalement choisi de rester et de fonder un autre parti, le Parti de la démocratie et de la paix (BDP). Les débats ayant eu lieu ouvertement à l'intérieur du

DTP comme du PKK, et les représentants du DTP n'ayant pas caché que c'est sur les « conseils » du leader du PKK, Abdullah Öcalan, que la décision de rester au parlement avait été finalement retenue, un autre acte d'accusation a été lancé contre Ahmet Türk, le 23 décembre.

L'interdiction du DTP a été critiquée par l'Union européenne, ainsi que par le gouvernement AKP, qui fait face à une opposition ferme de la part des milieux nationalistes et militaires dans ses tentatives de résoudre la question kurde en Turquie. La nouvelle de cette dissolution a d'ailleurs provoqué plusieurs

incidents violents, allant de manifestations tournant à l'affrontement, notamment dans les grandes villes de l'ouest où vivent nombre de Kurdes déplacés, jusqu'à des émeutes dans les grandes villes kurdes comme Diyarbakir ou Hakkari, principaux fiefs électoraux du DTP.

Critiqué par les uns pour « complicité avec les séparatistes », par les autres pour l'insuffisance des mesures annoncées, Recep Tayyip Erdogan et son équipe soufflent le chaud et le froid sur la question kurde, tout autant que sur les milieux nationalistes, notamment par de soudains coups de filets policiers, tant dans le cas de l'affaire Ergenekon que dans les milieux kurdes, régulièrement accusés de liens avec une organisation « terroriste ».

C'est ainsi que le 24 décembre, la police de Diyarbakir a arrêté plus de 80 personnes à leur domicile, toutes suspectées de « menées séparatistes » et de liens avec le PKK. Le coup de filet a eu lieu simultanément dans 11 provinces.

C'est la troisième fois cette année que de telles opérations policières ont lieu, mais celle-ci a frappé et indigné particulièrement l'opinion kurde, car venant juste après la dissolution du DTP et semblant confirmer les avis sceptiques sur la réelle volonté de réformes de l'AKP.

Les maires kurdes arrêtés sont Selim Sadak, le maire de Siirt ; Abdullah Demirbas, le maire de la vieille ville de Diyarbakir (Sur), qui a eu fréquemment des démêlés avec l'appareil judiciaire, en raison de ses initiatives pour la promotion des langues kurde, syriaque, arménienne et arabe dans sa ville ; Aydin Budak, le maire de Cizre ; Ethem

Sahin, le maire de Suruç ; Ferhan Türk, maire de Kiziltepe ; Leyla Güyen, maire de Viransehir et Necdet Atalay, maire de Batman.

35 autres prévenus sont membres de partis kurdes ou d'ONG, de mouvements de défense des droits de l'homme.

Le président du tout nouveau parti BDP, Demir Çelik, a condamné l'opération qui ne peut, selon lui, qu'accroître les tensions et pointe l'incohérence de la politique turque à l'égard des Kurdes : « Je tiens à souligner que ces opérations témoignent d'une évolution qui ne correspond pas au processus et aux plans du gouvernement. »

Dans un entretien donné au journal turc Bianet, le bâtonnier de Diyarbakir, Mehmet Emin Aktar, y voit, lui, une grave erreur de jugement de la part de l'AKP : « La position du gouvernement n'est pas claire (...) Toutes les opérations d'arrestations et de détention ne font qu'aggraver la douleur des Kurdes. Il est faux de croire que le peuple kurde perdra sa force armée une fois que tous les recours légaux auront été épuisés. En faisant cela, ils continueront d'affronter des jeunes qui ont grandi durant les conflits des années 1990. »

Plus virulent, le maire de Diyarbakir, visiblement exaspéré, a lancé aux caméras de télévision : « Je n'ai qu'une chose à dire aux personnes qui font la distinction parmi nous entre les faucons et les colombes et c'est d'aller se faire f... ! » provoquant un scandale dans des médias turcs comme le journal Hurriyet, plus prompt à se scandaliser d'écarts de langage que de manquements aux droits de l'homme. Osman Baydemir a ajouté : « Après 80 ans, pour la première fois, l'État turc lançait

des initiatives pour vivre ensemble avec les Kurdes. Nous y avons cru et nous l'avons soutenu. Mais une fois de plus, nous voyons que c'était un piège pour anéantir le combat des Kurdes. »

Malgré la colère kurde, la volonté de maintenir un groupe parlementaire au parlement l'a finalement emporté et un nouveau groupe de députés s'est formé, composé des 19 ex-DTP auxquels s'est rallié un député indépendant d'Istanbul, Ufuk Uras. La nouvelle composition de l'assemblée nationale est donc la suivante, sur un total de 544 députés :

Parti de la Justice et du développement (AKP) : 338 sièges ; Parti républicain du peuple (CHP) : 97 sièges ; Parti du mouvement nationaliste (MHP) : 69 sièges ; Parti de la paix et de la démocratie (BDP) : 20 sièges ; indépendants : 10 ; Parti démocratique de gauche : 8 ; Parti de la Turquie : 1.

Cela n'a pas empêché la poursuite de violents affrontements dans les rues kurdes, entre manifestants et policiers, faisant une dizaine de blessés à Diyarbakir, dont deux policiers, et entraînant une dizaine d'arrestations. À Hakkari et Yuksekova, les forces de l'ordre ont à nouveau dû se heurter à des adolescents cagoulés qui leur ont jeté des pierres, bravant les jets de gaz lacrymogène et les jets d'eau.

La décision d'interdiction du DTP, outre qu'elle a suscité la désapprobation de l'Union européenne, a été également vivement condamnée par Massoud Barzani, le président de la Région du Kurdistan d'Irak et peut avoir aussi une incidence sur le devenir des réfugiés kurdes du camp de Makhmour, que le récent climat de détente relatif sur la question kurde, de

la part du gouvernement AKP, avait remis sur le devant de la scène.

Ayant fui le Kurdistan de Turquie et la guerre en 1996, les quelques 12 000 réfugiés du camp de Makhmour, installés par le Haut-Commissariat aux réfugiés, sont dans une situation politique et sociale difficile, à la fois très « encadrés » par les cadres du PKK, et maintenus dans une zone intermédiaire, ni tout à fait en Irak ni tout à fait au Kurdistan, puisque Makhmour fait partie des territoires revendiqués par le GRK et cités dans l'article 140. À l'automne dernier, leur rapatriement avait été accepté par Ankara, mais les conditions posées par le PKK à leur retour, ainsi que les manifes-

tations de liesse qui avaient accompagné à la fois un groupe de civils de Makhmour et des combattants descendus de Qandil en « émissaires de paix », et qui avaient choqué l'opinion publique turque, avaient plus ou moins ralenti le calendrier de ce retour, sans toutefois l'annuler définitivement. Les dernières rafles policières dans les milieux militants kurdes en Turquie incitent donc les Kurdes de Makhmour à une certaine défiance et, alors que le ministre de l'Intérieur turc, Besir Atalay, était en visite officielle à Bagdad, ils ont défilé dans les rues de la ville pour protester, en brandissant des portraits d'Öcalan et des drapeaux du PKK.

Enfin, rompant quelque peu avec

le ton d'apaisement et d'optimisme qui s'était instauré ces derniers mois au sujet des relations kurdo-turques, Massoud Barzani a fait part, dans un communiqué, de sa « colère » après la dissolution du DTP, tout en approuvant les récentes initiatives du gouvernement turc : « La présidence (de la région autonome) exprime sa colère après l'interdiction par la Cour constitutionnelle turque du DTP mais en revanche salue l'ouverture du gouvernement du Parti de la justice et du développement. Elle espère que le verdict de la Cour constitutionnelle ne stoppera pas le processus et appelle toutes les factions turques à s'engager dans une politique de réconciliation pour qu'elle réussisse. »

IRAK : LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FIXÉES EN MARS 2010

Après maintes controverses et protestations de diverses factions politiques ou religieuses irakiennes, la loi électorale des législatives de 2010 a été adoptée par le Parlement de Bagdad. Prévues initialement pour janvier 2010, les retards successifs de cette adoption ont contraint la Commission électorale irakienne à reporter le scrutin au 7 mars prochain.

Les 325 députés auront eux-mêmes en charge au printemps prochain d'élire le Premier ministre et le président irakiens. Le même jour, un référendum est aussi prévu, demandant aux Irakiens de se prononcer sur la présence des troupes américaines en Irak.

L'accouchement de cette loi a été difficile et son approbation plusieurs fois rejetée. Les principaux points litigieux en ont été le nombre de sièges répartis entre les

provinces, ou bien réservés aux minorités et aux Irakiens en exil ; autre source de conflit, les registres électoraux de Kirkouk, que des partis turkmènes et arabes hostiles aux Kurdes dénoncent comme étant falsifiés.

La Mission d'assistance de l'ONU en Irak (UNAMI) a aussi recommandé de transformer le système électoral, afin que chaque électeur puisse voter pour des candidats particuliers aussi bien que pour des partis et non pour une seule liste fermée comme cela était le cas auparavant. Mais ce système de listes ouvertes a rencontré une opposition de la part des Irakiens, même chiites, hostiles à Maliki, comme le religieux Ali Al-Sistani, craignant que ce système nominatif n'avantage le Premier Ministre, même si la plupart des partis irakiens l'ont accepté, pour finir.

L'UNAMI, après avoir renoncé à une répartition pré-électorale « ethnique » des sièges de Kirkouk, avait tenté un compromis

sur la question des listes électorales controversées de Kirkouk, en proposant de « mixer » les listes de 2004 et celles de 2009, ce qui, bien sûr, s'est heurté à l'opposition des Kurdes. Pour finir, les listes électorales de 2009 serviront à ces élections mais les résultats à Kirkouk seront « temporaires » dans un délai d'un an, la Commission électorale irakienne devant durant ce temps enquêter sur d'éventuelles irrégularités avant de les valider définitivement.

Dans un premier temps, la loi électorale est passée par 141 oui contre 54 non, 80 députés, principalement les Kurdes, ayant quitté la salle pour protester contre le faible nombre de sièges supplémentaires que les trois provinces de la Région du Kurdistan se sont vues allouer, alors que le nombre de députés en Irak passe de 275 à 325, dont 16 réservés aux minorités : 5 aux chrétiens, 1 chacun pour les yézidis, les shabaks et les mandéens.

Mais le vice-président, le sunnite Tariq Al-Hashimi, avait, pour sa part, exigé que 15% des sièges soient réservés aux Irakiens en exil et avait mis son veto à la loi, approuvée par le président Talabani et l'autre vice-président, un chiite. Sa position sur cette question s'explique par le grand nombre d'Irakiens sunnites, plus ou moins compromis avec l'ancien régime, qui ont dû fuir le pays après 2003. Mais Ayad Al-Samarrai, le président du parlement irakien, a pu contourner le veto en arguant que la question de la répartition des sièges relevait de la Commission électorale mais n'était pas constitutionnelle ; or, le veto du Conseil de présidence sur les lois irakiennes ne peut s'appuyer que sur leur caractère anticonstitutionnel. La loi put ainsi passer au Parlement.

Cependant, le premier vote ayant eu lieu sans la présence des députés de l'Alliance kurdistani car la Région du Kurdistan n'avait obtenu que 3 sièges supplémentaires et le président de la Région, Massoud Barzani, avait d'abord menacé de boycotter ces élections. Finalement, le nombre de sièges alloués aux Kurdes fut augmenté, mais au détriment des régions sunnites, ce qui fut parfois compris comme une forme de « rétorsion » après le blocage manqué de Al-Hashemi, et fit dire à des analystes politiques que le vice-président sunnite avait tenté, avec son premier veto, de jouer une partie de poker au bluff, et finalement perdu. La presse irakienne a même parlé de « catastrophe » pour les sunnites arabes.

Les nouvelles dispositions revotées par le parlement ne tiennent effectivement plus compte de l'augmentation de la population irakienne depuis 2005, mais haussent de 2.8% par an le nombre des sièges de chaque province, de sorte que les Kurdes sont, de l'avis des sunnites irakiens et de la presse politique en général, les seuls bénéficiaires du nouveau système. La frustration et la colère des sunnites laissent augurer un climat politique difficile après mars 2010. La faute en est cependant attribuée uniquement à Tariq Al-Hashemi, fortement critiqué par ses coreligionnaires pour avoir joué de façon hasardeuse, et quasi-personnelle, la future représentation des sunnites arabes au parlement.

Les Kurdes ayant finalement accepté de participer, malgré les dispositions particulières sur Kirkouk, la rumeur a circulé, dans les milieux politiques irakiens, d'une tractation secrète entre Massoud Barzani et l'administration américaine, pressée de résoudre la question avant le retrait total des troupes. Certaines tribus sunnites de la province accusent ainsi les USA d'avoir cédé aux Kurdes sur la tenue effective du référendum prévu par l'article 140, ce qui a été plusieurs fois démenti par Nouri Al-Maliki. Quant aux partis kurdes, ils vont peut-être rompre avec leur habitude du « front uni » aux élections irakiennes, le nouveau parti Gorran, dont les relations sur le terrain avec l'UPK sont

assez tendues, ayant refusé de rejoindre l'Alliance kurdistani et fera donc cavalier seul aux législatives. Dans le même temps, les partis islamistes kurdes, déjà fortement divisés lors des élections législatives kurdes de juillet 2009, n'ont pas davantage réussi à s'unir et l'Union islamique du Kurdistan a rejeté toute alliance avec le Mouvement islamique du Kurdistan et le Groupe islamique du Kurdistan.

Les sunnites arabes sont aussi divisés. Le parti sunnite le plus important a compté, lui aussi, beaucoup de démissionnaires, dont le controversé Tariq Al-Hashemi qui a fondé son propre parti, la liste du Renouveau, alliée avec le Mouvement national irakien de l'ancien Premier Ministre Iyad Allawi et le parti du Front national du dialogue irakien, de tendance baathiste.

Ahmed Abu Risha, à la tête du Mouvement du réveil qui a remporté la plupart des sièges de la province sunnite d'Anbar aux élections provinciales de 2009 avait, au préalable, entamé des pourparlers avec le Premier ministre chiite Maliki pour rejoindre sa coalition État de droit, victorieuse en janvier 2009. Il a finalement opté pour une alliance avec le ministre de l'Intérieur, Jawad Al-Blani, un chiite indépendant et le sunnite Ahmed Abdul Ghafour Al-Samarrai, tous deux de la coalition Unité de l'Irak.

IRAN : MANIFESTATIONS ET « GUERRE DE LA TOILE »

De nombreuses manifestations ont émaillé ce mois de décembre, prouvant que l'opposition de la rue iranienne ne désarme pas, malgré la violence avec laquelle elle est réprimée. On assiste même à une radicalisation des affrontements, l'enjeu

dépassant de très loin, à présent, la réélection suspecte d'Ahmadinejad : c'est le pouvoir même du Guide suprême, Ali Khamenei, qui est dénoncé et défié, même au sein des cercles religieux.

Le 7 décembre, « Journée de l'Étudiant » en Iran, s'est ainsi

transformée en journée de la contestation sur les campus universitaires. La police a rapidement cerné les facultés, empêchant le reste de la population d'y rejoindre les étudiants, mais n'y parvenant pas toujours : Ainsi, à l'université Amir Kabir, la foule a forcé les portes et s'est mêlée aux

étudiants. Malgré les coupures d'accès à Internet et celle des réseaux portables, le mot d'ordre a été efficacement relayé dans les milieux estudiantins, et des images vidéo des manifestations, captées sur des portables ont, une fois de plus, fait le tour du monde sur le Web, alors que les journalistes étaient, une fois encore, interdits sur les lieux.

C'est lors de cette journée que l'on a pu observer que la contestation de la jeunesse iranienne a franchi un pas, en s'attaquant cette fois aux symboles, jusque-là tabou, du pouvoir religieux et du caractère islamique de la république. : Un drapeau iranien sans le nom d'Allah figurant dessus a été brandi à l'université Khajeh Nasir de Téhéran, un portrait d'Ali Khamenei a été brûlé aux cris de « Mort à toi ! » et même celui de l'ayatollah Khomeiny, ce qui a scandalisé les milieux proches du pouvoir, qui ont fustigé Moussavi et Karroubi, les deux principaux leaders de l'opposition en appelant à leur arrestation. Ces derniers ont parlé de « provocations » de la part de milieux bassidji (milices gouvernementales), argument relayé aussi par certains groupes d'étudiants.

Quoi qu'il en soit, cela n'a pas empêché le pouvoir iranien de se fissurer davantage, faisant même craindre une « désobéissance civile de l'armée ». Ainsi, des sites Internet ont relayé un appel rédigé par des officiers et soldats des armées de Terre et de Mer, protestant contre les exactions des Gardiens de la révolution (Pasdaran). Même si ce texte n'a pas été émis de façon officielle, un certain nombre d'observateurs iraniens en exil, journalistes ou hommes politiques, le jugent authentique

“Au nom de la pureté divine. L'armée est le refuge du peuple.

Durant les années de guerre lorsque nous combattions aux côtés de nos frères des gardiens de la révolution, nous défendions la terre, la dignité, la survie et les biens du peuple iranien. La richesse de notre pays tient en la valeur de son peuple. L'arme des militaires et des gardiens de la révolution doit servir le peuple, il en va de même de leurs vies. Jamais nous n'aurions pensé, au moment où, main dans la main nous donnions notre vie pour défendre notre patrie, qu'aujourd'hui un groupe isolé parmi les honnêtes soldats des gardiens de la révolution retournerait ses armes contre le peuple.

L'armée se sait être le refuge du peuple et ne se fera jamais l'outil de la répression des citoyens par les politiciens. Nous n'irons pas à l'encontre de la neutralité que notre fonction exige de nous, mais nous ne pouvons garder sous silence les souffrances et les viols que subissent notre peuple. Nous exigeons des soi-disant gardiens de la révolution d'arrêter de violer et de prendre la vie, la dignité et les biens du peuple iranien sous peine d'avoir en retour la colère des braves soldats de l'armée. L'armée est le refuge du peuple et elle défendra jusqu'à la dernière goutte de son sang ce peuple digne et pacifiste.”(traduction whereismyvote.fr).

L'ayatollah Ali Khamenei est donc monté aux créneaux une fois de plus, tentant de discréditer l'opposition, et notamment Moussavi et Karroubi, accusés de faire le jeu des puissances occidentales, voire même de leur être inféodés :

“Ils devraient s'inquiéter lorsqu'ils voient des gens corrompus, des monarchistes, des communistes, des danseurs et musiciens exilés les soutenir” Ceux qui crient ces slogans au nom de ces personnes (leaders de l'opposition), brandissent leur portrait et parlent d'eux avec respect, sont à un point qui est l'exact oppo-

sé de l'Imam (Khomeiny), de la Révolution et de l'Islam”.

Parallèlement la « guerre de la Toile » se poursuit, parfois sur le mode de l'humour. Ainsi, l'étudiant Majid Tavakoli, un des leaders du mouvement, arrêté le 7 décembre, a été photographié affublé par les Pasdaran d'un tchador féminin, afin de le ridiculiser, les Gardiens de la révolution l'accusant d'avoir tenté de fuir déguisé en femme, ce que contestent d'ailleurs les témoins de son arrestation. La photo a été publiée par l'agence Fars News, proche du gouvernement, qui en fait un parallèle avec la figure de Banisadr, le premier président de la république islamique, accusé lui aussi, en son temps, d'avoir fui sous des vêtements de femme. Mais loin de discréditer le prestige de Tavakoli, le cliché, montage ou non, a immédiatement été détourné de son but premier par des centaines d'Iraniens dans le monde, qui se sont fait tous photographier dans leur profil facebook, ou sur Twitter, ou filmés dans des vidéos diffusées sur You Tube, vêtus de tchador, avec le message : « Nous sommes tous Majid ». Parmi eux, des personnalités en vue, tels que Hamid Dabashi, professeur à l'université Columbia, ou Ahmad Batebi, le leader étudiant des révoltes de 1999, qui vit aujourd'hui aux États-Unis. Enfin, des portraits de Khamenei et d'Ahmadinejad ont également circulé affublés du même tchador.

En représailles dans cette « guerre de la Toile » le site Twitter a été brièvement piraté par un groupe se présentant comme la “Cyber Armée iranienne”, qui ont remplacé la page d'accueil de Twitter par un drapeau vert encadré de deux étoiles rouges, avec les mots « Vive l'Imam Hossein » suivi de : “Nous devons frapper si le

Guide l'ordonne, nous devons perdre nos têtes si le Guide le souhaite". "Ceux qui mènent le combat sur le chemin de Dieu l'emportent". Selon l'opposition iranienne, il s'agirait d'un groupe de hackers (pirates) russes, employé par les Pasdaran, qui a piraté des sites dissidents.

Le 18 décembre, jour de l'Achoura, la célébration religieuse la plus solennelle pour les chiites, commémorant la mort de l'Imam Hussein, n'a pas été épargnée par les violences, ce qui rompt une fois encore un tabou, jamais violé depuis la révolution de 1979 : ce jour-là, en effet, doit

être exempt de tout sang versé, même celui d'animaux.

La veille, avait été organisée une « manifestation de soutien » au pouvoir, aux cris de « Mort à Moussavi ! » s'inspirant sans doute du prêche de Mohammad Hassan Rahimian, ancien représentant du Guide suprême pour la Fondation des martyrs, qui, lors de la prière du Vendredi avait réclamé l'exécution des leaders de l'opposition. Le succès de ces défilés est incertain, l'agence officielle de presse IRNA parlant de « millions de manifestants », des témoins contactés à Téhéran n'en indiquant que quelques milliers,

souvent des fonctionnaires plus ou moins volontaires, ou des membres de milices. Ni Mehdi Karroubi ni Hossein Moussavi n'avaient appelé à une contre-manifestation, par crainte de violents affrontements.

Le lendemain, jour de l'Achoura donc, les manifestations d'opposants ont eu lieu dans les grandes villes et ont été violemment réprimées, faisant plusieurs morts, au moins huit selon les chiffres officiels. Les jours suivants, plusieurs personnalités proches de Moussavi étaient arrêtées, tandis que la voiture de Mehdi Karroubi était attaquée.

SYRIE :

ARRESTATIONS ET GRÈVES DE LA FAIM

Un avocat kurde, Mustafa Ismaïl, a été arrêté et mis au secret par les autorités syriennes le 12 décembre. Amnesty International a aussitôt appelé à sa libération, en faisant état de risques de torture et de mauvais traitements encourus par le prisonnier.

Mustafa Ismaïl écrivait régulièrement sur la condition des Kurdes en Syrie et en Turquie sur de nombreux sites Web étrangers. Convoqué par les services de sécurité de la Force aérienne d'Alep, il a disparu depuis. Sa famille, qui s'est rendue à Alep le 17 décembre dans ces mêmes services s'est entendue répondre que jamais Mustafa Ismaïl n'avait été vu dans leurs bureaux, et on lui a intimé l'ordre de rentrer chez elle.

Pourtant, la veille de son arrestation, le 11 décembre, l'avocat écrivait sur le site Levant News, basé à Londres, qu'il venait de recevoir une convocation pour se rendre au bureau de la sécurité de la Force aérienne d'Alep en

ajoutant qu'il devrait entrer dans le Guinness des records pour le nombre de fois où il avait été appelé à se rendre dans les bureaux des services de sécurité depuis 2000. Ainsi, le 3 octobre dernier, il avait été interrogé par le bureau de la Sécurité politique, le 5 octobre par la Sécurité militaire, les 7 et 8 novembre par la Sécurité d'État. Les interrogatoires portaient toujours sur ses activités dans les media, et notamment les entretiens téléphoniques qu'il avait donnés à la chaîne Roj-TV.

Mustafa Ismaïl n'est pas le seul Kurde de Syrie à avoir « disparu » en 2009. Le 1^{er} août, Un adolescent de 15 ans, Shahab Othman, qui vivait dans la région de Koban, a été également arrêté et emmené par la Sécurité politique et sa famille est depuis sans nouvelle. Le 17 novembre, Aziz Khalil Abdi a été arrêté par la même Sécurité politique et son sort demeure inconnu. Le 28 décembre, quatre autres Kurdes ont été arrêtés et emprisonnés à Qamishlo. Hassan Saleh, Maarouf Mala Ahmed et

Muhammad Mustafa sont des responsables du parti interdit Yekiti. Anwar Nasso est un artiste militant. Les motifs précis de leur détention sont inconnus.

Par ailleurs, depuis le 30 octobre, des prisonniers kurdes qui poursuivaient une grève de la faim dans la prison d'Adra, à Damas, pour protester contre leurs conditions de détention et leur isolement, ont interrompu leur action. Mais selon le Comité exécutif du Parti de l'union démocratique, les grévistes ont été torturés et alimentés de force.

Les prisonniers réclament un procès régulier, la fin de leur isolement, le droit de sortir de leur cellule, le droit de recevoir des visites de leurs proches et parents, et celui d'avoir accès, comme les prisonniers de droit commun, à la radio et aux informations télévisées.

Dix jours après l'interruption de leur grève de la faim, des visites ont été autorisées pour des familles de prisonniers qui, selon elles, portaient sur eux des traces

de torture. Ils ont raconté avoir été enfermés, seuls, dans des cellules étroites, où on les a forcés de s'alimenter. Le leader du mouvement, qui négociait avec les autorités de la prison, s'est fait promettre que leurs demandes seraient prises en considération, mais jusqu'à ce jour, rien n'a changé selon le Comité.

Certains détenus voyaient leur famille pour la première fois depuis le début de leur emprisonnement. Les visites se sont déroulées dans le bureau du colonel de la prison, mais ont été

immédiatement écourtées quand le kurde était utilisé dans les conversations ou que les prisonniers rapportaient ce qui s'était passé.

Certains détenus ont particulièrement souffert des mauvais traitements et des tortures endurés : Muhammad Habash Rashi Bakr, détenu depuis 7 ans, Nuri Mustafa Hussein, et de Salah Mustafa Misto détenus depuis 6 ans.

Enfin, le 30 décembre, le parti Yekitî annonçait la libération d'Ibrahim Burro, qui avait été

arrêté en avril 2009 et condamné à un an de prison en octobre dernier, pour « appartenance à une organisation clandestine ». Lors d'une réception officielle donnée par Yekitî, Ibrahim Burro a relaté en détail ce qu'il avait vu et subi en prison. Il a ainsi indiqué que de nombreux adolescents, sans grande expérience politique, se trouvaient en détention uniquement pour avoir brandi les emblèmes de partis politiques kurdes et que beaucoup d'arrestations dans les milieux kurdes étaient totalement arbitraires.

CULTURE :

DEUX FILMS SUR LA QUESTION KURDE EN HAUT DU BOX-OFFICE TURC

Le Souffle : *Vive la Patrie* (Nefes: Vatan sagolsun), de Levent Semerci, relatant la vie d'une garnison turque dans les années 1990, à l'époque de la « sale guerre » au Kurdistan rencontre un succès inattendu en Turquie, avec 2,4 millions d'entrées depuis sa sortie en octobre, passant ainsi loin devant les films à succès comme Harry Potter (640.000 entrée). Le film a d'ailleurs fait l'unanimité parmi les camps politiques les plus opposés, même si les avis divergent sur son message, puisqu'il est loué par le chef d'état-major des armées, le général Ilker Basbug, comme étant "l'un des plus beaux films jamais tournés sur la lutte contre le terrorisme", tandis que le journal Taraf y voit l'intention d'opposer « à la guerre la beauté de la vie ».

Mais pour le critique de cinéma

Attila Dorsay, il s'agit bel et bien du 'premier film vraiment anti-guerre du cinéma turc', car 'la guerre n'est pas idéalisée, rien n'est anobli. Les gens sont allés voir ce qui est arrivé à leurs enfants, leurs cousins, leurs parents. Ils ont été directement touchés par ce film.

C'est le premier long métrage de Levent Semerci qui n'avait, jusqu'ici, que tourné des spots publicitaires et des clips musicaux. L'histoire est tirée du livre *Güneydoğu'dan Öyküler* (Récits du sud-est) écrit en 1999 par l'écrivain Hakan Evrensel, qui a participé à l'écriture du scénario.

Une unité de 40 hommes, commandée par un officier, Mete, très affecté par la perte récente de deux de ses hommes, est envoyée protéger contre les attaques du PKK une base assurant les transmissions sans fil au sein de

l'armée, à Karabal, sur une des plus hautes montagnes du pays (2 365 mètres d'altitude), à la frontière turco-irakienne. Ils ont peu à peu le sentiment de leur mort prochaine et le seul contact avec le monde extérieur sont les conversations téléphoniques qu'ils ont avec leurs proches. C'est alors qu'un combattant du PKK, se faisant appeler « le Docteur » réussit à interférer lors d'un appel de Mete à sa femme et une série de dialogues, à la fois hostiles et routiniers, s'instaurent entre les belligérants.

Enfin le film "İki dil bir bavul" (*Deux langues, une valise*), un documentaire réalisé par deux étudiants en cinéma, Özgür Dogan et Orhan Eskiköy, respectivement kurde zaza et turc, sur l'arrivée d'un instituteur ne parlant que le turc dans un village où ses élèves ne parlent que le kurde, atteint 78.000 entrées.

Turquie : à la recherche du plan perdu

Décidé à résoudre enfin le « problème kurde », le gouvernement AKP a mis au point une série de dispositions dont, craignant les réactions des ultranationalistes, il ose à peine préciser le contenu!

En Turquie, ils sont entre 12 millions et 15 millions, dont 12?000 réfugiés en Irak du Nord. Les premiers vivent pour l'essentiel dans l'Est et le Sud-Est anatolien ou s'agglutinent à la périphérie des grandes villes. Et rêvent qu'on leur accorde de vrais droits politiques et culturels. Les seconds vivent dans les montagnes, les armes à la main ou entassés dans des camps. Et espèrent rentrer, un jour, au pays.

Tous ces Kurdes – ou presque – veulent la paix. Ils ont perdu plus de 36 000 des leurs pendant les pires années de la guerre civile (1984-1999). Aujourd'hui encore, des combats sporadiques secouent l'Anatolie et, dans le Kurdistan irakien, l'aviation turque bombarde les bases des séparatistes du PKK.

Abdullah Öcalan, leur chef, croupit en prison depuis 1999. Bête noire des Turcs, il a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Malgré sa réputation de stalinien, ses partisans lui vouent un véritable culte. L'espoir d'obtenir quelques aménagements de peine l'incite à plus d'aménité. En octobre, à sa demande, une poignée de guérilleros ont quitté leur refuge irakien, avec femmes et enfants, et se sont rendus aux autorités turques.

Du bout des lèvres

Öcalan répondait ainsi au « plan kurde » proposé, en août, par le gouvernement AKP. Mais la question est si sensible que ni Recep Tayyip Erdogan, le chef du gouvernement, ni Besir Atalay, le ministre de l'Intérieur, n'en ont précisé le contenu. Comme pour se justifier, ils ont invoqué la lassitude de l'opinion, les souffrances des mères kurdes et des mères des 6000 soldats turcs tués dans cette guerre, tout en insistant sur la nécessité de développer l'Anatolie, où la pauvreté fait le lit de la violence.

Les 12 et 13 novembre, au Parlement, le mot « kurde » n'a jamais été prononcé, et l'on a fait mine d'englober d'autres minorités (Lazes, Circassiens, etc.) dans le projet, comme pour en atténuer la portée. Seul le DTP (parti pro-kurde) a soutenu l'AKP – du bout des lèvres, car ils se disputent le même électorat. Le reste de l'opposition (extrême droite et gauche ultranationalistes) s'est déchaîné, accusant le gouvernement de « céder à des terroristes ». À l'instar de l'armée, elle a fixé des lignes rouges. Pas question d'une amnistie générale ni



Rebelles du PKK accueillis en héros à leur retour d'Irak, le 21 octobre à Diyarbakir © AP

d'amender ou de changer la Constitution issue du coup d'État militaire de 1980, qui fait de la Turquie un État unitaire avec une seule langue, le turc.

L'impasse est totale, le gouvernement ne disposant pas de la majorité des deux tiers nécessaire à ce changement. Face à cette force qui fait bloc contre lui et dont il connaît les ressources (un projet de coup d'État a été éventé, en juin), il a dû se rendre à l'évidence: il ne pourra agir que par voie réglementaire, pour des réformes limitées.

Cinq mille disparus

Parmi ces dernières figurent l'autorisation pour les villes et les villages kurdes de retrouver leur nom d'origine, la libéralisation de l'usage de la langue kurde dans l'enseignement et les médias (qui complèterait des dispositions peu ou mal appliquées) ainsi que sur la scène politique (des dizaines d'élus ont été traînés devant des tribunaux, ces dernières années, pour s'être exprimés en kurde).

La création d'une commission chargée de traiter les plaintes pour atteintes aux droits de l'homme et d'élucider la disparition de 5 000 personnes dans les années 1990 risque de rester un vœu pieux. Quant aux réductions de peine destinées à inciter les combattants du PKK à déposer les armes, beaucoup doutent de leur efficacité. Elles ne répondent pas à leurs revendications de base: amnistie générale et reconnaissance des droits des Kurdes dans la Constitution. Parmi les objectifs affichés figurent aussi le démantèlement du camp de Makhmour (Irak du Nord), avec l'aide de l'ONU, et le rapatriement en Turquie de ses 6000 habitants. Ce n'est pas pour demain.



UN REBELLE KURDE TUÉ LORS DE COMBATS AVEC L'ARMÉE DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE

DIYARBAKIR (Turquie), 1 décembre 2009 (AFP)

UN REBELLE kurde a été tué lundi lors de combats avec les forces de sécurité turques dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris mardi auprès de sources locales de sécurité.

Le rebelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été abattu dans la province de Simak, voisine de l'Irak, quand une unité de l'armée a riposté à des tirs d'armes lourdes à son retour d'une mission, ont indiqué ces sources.

L'accrochage intervient alors que des manifestations célébrant la fondation du PKK ont dégénéré lundi dans plusieurs villes de Turquie en heurts avec la police. Un adolescent de 16 ans a été blessé à la poitrine par une arme à feu lors de ces affrontements, selon les médias.

Les heurts se sont poursuivis dans la nuit de lundi à mardi à Istanbul, où des

manifestants ont incendié une épicerie et jeté des cocktail molotov et des pierres contre la police, qui a fait usage de canons à eau et de grenades lacrymogènes, selon l'agence de presse Anatolie.

Le PKK a été fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie en Turquie pour séparatisme et trahison.

Ankara a récemment annoncé des mesures visant à améliorer les droits des Kurdes dans l'espoir d'éroder le soutien de la population envers le PKK.

Le PKK a lancé en 1984 une insurrection visant à l'indépendance du sud-est de l'Anatolie, peuplé en majorité de Kurdes. Cette revendication s'est progressivement muée en une demande d'autonomie régionale et de renforcement des droits culturels des Kurdes. Le conflit kurde a fait au total quelque 45.000 morts, selon l'armée turque.



LA TURQUIE AFFIRME QU'ÖCALAN EST TRAITÉ COMME LES AUTRES PRISONNIERS

ANKARA, 4 décembre 2009 (AFP)

LE CHEF rebelle kurde Abdullah Öcalan, qui s'est plaint de ses conditions carcérales ce qui a provoqué des manifestations de Kurdes en Turquie, est traité suivant les normes internationales, a affirmé vendredi le président de la commission parlementaire des droits de l'homme.

"Nous avons mené une enquête et avons établi qu'il n'était pas vrai qu'Öcalan est traité différemment des autres détenus. Ses conditions sont conformes aux normes internationales et même meilleures", a dit Zafer Üskül à la chaîne d'information NTV.

Depuis le week-end dernier, des manifestations quotidiennes sont organisées à travers la Turquie pour dénoncer les conditions de détention d'Öcalan, qui, selon les Kurdes, se sont détériorées.

Le chef-fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, illégal), 61 ans, qui purgeait en solitaire depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest), a été transféré à la mi-novembre dans une autre cellule du même

pénitencier et il peut côtoyer maintenant d'autres détenus comme le demandait le Comité antitorture (CPT) du Conseil de l'Europe.

"Mes conditions sont pires qu'avant. Je ne sais pas combien de temps je pourrai résister à ces conditions qui ont fait de moi un homme mi-mort, mi-vivant", s'est plaint cependant Öcalan auprès de ses défenseurs, parlant d'une "cellule de 6-7 m²".

M. Üskül a rejeté ces allégations, indiquant que cette nouvelle cellule était de 11,8 m² contre 11,9 m² auparavant.

"Notre peuple (kurde) est mal informé et les rumeurs se répandent vite", a souligné M. Üskül.

Le ministère de la Justice a publié vendredi des photos de la prison d'Öcalan pour montrer que ses conditions sont identiques aux autres prisonniers incarcérés dans des établissements de haute sécurité.

Ankara a récemment annoncé des mesures visant à améliorer les droits des Kurdes dans l'espoir d'éroder le soutien de la population au PKK, en lutte contre les forces turques depuis 1984.



TURQUIE: UN SOLDAT TUÉ DANS LE SUD-EST PAR DES REBELLES KURDES (ARMÉE)

DIYARBAKIR (Turquie), 4 décembre 2009 (AFP)

UN SOLDAT turc a été tué et un autre blessé vendredi dans le sud-est de la Turquie dans des affrontements entre l'armée et des rebelles kurdes, a-t-on appris de sources militaires.

Les affrontements ont éclaté dans une région montagneuse de la province de Mardin, lorsqu'une patrouille de l'armée s'est retrouvée face à des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe séparatiste kurde qui a pris les armes contre Ankara en 1984.

L'armée a lancé une opération dans la zone des affrontements pour retrouver les rebelles, selon les mêmes sources.

Le conflit entre le PKK et le pouvoir central d'Ankara a coûté la vie à environ 45.000 personnes.

Le gouvernement turc a affirmé qu'il continuerait la lutte contre les rebelles séparatistes kurdes, tout en promettant des réformes accordant de plus grandes libertés aux Kurdes de Turquie, majoritaires dans les régions du sud-est du pays.



ANKARA INVITE UN COMITÉ EUROPÉEN À VISITER LA NOUVELLE CELLULE D'ÖCALAN

ANKARA, 5 décembre 2009 (AFP)

LA TURQUIE a invité le comité pour la prévention de la torture (CPT) du conseil de l'Europe à visiter la cellule dans laquelle a été transféré le chef des rebelles kurdes Abdullah Öcalan, qui se plaint de ses conditions d'emprisonnement, affirme le ministère turc des Affaires étrangères.

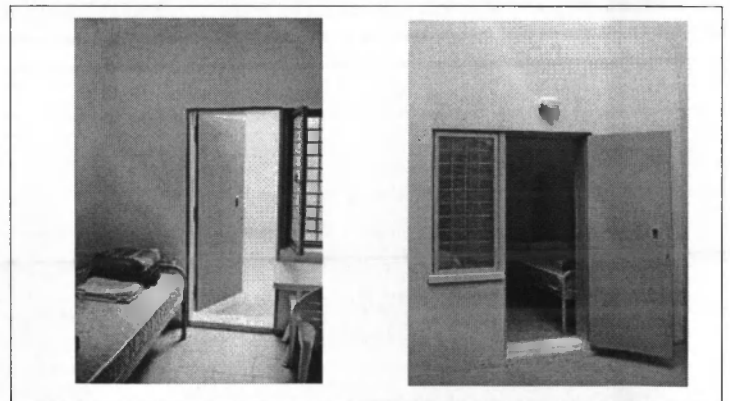
Le chef et fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, illégal), 61 ans, qui purgeait en solitaire depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest), a été transféré à la mi-novembre dans une autre cellule du même pénitencier et il peut côtoyer maintenant d'autres détenus, comme le recommandait le CPT.

"Après le transfert de nouveaux détenus à l'île prison d'Imrali, une délégation du CPT a été invitée à venir évaluer sur place les nouvelles conditions" d'incarcération, déclare le ministère dans un communiqué vendredi soir, assurant que celles-ci étaient "conformes aux normes internationales tant sur le plan matériel que du régime d'application des peines".

"La date de la visite sera précisée dans la période à venir", ajoute le document.

Öcalan s'est récemment plaint de ses nouvelles conditions d'incarcération, affirmant qu'elles étaient "pires qu'avant" et évoquant une "cellule de 6-7 m²".

"Je ne sais pas combien de temps je pourrai résister à ces conditions qui ont



fait de moi un homme mi-mort, mi-vivant", a-t-il dit à ses avocats.

Ces déclarations ont entraîné la multiplication depuis une semaine de manifestations kurdes de protestation contre les conditions de détention d'Öcalan.

Vendredi, le président de la commission parlementaire des droits de l'Homme Zafer Üskül a estimé au terme d'une enquête "qu'il n'était pas vrai qu'Öcalan était traité différemment des autres détenus".

"Ses conditions sont conformes aux normes internationales et même meilleures", a poursuivi M. Üskül, indiquant que la nouvelle cellule faisait 11,8 m² contre 11,9 m² auparavant.

Le ministère de la Justice a publié vendredi des photos de la prison d'Öcalan pour montrer que ses conditions étaient identiques aux autres prisonniers incarcérés dans des établissements de haute sécurité.



DEUX REBELLES KURDES TUÉS LORS DE COMBATS AVEC L'ARMÉE EN TURQUIE

ANKARA, 5 décembre 2009 (AFP)

Deux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans le sud-est de la Turquie lors d'affrontements avec les forces de sécurité, a affirmé samedi l'armée turque dans un communiqué diffusé sur son site internet.

L'accrochage s'est produit vendredi dans une zone montagneuse de la pro-

vince de Sirnak, riveraine de l'Irak, selon ce document.

Le conflit entre le PKK et le pouvoir central d'Ankara a coûté la vie à environ 45.000 personnes. Un soldat turc a péri vendredi dans un autre affrontement, dans la province de Mardin, voisine de la Syrie.

Le gouvernement turc a affirmé qu'il continuerait la lutte contre les rebelles séparatistes kurdes, tout en promettant des réformes accordant de plus grandes libertés aux Kurdes de Turquie, majoritaires dans les régions du sud-est du pays.



MANIFESTATIONS KURDES DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE: UN MORT ET DES BLESSÉS

DIYARBAKIR (Turquie), 6 décembre 2009 (AFP)

DES MANIFESTATIONS dénonçant les conditions carcérales du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan ont dégénéré en heurts avec la police dimanche dans le sud-est de la Turquie, faisant un mort et plusieurs blessés selon les médias et des sources locales.

A Diyarbakir, principale ville de cette région peuplée en majorité de Kurdes, quelque 15.000 personnes réunies à l'appel du Parti pour une société démocratique (DTP, prokurde) ont manifesté aux cris de "Ou des conditions de vie honorables, ou la guerre et la vengeance" et "Vive le président Öcalan", a constaté un correspondant de l'AFP.

Les manifestants, qui portaient en tête de cortège une maquette sensée représenter la cellule d'Öcalan, ont jeté des pierres et tiré des feux d'artifice en direction de la police quand celle-ci a tenté de bloquer leur progression. Les policiers anti-émeutes ont riposté en faisant usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau.

Un manifestant a été tué dans des circonstances encore non déterminées, ont affirmé des sources locales, qui ont par ailleurs fait état de deux blessés, dont un policier, et de plusieurs interpellations.

L'agence de presse Anatolie a fait état de quatre policiers blessés dans des heurts similaires survenus la veille à Dogubeyazit (est).

Le chef et fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, illégal), 61 ans, qui purgeait en solitaire depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest), a été transféré à la mi-novembre dans une autre cellule du même pénitencier et il peut côtoyer maintenant d'autres détenus.

Öcalan s'est récemment plaint de ses nouvelles conditions d'incarcération, affirmant qu'elles étaient "pires qu'avant" et évoquant une "cellule de 6-7 m²".



Des manifestants kurdes visés par des gaz lacrymogènes envoyés par la police turque, le 6 décembre 2009 à Diyarbakir

"Je ne sais pas combien de temps je pourrai résister à ces conditions qui ont fait de moi un homme mi-mort, mi-vivant", a-t-il dit.

Ces déclarations ont entraîné de nombreuses manifestations kurdes de protestation.

Vendredi, le président de la commission parlementaire des droits de l'Homme Zafer Üskül a estimé au terme d'une enquête que les conditions d'emprisonnement d'Öcalan étaient "conformes aux normes internationales et même meilleures".

Les manifestations interviennent alors que le gouvernement a dévoilé en novembre un plan visant à renforcer les droits des Kurdes, et que doit débuter mardi devant la Cour constitutionnelle un procès contre le DTP, accusé de collusion avec le PKK et menacé de dissolution.



7 décembre 2009

Turquie : sept soldats tués dans une embuscade

Sept soldats ont été tués et plusieurs autres blessés dans le nord de la Turquie quand leur unité de gendarmerie a été attaquée par un groupe armé dans la région montagneuse de Tokat.

Les télévisions locales soupçonnent les séparatistes kurdes du PKK. La formation interdite est généralement active dans le sud-est du pays, mais elle a déjà mené des actions dans le nord par le passé. Les soupçons sont d'autant plus forts que la Cour constitutionnelle se prononce demain sur l'interdiction du plus grand parti pro-kurde de Turquie. Il s'agit des pertes humaines les plus lourdes infligées à l'armée turque depuis avril. Les séparatistes kurdes avaient alors tué dix soldats dans le sud-est du pays.

Copyright © 2009 euronews



Kurdish opposition leader remains critical of government

Translated by Hiran Ali

SLEMANI - The Change List is headed by Nawshirwan Mustafa; a former PUK party leader who left the party in December 2006 in protest at the lack of internal reform. In an interview with Rudaw he says the new Kurdish government won't be successful. He also said that he doesn't rule out a coalition with an Iraqi party.

The Change List is considered as the biggest Kurdish opposition party in the federal Kurdistan region of Iraq, which enjoys an autonomous status and has its own local Kurdish government. The party gets its votes from the people who are not happy with the ruling parties PUK and KDP. According to Change, the regional Kurdish government is corrupt and must be changed into a modern institution.

What's going to happen with the Change movement? Is it going to remain a movement only? Or a political party?

We don't have plans to become a party. I mean with that we don't want to become a ruling party in the government. It must be a movement with support during the elections. We don't want to be like other Kurdish parties, we want to bring politics into movement in a new way. I don't say we copy France or England, but we do look to Pakistan and India.

The new Kurdish cabinet is known and the new Prime Minister is a member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). How do you see this change?

In our view the sixth cabinet is the same as the fifth cabinet, when we talk about the way of forming and changing the political system. Just like in many countries, the party chairmen get the assignment after the parliamentary elections to form the government and to pick ministers, who will be voted for in the parliament. But this time, the government itself picked some ministers and gave them to the party chairmen. This is exactly the same as the last time and that's why I am not convinced that they will perform their job well, this means that political parties have direct power over the parliament.

The Kurdish Prime Minister Barham Salih and Azad Barwary visited Gorran to participate in the govern-



ment. But you refused it. What were the opinion differences?

People gave their votes to us, so that we could get the most votes and form the new cabinet. But we declared that if we didn't get the majority of votes, we would form the opposition. As a result Dr. Barham Salih and Azad Barwary, didn't offer us anything and we didn't refuse anything. It was more about their concerns of forming the cabinet and I told them my opinion about this.

Is it true that you would meet with the Kurdish president Barzani?

No, but the reason why I didn't participate in this meetings, because many people that supported us during the elections were punished by losing their jobs or positions. We didn't expect that the Kurdish regional president would expect people to be punished for political differences.

Isn't it time [considering the Iraqi elections] to have meetings both with KDP and PUK? Like other parties do?

We are ready for this, even with PUK, if our rivals are also ready for this.

The Kurdish politicians Ehmed Ahmad told Rudaw that there are unofficial contacts between you and the KDP. Is this true?

No, until now we didn't have official contacts with the KDP, only within the parliament. The Regional President Massoud Barzani also hold a meeting with all Kurdish parties.

Are you prepared to form an opposition with the Islamic Group of Kurdistan (Komal) and the Islamic Union of Kurdistan (IUK)

If we have the same needs, we can cooperate. Not only with them, but also other political blocs that participate in the government. We also discussed this with other opposition parties.

Do you plan to get a position in the Iraqi parliament? Or if Gorran gets the most votes?

No, I'm too old for that. I won't go to the Iraqi parliament, but I support some people to form a bloc in the Iraqi parliament.

A lot of people ask you to cooperate with the PUK and KDP (ruling government parties) for the upcoming Iraqi elections. What is your decision?

Sadly, both parties have minimized the contact between Iraq and Kurdistan and Kurdish nationalism. It's a communication of two parties with Baghdad. We want to change this. Our political movement is different from PUK and KDP and we want our relations with the Iraqi parliament to be based on two nationalities, not on the basis of a few parties with the government.

Will you join KDP and PUK after the Iraqi elections or will you join the State of Law coalition of the Iraqi Prime Minister?

This is a question can I answer after the elections, because it's not clear who will get the most votes.

Do you want an alliance with an Iraqi list?

If we share the same political needs, why not?

Is there any chance that Gorran is forming a list in Kirkuk with KDP and PUK?

We will have a separate list in Kirkuk and it's true that the KDP and PUK will participate with a list in Kirkuk. They work with two different guide lines there.

In Turkey, there is a democratic opening. As a result, the PKK has sent two groups to Turkey. How do you see this development and what kind of role the Region of Kurdistan should play in this process?

This is a very good process, I think there is more democracy [in Turkey] than in the past and I think the Kurds get more chances in the Turkish government. I hope the region Kurdistan and all Iraqi parties will offer their support to solve the Kurdish problems (Photo: Rudaw).

© Rudaw

Iraq and the Kirkuk conundrum

A hint of harmony, at last

BAGHDAD AND ERBIL

In the run-up to the election, could Iraqi minds be concentrated strongly enough to find at least a temporary solution to an age-old and dangerous conundrum?



IT SOUNDS far-fetched but it may be true. A group of Irish peacemongers, from both sides of their long-divided island, claims to have made rare progress last month towards getting Arab and Kurdish Iraqis to settle their differences, which have been threatening to drag the country back to the level of bloodshed that engulfed it three years ago. With a South African who had helped reconcile white and black South Africans looking on, a clutch of Iraqi members of parliament got to unusual grips with the mechanics of sharing power between Kurds, Arabs and Turkomans in the disputed region of Kirkuk. If they can build on this momentum after the general election that is now expected in mid-February (the January date having slipped), a modicum of federal harmony may eventually be achieved—to the benefit of all Iraqis.

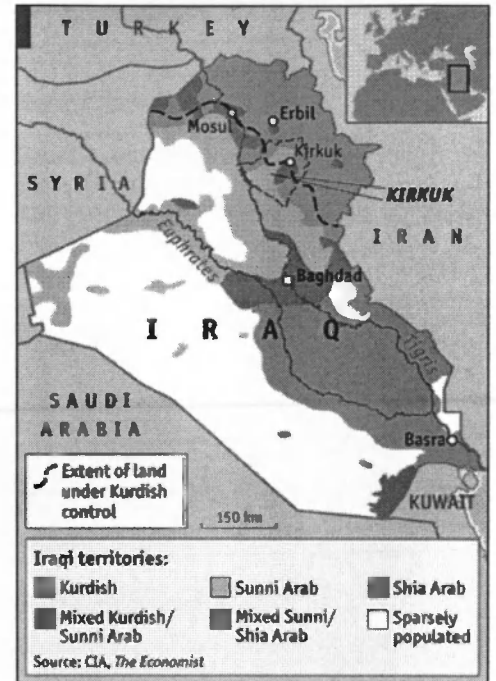
One suggestion that may be taken up is the creation, at least for a time, of mixed councils to run the province. Another fruitful idea is to set up a permanent framework for talks involving the outside backers of the various Iraqi communities. For London, Boston and Dublin read Baghdad, Ankara (Turkey's capital) and Erbil, Iraq's Kurdish one.

The latest meeting was sponsored by one of Iraq's two vice-presidents, Adel Abdel Mahdi, a Shia Arab sometimes mooted as a possible next prime minister. More such gatherings are expected. Other efforts to solve the Kirkuk puzzle have intensified, under the aegis of both the Americans and the United Nations.

On November 22nd units of the Iraqi federal police and the Kurds' gendarmes, known as the Zeravani, trained publicly together for the first time. It is hoped that this month tripartite patrols around Kirkuk will start, with government and Kurdish troops to be overseen by American ones.

Meanwhile, staff at the UN mission in Baghdad are drawing up lists of possible concessions that might mollify all sides. In parliament there is talk of a dialogue council to resolve land disputes, determine the role of the Kurds' military forces (known as the Peshmerga), share out oil revenues, settle Kurdistan's constitutional status and agree on the voters' register.

This surge in activity has come not a moment too soon. Tension over Kirkuk has been worsening. Although the rest of Iraq has been a lot quieter, violence along the Arab-Kurdish border (the "trigger line") has been rising. At a rate



of about 130 attacks a month, more violence is taking place there than in the rest of Iraq put together. Moreover, Arab-Kurdish tension has been gumming up politics in Baghdad.

And time is running out. By next summer, most American forces, who have been Kirkuk's ultimate peacekeepers, will have gone. Those left may no longer have the strength to put out fires. Yet an opportunity may beckon. After next year's general election, Iraq's politicians will haggle over the make-up and programme of the next government, possibly for as long as four or five months. Dealing with Kirkuk could be part of any bargain. Most outsiders closely involved in Kirkuk have long argued that it cannot be solved piecemeal but only as part of a big package.

Most of Iraq's non-Kurds—Shia and Sunni Arabs and Turkomans (kin of the Ottoman Turks who for centuries ruled what is now Iraq)—fiercely oppose what they consider to be the Kurds' excessive demands, especially their desire to control Kirkuk. Arab and Turkoman leaders in Kirkuk recently formed an electoral front to counter the Kurds' numerical advantage since they took back the province in the wake of Saddam Hussein's overthrow by the Americans in 2003. The Arabs and Turkomans insist that the city, now reckoned to contain some 850,000 people, should never be part of an autonomous Kurdish region. Few other issues unite

non-Kurds so passionately. An Iraqi prime minister who gave away the city would almost certainly lose his job. Iraq's neighbours too, especially Turkey but also Iran, vehemently object to the idea of the Kurds controlling Kirkuk, lest it boost Kurdish separatism in their own backyards.

Yet the Kurds are equally adamant. They call Kirkuk their Jerusalem. Their politicians in Erbil may have become even more inflexible since the long-dominant parties lost ground in a regional election this summer to a new group called Goran (Change) that beats the nationalist drum while inveighing against corruption. Masoud Barzani, the region's president, and Jalal Talabani, Iraq's president, who runs one of the two main Kurdish parties, have raised the rhetorical heat over Kirkuk.

The Kurds have a strong moral claim to the province. During two decades of enforced Arabisation under Saddam, some 250,000 Kurdish residents of Kirkuk were expelled. Few Arab leaders acknowledge the brutality of that crime. If they did so, a compromise might be easier. The Kurds might, for instance, at least consider an Iraqi government proposal to create a city council with seats split equally three ways for a limited period (to be precise,

32% for each of the three main groups and 4% for the tiniest minorities, such as Christians). "It would give all sides time to get used to a situation where nobody is a clear winner," says Iyad al-Samarraie, a Sunni Arab who is the parliament's speaker in Baghdad.

The Irish peacemakers have suggested, among other things, a detailed "road map" towards sharing power that could lead to a multiethnic administration. Though understood to be only temporary, such a system, optimists hope, would gradually become entrenched.

But the Kurds would have to give up their ambition to make Kirkuk an immediate and integral part of an autonomous Kurdistan. That suggestion would outrage them. The city of Kirkuk was once predominantly Kurdish. They have shed much blood losing it and in seeking to get it back. But the alternative—a war with the Arabs that might draw in neighbouring countries—would almost certainly see the Kurds lose in the long run, even though they are better armed than ever before.

A parting gift from Mr Obama

The Americans are the only ones who might persuade the Kurds to change their mind. American represen-

tatives in Baghdad have become impatient with the Kurds, considering them to have overreached themselves in recent years. "But nobody on the American side has ever looked Barzani in the eye and said, 'You can't have Kirkuk,'" says a Western diplomat. In the past the Americans were sympathetic to the Kurds. But now their patience is wearing thin.

The American vice-president, Joe Biden, who is Barack Obama's point man on Iraq, may urge Mr Barzani after the Iraqi election to say goodbye to a Kirkuk controlled solely by the Kurds. It may be suggested that the province should—at least temporarily—have a special status. In return for giving up soil, the Kurds could—as part of a quid pro quo—get a better deal on the oil in their territory.

Would Mr Barzani listen? The Kurds need America's patronage more than ever now that its troops are leaving and the Kurds' opponents in Baghdad have a freer rein. It may be the last bit of really tricky diplomacy in Iraq that falls to America.

Iran meeting on unity underscores divisions

TORONTO

BY NAZILA FATHI

In a sign of increasing divisions between Iranian leaders, President Mahmoud Ahmadinejad and a former president, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, did not attend a meeting aimed at creating political "unity" news this week, news agencies reported.

The meeting, on Tuesday in Parliament, was delayed 40 minutes because Mr. Ahmadinejad did not notify lawmakers that he would not attend until the last minute. Mr. Rafsanjani's office said a busy schedule kept him from the meeting. Only 30 of the 199 invited guests participated, according to the Web site Parlemannews.

Analysts view the failed meeting as illustrating a continuing rift within the ruling establishment five months after the disputed presidential election on June 12. The opposition has accused Mr. Ahmadinejad of rigging the vote. "A meeting for creating unity at this stage is more like a joke," said Hussein Bastani, an Iranian analyst and journalist. "There is no

doubt that the Islamic republic is faced with its worse internal division since 1981 and there is no hope that there could be reconciliation at this point."

The meeting, which was held for a second year, highlighted how tensions had increased compared with a year ago, when Mr. Rafsanjani, along with Mehdi Karroubi and Ali Akbar Nateq Nouri, both former speakers of Parliament, attended the meeting.

Mr. Karroubi ran against Mr. Ahmadinejad in the election and has become an opposition leader, but he was not invited to the meeting this year. Mr. Nateq Nouri, a conservative cleric, was sidelined after Mr. Ahmadinejad accused him in a televised campaign debate of financial corruption.

Mr. Rafsanjani, a leading member of the 1979 revolution, has sided with the opposition, though he has remained quiet over the past few months. He has been banned from leading Friday prayers in Tehran, and his children have been threatened with arrest on corruption charges.

"Mr. Rafsanjani refused to go because this was not a meeting for unity,"

said a person close to him, who spoke anonymously because of the delicacy of the matter. "First of all, he would not sit anywhere that Ahmadinejad would speak. Secondly, the opposition leaders should have been invited if this was really going to be a meeting for unity."

In another sign of the divide, a senior conservative cleric, Ayatollah Abdollah Javadi Amoli, who had served as one of the Friday prayer leaders in the religious city of Qum, resigned last week.

Also on Tuesday, Tehran's prosecutor told reporters that Ramin Pourandarjani, a young doctor who died last month while working at the notorious Kahrizak prison, was poisoned, the Iranian Students' News Agency reported.

The prosecutor, Abbas Jafari Dolatabadi, said it was still unclear whether Dr. Pourandarjani was murdered or committed suicide. Mr. Dolatabadi said that according to the autopsy report, Dr. Pourandarjani was killed by pills that were mixed into a salad found next to his body. It was unclear what type of pills they were. The worker who had delivered the food has been questioned, Mr. Dolatabadi said.

Previously, the government said Dr. Pourandarjani died of a heart attack.

As part of his military service, Dr. Pourandarjani attended to prisoners at Kahrizak, which the authorities shut down in July after several members of the opposition died there. The opposition has called his death suspicious.

Kurdistan: A lot of oil, a lot of risk

The future of Iraq may rest in the nascent oil fields of this province. It's now up to the politicians to find a way to forge peace and attract oil companies

Patrick Martin and Shawn McCarthy
Globe and Mail

ERBIL, IRAQ, AND OTTAWA —

In the bright, open lobby of the Erbil International Hotel in the Kurdistan region of northern Iraq, Western businessmen in blue jeans huddle with regional officials in business suits. Sitting quietly nearby, their weapons checked at the door, is a gaggle of security men, many of them former Kurdish fighters, now in civilian clothes.

These days, Kurdish leaders and international investors assembling here speak a common language: oil. Kurdistan sits on plenty of it, and the region's current peace is a welcome feature for oil companies looking to explore here.

But Kurdistan's oil fields pale in comparison with the mega oil fields to the south. The Kurds are staking a potentially explosive claim on the area around Kirkuk, which holds vastly more rewarding, but risky opportunities.

Just 90 kilometres south of Erbil, Kirkuk and its resources are at the centre of a power struggle between Iraqi Kurds and Arabs that threatens the fragile stability of the entire country. The resulting sectarian strife makes the region a dangerous place in which to do business.

Unlike Erbil, Western executives rarely venture to Kirkuk. When they do, they travel in three-car armoured convoys, accompanied by heavily armed private security forces, and they mostly stick to the outskirts to avoid trouble, like the car bomb that killed six in a market last month.

With nearly a quarter of the world's easily accessible, light oil reserves and huge tracts of unexplored land, Iraq's oil industry offers immense rewards, both to the country and the international oil companies that are warily pursuing deals.

And for a growing number of companies, the threat of political violence erupting in Iraq is a risk worth taking. International oil giants coming to Iraq are already looking past the days of war and regional conflict, as they jockey to secure a piece of the prize early.

On Dec. 11, the major oil players will have a key opportunity to place their bets on Iraq's future. Baghdad plans to auction off the right to develop 10 unexplo-



red but highly prospective oil and gas fields, including some near Kirkuk, following a similar auction earlier this year.

Some 40 of the world's biggest oil companies are qualified to bid next week. Their ultimate success hinges on Iraq's ability to forge political compromises that will allow for peaceful development. The crucial test is Kirkuk, where Kurds and Arab Iraqis battle for control of the area, while coveted oil resources offer lasting economic benefits.

"Iraq is a high-risk place, there is no way around it," says Samuel Ciszuk, a Middle East energy analyst with IHS Global Insight. "But the opportunity for reward is also great."

If things go well — an enormous if — Iraq could boost its production from 2.5 million barrels a day to more than seven million by 2016, making it the third-largest producer after Saudi Arabia and Russia.

That additional Iraqi supply would have a major impact on world oil markets, helping to moderate prices by replacing production from depleting reserves elsewhere and meeting rising demand from the developing world.

In Iraq, the usual geological and financial challenges for international oil companies are magnified by sectarian violence, legal minefields and political strife. The conditions are less than ideal, and some early projects will likely produce only a modest return on capital.

"It's like a prelude to a kiss," says Fadel Gheit, New York-based analyst with Oppenheimer and Co. But strategically, international oil companies "cannot afford not to be in Iraq so it's a bitter medicine they have to take in order to

establish a foothold."

Mr. Gheit says all the major oil companies are struggling to maintain production as current fields decline and international opportunities remain limited. Companies like Exxon Mobil Corp. have to increase production by 200,000 barrels a day from new fields just to offset declines from existing production. That's the reason such companies are investing heavily in Canada's oil sands, even though costs are enormous.

From where Iraqi Oil Minister Hussain al-Shahrastani sits — in the ministry's rundown office building on the north side of the capital, shielded by concrete barriers and layers of Iraqi forces — the country's oil policy looks due south.

While the northern regions of Kirkuk and Kurdistan figure prominently in Baghdad's plan to boost its oil production over the longer term, it's the vast array of giant, proven fields in southern Iraq that are expected in the short term to catapult the country into oil's big leagues.

Those fields were the subject of Iraq's first auction. Bidding got off to a shaky start in June but has since resulted in a series of agreements.

In the south, international oil companies such as BP PLC, Exxon, Royal Dutch Shell PLC, China National Petroleum Corp. and Italy's Eni SpA have either signed contracts or reached a memorandum of understanding to dramatically boost production from operating oil fields.

Oil companies are coming into the country agreeing to work under service contracts that pay a fixed amount for every barrel of oil produced. With access

to producing fields containing more than 30 billion barrels of reserves, they still stand to make a great deal of money.

The bidding process began inauspiciously, with only BP and its partner, China's CNPC, participating in the round, winning the right to develop the Rumaila field, which is located near the Kuwait border in an area populated almost exclusively by Shia tribes.

Eager for more development, Mr. al-Shahristani went back to the international companies and offered sweeteners that neither the companies nor the government will reveal.

Recently, Exxon and Shell agreed to a deal to develop the giant West Qurna 1 field, with its estimated 8.6 billion barrels of reserves, while Eni is leading a group that will boost production in the Zubair field that has reserves of 4.1 billion barrels.

Those three fields lie in areas of the country that have been relatively peaceful of late. But challenges remain, including the potential for renewed violence.

Of immediate concern, however, is the fact that Iraq has not updated its laws covering the oil industry since the era of Saddam Hussein. Companies must count on the commitments of Prime Minister Nouri al-Maliki's government, which faces a difficult re-election bid slated for January but likely to be postponed for a few months, adding further uncertainty.

Political opponents have criticized the government for allowing foreign companies to develop Iraq's resources.

The al-Maliki government had hoped to showcase the country's new-found security as part of its election platform. However, the massive double bombings in Baghdad in August and again in October, have made that a shaky proposition.

This has meant that item two in the platform – the promise of economic development driven by oil – has taken on even greater importance.

Mr. al-Shahristani was determined to “front load the bid round to get the companies committed” prior to the election set for January, says Greg Priddy, an analyst with Washington-based political risk consultants, Eurasia Group. That's why the best, proven fields were offered at auction first.

To reduce public opposition, the Iraqi government offered only service contracts that confer no ownership of the resource, rather than “production-sharing agreements” that provide companies more revenue if prices rise and allow them to include the reserves on their books – a major selling point with investors in publicly traded oil companies.

With service contracts, the minister

has concrete answers for political critics who complain the government is “giving away the oil to foreigners,” Mr. Priddy says. “They say they are hiring service providers only.”

Analysts note that the Oil Ministry has been reluctant to divulge some of the details of those arrangements, but the companies are not required to start spending serious money for several months after signing the contracts.

As a result, they aren't putting serious investment at risk until after the election, at which time they can assess whether Mr. al-Maliki or his successors remain committed to the deals.

Meanwhile, Iraq's current oil-producing infrastructure is decrepit, and it's debatable whether the country has the labour force, the transportation network or the power grid that would be required for the massive investment boom.

Iraq does, however, plan new infrastructure aimed at helping the country achieve its oil ambitions. Four new floating oil terminals and three new undersea oil pipelines are planned for completion in 2011, an oil official said last week.

THE GAME OF RISK

The election next year will provide an indication of the country's immediate future, including its ambitious plans to boost oil production.

“We think the development is going to go much more slowly than most people believe,” Mr. Priddy says.

The fragile Sunni-Shiite coalition stitched together by Mr. al-Maliki – a Shiite himself – has largely fallen apart, and several parties are now vying for power, representing either narrow sectarian interests or new versions of Mr. al-Maliki's coalition.

Tensions between Kurdish and Arab Iraqis remain high, notably around the issue of control in the oil-rich province of Kirkuk. The absence of a federal oil and gas law poses an additional concern.

The chairman of the Iraqi parliament's natural resources committee has warned that the oil contracts entered into by the current government might not be accepted by the government that will be formed after the election.

Washington-based Mr. Priddy points out that foreign investment still is very unpopular with the Iraqi public, and opponents of Messrs. al-Shahristani and al-Maliki will push those populist buttons to win power.

The government hopes that the commitment of billions of dollars in investment brings the promise of jobs for a population that has had little good economic news in the past 20 years.

KURDISH ROULETTE

In Iraq's Kurdish region, a flock of mainly smaller players, led by Canadian-listed firms such as Heritage Oil Corp. and WesternZagros Resources Ltd., have staked their ground and are exploring.

Kurds have built a prosperous enclave in war-battered Iraq, and now maintain their own, semi-autonomous state within a state, largely free from the sectarian warfare that has bedevilled the country since the U.S.-led invasion of 2003.

In the Kurdish provinces, companies have been dealing directly with the regional government, which has been awarding exploration licences. Now, those firms find themselves in the middle of a battle for control of the industry between Baghdad and Erbil.

In Kurdistan, companies are “trying to enter Iraq through the window,” says Oil Ministry spokesman Asim Jihad, conveying the image of a thief in the night. “They should come in through the front door. They should deal with the central government, not the KRG,” the Kurdistan Regional Government.

They also find themselves not far from the emerging conflict between Kurdish and Arab Iraqis, and can't rule out the risk of physical violence.

Simon Hatfield, chief executive officer at Calgary-based WesternZagros, was among the first to begin exploration in Kurdistan, back in 2005, when the U.S.-led forces were still battling a major insurrection in the south. “If we had waited two or three years like other companies, we'd have had lots of competition,” he says. Now, “it's like a California land rush. ... We went north because it was less dangerous than the rest of Iraq. It felt like a different country.”

His company has never had a terrorist incident, he says, yet it continues to employ heavy security. There are shifts of several guards around the drilling site and at the company office in Suleymania. When company executives visit, they travel in convoy and are accompanied by armed guards at all times.

“It's better to present a hard target,” Mr. Hatfield explains, even if the risk seems low. “Terrorists will always go for the soft target.”

When oil exports from the Kurdistan region started flowing on June 1, it looked as if the wrangling between Baghdad and Kurdistan was settled. The federal oil sales agency agreed to handle the exports, and the Kurds agreed to a federal revenue-sharing formula that, reportedly, gave the KRG 17 per cent of the revenue.

Two months after the export taps were turned on, Heritage Oil announced it had struck a \$2.5-billion deal to take over Genel Energy, a Turkish oil player and among the very first to invest in the Kurdistan region.

The new Heritage would be among the region's biggest players with excellent access to prime oil fields.

It was, by all accounts, a huge vote of confidence in the region. But what no one had reckoned on was the determination of the federal government not to honour the KRG contracts.

While the feds allowed their export agency to sell the KRG oil abroad, it didn't pass on any of the proceeds to Erbil or the companies.

"How can we approve payment when we have no knowledge of the terms of their contracts?" asked Oil Ministry spokesman Mr. Jihad.

"We will only resume export with guaranteed payments," says a resigned Asti Hawrami, the KRG's Minister of Natural Resources.

Since Oct. 14, all the oil produced in Kurdistan has been distributed to domestic users.

But Heritage Oil isn't scared off. "We remain committed to the Genel Energy merger," Heritage CEO Tony

Buckingham said in a statement a week after the exports ceased. Mr. Buckingham, reportedly a former mercenary and deep sea diver, appears to be comfortable with the risk.

The legal clouds, however, explain the absence of the major oil companies in Kurdistan – all except China's Sinopec.

"The Chinese are more willing to take risks, like operating in a very murky legal framework," Mr. Priddy says.

WesternZagros, meanwhile, is still exploring but would be reluctant to develop discoveries, should it strike pay dirt.

"The big capital expenditure is in development costs," Mr. Hatfield says. "We won't do that until there's agreement [between the KRG and Baghdad.]"

GROUND ZERO

A settlement for Kirkuk is the most pressing political issue Iraq faces, making it one of the two most physically risky provinces in which to operate.

The Kirkuk region is one of Iraq's major oil-producing centres, and Shell is quietly negotiating with Baghdad on a deal to boost production from the nearby fields. But security remains a major stumbling block.

"Kirkuk is our Jerusalem," says Jalal

Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan and President of Iraq. It was the PUK that took custody of Kirkuk in 2003, and largely holds sway there today.

But the matter is far from settled, given Baghdad strengthening its power, the Iraqi troops now amassed in the province and Prime Minister al-Maliki's strident centralism.

Meanwhile, Kurdish administrators have helped thousands of Kurds move back to Kirkuk, and provided financial incentives, and not-so-subtle pressure, to encourage Arab residents to leave.

The realignment of Kirkuk's population, first by Saddam Hussein, and now by the Kurds, has become "the main flash point in Iraq," says IHS Global Insight's Mr. Cizuk.

And its outcome will determine who gets Kirkuk – its territory and its wealth.

"If there is a part of Iraq where the future does not look bright currently, it is that part of Iraq," Mr. Cizuk says.

"And these [major oil] fields would be smack-bang in the middle of high tensions between the Kurds, being the most organized single faction, and the central government."



DECEMBER 02, 2009

PKK calls for uprising against Turkey

The PKK's leadership declared in a statement that there is an murder plan of the Islamic AKP government against its imprisoned leader Abdullah Öcalan. "They are trying to annihilate him," the PKK's executive council said. The PKK called on Kurds to carry out actions and demonstrations.

According to the Kurdistan Workers Party (PKK) the 'annihilation process has been initiated under the guise of lifting the isolation he has been subjected to and improving his conditions', but Öcalan's lawyers says his conditions are worsening and that the Kurdish rebel leader has a hard time to breathe. "This process of knowingly killing our Leader Öcalan is nothing less than enforcing massacre on our people".

The PKK asked the European Committee for the Prevention of Torture (CPT) to visit the prison island Imrali to examine

Öcalan's conditions. "We are calling on the CPT to guarantee the health of Leader Öcalan and to take urgent precautionary measures in beginning his treatment."

The PKK says that the approach of the state towards the PKK-leader is a reason for peace and war. But the PKK says the state has ignored five ceasefires, three PKK groups sent from Iraq and Europe to Turkey and the Öcalan's roadmap for a solution to the Kurdish issue. Now the PKK claims the AKP gov't is trying to kill its leader. "This practise against Leader Öcalan, who has struggled very hard for a peaceful and democratic solution to this issue, is most definitely a declarance of war and massacre". The PKK finally called on every Kurds in the world to participate in an uprising against the state.

The Turkish English daily Today's Zaman reported that experts claim the PKK turns to violence in the cities, in



fear of losing strength due to the gov't initiative. The pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP) however, supported the ideas of the PKK and urged the government to improve his living conditions immediately, warning that anything to the contrary would drag the country into clashes (Photo: PKK's senior leadership).

© Rudaw

Turkey revels in its past

ISTANBUL

'Ottomania' is uniting secular nationalists and religious Muslims alike

BY DAN BILEFSKY

More than eight decades after his family was unceremoniously thrown out of Turkey, thousands of mourners came in September to pay homage to Ertugrul Osman, the oldest heir to the Ottoman throne, who died at 97 after having lived most of his life in exile in a modest Manhattan apartment above a bakery.

Mr. Osman, an opera-loving businessman who at one time kept 12 dogs in his home, was the grandson of Sultan Abdul Hamid II. He was given a funeral worthy of his royal lineage in the garden of the majestic Sultanahmet Mosque. Government officials and celebrities competed with pious Muslims to kiss the hands of surviving dynasty members, who appeared genuinely shocked at the outpouring of adulation.

Historians said the reverence for the man who might have ruled an empire marked a seminal moment in the rehabilitation of the Ottoman era, long demonized in the modern Turkish Republic created by Mustafa Kemal Ataturk in 1923 because of the empire's decadence and humiliating defeat and partition by Allied armies in World War I.

Sociologists said Mr. Osman's send-off was just the latest manifestation of a new "Ottomania" overtaking Turkey — a harking back to an era of conquest, influence and cultural splendor in which the Ottoman sultans ruled an empire stretching from the Balkans to the Indian Ocean, claiming spiritual leadership of the Muslim world. At the apex of their power in the 16th and 17th centuries, they governed what was then arguably one of the most powerful states on earth.

"Turks are attracted to the heroism and the glory of the Ottoman period because it belongs to them," said the director of Topkapi Palace, Ilber Ortayli, who, as the keeper of the sumptuous residence that housed the Ottoman sultans for 400 years, is also the zealous unofficial gatekeeper of the country's Ottoman legacy. "The sultans hold a place in the popular consciousness like Douglas MacArthur or General Patton have for Americans."

The current vogue of all things Ottoman, from the proliferation of historic docudramas to the popularity of porcelain ashtrays adorned with half-naked harem women, is manifesting itself in different ways, some of which would surely have made a real sultan blanche.

During Ramadan, Burger King introduced a special "Like a dream Sultan"



A musical group dressed as Janissaries — the elite soldiers of the Ottoman Empire — performing recently in Istanbul. Janissaries have also appeared in fast-food advertisements.

menu, featuring Ottoman staples like Ayran, a popular Turkish yogurt drink. In the television commercial promoting the meal, a turbaned Janissary, or elite Ottoman soldier, exhorts viewers not to "leave any burgers standing" — just as Ottoman soldiers had been ordered not to leave any heads standing on the necks of their enemies.

Ottomania has also infected the nation's youth; twentysomethings at hip dance clubs here can be seen wearing T-shirts emblazoned with slogans like "The Empire Strikes Back" or "Terrible Turks" — the latter turning the taunt Europeans once used against their Ottoman invaders into a defiant symbol of self-affirmation.

Kerim Sarc, 42, owner of Ottoman Empire T-Shirts, noted that the nostalgia for a mighty empire that once reached the gates of Vienna reflected a backlash by Turks humiliated by Europe's seeming unwillingness to accept them. "We Turks are tired," he said, "of being treated in Europe like poor, backward peasants."

The Ottoman renaissance is equally prevalent in the nation's highest political circles, where the Muslim-inspired ruling Justice and Development government has been aggressively courting former Ottoman colonies, including Iraq and Syria, in a reorientation of foreign policy toward the east that some Turkish analysts have labeled as "Neo-Ottoman."

That shift has alarmed some in Europe and Washington, where Prime Minister Tayyip Recep Erdogan will meet with President Barack Obama at the White House on Monday, seeking to reassure him that Turkey has not abandoned its Western course.

It is a sign of the Ottoman Empire's

continuing hold on the popular imagination that when Mr. Erdogan publicly rebuked the Israeli president, Shimon Peres, over the war in Gaza, at a debate at Davos, Switzerland, last January, he

"We can never go back to that time," one skeptic said.

was greeted enthusiastically by his supporters back in Turkey with the chant, "Our Fatih is back!" The allusion was to Fatih Sultan Mehmet II, the towering and heroic sultan who at age 21 conquered Constantinople, now Istanbul, in 1453.

Pelin Batu, co-host of a popular television history program, argued that the glorification of the Ottoman era by a government with roots in political Islam reflected a revolt against the secular cultural revolution undertaken by Ataturk, who outlawed the wearing of Islamic head scarves in state institutions and abolished the Ottoman-era Caliphate, the spiritual head of Sunni Islam.

"Ottomania is a form of Islamic empowerment for a new Muslim religious bourgeoisie," she said, "who are reacting against Ataturk's attempt to relegate religion and Islam to the sidelines."

While Ottomania has paradoxically united secular nationalists and religious Muslims alike, not everyone welcomes the phenomenon. Some critics accuse its proponents of glossing over the empire's decline and of glorifying an anachronistic system that, at the very least, in its later years, had been mired by financial ruin, corruption and infighting. The massacre of Ottoman Armenians in 1915 stands as a particular dark spot in the history of the empire.

"The religious Muslims now in power are trying to feed the Turkish people an Ottoman poison," said Sada Kural, 45, a housewife and staunch supporter of Ataturk. "The Ottoman era wasn't a good period — we were the Sick Man of Europe, rights were suppressed and women only got the vote after Ataturk came to power."

Mr. Ortayli, the director of Topkapi Palace, argued that the attempt by some religious Muslims to appropriate the Ottoman period for political ends smacked of revisionism. The empire, he said, had combined both Islamic law and a civil code, had granted autonomy to religious minorities and had looked West as well as East. "Those who are trying to mis-

use the Ottoman period are little more than parvenus and poseurs," he said.

Murat Ergin, a sociologist at Koc University in Istanbul, noted that those buying Ottoman history books or hanging \$5 fake Ottoman miniatures in their homes were not actually reading the books. "Ottomania," he said, "is turning the Ottoman era into a theme park."

While some bemoan what they consider the crude commercialization of a nation's history, others like Cenan Sarc, 97, who was 10 years old at the time of the empire's collapse in 1922 and is the descendant of an Ottoman pasha, cautioned against idealizing an era of dictatorship.

Mrs. Sarc recalled her idyllic child-

hood in an old Ottoman mansion on the Bosphorus, a poetic time, she said, when fathers ruled, mothers stayed at home and Islam held sway. But, she insisted, "we can never go back to that time."

Ertugrul Osman, the Ottoman heir, himself had accepted obscurity. When he visited Turkey in 1992, for the first time in 53 years, and went to see the 285-room Dolmabahçe Palace, which had been his grandfather's home, he insisted on joining a public tour group.

Asked if he dreamed about restoring the empire, he emphatically answered no. "Democracy," he once said, "works well in Turkey."

Herald INTERNATIONAL Tribune DECEMBER 7, 2009

Iran disrupts Web and phones to thwart opposition protests

TEHRAN

FROM NEWS REPORTS

The Iranian authorities have slowed Internet connections to a crawl or choked them off completely ahead of student protests expected on Monday, in an apparent move to deny the opposition a vital means of communication.

In another familiar tactic before such rallies, the authorities have also ordered journalists working for foreign media organizations not to leave their offices to cover the demonstrations.

The beleaguered opposition in Iran has sought to maintain momentum with periodic demonstrations coinciding with state-sanctioned events. Rallies on Monday would coincide with the anniversary of the killing in 1953 of three students at a

protest against the United States.

The Iranian presidential election of June 12 returned the hard-line president, Mahmoud Ahmadinejad, to power with a wide margin. But his reformist opponents cried foul and thousands of Iranians took to the streets in the biggest anti-government protests since the 1979 Islamic Revolution. Students were at the center of those protests and continue to lead the opposition movement, which relies on the Internet and on cellphone service to organize rallies.

The call to protest Monday appeared on dozens of Web sites run by supporters of Mir Hussein Moussavi and Mahdi Karroubi, two opposition leaders who ran against Mr. Ahmadinejad in June.

Mr. Moussavi said on his Web site Sunday that the reformist movement was alive in the Islamic Republic de-

spite pressure from the clerical establishment to end it. "It is very bitter to see the same mistakes are repeated by the authorities who insist that reforms have ended," Mr. Moussavi wrote. "After all these pressures, the movement has not ended."

Internet connections in the capital, Tehran, have been slow or completely down since Saturday. Blocking Internet access and cellphone service has been one of the routine methods employed by the authorities to undermine the opposition in recent months.

Akbar Hashemi Rafsanjani, a former Iranian president and a powerful voice of dissent from within the ranks of the Islamic leadership, on Sunday accused hard-line rulers of silencing any constructive criticism. (AP, REUTERS)

Herald INTERNATIONAL Tribune

TUESDAY, DECEMBER 8, 2009

Gunmen kill 7 soldiers in Turkey

ANKARA

THE ASSOCIATED PRESS

Assailants raked a military vehicle with automatic weapons fire Monday, killing at least seven soldiers in the first attack on the army in central Turkey in nearly a decade, the authorities said.

The authorities could not identify the attackers, but suspicion fell on Kurdish and leftist militants because the ambush

followed violent street protests by Kurdish rebel supporters across the country in recent weeks. The attack came just before the Constitutional Court was to start deliberating whether to disband a pro-Kurdish political party that has been accused of being a front for the rebel group.

The vehicle came under fire in a mountainous area near a military outpost near Resadiye, a town in Tokat Province, Mayor Rafet Erdem said. The soldiers were returning to the outpost after a routine patrol. Three soldiers were wounded. The army said that it had sent reinforcements to the area and that operations to catch the attackers were under way.

Kurdish rebels rarely attack targets in Tokat, a central province far from their base in the southeast, though they have collaborated with illegal leftist groups in the area. Leftist militants also have carried out attacks there.

The last attack on soldiers in the region was a nearly decade ago, when two

Turkish soldiers were killed in an ambush in Tokat in 2001.

The shooting Monday came amid increased tensions despite government efforts toward reconciliation with the Kurdish minority group in a bid to end decades of fighting. Kurdish protesters have staged violent street protests across Turkey to denounce new prison conditions for Abdullah Ocalan, who founded the rebel group, the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K. A student died Sunday after being shot, and another died Monday of severe burns after a firebombing by protesters in Istanbul.

Lawmakers from the pro-Kurdish party Democratic Society, meanwhile, threatened to resign if it was closed by the Constitutional Court over charges it is tied too closely to the P.K.K. Several predecessors of the party were disbanded on the same grounds, but each time politicians regrouped under a new name.

Le Monde
8 décembre 2009

L'Irak trouve un accord sur le prochain scrutin

Sauf coup de théâtre, les deuxièmes élections générales irakiennes depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003 auront lieu le 27 février 2010 dans l'ensemble du pays. Théoriquement, selon les ordres réitérés ces dernières semaines par Barack Obama, toutes les forces américaines dites "de combat", c'est-à-dire environ 60 % des 120 000 soldats actuellement engagés, devront avoir quitté l'Irak six mois plus tard, à la fin août 2010. Si tout se déroule comme prévu, les quelque 50 000 soldats restants sur place en tant que "conseillers à la sécurité" quitteront à leur tour le pays à la fin 2011.

Le général Raymond Odierno, qui commande le corps expéditionnaire, n'a cependant "pas exclu" de demander un délai supplémentaire pour garder certaines troupes de combat sur place dans le cas où les élections donneraient lieu, comme le craignent Bagdad et Washington, à une recrudescence des violences et des attentats inter-communautaires.

Pour tenir le calendrier de retrait américain, la consultation électorale devait initialement se tenir le 16 janvier. Mais les différentes formations politiques irakiennes qui demeurent,

pour la plupart, fortement marquées par un communautarisme qui avait dégénéré en guerre civile il y a deux ans, se sont querellées jusqu'à la dernière minute pour obtenir le meilleur arrangement possible.

Les Kurdes notamment, qui représentent autour de 20 % de la population totale et demandaient à accroître le nombre de leurs élus dans des proportions jugées "inacceptables" par les Arabes chiïtes et sunnites, n'ont finalement lâché prise qu'après de fortes pressions sur leur leadership. Massoud Barzani, chef du principal parti kurde et président de la "Région kurde" qui s'autogouverne dans trois provinces (sur dix-huit) du Nord irakien, a reçu, dimanche 6 décembre, un long coup de fil de Barack Obama, puis du vice-président Joseph Biden. "Nous avons subi de fortes pressions de la Maison Blanche", ronchonnait, dimanche soir, Mahmoud Othman, un élu kurde qui ajoutait : "Les Américains voulaient une élection à n'importe quel prix."

Finalement, la nouvelle loi électorale a pu être votée à la quasi-unanimité de l'Assemblée nationale, dimanche. Sachant que le mandat de la présente législature, élue en 2005, prend fin le 15 mars 2010 et que la Constitution prévoit un délai de 45 jours entre le vote de la loi électorale et la tenue du scrutin, les députés vont maintenant devoir accepter de voter l'extension d'un mois de leur mandat.

Aux termes de la nouvelle règle électorale, et pour tenir compte de l'augmentation de la population, réévaluée par le gouvernement à 32,275 millions de personnes contre 27 millions en 2005, le nombre de sièges de députés à l'Assemblée va passer de 275 actuellement à 325. Autre nouveauté, les électeurs pourront désormais choisir leurs candidats favoris nommément dans des listes dites "ouvertes", alors que le scrutin par listes closes adopté en 2005 avait abouti à l'élection de candidats souvent totalement inconnus des électeurs. Par sécurité, pour éviter les assassinats, plusieurs listes s'étaient même refusé à publier tous les noms de leurs candidats. Plus de 160 listes et partis politiques se sont inscrits pour participer au prochain scrutin.

Dans la prochaine Assemblée, au moins un tiers des sièges devront être occupés par des femmes, prévoit la nouvelle loi. De même, huit sièges seront réservés aux minorités, chrétiens, yazidis, shabaks et autres.

Enfin, pour la première fois, les citoyens irakiens en exil ou déplacés à l'étranger, qui sont évalués à environ deux millions, pourront participer au scrutin, leurs votes étant comptabilisés dans leur circonscription d'origine. Dans les deux moutures précédentes de la loi électorale, les Irakiens de l'étranger disposaient de huit sièges réservés seulement. Considérant que ce nombre était, selon lui, trois fois

trop faible, Tarek Al-Hachemi, le vice-président (sunnite) de la République, avait mis son veto à la première mouture du projet le 8 novembre. Un second texte, voté le 23 novembre, augmentait le nombre de sièges réservés aux Kurdes aux dépens des Arabes sunnites. Nouveau refus de M. Hachemi qui estime, probablement à juste titre, que la majorité des expatriés appartient à la même tradition religieuse que la sienne. Il est à présent satisfait.

Les Kurdes, qui s'autogouvernent dans le nord, mais qui détiennent aussi, au niveau fédéral, plusieurs postes importants de ministres ainsi que la présidence de la République, avec Jalal Talabani à Bagdad, se sont battus jusqu'à la dernière minute pour ne pas voir s'amoinrir leur influence au sein du pouvoir central. Dans l'actuelle législature, ayant profité du large boycottage organisé en 2005 par les Arabes sunnites, ils occupent 53 sièges sur 275. Dans la suivante, outre les 41 mandats fédéraux attribués à leurs trois provinces unifiées et totalement homogènes sur le plan ethnique, ils pourront glaner une dizaine de sièges supplémentaires dans les zones non autonomes mais dominées par eux hors de leur fief du nord. Plusieurs localités dans les provinces de Ninive, Salahiddine et Bagdad comptent de nombreux Kurdes.

Patrice Claude



ERDOGAN FUSTIGE LE PARTI DTP POUR SES LIENS AVEC LES REBELLES KURDES

ANKARA, 7 déc 2009 (AFP)

LE PREMIER ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé le principal parti kurde de Turquie (DTP) de "s'identifier" aux rebelles armés, à la veille d'un procès où la justice doit se prononcer sur l'éventuelle interdiction de ce parti, a rapporté lundi un média.

S'adressant aux journalistes qui l'accompagnaient aux Etats-Unis, M. Erdogan a reproché au DTP de tenter d'imposer le PKK comme interlocuteur du gouvernement turc pour parvenir à une solution au conflit kurde, écrit lundi le quotidien Sabah.

"Cela revient à s'identifier à cette organisation terroriste", a déclaré M. Erdogan, selon le journal.

Le DTP est accusé d'entretenir des liens avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan - interdit) en guerre ouverte avec le pouvoir depuis 25 ans et tenu

pour responsable d'une insurrection sanglante qui l'a fait classer comme organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Le DTP, qui détient 21 sièges sur 550 du parlement, a dit n'avoir "aucun lien organique" avec le PKK.

Ces déclarations interviennent alors que la Cour constitutionnelle turque doit commencer mardi des délibérations sur la légalité de ce parti, accusé de collusion avec le PKK et menacé de dissolution.

Par ailleurs, des manifestations dénonçant les conditions carcérales du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan ont dégénéré en heurts avec la police dimanche dans le sud-est de la Turquie, faisant un mort et plusieurs blessés selon les médias et des sources locales.

Le gouvernement turc a dévoilé en novembre un plan controversé visant à renforcer les droits des Kurdes.

LE FIGARO

7 décembre 2009

Obama attend beaucoup de la visite d'Erdogan

La Maison-Blanche s'inquiète des ambiguïtés croissantes de son allié turc.

LAURE MANDEVILLE
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

DIPLOMATIE Les discussions qu'aura aujourd'hui Barack Obama avec le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, à la Maison-Blanche promettent d'être aussi denses que délicates. Dix mois après sa visite spectaculaire en Turquie à la fin de sa première tournée européenne, le président américain attend beaucoup de son allié turc, pilier laïc et musulman du flanc sud de l'Otan impliqué dans tous les dossiers chauds qui se jouent dans son voisinage. Ankara a d'ailleurs encouragé de tels espoirs en se posant en pays clé de l'équilibre régional et en tentant d'adopter une position d'influence voire de médiateur vis-à-vis du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. L'Iran,

27 provinces
ont bénéficié de projets turcs de reconstruction sur les 34 que compte l'Afghanistan.

l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak, devraient figurer au sommet de l'agenda bilatéral.

Mais l'ambiguïté croissante des prises de position d'Ankara, qui s'est progressivement rapproché de Téhéran, de la Syrie, du Soudan, de la Russie et du Hamas, semblant partiellement remettre en cause son ancrage géostratégique occidental, inquiète Washington. Le pouvoir américain semble avoir du mal à décrypter le jeu turc et se retrouve en position de « demandeur éconduit ».

Comme s'il souhaitait faire monter les enchères, Recep Tayyip Erdoğan a d'ailleurs annoncé hier qu'il n'enverrait pas pour l'instant de troupes supplémentaires en Afghanistan, jugeant le dispositif de 1700 soldats turcs actuellement déployé suffisant. Ces troupes utilisées pour des missions de patrouille à Kaboul et d'entraînement des forces afghanes, ne sont pas engagées dans des opérations

de combat. Elles se refusent à affronter les insurgés islamistes ayant le souci de ne pas heurter leurs coreligionnaires musulmans. La deuxième armée de l'Otan pourrait toutefois décider d'envoyer des équipes de formation du personnel de sécurité afghan.

Pour expliquer ses réticences à s'engager, Ankara fait valoir que son armée est très occupée par la lutte contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Plusieurs analystes évoquent d'ailleurs un possible marchandage sur un renforcement du dispositif turc en Afghanistan contre une implication plus grande des États-Unis dans la lutte contre les séparatistes kurdes. L'enjeu est d'autant plus important pour Washington, que les Turcs ont largement normalisé leurs relations avec la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

« Amitié » et « commérages »

Alors que les Américains se préparent à un retrait de leurs troupes, pour lequel ils auront grand besoin des facilités militaires de la Turquie, celle-ci veut aussi mettre en avant sa capacité de médiation politique en Irak grâce à ses bons contacts chez les Kurdes irakiens comme chez les sunnites et les chiïtes. Un atout auquel le président Obama devrait être sensible.

Les Américains paraissent en revanche beaucoup moins convaincus par les propositions de médiation d'Ankara sur le dossier iranien. Ils devraient profiter de la visite d'Erdogan pour le pousser à adopter une position moins ambiguë vis-à-vis de Téhéran, alors que la communauté internationale s'unit pour durcir le ton. Lors d'un vote récent de l'AIEA condamnant la position iranienne, la Turquie s'était abstenue, suscitant un malaise chez ses partenaires américains. Ils n'ont pas apprécié que le premier ministre Erdoğan se rende à Téhéran en octobre pour y signer un accord gazier bilatéral, ni surtout qu'ensuite il soutienne publiquement « son ami » Ahmadinejad et qualifie de « commérages » les craintes occidentales sur le nucléaire iranien. Obama poussera son hôte turc à préciser ses intentions dans l'éventualité d'un vote de sanctions supplémentaires contre l'Iran au Conseil de sécurité de l'ONU. Sous couvert de l'anonymat, un responsable turc a confié au *Figaro* qu'Ankara n'opposerait pas de veto. ■

(AVEC LAURE MARCHAND À ISTANBUL)



Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan (à gauche, ici en novembre dernier à Istanbul), avait récemment soutenu Mahmoud Ahmadinejad (à droite) sur le dossier du nucléaire iranien. MURAD SEZER/REUTERS

Les Kurdes jouets des juges d'Ankara

TURQUIE | La stabilité de la vie politique suspendue à une décision de la Cour constitutionnelle sur la légalité d'un parti kurde.

GABRIELLE DANZAS/ISTANBUL

Cette fois-ci, c'est au tour du Parti pour une société démocratique (DTP), prokurde, de se retrouver dans le collimateur de la justice turque. Accusée de collusion avec l'organisation rebelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la quatrième force politique du pays risque la dissolution. La Cour constitutionnelle entame, aujourd'hui, des délibérations sur les poursuites engagées par le procureur en chef de la Cour de cassation.

Selon Abdurrahman Yalçinkaya, la formation kurde constitue «un foyer d'activités nuisibles à l'indépendance de l'Etat et à son unité indivisible». Ce même magistrat avait déjà tenté d'obtenir l'an dernier la fermeture du parti islamo-conservateur au pouvoir (Parti de la justice et du développement, AKP) pour «activités antilaïques». «A travers le DTP, c'est l'AKP qu'on cherche à atteindre et à affaiblir», analyse Ali Bucak, avocat kurde. Le procès contre le parti kurde s'inscrit en effet dans la bataille que mène la justice, bastion ultralaïque, contre le premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

«Ouverture» menacée

Le chef du gouvernement a lancé le mois dernier des réformes qui visent à



© keystone/6
décembre 2009
| Diyarbakir,
sud-est de la
Turquie.
Affrontements
entre police et
manifestants
kurdes.

satisfaire les revendications des 12 millions de Kurdes de Turquie et saper le soutien populaire aux rebelles kurdes. «Une interdiction du DTP entraînerait la fin de cette «ouverture démocratique» et le gouvernement se retrouverait en première ligne face au problème kurde», ajoute-t-il.

De nombreux observateurs mettent en garde contre l'engrenage que déclencherait une interdiction du DTP: un risque de radicalisation d'une partie des Kurdes et de renforcement du soutien à la lutte armée de la guérilla qui a pris les armes en 1984.

Hier, pour ne rien arranger, un convoi militaire a été pris pour cible dans la pro-

vince de Tokat, en Anatolie. Sept soldats ont été tués. Si l'embuscade est attribuée aux rebelles, son bilan pourrait réduire les chances du parti kurde d'échapper à une interdiction. De plus, cette attaque intervient dans un climat très tendu. Ce week-end, des émeutes opposant des milliers de Kurdes aux forces de l'ordre ont éclaté dans les villes de l'est de la Turquie et à Istanbul. Les sympathisants du PKK entendaient dénoncer les nouvelles conditions d'incarcération de leur leader, Abdullah Öcalan. Un étudiant a été tué par balle et des dizaines d'arrestations ont eu lieu.

OBAMA SALUE EN LA TURQUIE UN PARTENAIRE "IMPORTANT" DANS LA CRISE IRANIENNE

AFP

WASHINGTON, 7 décembre 2009 (AFP)

LE PRÉSIDENT Barack Obama a affirmé lundi que la Turquie constituait un partenaire "important" pour résoudre la crise née des ambitions nucléaires de l'Iran, en recevant à la Maison Blanche le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

A l'issue d'une rencontre dans le Bureau ovale en présence du vice-président Joe Biden et de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, M. Obama n'a pas ménagé ses compliments envers la Turquie, "un grand pays", et M. Erdogan, "un ami".

Alors que l'Iran continue à faire monter en régime son programme nucléaire malgré les inquiétudes et pressions de la communauté internationale, M. Obama a souligné que l'important était de voir Téhéran coopérer et que la Turquie, à la fois voisin de l'Iran et membre de l'Otan, pouvait utilement contribuer à ce processus.

"J'ai dit au Premier ministre à quel point il est important de résoudre le problème de la capacité nucléaire de l'Iran pour lui permettre de continuer dans la voie d'une énergie nucléaire pacifique", a expliqué M. Obama, en soulignant que l'Iran doit aussi "donner des assurances sur son obéissance aux règles et normes internationales".

"Je pense que la Turquie peut être un acteur important pour essayer de pousser l'Iran dans cette direction", a ajouté le président face à des journalistes dans le Bureau ovale.



M. Erdogan, dont les propos étaient traduits en anglais par un interprète, a affirmé pour sa part que "la Turquie se tient prête à faire tout ce qu'elle peut pour une solution diplomatique à la question nucléaire dans notre région".

Le dirigeant islamiste modéré, dont le pays est traditionnellement l'un des grands alliés des Etats-Unis au Moyen-Orient, a récemment défendu le caractère pacifique du programme nucléaire iranien et reproché aux puissances occidentales de fermer les yeux quand il s'agit d'Israël, qui disposerait en secret de l'arme nucléaire.

En outre, Ankara s'est abstenu le 27 novembre lors du vote de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) condamnant l'Iran.

M. Obama a aussi saisi cette occasion pour remercier la Turquie de sa contribution à la mission de l'Otan en Afghanistan, moins d'une semaine après avoir annoncé l'envoi de 30.000 soldats américains supplémentaires dans l'espoir

de stabiliser le pays.

Ankara y a déployé 1.700 soldats qui ne participent toutefois pas à des missions de combat. La Turquie refuse en effet de combattre les insurgés islamistes en Afghanistan par souci de ne pas heurter ses coreligionnaires musulmans.

Dimanche, M. Erdogan avait assuré qu'il n'était pas question pour son pays, qui dispose pourtant de la deuxième armée de l'Alliance atlantique, de contribuer aux renforts promis par l'Otan afin d'épauler le contingent américain en Afghanistan.

La Turquie fait valoir en outre que son armée est déjà très occupée par la lutte

contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le sud-est anatolien.

Ce sujet a également été discuté à Washington: tout en rappelant que Washington considérait le PKK comme une "organisation terroriste", M. Obama a estimé que "les mesures prises par le Premier ministre pour tendre la main à la communauté kurde sont bénéfiques, parce que l'on ne peut pas seulement lutter contre le terrorisme par des actions militaires".

Enfin, dans le dossier arménien, le président a félicité M. Erdogan pour avoir entrepris "avec courage" de "normaliser les relations turco-arméniennes", et l'a "encouragé à continuer dans cette voie".

LesEchos.fr

9 DECEMBRE 2009

L'Irak revient en force dans la production pétrolière

EMMANUEL GRASLAND

Après-demain, les plus grands pétroliers de la planète seront tous à Bagdad. Le gouvernement irakien va en effet procéder à l'attribution de dix énormes gisements pétroliers et gaziers à des sociétés étrangères. L'objectif ? Accroître une production de brut qui n'a plus atteint les 3 millions de barils par jour depuis près de trente ans. Bagdad veut développer rapidement les revenus de la rente pétrolière alors que le départ des troupes américaines se profile à l'horizon. Cette montée en puissance va bouleverser la géopolitique du pétrole dans les années à venir.

Le gouvernement irakien vise une production d'au moins 6 à 7 millions de barils par jour d'ici à six ans. Si l'Irak réussit à atteindre cet objectif, le pays deviendra alors le troisième producteur de pétrole de la planète, derrière la Russie et l'Arabie saoudite. De quoi remettre en question l'équilibre des forces au sein de l'Opep et irriter un royaume wahhabite qui peine déjà à s'accommoder d'un pays dirigé par des chiites dans son voisinage immédiat. Aujourd'hui, Riyad n'a toujours pas nommé d'ambassadeur à Bagdad.

Un bond en avant de la production pétrolière irakienne pourrait aussi chambouler des prix, qui dépendent en grande partie de la capacité de l'Arabie saoudite à adapter sa production à la demande mondiale. Demain, ce rôle clef devra être partagé avec l'Irak. Volontiers provocateurs, les dirigeants irakiens affirment vouloir atteindre des volumes de 10 à 12 millions de barils par jour d'ici dix à quinze ans !

Mais à quel rythme le pays peut-il réellement augmenter sa production de brut ? Le potentiel pétrolier de l'Irak est certes immense. Bagdad possède la troisième réserve de

pétrole de la planète derrière l'Iran et l'Arabie saoudite. Les possibilités de découverte sont importantes. Le pays affiche l'un des taux de forage les plus faibles au monde et certaines zones restent largement inexplorées dans l'ouest de son territoire.

Cet énorme potentiel est bridé par des années de sous-investissement. La nationalisation des gisements en 1972, la guerre Iran-Irak, la guerre du Golfe, puis l'embargo pétrolier et l'invasion américaine en 2003 ont empêché toute modernisation des infrastructures. Le climat d'insécurité et le manque de ressources financières ont ensuite limité la hausse de la production à 500.000 barils par jour depuis 2004.

Mais depuis quelques mois, l'état d'esprit a changé. Plusieurs compagnies se sont engagées à investir des milliards de dollars pour relancer la production. Si les pétroliers parviennent à tenir les objectifs fixés par les contrats, la capacité de production du pays devrait augmenter de 4,8 millions de barils d'ici six à sept ans.

Fin juin, la mise aux enchères de huit gisements pétroliers et gaziers par Bagdad s'était pourtant conclue sur un échec. Les majors avaient trouvé les rémunérations proposées trop faibles. Le britannique BP et le chinois CNPC avaient été les seuls à accepter d'exploiter le gisement de Roumeila pour un prix moyen de 2 dollars par baril au lieu des 4 dollars initialement proposés. Peu présent au Moyen-Orient, BP a choisi de sacrifier la rentabilité au profit d'une prise de position stratégique pour l'avenir. La montée en puissance de la CNPC dans le consortium et la possibilité d'un recours massif aux équipements chinois ont aussi rassuré le britannique.

Depuis, d'autres pétroliers lui ont emboîté le pas. Le mois dernier,

Bagdad a signé deux autres accords, l'un avec le pétrolier italien ENI et l'autre avec ExxonMobil et Shell. Ces annonces ont surpris les professionnels dans la mesure où le géant américain a toujours eu des prises de position sans concession vis-à-vis des pays producteurs. Pourquoi un tel revirement ? Le Moyen-Orient est l'une des régions de la planète les moins ouvertes aux compagnies étrangères et les plus riches en pétrole. Il est difficile de ne pas aller en Irak alors même que le pays offre les coûts d'extraction les plus faibles au monde. Qui plus est, Bagdad a réduit la fiscalité pétrolière et a revu à la baisse le montant des investissements qui doivent être réalisés au cours des trois premières années.

Mais la partie est loin d'être gagnée. D'abord, le pays doit construire des infrastructures pour évacuer le brut. Les terminaux d'exportations actuels sont vétustes et endommagés par les guerres successives. Les routes sont dans un état lamentable. Aujourd'hui, trois oléoducs sous-marins et quatre terminaux flottants d'une capacité totale de 8 millions de barils par jour sont en projet.

Ensuite, les interlocuteurs politiques des compagnies sont susceptibles de changer et de remettre en question les contrats. Initialement prévues pour janvier, les élections nationales ont été repoussées au mois de février en raison d'un désaccord des Kurdes et des sunnites sur la carte électorale. L'incertitude porte aussi sur la législation pétrolière, qui date de l'époque de Saddam Hussein et a besoin d'être modernisée. Les contrats ne sont toujours pas ratifiés par le Parlement, ce qui est atypique dans l'industrie pétrolière. Enfin, si la sécurité s'est améliorée, le double attentat du 25 octobre a fait 153 morts à Bagdad. Mardi, au moins 101 personnes ont été tuées et 182 blessées dans cinq attentats à la voiture piégée. De quoi inciter les compagnies à la prudence avant d'envoyer leurs employés à Bagdad.

Le Monde
8 décembre 2009

Mehdi Karoubi :

« La répression n'est pas la solution »

Figure de la protestation en Iran, ex-candidat à la présidentielle, ce religieux a dénoncé les tortures en prison

Entretien

A 72 ans, Mehdi Karoubi, est un religieux réformateur, atypique. Jadis proche du fondateur de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Khomeyni, et candidat malheureux à l'élection présidentielle du 12 juin où il est arrivé troisième derrière Mahmoud Ahmadinejad et l'autre candidat appuyé par les réformateurs, Mir Hossein Moussavi, il s'est imposé au fil des mois comme le porte-parole le plus pugnace de la contestation.

Courageux, cet ancien président du Parlement a été le premier à dénoncer tortures et viols de manifestants en prison. Son insistance a obligé le pouvoir à fermer la prison emblématique de Kahrizak, où des cas de mort suspecte avaient été dénoncés. Une commission d'enquête a même été créée.

M. Karoubi a été mis en accusation par les fondamentalistes au pouvoir, et un dossier constitué à son encontre, transmis au bureau du procureur révolutionnaire. A la veille de la Journée des étudiants, lundi 7 décembre, au cours de laquelle l'opposition voulait se faire entendre à nouveau, *Le Monde* lui a fait parvenir quelques questions en Iran. Voici ses réponses. **Malgré la répression, le mouvement contestataire continue, six mois après l'élection présidentielle du 12 juin. Mais quels sont aujourd'hui la nature de ce mouvement et ses buts ?**

L'origine du mouvement de contestation du peuple iranien, c'est l'élection présidentielle qui a été entachée de trop de fraudes et a empêché le peuple de déterminer son avenir. Mais nos revendications sont raisonnables, et dans le cadre de la loi.

Dans le passé, il y avait déjà eu des fautes commises lors des élections. A la présidentielle de 2005, par exemple, les militaires sont intervenus en faveur de M. Ahmadinejad dans plusieurs régions. Moi, j'étais candidat, et j'étais arrivé en tête dans douze régions, mais j'ai quand même été éliminé ! J'ai protesté, mais j'ai du finalement renon-

cer. En juin dernier, cette fois, l'ampleur de la fraude a été plus vaste et profonde. Les gens se sont rendu compte qu'ils avaient été humiliés.

Le peuple n'était pas content de la politique intérieure et étrangère de M. Ahmadinejad et ne voulait pas qu'il dirige à nouveau le gouvernement, alors il a participé aux élections. Mais il s'est rendu compte que son vote n'a pas été pris en considération et on s'est retrouvé avec ce résultat ridicule. C'est là que ce mouvement de contestation populaire et spontané a commencé. Il est né du sentiment de mépris éprouvé. Ensuite, malgré la répression, la contestation a continué. Ils ont même essayé de trouver un lien entre ce mouvement et l'étranger pour le réprimer et cela a été une deuxième erreur encore plus grave, qui a causé beaucoup de dommages au peuple et au pays.

Ce qui s'est produit par la suite dans les centres de détention, dont la prison de Kahrizak, a accru encore la protestation, car le peuple a vu que les principes de la Constitution et les idéaux de la révolution ont été piétinés.

Vous avez dénoncé la torture et les viols en prison. Ces pratiques

ont-elle cessé ? Où en sont les enquêtes ?

En dénonçant les mauvais traitements dans les lieux de détention,

« Le mouvement de contestation populaire et spontané est né du sentiment de mépris éprouvé »

je n'ai effectué que mon devoir légal de citoyen, mon devoir de religieux et de patriote. Heureusement, je sais par ceux qui viennent d'être libérés qu'après mes lettres de protestation la situation s'est améliorée. Pour les sévices sexuels dans les prisons, apparemment, j'avais bien identifié le problème, je n'ai plus reçu de plaintes à ce sujet. Quant au pouvoir judiciaire, je lui ai fourni toutes les preuves pour ouvrir une enquête, c'est à lui de faire en sorte que les victimes soient en condition de témoigner et que les responsables soient châtiés. Le devoir du pouvoir judiciaire, c'est d'informer le peuple pour que l'affaire des tortures de Kahrizak ne se

termine pas comme celle de la violente attaque du dortoir du campus de l'université de Téhéran, en juin, où un seul attaquant a été accusé de « vol de rasoir » ! [Une nuit, des forces paramilitaires, selon des témoins, ont frappé les étudiants et tout cassé. Il y aurait eu entre trois et cinq morts.]

Certains ont parlé de vous traîner devant la justice. Qu'en est-il ?

Comme je vous l'ai dit, j'ai fait mon devoir après avoir reçu toutes sortes d'informations révoltantes et m'être entretenu avec les victimes. Ensuite, je me suis préparé à payer s'il le fallait le prix de mes démarches. Vous savez que les sièges de mon parti et de mon journal, *Ettemad-e-Melli*, ont été fermés et mis sous scellés. Même chose pour mon bureau personnel. Je suis obligé de travailler chez moi.

Quant aux poursuites, je suis sans crainte, je n'ai rien fait de mal ou d'illégal et j'ai payé de ma poche les frais de ma campagne électorale. Par conséquent, comment pourraient-ils monter un dossier contre moi ? Le problème, c'est que les extrémistes ont essayé à plusieurs reprises de créer un climat de haine pour m'atteindre, mais leurs démarches sont



Le 15 juin, à Téhéran, M. Karoubi, candidat malheureux à la présidentielle, parmi la foule qui conteste les résultats. O. LABAN-MATTEI/AFP

purement politiques, il n'y a rien de judiciaire là-dedans.

Les étudiants sont le fer de lance du mouvement que vous animez. Or ces étudiants sont pressés, ils sont plus radicaux, ils veulent des changements tout de suite, et leur agitation peut faire le jeu de la répression. Comment maintenir l'unité et un seul rythme de revendication dans votre mouvement ? Faut-il parier sur la durée pour rallier toutes les couches de la société civile aux réformes ?

Dans d'autres pays aussi les étudiants ont été à l'origine de grands mouvements. C'est dans la nature idéaliste des étudiants de s'opposer à l'injustice. Quand j'étudiais dans les années 1960, nous protestions contre le régime du chah. Actuellement, en Iran, nous avons plus de 3 millions d'étudiants, c'est normal qu'il y ait parmi eux un courant plein d'énergie pour obtenir des réformes. Certains l'ont déjà

payé très cher, ils ont été condamnés à la prison ou privés d'études.

Le mouvement des étudiants réformateurs Tahkim Vahdat m'a beaucoup soutenu. J'ai toujours insisté auprès d'eux pour qu'ils évitent l'extrémisme, afin de ne pas donner de prétexte à une répression encore plus forte, que leurs actions restent pacifiques et dans le cadre de la légalité. Malheureusement, en face, parmi les autorités au pouvoir, il y a deux approches qui cohabitent : l'une, disons, « raisonnable » ; l'autre, répressive et en faveur de la violence.

Il faut rappeler aussi que plusieurs couches de la société participent à ce mouvement en réaction au fait que les deux principes fondamentaux du régime, la République et l'islam, ont été détournés de leur sens. C'est pourquoi des étudiants, des femmes, des fonctionnaires, des religieux, des « baza-

« Il faut travailler à restaurer la relation de confiance entre le peuple et les autorités »

ris », dont les revendications sont parfois différentes, se sont retrouvés dans ce mouvement : leur point commun, c'est leur volonté de voir respecté le chapitre de la Constitution dédié aux droits et aux libertés fondamentaux.

Le gouvernement et les fondamentalistes sont divisés sur la façon de traiter la contestation. Une « réconciliation nationale » est-elle encore envisageable ?

Une réconciliation nationale ? L'option est bonne et raisonnable, les « sages » des deux côtés n'y sont

pas opposés... Mais, pour y arriver, il faut préparer le terrain. Et, en ce moment, les conditions ne sont pas réunies : certains ne veulent rien lâcher, et tout conserver pour eux. La répression n'est de toute façon pas la solution, ni aujourd'hui ni demain. La solution pour arriver à la réconciliation, c'est la tolérance et l'acceptation de la critique. Il faut travailler à restaurer la relation de confiance entre le peuple et les autorités. Chez les fondamentalistes, certains modérés partagent cette analyse mais, malheureusement, ils n'ont pas beaucoup de pouvoir. Mais je sais que le peuple iranien est un grand peuple, intelligent et patient, et je suis optimiste pour l'avenir de ce pays. ■

Propos recueillis par Marie-Claude Decamps

Le Monde

8 décembre 2009

Nouveaux incidents entre police et manifestants à Téhéran à l'occasion de la Journée des étudiants

DEPUIS PLUSIEURS JOURS déjà, les forces de police étaient mobilisées pour « isoler » le campus des universités, à Téhéran surtout mais aussi dans tout le reste du pays. Lundi 7 décembre, la Journée des étudiants, qui commémore chaque année la mort de plusieurs d'entre eux qui avaient protesté en 1953 contre la venue de Richard Nixon en Iran, peu après le coup d'état de la CIA contre le premier ministre nationaliste Mossadegh, avait été choisie pour se faire entendre à nouveau par le mouvement de protestation. Un mouvement qui, en dépit d'une forte répression (plus de 4 000 arrestations, des dizaines de morts, et cinq condamnations à la peine capitale), maintient sa capacité de mobilisation presque six mois après la réélection contestée du président Ahmadinejad, le 12 juin.

Dans son dernier communiqué du 6 décembre, Mir-Hossein Mousavi candidat malheureux à la présidentielle et animateur avec l'autre candidat réformateur Mehdi Karoubi du mouvement de

contestation avait prévenu : « *Il est douloureux de voir les autorités reproduire les mêmes erreurs en affirmant que les réformes ont pris fin (...). Malgré toutes ces pressions, le mouvement n'a pas pris fin.* » De fait, la veille, en dépit de fortes pluies, les cris « Allah o Akbar » (« Dieu est le plus grand »), avaient retenti à nouveau sur les toits des maisons, inspirés des premiers cris de protestation des révolutionnaires de 1979 contre le chah. Et les étudiants avaient fait circuler des milliers de tracts appelant la foule à se joindre à eux dans les campus.

Pour tenter d'intimider les manifestants, le prédicateur de la

prière du vendredi à Téhéran, avait été particulièrement explicite : « *Les dissidents, avait-il lancé sont des ennemis de Dieu.* » Les autorités, elles, avaient ralenti dimanche le débit d'Internet et obscurci de nombreux sites. Une centaine de dirigeants étudiants avaient été interpellés dans la capitale et en province. Et, selon les récits faits par des témoins à des sites réformateurs, des miliciens bassidjis – devenus ces derniers mois le fer de lance de la répression – ont encouragé la « délation » sur les campus pour prévenir toute manifestation.

Devant ces risques de dérapa-

ges, l'ancien président Ali Akbar Rafsandjani, qui est « en froid » avec le gouvernement qu'il a critiqué mais toujours à la tête de deux rouages importants du pouvoir comme l'Assemblée des experts et le Conseil du discernement, était sorti à nouveau de sa réserve pour demander un « climat de liberté ». Un climat dans lequel les « critiques constructives » ont le droit d'exister et la légalité doit être « respectée » par les manifestants « mais aussi par les autorités ».

En fin de matinée, lundi, des centaines de policiers étaient déployés autour de l'université de Téhéran et les rues alentour bloquées. Les journalistes avaient été priés de rester chez eux. De premiers incidents ont eu lieu place Ferdousi, où la police a fait usage de matraques et de gaz lacrymogènes. ■

M.-C. D.

L'ONU s'inquiète des violations des droits de l'homme

Une commission de l'ONU a dénoncé, vendredi 4 décembre, dans une résolution, les « violations graves et répétées » des droits de l'homme en Iran, notamment la répression de la contestation après l'élection présidentielle du 12 juin. La résolution non contraignante, présentée par le

Canada, a été votée par 74 voix contre 48, avec 59 abstentions, par la commission plénière des droits de l'homme de l'Assemblée générale de l'ONU. En 2008, une résolution similaire a été adoptée par 70 voix contre 51. L'Arabie saoudite avait voté contre en 2008, et pour en 2009.

Sur le Web

Le site des réformateurs iraniens www.mowjcamp.com
Le site de Mir-Hossein Mousavi www.kalame.com

Kirkuk, Iraq's simmering melting pot

Residents say they get along with one another, but some Arabs and ethnic Turkmens say they are worried about the influx of Kurds from outside the city.

By Liz Sly

Reporting from Kirkuk, Iraq

Across a bleak desert landscape dotted with blazing oil fires on the northern edge of this ancient city, new houses are rising from the sands -- thousands of them in neat rows, mostly unfinished save for their gray cinder-block shells.

A startling sight in a country still waiting for any significant reconstruction to occur, it contains clues to the biggest of the unresolved conflicts in Iraq that could yet plunge the country into chaos as U.S. forces withdraw.

The homes are being built by Kurds who have poured into the northern province of Kirkuk to reassert, they say, their claim to land from which they were expelled by Saddam Hussein in an effort to create an Arab majority.

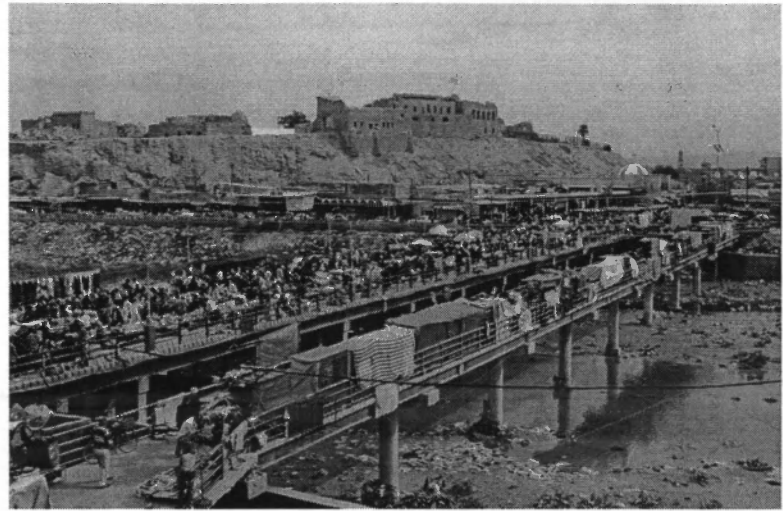
The oil fires illustrate the main reason the land is so hotly contested: Kirkuk is sitting on an estimated 10 billion barrels of oil and produces a quarter of Iraq's current output. That's enough to sustain an independent state should the Kurds get their way and annex the area to the largely autonomous Kurdistan enclave to the north -- and to bankrupt the state of Iraq should the revenue be lost.

Arabs and ethnic Turkmens, who also live here and want the province to remain under Iraqi control, are dismayed by the size of the Kurdish influx, which they say far exceeds the numbers driven out by Hussein. They suspect that Kurdish outsiders are moving to the area to influence the outcome of a referendum on whether to absorb Kirkuk into Kurdistan.

"It's ridiculous. It's impossible. The city is congested with people," said Hussein Ali Saleh, who goes by the name Abu Saddam and heads the Arab Unity Bloc, the largest Arab political force in the province. "Kurds are clearly in the majority now. But most of them are not original Kirkukis."

The dispute has contributed to delays threatening national elections scheduled for January, as members of parliament have squabbled over whether all those living in Kirkuk should be allowed to vote.

But it goes far deeper than that. At stake are existential questions about the



In a market at the foot of the ancient Kirkuk citadel, merchants call out their wares in Kurdish, Turkmen and Arabic. (Yahya Ahmed / Associated Press)

identity of Iraq itself: Should it be a nation ruled by a strong central government in which all sects and ethnicities coexist? Or a looser federation of regions, such as the Kurdistan enclave, in which Iraq's different communities have the right to determine their own governance?

The question promises to loom large over the upcoming elections, and risks embroiling Iraq in a new conflict, between Arabs and Kurds, and perhaps with Iraq's neighbors, if it is not resolved peacefully by the time U.S. forces withdraw, said Joost Hiltermann of the International Crisis Group.

Turkey, Syria and Iran are watching closely, fearful that their own Kurdish minorities might seek independence if Kirkuk is annexed to Kurdistan. U.S. Army Gen. Ray Odierno has identified Arab-Kurdish tensions as the "No. 1 driver of instability" in Iraq.

"Kirkuk is the issue in Iraq," Hiltermann said. "It's all about oil, but it's also about the identity of Iraq."

Melting pot

In the heart of the city, evidence abounds of Kirkuk's long history as a melting pot for the region's sects and ethnicities.

In the bazaar hugging the foot of the ancient citadel that dominates the skyline, merchants call out their wares in Kurdish, Turkmen and Arabic. Signs in those three languages jostle for attention in the narrow alleyways crammed with

stalls selling cheap plastic shoes, gaudy fabric and sticky traditional sweets.

In one crumbling stone alcove, Kurdish and Turkmen tailors work shoulder to shoulder on identical Singer sewing machines, stitching pants, jackets and skirts out of cheap cloth.

"The problems are only among the political parties. We Turkmen, Arab and Kurdish brothers live peacefully together," said Abbas Kamal, 29, who is Turkmen. He wants Kirkuk to remain under Iraqi control, but he says he wouldn't object if it became part of Kurdistan.

"We never have any problems here. We never have any political arguments," agreed co-worker Awad Said, 37, a Kurd who never left Kirkuk. He would prefer that the province be annexed to Kurdistan, but says he wouldn't mind if it wasn't.

"The important thing is for us to live together," he said.

There's little sign here of the tensions that have inflamed tempers in Iraq's parliament, and Kirkuk has escaped relatively unscathed from the sectarian violence that plagued much of the rest of Iraq a few years ago. The Sunni insurgency took its toll, as it did elsewhere, but violence is sharply down, and there have been none of the sectarian massacres that ravaged Baghdad from 2005 to '07.

Nonetheless, some residents say they see worrying indicators that the political fissures are starting to reach the streets. Recently, a Turkmen shot to death a

Kurd at the edge of the bazaar. Police attributed the incident to a personal quarrel, but they found a picture of Hussein in the killer's home on which he had written, "Life is worthless without you," suggesting political undertones to the killing.

When two Kurds were caught recently trying to extract ransoms for two kidnapped Turkmen children, inevitably ethnic tensions were inflamed.

"The original Kurds of Kirkuk are peaceful people, and we can all live together," said Layla Alef, 56, a Turkmen who runs a shoe wholesale business in the bazaar with a Kurdish partner. "The problem is with the strangers, the newcomers.

"If you look at all the building going on on the outskirts of the city, we're surrounded by Kurds. They're practically occupying us."

Two waves

But the Kurds building the houses on the edge of the city say the problem is far more complex than "strangers" versus traditional residents.

Many of those interviewed say their families were ejected from their homes in 1963, in an earlier wave of Arab persecution of Kurds that predates the Hussein era and has largely been forgotten. These Kurds aren't eligible for the

government compensation given to returning Kurds displaced by the former regime, so they don't show up in the records.

Their presence may go some way toward explaining the demographic mystery at the heart of the dispute.

Records show that 92,000 returning Kurdish families have applied for compensation, and that 28,000 Arab families settled there by Hussein have applied for compensation to leave. So Arabs and Turkmens ask why the total population in the province has jumped from a little over 800,000 in 2003 to 1.3 million today.

Kurdish officials say no non-Kirkukis are among the new arrivals. "Why would they risk their lives to come to Kirkuk, where it is more unstable, and put their family at the risk of suicide bombers?" asked Babaker Sidiq, who heads the committee charged with helping resettle displaced Kurds and relocated Arabs.

One possible reason: Each family relocating from Kurdistan to build in the area receives a little over \$6,000 from the Patriotic Union of Kurdistan, the dominant Kurdish party, to help with costs, the families say. They also have been given plots of land by the Kurdish-controlled municipal council.

All sides agree on one thing: The 1957 census, the last one untainted by

"ethnic cleansing," should be used as the basis for determining who should be allowed to vote in the referendum. That showed the city with a majority Turkmen population, but the province to be largely Kurdish.

But it is clear that many of the Kurds living in Kirkuk hadn't been born there.

"This is the place where my father was born and my ancestors are buried. I visit their graves every day," said Ali Fatah, 40, who moved into his new house near the oil fields three months ago. "I feel connected here.

"But of course I want to belong to Kurdistan, because it's run by Kurds. The Iraqi government never did anything for us."

Meanwhile, over the decades, the size of these expelled families has grown exponentially.

Mohammed Mohammed Ali, 70, who has four brothers and seven children, said he and his immediate relatives left four houses when they were driven out in 1963.

After spending decades in Kurdistan, they have returned with many new members, to build 16 homes.

"If you include all my relatives, we are building more than 50 houses," he said outside one of the new homes, the sickly sweet odor of burning oil from the wells hanging heavily in the air.



Turkish official says 7 soldiers killed in ambush

Three others wounded in Tokat province attack; Kurdish rebels suspected

December 7, 2009 The Associated Press

ANKARA, Turkey - Attackers raked a military vehicle with automatic weapon fire on Monday, killing at least seven Turkish soldiers in an ambush in foggy weather in central Turkey, authorities said.

The vehicle came under fire near a military outpost near the town of Resadiye in the Tokat province, said Cihangir Guler, the local governor of Resadiye. Town Mayor Rafet Erdem said seven soldiers were killed and three others were wounded in the ambush.

Authorities could not identify the attackers but suspicion fell on Kurdish and leftist militants because it follows violent street protests by Kurdish rebel supporters across the country in recent weeks. At least two people have been killed and several injured in clashes in several cities.

Kurdish rebels rarely make incursions into the central Tokat region, far from their traditional battle areas in the southeast, though they have collaborated with illegal leftist groups in the area in the past. Leftist militants have also been known to carry out strikes there on their own.

The last attack on soldiers in the region was a nearly decade ago, when two Turkish soldiers were killed in ambush in Tokat in 2001. The attackers used rocket launchers to ambush security forces.

Monday's attack also comes on the eve of a critical court case in which Turkey's Constitutional Court will start deliberating whether to shut down the country's pro-Kurdish political party, which is often accused of being a front for the Kurdish rebel group.

Lawmakers from the pro-Kurdish Democratic Society Party have threa-



tened to resign if their party is closed over charges of ties to the illegal rebel group. Several predecessors of the party were disbanded on the same grounds but each time the politicians regrouped under a new party.

Moments before the attack, Interior Minister Besir Atalay vowed to press ahead with a government overture seeking to reconcile with minority Kurds by expanding greater rights. His comments came in spite of street protests denouncing new prison conditions for rebel leader Abdullah Ocalan.

However, Atalay also said Turkey's military drive against the rebels branded as terrorists by the United States and the West will continue.

Kurdish rebels have been fighting for autonomy in Turkey's Kurdish dominated southeast in a war that killed tens of thousands of people since 1984.

Students and militia do battle across Iran

BEIRUT

Clashes are most violent since summer protests; many injuries and arrests

BY ROBERT F. WORTH

Thousands of students rallied and clashed violently with security forces at universities across Iran on Monday, defying a wide-ranging government effort to suppress the protests and vividly illustrating the opposition movement's insurrectionist fury and persistence.

The rallies, taking place on Iran's National Student Day, set off some of the angriest confrontations since last summer's protests following the disputed presidential election in June. Clouds of tear gas could be seen rising above the streets of Tehran and other cities, as protesters hurled rocks and set fires, and a vast deployment of plainclothes Basij militia members beat back the chanting protesters mercilessly with batons. There were reports of widespread arrests and injuries, but they were impossible to confirm.

The first major street protests in Tehran in more than a month included more aggressive rhetorical attacks on the Islamic Republic than ever before, witnesses said, with protesters burning a poster of Ayatollah Ruhollah Khomeini, leader of the 1979 revolution. Other marchers carried an Iranian flag from which the word "Allah" — added after the revolution — had been removed.

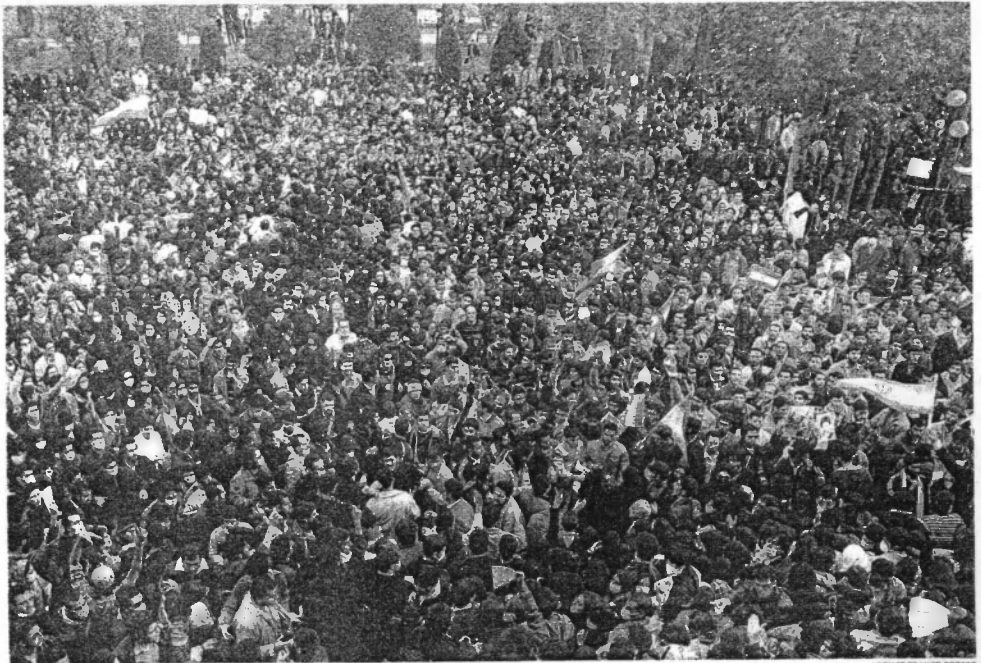
At Sharif University, protesters could be seen on a video clip posted to YouTube chanting "Death to the oppressor, whether shah or supreme leader!"

The authorities had barricaded and surrounded universities in an effort to forestall any dissent on an official holiday commemorating the killing of three students by the shah's forces in 1953. They had arrested dozens of student leaders, ordered foreign news reporters to stay away, and reduced the Internet's flow to a trickle to block the opposition's main link with its supporters.

Still, large crowds of students gathered on campuses Monday morning, many holding banners or armbands in the opposition's trademark bright-green color, to chant "God is great!" and "Death to the dictator!" Twitter and opposition web sites featured video clips of rallies in Tehran, Mashhad, Isfahan and other cities.

One video showed hundreds of students waving bank notes to ridicule the Basij members, who are widely said to demand money in exchange for beating protesters.

Another group of protesters waved a Russian flag at the police and then set it



Thousands of supporters of the opposition rallying Monday at Tehran University, where the main entrance was sealed off. Protests erupted at universities throughout the country.

afire, a gesture aimed at mocking the Iranian regime's ritual anti-Americanism. Russia was quick to recognize Mahmoud Ahmadinejad as president after the election, prompting opposition supporters — who believe the election was stolen through vast fraud — to protest.

The main entrance to Tehran University was sealed off by security forces, while clashes broke out between protesters and tens of thousands of Basij militiamen in squares around the city, witnesses and opposition Web sites reported. Protests erupted at universities throughout the country, including Kerman, Mashhad, Isfahan and Hamedan. The opposition staged a street rally in Shiraz.

There were reports of gunfire, apparently warning shots fired over the protesters' heads by the security forces.

A crowd of about 1,000 students gathered at a university in Sanandaj, in the Kurdish region of Iran, unusual for an area where security is extremely tight, the Kurdish Rawanews reported. Students in Kerman, in central Iran, shouted, "Death to dictator," "Azadi" — Persian for freedom — and, "My brother, the street sweeper, take Mahmoud away," a reference to the country's president, Mahmoud Ahmadinejad.

An opposition Web site, Fararu, said The Basijis had thrown two students out a second-floor window at Boo-Ali Sina University in Hamedan, injuring both seriously.

Protesters from the opposition movement last thronged to the streets in

early November as Iran celebrated another official holiday, the 30th anniversary of the takeover of the U.S. Embassy in Tehran. Tens of thousands of protesters wearing green masks marched through the streets shouting antigovernment slogans in those rallies, but they were beaten back by police.

Mir Hussein Mousavi, one of the two opposition leaders who ran against Mr. Ahmadinejad in June, issued a statement Sunday characterizing the movement as "alive" despite government suppression.

He warned that the authorities could not end the protests with the arrests of students because one in 20 Iranians were university students, several opposition sites reported.

"They are asking us to forget about the election results as though people are concerned only about the elections," he said. "How can we make them understand that this is not the issue? It is not about who the president is or is not; the issue is that they have sold out a great nation."

His comments were followed by criticism of the government by Akbar Hashemi Rafsanjani, an influential politician who sided with the opposition but had been silent recently.

"Constructive criticism is not tolerated in the country," Mr. Rafsanjani said at a meeting with students in Mashhad, according to Mowjcamp.com, a Web site. "It was not right to put the Basij and the Revolutionary Guards to confront the people."

A day earlier, Iran tightened security,

apparently in an attempt to suppress antigovernment rallies, arresting more than 20 mothers who were mourning children killed in the unrest that has broken out since the election on June 12. The mothers had taken part in a vigil in Leleh Park in central Tehran every Saturday since the death in June of Neda

Agha-Soltan, 26, whose shooting became a symbol of the government's violent repression. The rally had been attacked by the police before, but Saturday was the first time the mothers were arrested.

On Saturday, six months after Election Day, protests are planned around

the world "to honor the Iranian people's peaceful struggle for their human and civil rights," according to the organizer, United4Iran, a network of activists supporting human rights in Iran.

Nazila Fathi contributed reporting from Toronto.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
DECEMBER 10, 2009

After Iraqi bombings come the recriminations

BAGHDAD

Quickly, finger-pointing begins amid deep rifts in the security apparatus

BY MARC SANTORA

The televised confessions came quickly in the days after each of the deadly bombings in August and October that rocked the capital and claimed 280 lives.

The broadcasts, heavily edited images of men, some in orange jumpsuits, seated alone against a stark backdrop, did little to answer who was actually behind the attacks. In fact, the confessions contradicted public statements by other officials.

With Iraq reeling from a third wave of bombings on Tuesday, the investigations as much as the attacks themselves have undermined public faith in the government by exposing the divisions within Iraq's security forces. After months of wrangling over an election law because of deep ethnic divisions, the public has come to view security as little more than an extension of politics.

The chief antagonists are the prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, who has direct authority over security in the capital through the Baghdad Operations Command, and the interior minister, Jawad al-Bolani, who oversees the nation's police while at the same time heading a political alliance competing against Mr. Maliki.

Mr. Maliki's aides have defended his handling of the investigations, while noting his rivals' conflicts of interest.

"Mr. Maliki is occupying the highest political post in the country and he is a politician," said Ali al-Musawi, one of his press aides. "It is different with Mr. Bolani. He should be busy with his security work rather than politics."

There is also a deep divide between Mr. Maliki and a Shiite coalition he broke from to create his own alliance, State of Law.

"We are witnessing now a new trend of conflict based on political disagreement," said Hazim al-Nuaimi, a political analyst in Baghdad. "The election is approaching and the people in charge of security are politicians competing on dif-

ferent lists. That is destroying any cooperation and coordination between them. The result is a security gap and the blood of more innocent Iraqi civilians."

Vast swaths of the security forces are more loyal to political parties than to the state, according to security officials.

Even as bodies were being pulled from the rubble of bomb sites Tuesday, Mr. Maliki's critics condemned the government. Sunni and secular politicians, some who played a key role in turning tribes against Sunni insurgents and critical to maintaining peace, also went on national television Tuesday night to demand that Mr. Maliki's top commanders resign.

The public's fear about the dangerous convergence of violence and politics is bolstered by memories of the 2005 elections, when it took five months to seat a government, during which time sectarian tensions boiled over into civil war.

After the government failed to provide a credible public accounting for repeated attacks aimed at crippling its ability to function and failed to make any significant change after each bombing, official statements after the attacks Tuesday

were viewed with deep skepticism.

"We have a transparency problem between the security forces and the people," said Major General Ahmed al-Khafaji, the deputy interior minister. Even though he is charged with overseeing the security of government buildings, he said, "I know nothing about the results of the investigations."

Months after the August and October attacks, no one has been put on trial as the government's public response followed a predictable routine.

Dozens of arrests were announced, including members of the security forces, but many were quietly released later, according to government officials. Snippets of televised confessions were trumpeted, even as politicians from different ethnic groups outlined contradictory accounts of who was behind the attacks. Syria was blamed by some (mainly Shiites) and Iran blamed by others (mainly Sunnis). The heads of the various security agencies sparred over responsibility. Calls by Parliament for a public accounting of security lapses were ignored.

"The government announcements



One of the five blasts shattered this courthouse in Baghdad. The string of suicide bombings killed at least 127 people and wounded more than 500 in the Iraqi capital.

after the October bombings cannot be believed because of what we saw Tuesday," said Ammar Tu'ma, a lawmaker from Fadhilla, a Shiite party.

Parliament once again demanded that the heads of the security forces appear before it.

"Now we are facing elections and 70 percent of the government ministers, especially those charged with security, are candidates in the elections," Baha' al-Araji, a Shiite lawmaker aligned with the anti-American cleric Muqtada al-Sadr, said in Parliament hours after the bombings Tuesday.

Sherwan al-Waeli, the minister of national security who is aligned with Mr.

Maliki's party, acknowledged the danger of political rivalries in security affairs. "Political interference is a time bomb," he said.

The prime minister went on national television Wednesday to call for everyone to put aside political differences, because they were undermining security.

"These tragedies should not be used to provoke disputes under different title or for political propaganda, as some may do," he said. "Because if our structure falls, then it falls over the heads of all — and no side gets a benefit, no political bloc or electoral list."

Mr. Bolani, the interior minister, has said that his political aspirations do not

interfere with his security duties, noting on several occasions that he, after all, is not responsible for security in Baghdad.

"The security operation is suffering from a struggle of wills," said Kamal al-Zaidy, the chairman of the Baghdad Provincial Council, whose headquarters were devastated in the October bombings. He described an emergency meeting called by government leaders to probe the attacks a farce.

"It was not a real security meeting," he said. "It was an arena of accusations and competition for power. If security is to be run like this, we can kiss security in Baghdad goodbye."

Iraq auctions rights to just 2 untapped oil fields

BAGHDAD

Days after fatal bombs, international bidders ignore least-secure zones

BY TIMOTHY WILLIAMS

Three days after a series of coordinated bombings killed more than 100 people in the capital, the Iraqi government held a public auction Friday during which it sold development rights to two of its largest untapped oil fields to finance the growing costs of security and reconstruction.

A partnership of Royal Dutch Shell and Petronas, a state-owned Malaysian company, won rights to the largest field on auction: Majnoon, in southern Iraq, which contains an estimated 12.6 billion barrels of recoverable oil.

Rights to the second field, Halfiya, also in southern Iraq, was won by a consortium led by China National Petroleum Company that included Petronas and Total of France. The field is believed to have about 4.1 billion barrels of recoverable oil.

Three other fields up for auction, located in unstable parts of the country, received little interest from oil companies, and their development rights were not sold.

The auction, scheduled to continue with five more fields Saturday, was being held during a particularly unstable time.

Political squabbling has delayed national elections until March from Janu-

ary, even as U.S. troops are scheduled to continue withdrawing from Iraq in large numbers.

And because the country's Parliament has been unable to approve a national oil law, it is unclear whether agreements reached with oil companies before the March 7 election will be recognized by a new government if Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki fails to win re-election.

Still, the auction, the second since the U.S.-led invasion in 2003, attracted representatives of dozens of the world's largest oil companies despite government fears that the bombings Tuesday would dissuade oil executives from traveling to Baghdad.

The event, broadcast live on Iraqi's state-owned television channel, was held inside a theater in the Oil Ministry

"I was nervous when I was sitting there."

under tight security — even by Baghdad's heavily policed standards.

Helicopters circled overhead; thousands of police officers and soldiers patrolled roadways; streets within a mile of the ministry were closed to vehicular traffic with the exception of convoys of armored sport utility vehicles carrying oil executives to the auction; and everyone who made it inside was subjected to multiple body searches.

Mr. Maliki, who gave introductory remarks, thanked oil executives for attending the auction, adding that their presence signaled their "confidence" in Iraq.

Mr. Maliki played down recent violence in Baghdad as an aberration.

"There is no security deterioration in Iraq, even if a security breach occurred," Mr. Maliki said. "Iraq is on its way to removing all its obstacles."

But this week's bombings were the third in a series of large-scale attacks in the capital since August that have killed more than 400 people and wounded about 2,200 others.

If the presence of executives from

companies including Exxon Mobil, British Petroleum and Lukoil of Russia was any indication, however, the fear of being outflanked by a rival petroleum company trumped concerns about personal safety.

"I was nervous when I was sitting there," said Mounir Bouaziz, a vice president at Shell, after he submitted the winning bid for Majnoon, the largest field offered Friday. "We are pleased and relieved to have won this. It has taken a lot of work to get this, including months and months of study and discussions."

Shell's main competition came from Total, the oil company that is most familiar with the field.

Total signed an agreement with Saddam Hussein in the 1990s to develop Majnoon, a pact that was annulled by Mr. Hussein in 2002. Two years ago, Total and Chevron signed an agreement with the government to explore the field.

But Friday, while Total and its partner, the Chinese National Petroleum Company, offered to accept a \$1.75 fee from the Oil Ministry for each barrel of oil they produced at the field, the partnership of Shell and Petronas submitted a bid to accept \$1.39 for each barrel.

And while the Shell group gave a guarantee that it would produce 1.8 million barrels a day from Majnoon, the Total group said its output would be only about 1.4 million barrels.

Total was not entirely shut out Friday. The company was part of a second group that won the rights for Halfaya field, which like Majnoon, is a largely undeveloped field in southern Iraq.

Duraïd Adnan and Mohammed Hussein contributed reporting from Baghdad, and Jad Mouawad from New York.



DECEMBER 7, 2009

Obama, Biden phoned Kurds to press Iraq election deal

Warren P. Strobel

McClatchy Newspapers

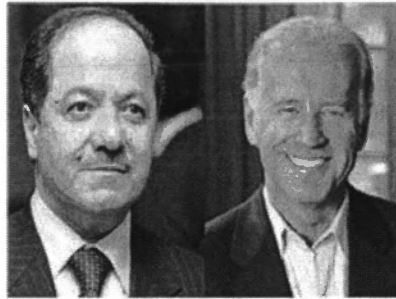
BAGHDAD — President Barack Obama and Vice President Joe Biden intervened personally to save an agreement allowing Iraq's elections to proceed, U.S. and Iraqi officials said Monday, highlighting the stakes in the deal for an eventual American troop withdrawal.

In separate phone calls Sunday with Massoud Barzani, the powerful president of Iraq's Kurdish region, Obama and Biden persuaded him to withdraw the Kurds' objections to an elections law, Kurdish lawmakers said. Iraq's parliament approved the deal late Sunday in Baghdad, ending months of sectarian wrangling that have delayed the elections.

Iraqi lawmakers said the White House pledged to help deal with Kurdish concerns, particularly a swath of disputed territory that both Arabs and Kurds claim. Those promises appeared, however, to fall short of hard guarantees to solve the disputes clouding Iraq's future.

No final date has been set for the elections, but they're expected to take place around Feb. 27, about a month late.

"They pressed the Kurds to accept," said Mahmoud Othman, a leading independent Kurdish lawmaker. "That had an important effect in the Kurds accepting



the resolution, in spite of it not being ideal" from their viewpoint, he said.

Last month, Barzani, who heads the semiautonomous Kurdistan Regional Government in northern Iraq, had threatened a Kurdish boycott, saying the draft elections law didn't assign enough parliamentary seats to Kurdish regions.

It was one of numerous objections based on sectarian politics that stalled the law. The final deal gave three additional seats to the Kurds and reflected Sunni Muslims' demands for greater representation.

While Obama, who spoke with Barzani for 10 minutes, according to the White House, helped stave off another political crisis, their intervention raises anew questions about whether Iraqis can find consensus without constant prodding from outside.

With U.S. troops set to conduct major withdrawals beginning next spring, "It's a

worry," said Joost Hiltermann, an Iraq expert at the private International Crisis Group.

"In the absence of an overarching political deal that would have to be brokered by the Americans" before the withdrawal, it's unclear what Iraqis can accomplish on their own, he said.

Biden is the president's point man on Iraq and, according to Hiltermann, has spoken with Barzani three times in recent months.

Obama's personal involvement was unusual, however, and it underscores the stakes in Iraq's convoluted and time-consuming politics. As he sends 30,000 to 35,000 more U.S. troops to Afghanistan, Obama wants to withdraw American combat forces from Iraq by next August in an atmosphere of political stability.

Iraqi lawmakers said the White House pledged to help implement an article of Iraq's Constitution that defines how to settle the disputed territories, particularly oil-rich Kirkuk. The president also promised support for a national census. Iraq hasn't had a complete census since 1987.

In a statement, the White House said simply that Obama and Biden "confirmed the U.S. commitment to a long-term relationship with Iraq, including the KRG," the Kurdistan Regional Government.

BBC NEWS DECEMBER 08, 2009

Turkey may ban Kurdish DTP party

Turkey's Constitutional Court is considering whether to ban the country's leading Kurdish party.

Prosecutors accuse the Democratic Society Party (DTP), which holds 21 seats in the 550-member parliament, of supporting Kurdish separatist rebels.

The 11 judges are expected to take days or weeks to reach their verdict.

Tension in the mainly Kurdish south-east of Turkey has risen in recent months despite a government drive to improve ties with the Kurdish minority.

Analysts say if the court decides to close down the DTP, it could derail Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's effort to broaden the rights of Kurdish citizens.

Several predecessors of the DTP have been shut down in the past over links to the separatist PKK, which is outlawed and classed by the US and EU as a terrorist group. But the party's members have reformed under different names.

Some 40,000 people have died since the PKK launched its



The DTP warns a ban will risk inflaming the Kurdish insurgency

armed campaign in 1984. The government's recent Kurdish initiative is aimed at ending the insurgency.

When eight PKK members handed themselves in at the Turkish border in October, the government and many nationalists were angry that there was a large gathering offering a hero's welcome, reportedly organised by the DTP.

One of the party's leaders, Emine Ayna, warned that banning the DTP would damage attempts to end the Kurdish conflict.

It "would lead to a much worse climate than the one in the 80s and 90s" when the PKK insurgency began and reached its peak, she said.

PKK claims Responsibility for Killing 7 Turkish Soldiers

Qandil - The military command of the PKK, the HPG, claimed responsibility for the attack in Tokat on 7 December, which killed 7 Turkish soldiers. "The action in Tokat is a retaliation action, which has carried out by one of our units on its own initiative." Earlier before it was still unclear who was behind the attack.

The PKK says the non-action period continues since April 2009, but that the Turkish government and army continues attacks against the Kurds and the PKK-leader Abdullah Ocalan.

"In this context, in retaliation of the recent military operations against our guerrillas in the areas of Gabar and Cudi, the slaughtered young patriot named Aydin Erdem in the city of Amed [Diyarbakir], and the policies of death-pit against our leader Abdullah Ocalan, one of our unit belongs to the Dersim Region, without any instruction given by the HPG Central Command, have carried a retaliation action against the unit of soldiers belongs to the Turkish state army," said the statement of the People's Defence Force (HPG).



The PKK says that if there is a concern 'is a concern in regarding to our leader and our martyrs, each unit has the right to use their own initiative'.

The Turkish government interpreted the attack as a sabotage of it's Kurdish initiative, but pledged to continue it's efforts. The Turkish Prime Minister condemned the attack heavily. "Whoever is behind and in front of this attack will have to pay the price for this," Erdogan said in Washington.

REUTERS

Kurds say Iraqi oilfield auction is being rushed

BAGHDAD, December 10 (Reuters) - By Ayla Jean Yackley

- * *Iraqi Kurds say Baghdad's oil auctions are premature*
- * *Government must first pass oil law, resolve Kurdish claims*
- * *Kurds want role in talks with oil firms over disputed fields*

IRAQ'S ARAB-led government is rushing for political reasons to auction oilfields and should first resolve disputes with Kurds and pass modern hydrocarbon laws, Iraqi Kurdistan's top energy official said on Thursday.

Kurdish authorities must be included in any talks that Baghdad conducts with international oil companies on fields that are in disputed areas, Ashti Hawrami, the semi-autonomous region's natural resources minister, said in an interview.

The central government is offering contracts to develop 10 untapped oilfields on Friday and Saturday that, combined, could double oil output from 2.5 million barrels per day (bpd) in Iraq, which sits on the world's third-largest reserves.

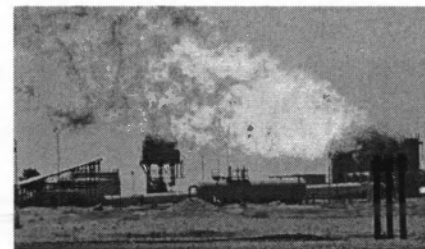
"Anything that is rushed in this manner is not in the interests of Iraq. It's rushed for political purposes," Hawrami said, speaking by telephone.

Hawrami said he was unable to specify whether any of the fields being offered this weekend were on contested land because he had been excluded from the tender process.

The auction, Iraq's second since the U.S.-led invasion in 2003, includes the so-called Eastern Fields, located in the volatile Diyala province where certain areas are claimed by both Iraq's majority Arabs and and minority Kurds.

"Any fields that are located in disputed territories, if they are part of any bid round, current or future, then we expect a seat at the negotiating table," Hawrami said. "If we are not involved, the contract cannot be implemented."

Kurds, whose largely autonomous northern region has its own enviable oil wealth, remain at odds with the Arab-led government in Baghdad over land and oil resources. The dispute, analysts say, poses a major



threat to Iraq's future stability as U.S. troops prepare to withdraw.

Baghdad says it is the sole authority governing Iraq's vast oil and natural gas reserves, barring foreign energy firms doing business in the Kurdish enclave from its energy auctions.

FAILURE

The total production boost from Iraq's two oilfield auctions could quadruple the national output to more than 10 million bpd.

Hawrami described the June tender as a "fantastic failure." Only BP <BPL>, Europe's second-biggest oil company, won a contract to develop Iraq's super-giant Rumaila field.

Since then, preliminary deals have been reached with Exxon Mobil <XOM.N> and Italy's Eni <ENI.MI> on two other fields.

"Awarding and signing the contract is one thing. Someone being physically willing to invest in the work is another thing," Hawrami said.

He reiterated Kurdish demands that they be included in talks on oilfields near the city of Kirkuk, offered at Iraq's first tender in June. Kurds consider Kirkuk their ancestral homeland.

Negotiations on Kirkuk with Royal Dutch Shell <RDSA.L>, Europe's biggest oil company, have been frozen until after the second auction, a senior Oil Ministry official said on Tuesday.

Kurdish authorities will not provide "physical support," including security, to oil companies in disputed areas unless Kurdish authorities have agreed to the deals, Hawrami said.

Kurd-Arab tensions have allowed al Qaeda and other militants to thrive near the border of Iraqi Kurdistan and elsewhere.

The feuding has also blocked passage of energy legislation for years, without which, Kurdish lawmakers argue, the Oil Ministry's deals are legally void.

Hawrami said the next Iraqi government, formed following parliamentary elections on March 7, may be more willing to tackle thorny issues still dividing Kurds and Arabs.

"I think a new political climate will develop after the election and am absolutely hopeful that all of these matters will be dealt with soon," he said.

LE FIGARO

8 décembre 2009

La réconciliation turco-kurde menacée

Sept soldats ont été tués hier dans une embuscade, alors que la justice menace d'interdire le parti prokurde.

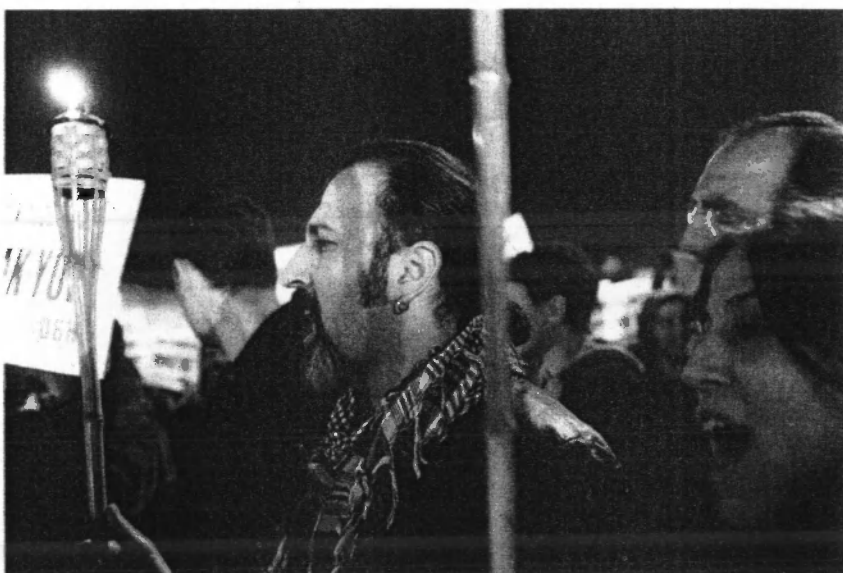
LAURE MARCHAND
ISTANBUL

TURQUIE Sept soldats ont trouvé la mort, hier, dans le centre de la Turquie, au cours d'une embuscade. Si elle est attribuée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), son bilan pourrait peser lourd dans le procès en cours contre le Parti pour une société démocratique (DTP), prokurde. En effet, la Cour constitutionnelle entame aujourd'hui des délibérations sur la demande de fermeture de cette formation, accusée de collusion avec l'organisation rebelle kurde. La phase finale du procès intervient alors que le gouvernement islamo-conservateur a annoncé le mois dernier des réformes visant à améliorer les droits des douze millions de Kurdes de Turquie.

Ces poursuites avaient été lancées en 2007 par le procureur de la Cour de cassation, Abdurrahman Yalçinkaya, qui accusait le DTP de constituer « un foyer d'activités nuisibles à l'indépendance de l'État et à son unité indivisible ». Ce magistrat était également à l'origine des ennuis judiciaires du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir : mis en cause pour « activités antilaïques », l'AKP avait échappé in extremis à une liquidation en 2008. La stabilité de la vie politique turque se retrouve donc, une nouvelle fois, suspendue à une décision des juges.

« À travers le parti kurde, c'est le premier ministre qu'on cherche à affaiblir »

Cette fois-ci, outre l'interdiction du DTP, qui dispose de 21 sièges au Parlement, l'acte d'accusation réclame le bannissement de la vie politique de 220 de ses membres, dont Ahmet Türk, son président, et six députés. Signal de fermeté, le rapporteur de la Cour constitutionnelle a recommandé de suivre les réquisitions du procureur. Dans le passé, la justice a fait fermer toutes les formations kurdes qui



Des Kurdes ont manifesté, samedi soir, pour protester notamment contre les conditions d'incarcération d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK. BULENT KILIC/AFP

ont précédé celle du DTP. Comparant le procès à « une bombe à retardement », le quotidien *Taraf* estime qu'une dissolution « plongerait la Turquie dans une zone de turbulences ».

Derrière ce nouvel épisode politico-judiciaire se profile la bataille que mène la justice, bastion ultralaïc, contre le premier ministre Recep Tayyip Erdogan. « À travers le DTP, c'est l'AKP qu'on cherche à atteindre et à affaiblir », décrypte Ali Bucak, avocat kurde. Une interdiction signerait de facto la mort de la timide « ouverture » que le gouvernement a engagée envers la minorité kurde afin de tenter de mettre un terme au conflit avec le PKK, qui dure depuis 25 ans. Une radicalisation d'une partie des Kurdes et un soutien renforcé à la lutte armée de la guérilla font partie des répercussions prévisibles.

Entre deux feux

Déjà, le gouvernement est pris entre deux feux depuis le lancement de son plan pour les Kurdes. D'un côté, l'opposition nationaliste tire à boulets rouges sur le processus. De l'autre, le Parti pour une société démocratique critique l'absence de droit à

l'éducation en langue kurde et réclame une implication du PKK dans les négociations. Hier, Recep Tayyip Erdogan a reproché au DTP de « s'identifier à cette organisation terroriste », une référence claire aux accusations du procureur.

Le leader de la formation kurde, Ahmet Türk, a prévenu qu'une exclusion de la vie parlementaire forcerait son parti à poursuivre sa « lutte » au « niveau populaire ». Dimanche, des émeutes opposant des milliers de Kurdes et les forces de l'ordre se sont déroulées dans les grandes villes de l'Est du pays et à Istanbul. Les manifestants entendaient dénoncer les nouvelles conditions d'incarcération d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK. Des dizaines d'arrestations ont été effectuées et un étudiant a été tué par balle. ■

EXPLICATION

En Turquie, les Kurdes risquent de voir leur parti dissous

Le procès du Parti pour une société démocratique (DTP) a débuté hier devant la Cour constitutionnelle d'Ankara, la capitale de la Turquie. Ce parti pro-kurde, fondé en 2005, qui compte 21 députés au Parlement depuis 2007 et dirige 99 municipalités, est accusé d'activités séparatistes et de collusion avec l'organisation armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il risque la dissolution et 219 de ses membres, dont huit de ses députés, pourraient se voir interdire de faire de la politique pendant cinq ans. Les 11 juges constitutionnels pourraient rendre leur décision dans les prochains jours ou semaines.

Ce procès compromet-il l'ouverture en direction des Kurdes ?

Officiellement, non. Le ministre turc de l'intérieur a rappelé lundi la «*détermination*» du gouvernement islamiste modéré du Parti pour la justice et le développement (AKP) à continuer sa politique d'ouverture à l'égard des 12 millions de Kurdes, lancée en août dernier. Mais en réalité, oui : il ne dispose désormais d'aucun interlocuteur crédible puisque le DTP, quatrième force politique du pays, risque la dissolution. Ce procès ouvre un boulevard aux opposants, «*kémalistes*» (unitaires et jacobins) et nationalistes en tête.

Une dissolution du DTP est-elle possible ?

En pratique, oui. Il suffit que sept des onze juges – la majorité d'entre eux ont été nommés par le précédent président de la République,



BULENT KILIC/AFP

Les affrontements se multiplient entre les Kurdes et la police turque, comme à Diyarbakir dimanche dernier.

kémaliste – se déclarent en faveur de son interdiction. Depuis une trentaine d'années, neuf partis pro-kurdes ont été dissous avant de renaître sous un autre nom. La plupart des commentateurs sont assez pessimistes. Selon le professeur de droit constitutionnel Ibrahim Kaboglu, «*une dissolution ne serait pas surprenante*», car les faits reprochés au DTP semblent «*plus importants*» que ceux reprochés au parti basque Batasuna interdit au printemps en Espagne.

Depuis deux semaines, le sud-est de la Turquie à majorité kurde est en ébullition. Cela pourrait influencer les juges, même si l'acte d'accusation a été rédigé à l'automne 2007. Les critiques furent en effet de toute part contre le DTP qui a soutenu l'ouverture démocratique à ses débuts avant de changer son fusil d'épaule en

novembre, quand le leader historique du PKK, Abdullah Ocalan, emprisonné depuis dix ans, a rejeté ce processus. Désireux de reprendre la main, le DTP appelle désormais Ankara à prendre celui que l'on surnomme «*Apo*» comme interlocuteur.

Depuis deux semaines, les affrontements se multiplient, notamment dans le sud-est, et, dimanche, un étudiant est mort à Diyarbakir. Loin de calmer le jeu, le DTP est accusé par l'opinion publique turque de souffler sur les braises.

Quelles autres conséquences pourrait avoir une dissolution du DTP ?

Il est probable que la tension monte encore d'un cran. Okay Gönensin, du quotidien libé-

ral *Vatan*, évoque un bond en arrière d'une décennie pour la Turquie et le «*retour à un environnement de souffrance et de peur*».

Le DTP a annoncé que ses 21 députés démissionneraient, ouvrant la voie à de possibles élections anticipées au Parlement et à une remise en question de l'actuel équilibre politique.

Enfin, une dissolution du DTP pourrait permettre au PKK, dont les chefs se trouvent dans les monts Kandil, dans le nord de l'Irak, de reprendre la main. «*Si vous faites taire une formation légale, votre seul interlocuteur devient alors Kandil et la rue*», avertit Oral Calislar dans les colonnes de *Radikal*.

DELPHINE NERBOLLIER
(à Istanbul)

LE FIGARO 9 décembre 2009

Près de 130 morts dans cinq attentats ciblés à Bagdad

Les voitures piégées des kamikazes ont visé, hier, des symboles du pouvoir irakien.

GEORGES MALBRUNOT

MOYEN-ORIENT Les terroristes avaient minutieusement préparé leurs crimes : les cinq véhicules ont explosé presque simultanément vers 10 h 25 locales, hier, dans différents quartiers de Bagdad. Quatre d'entre eux étaient conduits par des kamikazes. L'un, au volant d'un minibus rempli de plastic et de nitrate d'ammonium, a semé la dévastation dans le parking du ministère des Finances. Un autre, à bord d'un van, a foncé contre le palais de justice. Un troisième a fait exploser un bus au-dessus d'un tunnel routier menant au ministère de l'Intérieur. La dernière bombe humaine a projeté sa voiture contre une patrouille de police devant un institut universitaire. Bilan des carnages : au moins 127 tués et 448 blessés, selon le ministère de l'Intérieur.

Date des élections législatives

Les cibles n'avaient pas été choisies au hasard : la plupart représentaient des symboles du pouvoir. Comme en août et en octobre, lors des derniers attentats spectaculaires, qui avaient fait 250 morts. Pour les autorités, les commanditaires sont les mêmes : al-Qaïda, alliée aux ultimes affidés du régime déchu de Saddam Hussein.

En août, le premier ministre, Nouri al-Maliki, avait accusé la Syrie d'un soutien logistique. Hier soir, Bagdad n'avait pas impliqué Damas dans cette nouvelle vague de violences. Mais, souligne un proche de Maliki, qui souhaite rester anonyme : « Ces opérations sophistiquées peuvent difficilement être l'œuvre de groupuscules isolés, elles nécessitent une aide logistique étatique. »

Le calendrier, non plus, n'a rien de fortuit : ces attaques ont eu lieu quelques heures avant une réunion du Conseil présidentiel, qui a, finalement, fixé au 7 mars la date des prochaines élections législatives. « Les terroristes cherchent à faire dérailler toute normalisation politique de l'Irak », affirme le diplomate Kaïs al-Azawi. Selon lui, « ils cherchent également à mettre en doute la capacité des forces de sécurité de maintenir l'ordre à travers le pays », alors que le retrait des troupes de combat américaines est prévu pour l'été prochain.



Hier, à Bagdad, des secouristes extraient un corps des débris autour du ministère des Finances. Si les attaques sont désormais moins nombreuses en Irak, elles sont plus spectaculaires. BASSIM SHATI/REUTERS



L'Irak vit une situation paradoxale. La violence a diminué : 122 morts en novembre, le niveau le plus bas depuis 2003. Mais si les attentats sont moins nombreux, ils sont désormais plus spectaculaires. En frappant aussi fort, les terroristes cherchent à priver al-Maliki de la seule réussite dont il puisse se targuer avant les législatives : un relatif retour au calme à travers le pays.

À l'approche du scrutin, les responsables militaires américains redoutaient ces attentats. « Certains groupes veulent mener une vaste attaque pour intimider la population », déclarait, il y a dix jours, le général John D. Johnson, commandant adjoint des opérations américaines en Irak. Washington ne s'attend d'ailleurs pas à une stabilisation sécuritaire avant la mi-2010. D'ici là, « l'Irak, seul, ne pourra pas relever le défi du ter-

rorisme, prévient Kaïs al-Azawi. Il nous faut une action régionale ». Sous-entendu, la participation de la Syrie et de l'Iran au processus de stabilisation du pays.

De Washington à Paris et à l'ONU, les condamnations se sont multipliées. Bernard Kouchner a stigmatisé « des actes odieux qui visent à meurtrir la nation irakienne, qui entreprend avec courage le relèvement de son pays. Les Irakiens gagneront le combat contre le terrorisme », a assuré le ministre des Affaires étrangères, qui s'est félicité de l'adoption de la loi permettant la tenue des deuxièmes élections législatives en Irak depuis le renversement de Saddam Hussein en 2003. ■



L'ARMÉE TURQUE TUE NEUF REBELLES KURDES

ANKARA, 10 décembre 2009 (AFP)

L'ARMÉE turque a tué neuf rebelles kurdes dans le sud-est du pays au cours d'une opération menée avec l'Iran, tandis que neuf autres se sont rendus aux autorités, a-t-on appris de sources concordantes jeudi.

Parmi les rebelles tués, dans les provinces de Mardin et Hakkari, figurent plusieurs dirigeants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte depuis 25 ans contre le régime d'Ankara, selon l'agence de presse turque Anatolie, qui ne précise pas quand les faits ont eu lieu.

Des sources militaires contactées par l'AFP ont seulement confirmé que des opérations contre le PKK étaient en cours dans la région.

Les forces de sécurité iraniennes sont également impliquées dans la lutte contre les rebelles, a ajouté Anatolie.

La province d'Hakkari touche les frontières iranienne et irakienne de la Turquie.

Le PKK a une organisation soeur en Iran, et de nombreux rebelles kurdes ont

des bases arrière dans le nord de l'Irak, d'où ils lancent des opérations en Turquie et en Iran.

Les forces iraniennes et turques ont par le passé effectué des opérations coordonnées contre les rebelles du PKK dans le nord de l'Irak, en procédant à des tirs d'artillerie au-dessus des frontières.

Neuf militants du PKK qui ont quitté le nord de l'Irak se sont par ailleurs rendus aux autorités turques à la frontière entre les deux pays, mercredi soir, selon des sources judiciaires. Ils étaient interrogés jeudi.

Ankara a annoncé récemment des réformes en faveur de la communauté kurde, pour saper le soutien au PKK dans les communautés kurdes, et mettre un terme à un conflit qui a fait au moins 45.000 morts.

Mais la tension est montée la semaine dernière avec une série de manifestations pour dénoncer les conditions de détention du dirigeant du PKK Abdullah Ocalan, condamné à la prison à vie.

Et lundi, sept soldats turcs ont été tués dans une embuscade dans le nord du pays, où les groupes d'extrême-gauche, et plus rarement le PKK, sont actifs. Les autorités n'ont pas accusé officiellement le PKK.

Ce regain de violence survient alors que la Cour constitutionnelle a commencé mardi d'examiner une demande d'interdiction du DTP (Parti pour une société démocratique), le principal parti kurde, accusé de liens avec le PKK.



LES REBELLES KURDES REVENDIQUENT UNE ATTAQUE CONTRE L'ARMÉE TURQUE

ANKARA, 10 décembre 2009 (AFP)

LES REBELLES kurdes du PKK ont revendiqué jeudi la responsabilité de l'attaque lundi d'une patrouille de l'armée dans le nord de la Turquie qui a fait sept morts parmi les soldats turcs.

Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan - interdit) a annoncé sur son site web que l'embuscade de lundi constituait un "acte de représailles" contre les opérations de l'armée turque visant le parti ainsi que la dégradation des conditions de détention de son chef Abdullah Ocalan.

L'attaque dans la province de Tokat a été menée par une unité du PKK "qui a

agi de sa propre initiative sans avoir reçu d'instructions de la part de la direction du mouvement" précise le communiqué du PKK.

En plus des sept soldats tués - une première information de l'Agence Anatolie citant un responsable local faisait état de cinq tués - trois soldats ont été grièvement blessés.

La région montagneuse septentrionale de Tokat est éloignée des régions du sud-est du pays à majorité kurde où l'armée est souvent confrontée à des attaques et embuscades des rebelles kurdes, ce qui a plongé les autorités turques dans la perplexité quant à ses auteurs.



IRAK: GATES CONFIAIT DANS LA RÉOLUTION DES TENSIONS ENTRE KURDES ET ARABES

KIRKOUK (Irak), 11 décembre 2009 (AFP)

LE SECRÉTAIRE américain à la Défense Robert Gates s'est dit encouragé vendredi par les progrès accomplis en Irak entre communautés arabes et kurdes, aux relations tendues, et a appelé de ses vœux l'émergence d'un gouvernement "représentatif" lors des législatives.

"Je pense qu'ils ont vraiment fait des progrès ces dernières semaines", a affirmé Robert Gates devant un parterre de soldats américains, sur un poste avancé non loin de Kirkouk (nord de l'Irak).

M. Gates, attendu ensuite à Erbil pour rencontrer le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a rappelé que pour les Etats-Unis les tensions entre Arabes et Kurdes constituaient "la plus grande source d'inquiétudes en Irak", tout en soulignant "les progrès observés ces 18 derniers mois".

"Il est clair que les Kurdes voient leur avenir au sein d'un Irak unifié. La question est de savoir dans quels termes", mais "tout laisse à penser qu'ils résoudront leurs différends", a-t-il assuré.

Le gouvernement kurde, qui contrôle trois provinces (Erbil, Souleimaniyeh et Dohouk), réclame aussi la province riche en pétrole de Kirkouk ainsi que les parties majoritairement kurdes des provinces de Ninive et Diyala, ce que Bagdad refuse.

M. Gates, qui a indiqué avoir évoqué en matinée la question avec le Premier ministre Nouri Al-Maliki, a espéré que les législatives irakiennes de mars seraient suivies de "la formation relativement rapide d'un gouvernement repré-



sentatif" de toutes les communautés.

Il a rappelé que le temps pris pour former un gouvernement après le scrutin de 2005 "avait ouvert la voie aux violences confessionnelles", plongeant l'Irak dans la violence.

Le chef du Pentagone, qui doit rentrer à Washington après son étape à Erbil, a assuré que le commandant des forces américaines en Irak, le général Ray Odierno, était "confiant de pouvoir maintenir le plan de retrait des troupes" américaines d'Irak.

Pétrole-Le Kurdistan irakien dénonce la précipitation de Bagdad

REUTERS

BAGDAD, 10 décembre 2009 (Reuters) -

L'appel d'offres de vendredi et samedi pour l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole irakiens a été lancé dans la précipitation pour des raisons politiques, a assuré un membre du gouvernement autonome kurde, invitant Bagdad à régler au préalable ses litiges territoriaux avec la région du Nord.

Les autorités kurdes, a déclaré jeudi Ahti Haourami, ministre des Ressources naturelles, doivent être associées à toutes les négociations sur des gisements du secteur contesté.

L'appel d'offres porte sur dix gisements inexploités qui pourraient faire doubler la production nationale.

L'Irak détient les troisièmes réserves mondiales et leur qualité comme leur facilité d'exploitation offrent aux géants du secteur une opportunité rare alors que les réserves se raréfient au Moyen-

Orient.

"Rien de ce qui est fait à la hâte dans ce domaine ne sert les intérêts irakiens. Il y a eu précipitation pour des raisons politiques", a déploré Ahti Haourami, interrogé par téléphone.

Exclu du processus d'appel d'offres, le ministre n'a pas été en mesure de préciser si certains des gisements concernés se trouvent dans la zone litigieuse.

Les enchères, deuxièmes du genre depuis l'invasion américaine de 2003, concernent des "gisements de l'Est", dont certains sont revendiqués par les autorités autonomes kurdes.

"Pour tout appel d'offres en cours ou à venir portant sur un gisement situé en territoire contesté, nous réclamons un siège à la table des négociations. Si nous ne sommes pas impliqués, le contrat ne pourra être mis en oeuvre", a averti Haourami.

AFP

LA JUSTICE TURQUE PRONONCE LA DISSOLUTION DU PRINCIPAL PARTI PRO-KURDE

ANKARA, 11 décembre 2009 (AFP)

LA COUR CONSTITUTIONNELLE turque a prononcé vendredi la dissolution du principal parti pro-kurde du pays, accusé de collusion avec les rebelles kurdes, ainsi que le bannissement de la vie politique de plusieurs de ses dirigeants.

Le Parti pour une société démocratique (DTP) a été dissout car il était devenu un "foyer d'activités préjudiciables à l'indépendance de l'Etat et à son unité indivisible", a déclaré au cours d'une conférence de presse le président de la Cour Hasim Kiliç, au terme de quatre jours de délibérations.

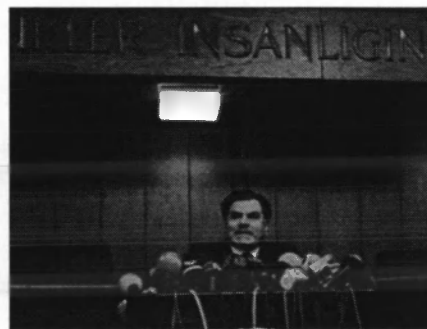
La décision a été prise à l'unanimité des 11 juges, alors qu'une majorité qualifiée de sept voix était requise pour prononcer la dissolution, a indiqué M. Kiliç, ajoutant que 37 des cadres du parti, dont son président Ahmet Türk et la députée Aysel Tugluk, étaient bannis de la vie politique pour une durée de cinq ans.

Le juge a également annoncé la levée de l'immunité parlementaire dont bénéficiaient M. Türk et Mme Tugluk, et la confiscation par le Trésor des biens du parti.

Le DTP dispose de 21 sièges au Parlement (sur 550). Ses dirigeants avaient averti avant le verdict que les députés quitteraient le Parlement plutôt que de siéger comme des parlementaires sans étiquette.

Le verdict de la Cour intervient alors que le gouvernement venait de tendre la main à la communauté kurde en proposant une série de mesures renforçant ses droits pour tenter de tarir le soutien des Kurdes aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et mettre fin à 25 ans de conflit dans le Sud-Est anatolien.

La décision fait suite à une procédure lancée en 2007 par le procureur de la



Hasim Kiliç président de la Cour constitutionnelle turque annonce le résultat des délibérations

Cour de cassation Abdurrahman Yalçinkaya, qui a accusé le DTP d'obéir aux "directives" du PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays.

Nombre d'observateurs estiment que le DTP est la vitrine politique légale des rebelles du PKK. Le parti assure cependant qu'il n'a "pas de liens organiques" avec le PKK, mais refuse de qualifier celui-ci d'organisation terroriste et appelle le gouvernement à négocier avec lui.

Les dirigeants du DTP avaient affirmé qu'une dissolution pourrait entraîner une recrudescence des tensions dans le Sud-Est anatolien, où de nombreuses manifestations contre les conditions de détention du chef du PKK Abdullah Öcalan ont dégénéré en heurts avec la police au cours des deux dernières semaines.

Jeudi, le PKK a revendiqué une attaque contre une patrouille militaire dans le nord de la Turquie, au cours de laquelle sept soldats turcs ont été tués.

AFP

L'UE CONDAMNE LA DISSOLUTION D'UN PARTI PRO-KURDE EN TURQUIE

BRUXELLES, 11 décembre 2009 (AFP)

L'Union européenne s'est déclarée vendredi "préoccupée" par la décision de la Cour constitutionnelle turque de dissoudre le principal parti pro-kurde du pays, une décision qui a été immédiatement suivie de manifestations de colère dans la communauté kurde, dans le sud-est du pays et à Istanbul.

"L'UE est préoccupée par cette décision" prise par un pays qui négocie son adhésion, a annoncé la présidence suédoise de l'UE dans un communiqué.

"La dissolution d'un parti politique est une mesure exceptionnelle qui doit être décidée avec précaution", a ajouté la présidence suédoise.

"L'Union européenne appelle la Turquie, pays qui négocie son adhésion (à l'UE), à prendre les mesures constitutionnelles pour mettre sa législation sur les partis politiques en conformité avec les règles européennes", conclut la présidence suédoise.

La décision de la Cour constitutionnelle turque risque de compliquer grandement la tâche du gouvernement, qui vient de tendre la main à la communauté kurde pour tenter de mettre fin à 25 ans de conflit.

Le Parti pour une société démocratique (DTP) a été dissout car il était devenu un "foyer d'activités préjudiciables à l'indépendance de l'Etat et à son unité indivisible", a déclaré à la presse le président de la Cour Hasim Kiliç, au terme de quatre jours de délibérations.

La décision a été prise à l'unanimité des 11 juges, alors qu'une majorité qualifiée de sept voix était requise pour prononcer la dissolution, a indiqué M. Kiliç, ajoutant que 37 des cadres du parti, dont son président Ahmet Türk et la députée Aysel Tuğluk, sont bannis de la vie politique pour une durée de cinq ans.

Le juge a également annoncé la levée de l'immunité parlementaire dont bénéficiaient M. Türk et Mme Tuğluk et la confiscation par le Trésor des biens du parti.

Le DTP dispose de 21 sièges au Parlement (sur 550). Ses dirigeants avaient prévenu avant le verdict que les députés quitteraient le Parlement plutôt que de siéger comme parlementaires sans étiquette.

La décision fait suite à une procédure lancée en 2007 par le procureur de la Cour de cassation Abdurrahman Yalçinkaya, qui accuse le DTP d'obéir aux "directives" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreux pays.

Le verdict de la Cour intervient alors que le gouvernement vient de tendre la main à la communauté kurde en proposant une série de mesures renforçant ses droits, pour tenter de tarir le soutien des Kurdes au PKK et mettre fin au conflit.



LES DÉPUTÉS DU PARTI PRO-KURDE BOYCOTTENT LE PARLEMENT TURC, NOUVELLES MANIFESTATIONS

ANKARA, 12 décembre 2009 (AFP)

LES DÉPUTÉS du principal parti pro-kurde de Turquie ont annoncé samedi qu'ils boycotteraient le Parlement turc et de nouvelles manifestations ont eu lieu dans le pays, pour protester contre la dissolution du parti, la veille, par la justice.

"Notre groupe (parlementaire) s'est de fait retiré du Parlement, à partir d'aujourd'hui. Il ne participera plus aux travaux" du Parlement, a déclaré à la presse Ahmet Türk, co-président du Parti pour une société démocratique (DTP).

La Cour constitutionnelle a prononcé vendredi la dissolution du DTP, qui est accusé de liens avec les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement en lutte depuis 25 ans contre le régime d'Ankara, et qui est qualifié de terroriste par la Turquie et de nombreux pays.

Le DTP dispose aujourd'hui de 19 députés (sur 550) au Parlement, deux députés du parti, dont M. Türk, ayant été dépossédés de leur siège vendredi avec la décision d'interdiction.

Des manifestations violentes ont eu lieu samedi dans le sud-est du pays, où habite la majorité des quelque 12 millions de Kurdes de Turquie, sur une population totale de 71 millions d'habitants.

La police a tiré des gaz lacrymogènes et utilisé des canons à eau face à une foule en colère dans la ville d'Hakkari (sud-est), certains manifestants lançant des pierres sur les forces de l'ordre, selon l'agence de presse turque Anatolie.

Un groupe de manifestants a tenté de lyncher un responsable de la police et un simple policier, qui ont finalement été relâchés après l'intervention de responsables politiques locaux.

Des manifestations ont eu lieu également dans la ville proche de Yuksekova, et à Van, où un policier a été blessé, selon Anatolie.

Vendredi soir, des manifestations avaient été organisées à Diyarbakir, principale ville du sud-est, et à Istanbul.

La décision de la justice a placé le gouvernement dans une situation délicate,



au moment où il vient d'annoncer une "ouverture démocratique" à la communauté kurde, pour tenter de mettre fin à un conflit qui a fait au moins 45.000 morts.

Les propositions faites par le gouvernement concernent en particulier l'utilisation de la langue kurde, et sont présentées comme une première étape.

"La démocratie suivra son cours. Nous pensons que la politique l'emportera", a déclaré M. Türk, dans une allusion au fait que les députés du DTP pourraient se regrouper sous la bannière d'un nouveau parti.

L'Union européenne, à laquelle la Turquie souhaite adhérer, a exprimé son "inquiétude" vendredi, après l'annonce de la dissolution du DTP, demandant à Ankara d'entreprendre des réformes pour aligner la loi turque sur les partis aux normes européennes.

Le contexte politique autour de la question kurde s'est alourdi la semaine dernière lorsqu'une personne a été tuée lors de manifestations pour dénoncer les conditions de détention du chef du PKK, Abdullah Öcalan.

Le PKK a répondu en tuant sept soldats dans une embuscade, lundi, dans le nord du pays.

L'armée turque a pour sa part tué neuf rebelles kurdes, lors d'une opération menée avec l'Iran dans le sud-est de la Turquie, a-t-on appris jeudi.



LES DÉPUTÉS KURDES ENVISAGENT DE DÉMISSIONNER DU PARLEMENT TURC

ANKARA, 13 déc 2009 (AFP) —

Le principal parti pro-kurde de Turquie a annoncé dimanche que ses députés envisageaient de démissionner, après la dissolution du parti prononcée vendredi par la justice pour liens avec la rébellion kurde.

Le DTP (Parti pour une société démocratique), qui cessera officiellement d'exister lorsque la décision de la Cour constitutionnelle sera publiée au Journal officiel, se réunira lundi à Diyarbakir (sud-est) "pour conclure sur le point de savoir comment et quand la décision de démission sera appliquée", a indiqué un communiqué du parti.

La Cour constitutionnelle a dissout le DTP vendredi pour liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation en lutte depuis 25 ans contre le régime d'Ankara et qui est considérée comme terroriste par Ankara et de nombreux pays.

Le co-président du DTP Ahmet Türk a annoncé samedi que les 19 députés (sur 550) du parti boycotteraient le Parlement, sans annoncer de démission.

Une démission des députés du DTP, sous réserve d'une approbation par le Parlement comme l'exige la loi, pourrait provoquer des élections partielles.

L'éventualité de former un nouveau parti "n'est pas dans nos prévisions", indique par ailleurs le communiqué du DTP.

Progressivement, Istanbul autorise la langue et la culture kurdes à sortir de la clandestinité

L'Etat turc s'ouvre à la minorité kurde mais beaucoup reste encore à accomplir

Istanbul

Correspondance

C'est le premier signe visible de la reconnaissance de la langue kurde en Turquie. Des panneaux signalétiques bilingues, en turc et en kurde, sont apparus autour de Diyarbakir (sud-est), fin novembre. Des noms de villages enfouis dans les mémoires resurgissent. Au-dessous du nom turc, imposé par Ankara, figure désormais le nom d'origine. Le village de Yesildalli, par exemple, retrouve son appellation kurde : Hewarê Xas.

Cette mesure, impensable il y a quelques années, est l'une des réformes proposées par le gouvernement islamiste-conservateur de Recep Tayyip Erdogan pour tenter de réconcilier la Turquie avec sa minorité kurde, forte de 15 millions de personnes (sur 71,5 millions d'habitants). Une guerre civile oppose en effet depuis vingt-cinq ans l'armée et les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). La langue kurde sort de la clandestinité après avoir été longtemps niée et interdite en public.

Début des délibérations sur le parti pro-kurde DTP

La Cour constitutionnelle turque a entamé, mardi 8 décembre, des délibérations qui pourraient mener à interdire le parti pro-kurde (DTP) pour collusion avec les rebelles du PKK. Les dirigeants du DTP ont prévenu qu'une dissolution attiserait les tensions et indiqué que leurs 21 députés quitteraient le Parlement. — (AFP.)

A une heure de Diyarbakir, un département des langues régionales va ouvrir au sein de l'université dans la cité multiethnique de Mardin. L'arabe, le syriaque et le kurde y seront enseignés. Depuis quelques mois, le standard de la police de la ville de Batman et celui du gouvernement de Diyarbakir répondent également en kurde. « L'autorisation de l'usage d'autres langues que le turc dans les services sociaux et religieux, ainsi que pour les campagnes électorales », a été annoncé par le ministre de l'intérieur, Besir Atalay. L'Etat turc concède ainsi une ouverture pour répondre aux attentes de 20 % de ses administrés dont la langue maternelle est le kurde. Pour certains, notamment les femmes, le turc reste une langue parfaitement étrangère.

Dans les villages, les enfants kurdes sont souvent écartelés entre la langue du foyer et celle de l'école. Cette schizophrénie, cause d'un échec scolaire massif, est racontée pour la première fois dans le documentaire *Deux langues, une valise*, réalisé par deux jeunes cinéastes et sorti en octobre. Le film suit le travail d'un instituteur de 21 ans, originaire de l'ouest de la Turquie, parachuté pour son premier poste dans la classe unique d'un village déshérité du Sud-Est. « Nous avons voulu filmer cette communication impossible entre prof et élèves. Et montrer cette situation ridicule : les enfants qui ne savent pas parler turc, mais peuvent réciter par cœur l'hymne national », explique Özgür Dogan.

Le réalisateur raconte que dans les années 1980, son instituteur le battait quand il parlait kurde à l'éco-



le. « C'est en train de changer, ajoutez-t-il. Quand l'instituteur de notre film est arrivé dans le village, il n'avait aucune idée du problème kurde, c'était la première fois qu'il venait dans l'Est. »

Changement spectaculaire

Le festival international du film d'Antalya s'est lui aussi attaqué au tabou en projetant, en octobre, *Min Dit*, un film entièrement tourné en kurde sur les exactions commises par l'armée turque contre les populations dans les années 1990. En décembre, Diyarbakir inaugurera son premier festival de cinéma kurde. Et une pièce en kurde a été jouée cet automne au théâtre national de la ville. Formellement interdit en public jusqu'en 1991, le kurde refait donc surface. Les chanteurs populaires, comme Ahmet Kaya, mort à Paris en 2000, ou Sivan Perwer, exilé en Europe, ne se vendent plus sous le manteau.

La détente amorcée par le gouvernement sur les droits culturels et linguistiques des Kurdes met fin à plusieurs décennies de négation. Dans les années 1960, un rapport officiel de l'Institut de recherche sur la culture turque affirmait que

le kurde était « un ensemble de dialectes d'origine turque, dégénérés après avoir été trop longtemps isolés dans les montagnes de l'Est ». Aujourd'hui, son identité propre est reconnue, sa pratique autorisée jusqu'au parloir des prisons. Une chaîne de télévision étatique, TRT 6, diffuse en kurde depuis janvier. La libéralisation complète des ondes est prévue en 2010.

Le changement est spectaculaire. Jusqu'à peu, Abdullah Demirbas, le maire de Sur, à Diyarbakir, était traîné devant la justice à chaque fois qu'il employait sa langue maternelle. En 2007, l'Etat l'avait démis de ses fonctions pour avoir proposé à ses administrés des services multilingues. Aussitôt réélu, l'édile a repris son combat : il propose désormais des cours de kurde gratuits aux employés de sa municipalité et finance des cours du soir pour les enfants. Mais il reste encore sous le coup de 23 procès... « Ce sera plus facile pour mes enfants de parler kurde, veut-il croire. Mais il faut que la Turquie autorise l'enseignement dans la langue maternelle. » Une éventualité que rejette pour l'instant le gouvernement. ■

Guillaume Perrier

Iran

Figure de l'opposition, M. Moussavi a reçu un avertissement des autorités

TÉHÉRAN. Le pouvoir iranien a lancé, lundi 7 décembre, un avertissement à Mir Hossein Moussavi, l'un des dirigeants de l'opposition qui a été bloqué plusieurs heures, selon des témoins, par des militaires progouvernementaux, à l'Académie des beaux-arts de Téhéran qu'il dirige. Cet incident est intervenu alors que de nouveaux affronte-

ments entre étudiants favorables et opposés au gouvernement ont été signalés à l'université de Téhéran. La veille, 200 personnes ont été arrêtées lors de manifestations. Le procureur général Gholamhossein Mohseni Ejeie a dit, en conférence de presse, qu'il n'y aurait plus de « tolérance » envers l'ex-premier ministre et les responsables de l'opposition : « Les forces judiciaires et de la police ont agi jusque-là avec retenue pour que les rangs des ennemis soient clairement identifiés (...). Nous prendrons les mesures nécessaires, y compris contre le procureur de Téhéran s'il n'agit pas contre ceux qui violent les droits des gens et perturbent l'ordre tous les jours dans la ville. » Lundi, l'épouse de M. Moussavi, Zarah Rahnavard, atteinte par des gaz au poivre avait été brièvement hospitalisée. ■

Turkish court deliberates case to ban Kurdish party for alleged links to rebels

By SUZAN FRASER, Associated Press

ANKARA, Turkey - Turkey's highest court began deliberations Tuesday on a case seeking to close down the country's pro-Kurdish party and expel several party members from parliament on charges of ties to Kurdish rebels.

A decision to disband the party could derail the government's efforts toward reconciliation with ethnic Kurds and escalate tensions. Turkey has already witnessed violent street protests by Kurdish youths in the past weeks.

Chief Prosecutor Abdurrahman Yalcinkaya has accused the Democratic Society Party of separatism and taking orders from the outlawed rebel group, the Kurdistan Workers' Party or PKK.

He has demanded that the party be disbanded and dozens of party politicians be barred from joining political parties for five years. Eight legislators, including party chairman Ahmet Turk, face losing their parliamentary seats.

The court's deliberations comes at a time of mounting tensions.

The government is contemplating reforms that would increase the minority Kurds' cultural rights and help end the 25-year-old conflict with the autonomy-seeking Kurdish rebels.

But plans for a reconciliation have been marred by weeks of violent street demonstrations by Kurdish youths to denounce new prison conditions for Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan. One student died from gunshot wounds Sunday while another died Monday of severe burns from a firebomb attack by Kurdish militants in Istanbul.

Also Monday, assailants ambushed a military vehicle, killing seven soldiers in the central province of Tokat. Hundreds gathered for the soldiers' funeral, shouting slogans denouncing the PKK.

As the court's 11 justices began deliberating behind closed doors, the PKK accused the government of "intolerance" toward the party and called on Kurds to expand their resistance.

"The Kurdish people have no other way out but to resist and increase the level of the struggle for their existence," the PKK said in a statement carried by the Kurdish Firat news agency.

It could take the justices several days to reach a verdict.

The pro-Kurdish party, which has 21 seats in the 550-member parliament and controls several municipalities in the Kurdish-dominated southeast, denies links to the PKK.

Party legislators have threatened to resign

from parliament if the court rules against the party — a move that could force interim elections.

Turk, the party's chairman, said Tuesday his party had worked for peace and democracy.

"The verdict will affect the whole of Turkey," Turk said. "No one should regard the closure of the party as a legitimate act."

In his indictment, prosecutor Yalcinkaya said the party had become "a focal point of activities against the sovereignty of the state and indivisible unity of the country and the nation."

He said the party was "based on blood and orders from the terrorist organization of the PKK."

Several predecessors of the pro-Kurdish party were banned by the Constitutional Court for alleged ties to PKK rebels, whose fight for autonomy has killed tens of thousands of people.

The Democratic Society Party has refused to brand the rebels terrorists, infuriating many in Turkey. It has called on the government to negotiate with the rebels and to introduce an amnesty for the guerrilla leaders.

Both the U.S. and the European Union have labeled the PKK a terrorist organization.

Kurds make up about 20 percent of Turkey's more than 70 million people and dominate the country's southeast region.

REUTERS

U.S. sees Arabs, Kurds in Iraq settling differences

KIRKUK, Iraq, December 11 2009 (Reuters) -By Adam Entous

- * *Kurd-Arab tensions threat to stability*
- * *U.S. optimistic relations are improving*

U.S. DEFENSE Secretary Robert Gates said on Friday that Arab and Kurdish leaders in Iraq were moving toward settling their differences and he urged them to form an inclusive government quickly after a March vote.

Visiting U.S. troops and Iraqi police in the contested northern Iraqi city of Kirkuk, Gates called Arab-Kurdish tensions "perhaps the most worrisome issue in Iraq".

Washington fears the outbreak of violence between the groups in the area could tip Iraq back into war.

But Gates, who arrived in Iraq on Thursday after a visit to Afghanistan, said: "All the evidence we see indicates that they will work out these differences."

"They've made some real headway in recent weeks."



Kurds see Kirkuk, and the surrounding province, which produces a fifth of Iraq's oil, as their ancestral home and want it wrapped into their semi-autonomous northern enclave. The city's Arab and Turkmen populations fiercely oppose those aims.

Tensions between ethnic groups in the north are often exploited by insurgents including al Qaeda, blamed for bombings in Baghdad on Tuesday that police said killed 112 people.

Gates said he spoke with Prime Minister Nuri al-Maliki in Baghdad earlier in the day about the need to form an inclusive government swiftly after national elections in March to minimize the risk of a fall back into bloodshed.

Violence has dipped sharply in Iraq over the past 18 months but the recent bombings have stoked doubts about the ability of Iraqi security forces to keep the peace before the elections.

ROLE FOR U.S. BEYOND 2011

Gates expressed confidence that U.S. President Barack Obama's plan to

reduce troops by next summer would stay on track despite the delayed election and Tuesday's attack. But Washington's role was likely to continue, he said.

"I wouldn't be a bit surprised to see agreements between ourselves and the Iraqis that continues a 'train, equip and advise' role beyond the end of 2011," Gates said. "They realise that they're probably not going to be ready."

Gates and Maliki had been scheduled to meet on Thursday night but the prime minister instead went to parliament to answer questions from lawmakers about the bombings and efforts to improve security.

Bombings in Baghdad have become less frequent but attacks remain common in disputed areas like Kirkuk, where Gates met Arab and Kurdish policemen and U.S. troops who lead joint patrols in the city.

There have been standoffs between Kurdish peshmerga fighters and Iraqi troops. The U.S. commander in Iraq, General Ray Odierno, has singled out the tensions as the biggest single threat to stability. Disagreements over Kirkuk held up the parliamentary passage of a law needed for the election, originally scheduled for January, to take place. The presidency council said this week the parliamentary poll, Iraq's first since 2005, would take place on March 7.

Washington has been trying to broker security arrangements between Maliki and the Kurdish region's president, Masoud Barzani. Those could include joint patrols in disputed areas to build confidence.

Obama is aiming to end combat operations in Iraq by Aug. 31, 2010, before a full pullout by the end of 2011. The U.S. force in Iraq is supposed to be reduced to 50,000 by end of August from around 115,000 now.

REUTERS

Kurds, Turkish nationalists clash in Istanbul

ISTANBUL, December 13, 2009 (Reuters) -

CLASHES erupted in Istanbul's busy Beyoglu district on Sunday as around 200 Kurds protesting at the closure of a leading Kurdish party clashed with Turkish nationalists and police, Turkish media reported.

Protesters hurled stones and petrol bombs at shops, cars and businesses in the heart of the shopping and entertainment district of Turkey's biggest city, before a group of knife-wielding Turkish nationalists gathered and tried to attack them, state-run Anatolian news agency said.

Riot police separated the groups and dispersed protestors, in what was a third day of violent street protest since Turkey's highest court ruled to dissolve the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP), dealing a blow to government efforts to end decades of conflict in the EU candidate country.

Late on Sunday police had closed the street leading to the main DTP office in Istanbul and a police armoured vehicle stood guard.

Turkey's constitutional court on Friday banned the DTP after it found it guilty of cooperating with Kurdistan Workers Party (PKK) separatist

guerrillas.

In the southeast of Turkey, the focus of most violent protest since the ruling, demonstrators hurled fire bombs and rocks at riot police in the town of Yuksekova. Police shot into the air to disperse the crowds, television footage showed. Several protesters were arrested.

The verdict, which has plunged the mainly Muslim country into political uncertainty, threatens to undermine Prime Minister Tayyip Erdogan's ruling AK Party's drive to reconcile minority Kurds with the state and end decades of conflict.

It is also likely to hit sentiment in Turkish financial markets when they reopen on Monday.

The PKK has fought for 25 years for a Kurdish homeland in southeastern Turkey. The Kurds, who make up around 20 percent of the population but were for decades forbidden to use the Kurdish language, have long complained of discrimination.

Analysts say the ban could strengthen the PKK's hand by undermining confidence in the democratic process.



REUTERS

Two Kurdish protesters killed in clashes in SE Turkey

ISTANBUL, December 15, 2009 (Reuters) -

TWO KURDS protesting the closure of a pro-Kurdish party were shot dead and several were wounded on Tuesday after shopkeepers attacked them in the south-eastern Turkish town of Mus, Turkish broadcasters said.

One shopkeeper was detained for opening fire on the protesters, state-run news agency Anatolian reported.

The fatalities were the first after days of violence and street protests following a Constitutional Court ruling on Friday to ban the only Kurdish party in parliament.

A student was killed in clashes with police a week earlier as tensions began to rise in the mainly Kurdish southeast.

The court, using a controversial political parties act, found the Democratic Society Party (DTP) guilty of cooperating with Kurdish separatist PKK rebels.

The decision was criticised by Prime Minister Tayyip Erdogan, whose government is trying to boost Kurdish rights in a bid to end a 25-year-old conflict that has killed 40,000 people.

The court ruling is seen as a setback for Turkey's faltering hopes of joining the European Union.

The European Commission this week warned that the ruling deprived voters of the political representation needed for Turkey to fulfil its democratic mandate.

The same prosecutor who won the court's support to ban the DTP had unsuccessfully tried to have Erdogan's AK Party banned in 2008 on grounds that it contravened Turkey's secular constitution.

Erdogan, whose party has Islamist roots, on Monday called for national unity and said Turkey would overcome its problems.

Erdogan needs Kurdish support for his Kurdish initiative, which is vigorously opposed by nationalists.

Analysts say the danger is that the ban on the DTP will further alienate Kurds, and could fan support for militants.





The White House

Office of the Press Secretary

For Immediate Release

December 07, 2009

Statement by the US Press Secretary on the passage of Iraq's revised election law

The United States congratulates the people of Iraq and their elected representatives for the passage of a revised election law, and we look forward to the holding of national elections. The negotiations that led to the passage of the election law demonstrate anew that the Iraqis and their leaders are committed to taking control of their future, and to resolving their differences peacefully and in accord with the Iraqi constitution.

Since 2005, the United States has supported the Iraqi constitution as the basis around which all Iraqis can protect their rights and work together to build national unity. That constitution, including the establishment of a Kurdistan Regional Government, has contributed to Iraqi stability. The United States reiterates its strong support for the Iraqi people and their elected government, and reaffirms its respect for the Iraqi constitution, including Article 140, which addresses the dispute over Kirkuk and other disputed internal borders, and Article 142, which addresses the process for constitutional amendments. We will continue to support the Iraqi people and their elected government as they work towards the full and fair implementation of the Iraqi constitution.

There are still challenges facing Iraq, including disagreements between the government of Iraq and the Kurdistan Regional Government. The United States is ready to help all Iraqis come together to find new political solutions to ease old conflicts, remove old fears and build a future together as a united country with a proud, historic place in the international community.

Following the 2010 parliamentary elections, Iraq will hold elections in 2013 and 2014 in accordance with its constitution and laws. A current and thorough census will help facilitate the conduct of those future elections, and the United States remains ready to help the Government of Iraq conduct an accurate census next year as one element in support of a stable Iraq with a government that is fair and accountable to the Iraqi people.

The United States thanks the United Nations for its indispensable role in helping Iraqis prepare for the upcoming elections and pledges to sustain U.S. support for the UN mission in Iraq.

StarTribune DECEMBER 12, 2009

Kurds clash with Turkish police over closure of political party; lawmakers boycott parliament

By SELCAN HACA OGLU, Associated Press

ANKARA, Turkey - Angry Kurds battled Turkish police with rocks and firebombs Saturday to protest a decision by the country's top court to shut down a pro-Kurdish political party on charges of ties to militants.

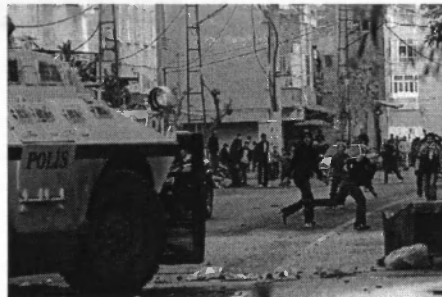
The party's lawmakers said they would boycott parliament.

The party was banned Friday, a day after the main Kurdish rebel group claimed responsibility for killing seven Turkish soldiers in an ambush in central Turkey, an attack that outraged the country.

The ban and ensuing violence deepened uncertainty over efforts to end a conflict between the state and its largest ethnic minority.

A crowd pelted an armored police bus with stones as firebombs hit two other armored vehicles, briefly engulfing them in fire in the town of Yuksekova, close to the borders with Iraq and Iran, Dogan news agency video showed. Protesters blocked streets with barricades and burning tires. Police used water canons to mark the protesters with brightly colored water.

In neighboring Hakkari city, a mob attempted to lynch two police officers but were prevented by local Kurdish politicians, the state-run Anatolia news agency said. Police detained about a dozen pro-



testers, the area's governor said.

Protests took place elsewhere in the region and the western cities of Ankara and Izmir, Anatolia said.

Democratic Society Party chairman Ahmet Turk said the remaining 19-seat group had withdrawn and would not attend sessions of the 550-seat assembly. The party had 21 seats but the court Friday expelled Turk and another legislator from the assembly.

The political turmoil has jeopardized a government project to reconcile with minority Kurds in the hopes of ending the fight with Kurdish rebels who have been labeled terrorists by the West. The party has resisted calls from Turkish politicians to label the guerrillas as such.

The European Union has expressed concern over the ban, saying in a statement that "while strongly denouncing violence and terrorism, the presidency recalls that the dissolution of political parties is an exceptional measure that should be used with utmost restraint."



The court said in its ruling that the party had ties to the rebel Kurdistan Workers' Party, or PKK, which has fought for autonomy from the Turkish state since 1984.

The court also barred Turk and legislator Aysel Tugluk from joining any political party for five years along with 35 other party members, including Leyla Zana, a prominent Kurd who served a decade in prison on charges of separatism.

"What else can the court do when there are party administrators who declare the terrorist organization to be their reason of existence," the Anatolia news agency quoted President Abdullah Gul as saying during a visit to Montenegro.

The court has shut down several Kurdish party on similar charges in the past. The predecessor of the Democratic Society Party had dissolved itself in 2005. The party is the 27th to be shut down in Turkey since 1968.

Pro-Kurdish party ordered to disband

ISTANBUL

Turkish court's ruling comes amid stumbling efforts to end conflict

BY SEBNEM ARSU

Amid rising tension over recent government efforts to resolve the continuing conflict with Turkey's Kurdish minority, the Constitutional Court ruled Friday that the only pro-Kurdish party in Parliament must be disbanded.

In an unanimous decision, the high court also imposed a five-year political ban on 37 members of the Democratic Society Party listed in the indictment. It removed two leading party members from their seats in Parliament, including Ahmet Turk, the party chairman.

The charges, which were filed in 2007, accuse the party of undermining national unity and cooperating with the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., the rebel group fighting for autonomy in Turkey's southeast since the early 1980s.

"No political party has the right to make use of acts and rhetoric of violence," Hasim Kilic, chairman of the court, said in a televised press confer-

ence after more than three days of debate among the 11 members of the court. "It has to make a distinction between peaceful language, suggestions and acts of violence."

The verdict is more than simply an application of the law that permits such bans, in the eyes of those who have long advocated peaceful political solutions to address the concerns of Kurds, like Sezgin Tanrikulu, former head of the bar association in Diyarbakir, the largest Kurdish town in the southeast.

"In today's environment, armed conflict still continues," Mr. Tanrikulu said. "The exclusion of legitimate actors from political grounds will destroy the already weak belief among Kurds that the conflict can be resolved through political means."

The armed conflict has cost more than 40,000 lives, and the P.K.K. has been labeled a terrorist organization by the United States and the European Union. The Democratic Society Party, which held 21 of the 550 seats in Parliament before the ruling Friday, has refused to denounce the P.K.K. as a terrorist organization.

Mr. Turk, the party chairman, who has been subjected to bans several times in his career as an active player in Kurdish politics, reiterated his hopes for a peaceful and democratic resolution of the Kurdish conflict.

"Turkey is going through a painful period, and of course blocking the democratic politics deepens the sense of hopelessness," he told reporters camping outside the party headquarters in Ankara.

"Turkey cannot resolve this conflict by party closures but must use reason, logic and dialogue," he said.

For some analysts, however, it is not the reaction of the establishment in Turkey that led to the verdict, but rather provocative public statements of the Democratic Society Party in support of the P.K.K.

Emre Kongar, a professor of political science, said on NTV, a private television station, that certain parties "have not absorbed the constitutional principles well and cannot refrain from supporting anti-democratic tendencies."

The governing Justice and Development Party has acknowledged the Kurdish issue and the repressive state regime in the predominantly Kurdish southeast, but in recent weeks it has grown cautious about reforms in the face of escalating nationalist reactions to rising Kurdish violence. Simply discussing the Kurdish issue in Parliament in and of itself was considered to be a landmark development.

For now, there are an estimated 12,000 militants hiding in the northern Iraqi mountains along the Turkish border that remain loyal to Abdullah Ocalan, the jailed leader of the P.K.K.

Over the past two weeks, according to Interior Ministry figures, 799 people were detained and hundreds were injured during clashes after rumors of mistreatment of Mr. Ocalan circulated on the Internet.

Ban on Kurd party roils Turkey

DIYARBAKIR, TURKEY

REUTERS

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan on Monday called for national unity after a court ban on a Kurdish party caused protests and plunged the country into political uncertainty.

The court ruling Friday drew criticism from the European Union, dealing a new blow to Turkey's faltering hopes of E.U. membership.

In Diyarbakir, the largest city in the southeast, thousands of Kurds took to the streets Monday, watched by the riot police during a fourth day of protests since the court disbanded the only Kurdish party in Parliament.

In the town of Dogubeyazit, protesters threw firebombs and stones at the police, who fired back with tear gas and water cannons.

Clashes have erupted mainly in villages in the southeast, but also in the heart of Istanbul's shopping and entertainment district Sunday.

The European Commission warned

Monday that the ruling could deprive a substantial portion of Turkish voters of representation.

The governing AK Party wants to push through legislation aimed at ending decades of conflict with Kurdish separatists, and in his first comments since the verdict was delivered, Mr. Erdogan spoke of the need for a national sense of determination.

"We will overcome these problems as long as our nation is united and in solidarity," he said in Ankara.

Mr. Erdogan said he would address Parliament later Monday to discuss in detail the ban on the Democratic Society Party, or D.T.P.

D.T.P. deputies have threatened to quit Parliament, which could force new elections in Kurdish districts.

Riding an open top-bus, party deputies received a warm welcome in Diyarbakir after flying from Ankara, as about 5,000 people flooded the streets in a largely peaceful protest. The police later fired water cannons when a group of youths pelted them with rocks and destroyed up street signs.



Total veut retourner en Irak, un eldorado à haut risque

Plus de 40 compagnies participent, les 11 et 12 décembre, aux enchères pétrolières organisées à Bagdad

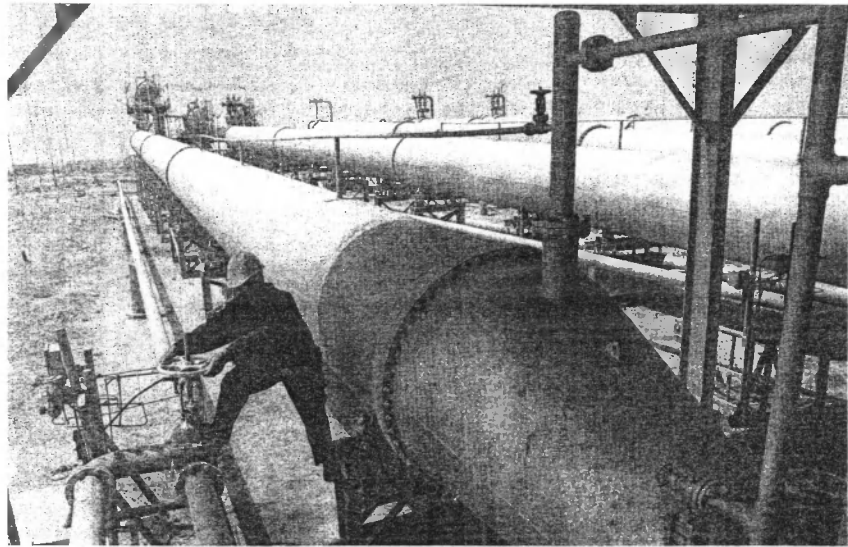
Une violence persistante, une corruption endémique et une loi sur le pétrole en attente, la fragilité d'un régime tiraillé entre communautés chiite, sunnite et kurde, l'incertitude sur le résultat des élections législatives prévues le 7 mars 2010... Et pourtant, rien n'empêchera les compagnies pétrolières – le français Total en tête – de reprendre le chemin de l'Irak, pas même le caractère peu lucratif des contrats de services proposés par Bagdad. Dans un pays qui détient les troisièmes réserves mondiales d'or noir, les promesses de demain valent bien les sacrifices d'aujourd'hui.

Les représentants de 45 compagnies occidentales, russes ou asiatiques sont attendus dans la capitale irakienne placée sous haute surveillance, vendredi 11 et samedi 12 décembre, pour répondre à l'appel d'offres lancé par les autorités pour l'exploitation de champs pétrolifères importants. C'est le deuxième « round » depuis que Bagdad a rouvert la porte aux compagnies internationales en 2009, fermée depuis l'invasion américaine de 2003. « Nous nous attendons à une concurrence forte », a prévenu Hussein Chahristani, le ministre irakien du pétrole.

« La compétition sera très ouverte », assure Yves-Louis Darricarrère, le directeur général exploration-production de Total. Il faut proposer le prix d'extraction le plus bas en s'engageant sur le niveau de production le plus élevé – le mieux-disant remportant l'enchère. La concurrence avec les groupes chinois sera redoutable : forts du soutien de l'Etat, ils ont une approche moins commerciale que stratégique pour renforcer la sécurité énergétique de leur pays.

Fin juin, lors du premier appel d'offres, le gouvernement irakien avait essuyé un camouflet. De nombreuses majors avaient refusé de signer des contrats en raison des conditions dures fixées par les autorités, notamment sur les prix. Elles réclamaient entre 4 et 5 dollars par baril (159 litres) extrait. Seul le groupe britannique BP, en partenariat avec le chinois CNPC, s'était plié à ces conditions.

Puis le consortium dirigé par la



Le retour des groupes internationaux va permettre à Bagdad d'achever la reconstruction de ses infrastructures pétrolières et d'augmenter ses capacités d'extraction. Un objectif : taionner la production de l'Arabie saoudite. NABIL AL-JURANI/AP

compagnie italienne Eni (associée à l'américaine Occidental Petroleum et à la sud-coréenne Kogas) a signé un accord en novembre, avant qu'ExxonMobil et Shell ne suivent le mouvement. Ces majors n'ont obtenu que 2 dollars, alors que les cours du brut oscillent autour de 75 dollars. En visite à Bagdad, mi-novembre, le vice-président américain, Joseph Biden, avait demandé aux autorités de baisser leurs prétentions. Le deuxième round pourrait alors être plus fructueux et se transformer en succès pour Bagdad.

Total, qui avait jeté l'éponge en juillet, veut revenir en Irak. La « pré-

histoire » du groupe se confond avec cette région : la Compagnie française des pétroles, devenue

Total en 1954, exploite des gisements au Kurdistan depuis la fin des années 1920. Les autorités avaient menacé d'exclure les firmes françaises pour punir Paris d'avoir refusé de se joindre aux Etats-Unis dans la guerre de 2003. Elles ont changé de ton. « Nous devons favoriser une offre française, quels que soient les chiffres. Nous voulons voir Total travailler sur nos champs pétrolifères », a récemment déclaré le président irakien, Jalal Talabani. Le groupe est intéressé par le champ de Majnoun (12 mil-

liards de barils estimés), qu'il connaît bien. Il juge les propositions irakiennes plus intéressantes qu'il y a six mois. Il ne s'agit plus de gisements dont il faut accroître la production (*brownfields*) mais de champs à mettre en production, avec plus de valeur ajoutée technologique et plus de libertés dans les opérations (*greenfields*).

Les majors savent qu'elles ne peuvent pas être absentes d'Irak, les défis géopolitiques et technologiques étant de plus en plus grands sur tous les continents. Ce pays possède 9,1% des réserves mondiales (115 milliards de barils), derrière l'Arabie saoudite (264 milliards) et l'Iran (130 milliards).

En raison des conflits qui se sont succédé depuis le déclenchement de la guerre Irak-Iran en

La Compagnie française des pétroles, devenue Total en 1954, exploitait déjà des gisements en Irak dans les années 1920

1980, tout le territoire n'a pas été exploré, surtout dans l'ouest, et les réserves pourraient être supérieures. « Tout le monde veut être en Irak précisément pour cette raison », expliquait en juillet Rouba

PRODUCTION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE EN 2008, en millions de barils par jour	
Arabie saoudite	10,8
Russie	9,9
Iran	4,3
Mexique	3,1
Emirats arabes unis	2,9
Koweït	2,8
Venezuela	2,5
Irak	2,4
Norvège	2,4
Nigeria	2,1

SOURCE : BP STATISTICAL REVIEW

Housari, une des meilleures spécialistes irakiennes du secteur.

Pour l'Irak, l'enjeu est vital. Sa reconstruction, dont le coût est estimé à 600 milliards de dollars (407 milliards d'euros), reposera en grande partie sur les recettes pétrolières. Ce qui explique la pression exercée sur les majors étrangères. Sur les trois champs supergésants déjà attribués (Roumeïla, Zubair, Qourna), elles se sont engagées à quadrupler la production (de 1,5 à 6,3 millions de barils par jour). Ce que pompent aujourd'hui les Etats-Unis, troisième producteur mondial de brut. « Dans 7 à 10 ans, l'Irak sera capable d'en produi-

re au moins 8 millions [2,5 millions aujourd'hui], le plaçant au deuxième rang derrière l'Arabie saoudite », calcule le Centre for Global Energy Studies de Londres.

Une perspective à envisager « avec prudence », nuance Nicolas Sarkis, directeur de la revue *Pétrole et gaz arabes*. L'afflux de barils irakiens pourrait perturber l'équilibre offre-demande et faire baisser les prix, relançant la consommation de pétrole – au détriment des énergies alternatives et des efforts en faveur de plus d'efficacité énergétique. C'est aussi l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

qui serait modifié. L'Iran et l'Arabie saoudite, dont les relations sont exécrables avec l'Irak, ne verraient pas d'un bon œil cette ouverture de vannes. Mais la longueur et le coût de développement des projets rendront la montée progressive. L'Irak pourrait prendre le relais de pays à la production déclinante (Russie, Mexique, Norvège...)

En 2003, certains courants anti-américains assuraient que Washington menait une « guerre pour le pétrole ». La paix revenue, assumeraient-ils, les Irakiens donneraient la plus belle part du gâteau aux groupes américains pour remercier les Etats-Unis de les

avoir libérés de Saddam Hussein. Ils méconnaissaient le nationalisme pétrolier irakien et la volonté de Bagdad de garder le contrôle de l'or noir. Car la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company (groupement d'intérêts américains, britanniques et français), en 1972, n'est plus un sujet de débat. Ils sous-estimaient aussi le souci de Bagdad de diversifier les pays et les compagnies partenaires, de les mettre en concurrence pour faire monter les enchères. L'Irak redevient un eldorado, mais où l'on accède à prix fort. ■

Jean-Michel Bezat

Le Monde

15 décembre 2009

Total refuse la surenchère sur les gisements de pétrole en Irak

Le groupe français n'a remporté qu'un appel d'offres secondaire. Christophe de Margerie, son PDG, affiche sa déception

Les dirigeants des compagnies pétrolières sont arrivés dans des 4x4 blindés au ministère du pétrole, à Bagdad, dont les alentours étaient quadrillés par des milliers de soldats et de policiers. La circulation avait été interdite à 1,5 kilomètre à la ronde, des hélicoptères tournaient dans le ciel... Malgré la série d'attentats sanglants (plus de 127 morts) qui avait frappé la capitale irakienne deux jours plus tôt, rien n'aurait dissuadé les représentants des majors venus d'Europe, des Etats-Unis, de Russie, d'Inde ou de Chine de prendre part aux « enchères pétrolières » qui se sont déroulées, vendredi 11 et samedi 12 décembre, à Bagdad (*Le Monde* du 11 décembre).

Après l'échec du premier round, fin juin, ce deuxième appel d'offres a été un succès pour les autorités irakiennes. Les « éléphants », ces champs pétrolifères géants, ont trouvé preneurs à des conditions inespérées : la rémunération versée aux compagnies étrangères pour chaque baril produit sera inférieure à 1,40 dollar (avant taxes), alors qu'il se négocie 70 dollars sur les marchés ; et celles-ci se sont engagées sur des objectifs de production ambitieux – bien

supérieurs aux objectifs planchers fixés par le ministère du pétrole. L'anglo-néerlandais Shell et le groupe privé russe Loukoil sont les grands vainqueurs de ces enchères qui ont tourné à la surenchère : le premier a remporté le champ de Majnoun (12 milliards de barils) en partenariat avec le malaisien Petronas, le second a gagné Qourna

qui serait modifié. L'Iran et l'Arabie saoudite, dont les relations sont exécrables avec l'Irak, ne verraient pas d'un bon œil cette ouverture de vannes. Mais la longueur et le coût de développement des projets rendront la montée progressive. L'Irak pourrait prendre le relais de pays à la production déclinante (Russie, Mexique, Norvège...)



Ouest 2 (12,8 milliards de barils) avec le norvégien StatoilHydro. Total revient en Irak, la région où il a fait ses premières armes en 1927, mais par la petite porte.

Jean-Michel Bezat

LE FIGARO

14 décembre 2009

La justice turque relance la confrontation avec les Kurdes

L'interdiction du parti kurde provoque des émeutes et compromet la réconciliation amorcée par le pouvoir.

Des sympathisants du Parti pour une société démocratique (DTP) ont manifesté hier à Diyarbakir en brandissant des portraits d'Abdullah Öcalan, le leader kurde emprisonné en Turquie. REUTERS

LAURE MARCHAND
ENVOYÉE SPÉCIALE À DIYARBAKIR

TURQUIE « Quel bonheur de pouvoir se dire turc ! », proclament des pancartes rouillées le long des avenues de Diyarbakir, la « capitale » des Kurdes, au sud-est de la Turquie. Ses habitants ont beau ne plus prêter attention à la propagande de l'État turc, l'injonction sonne ces jours-ci comme une provocation. Vendredi, la Cour constitutionnelle a prononcé la dissolution du parti kurde (Parti pour une société démocratique, DTP) accusé d'être lié à l'organisation rebelle du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

« La Turquie ne veut pas de nous en politique, le seul chemin qu'il nous reste, c'est la guerre »

La décision des onze juges a aussitôt déclenché des émeutes dans les villes à majorité kurde du pays et à Istanbul. Samedi, à Diyarbakir, des centaines d'adolescents et d'enfants ont affronté avec des pierres les forces de l'ordre, qui ont répliqué à coup de gaz lacrymogènes. « La Turquie ne veut pas de nous en politique, le seul chemin qu'il nous reste, c'est la guerre », tranche un marbrier qui assiste au face-à-face. Une poubelle brûle devant sa porte. Trois gamins, keffieh enroulé autour du visage, sont perchés sur le toit de son atelier et hurlent : « Chaque Kurde est un guérillero ! » De l'autre côté de la rue, au siège du DTP, un ancien combattant du PKK estime que les juges ont pris un risque. « Même les Kurdes qui ne soutiennent pas le PKK sont révoltés. »

Impasse totale

L'interdiction du parti, qui dispose de 21 sièges au Parlement, fait craindre à la fois une reprise des combats par le PKK, dont une branche dissidente a revendiqué une attaque qui a tué sept soldats la semaine dernière, et une radicalisation des douze millions de citoyens turcs d'origine kurde. « Les Kurdes, dans leur ensemble, avaient du mal à faire

confiance à la voie démocratique et politique pour résoudre leurs problèmes, explique Sezgin Tanrikulu, ancien bâtonnier de Diyarbakir. La condamnation de la Cour constitutionnelle va renforcer ce sentiment. » Dans un éditorial, Ahmet Altan, le rédacteur en chef du quotidien Taraf, a accusé Ankara d'avoir « divisé le pays et anéanti les espoirs de paix ». Le conflit entre le PKK et l'armée turque a fait plus de 45 000 morts en vingt-cinq ans. « Quel jeune Kurde pourrait encore accorder du crédit à la justice ? Qui faudra-t-il blâmer s'ils partent dans la montagne ? », interroge le journaliste.

Deux étudiants de l'université du Tigre, à Diyarbakir, avalent leur thé mécaniquement, les larmes aux yeux. Le 6 décembre, un de leurs amis, Aydin Erdem, a été tué par le tir d'un policier au cours d'une manifestation. L'auteur du coup de feu n'a toujours pas été arrêté. « Aydin a été pris dans un traquenard, jurent Emin et Mehmet. Nous sommes certains que ce n'est pas tombé sur lui par hasard, c'était le leader de toutes les manifestations à la fac. Il était suivi en permanence par des flics en civil. »

Ils affirment désormais « avoir la haine », comme les deux mille étudiants qui ont bloqué l'université pendant une semaine après la mort de leur camarade. « Nous avons l'habitude de plaisanter entre nous en disant que nous irions faire notre master dans les montagnes, sourit amèrement Mehmet, 21 ans. Mais à cause des derniers événements, je songe sérieusement rejoindre le PKK. »

L'« ouverture démocratique » lancée par le gouvernement islamico-conservateur cet été pour répondre aux aspirations des Kurdes et tenter de mettre fin à la guérilla se retrouve aujourd'hui dans une impasse totale. « Le PKK a rapidement compris que le seul objectif du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, était de le mettre hors jeu et de ne pas l'impliquer dans les négociations, expli-



que Tarih Elçi, avocat spécialiste des droits de l'homme à Diyarbakir. Par ailleurs, le gouvernement se heurte aux nationalistes. » Les mesures annoncées en octobre par le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir ont été jugées trop timides par les partisans d'une solution politique.

Mais pour l'opposition comme pour le système judiciaire, gardien autoprocla-

mé de l'héritage d'Atatürk et adversaire des islamo-conservateurs, toute réforme en faveur des Kurdes est assimilée à une remise en cause de l'unité de l'État. « L'interdiction du DTP par la Cour constitutionnelle est clairement un coup de force contre l'initiative gouvernementale », juge Tarih Elçi. En 2008, les mêmes magistrats avaient tenté de fermer l'AKP accusé « d'activités antilaïques ».

Ostracisme

Dengir Mir Mehmet Firat, un des rares

membres de l'AKP à avoir critiqué la décision des juges, a déclaré que « la Turquie était devenue un cimetière pour les partis politiques ». Le DTP est en effet le 27^e parti fermé par la Cour constitutionnelle en quatre décennies et la sixième formation kurde à subir ce sort. La stabilité de la vie politique turque dépend désormais de la stratégie du mouvement kurde. Ses députés sont autorisés à continuer de siéger au Parlement en indépendants. Mais son président, Ahmet Türk, qui a été interdit d'adhérer à un

parti pour une durée de cinq ans comme 36 autres membres, a annoncé un boycott de l'Assemblée.

Une démission collective est envisagée. « Dans ce cas, la Cour aura atteint son objectif : ostraciser les Kurdes, se désolent Hakife, une étudiante en médecine. Le désespoir est profond. Est-ce qu'un jour les Turcs et les Kurdes auront le droit de vivre ensemble en paix dans ce pays ? » ■

Le Monde
15 décembre 2009

Tony Blair pense qu'il était « juste » de « renverser » Saddam Hussein en 2003

L'ex-premier ministre aurait fait la guerre même sans menace supposée d'armes chimiques

Londres
Correspondante

Que Bagdad ait ou non possédé des armes de destruction massive, qu'importe. Londres se devait d'envahir l'Irak en mars 2003, aux côtés des Américains. C'est en quelques mots ce que Tony Blair a confié à la BBC, dimanche 13 décembre. Celui qui fut le premier ministre britannique entre 1997 et 2007 avait pourtant assuré à ses concitoyens et au Parlement qu'il fallait attaquer l'Irak justement parce que le pays possédait des armes de destruction massive (ADM). Il était même en mesure de les déclencher, affirmait-il alors, « en quarante-cinq minutes ». Ils sont 179 soldats britanniques à avoir perdu la vie dans ce conflit, dont le Royaume-Uni s'est retiré à l'été 2009.

Même s'il avait alors été avéré que Saddam Hussein ne possédait pas cette force de frappe, « j'aurais continué à penser qu'il était juste de le renverser », a lancé M. Blair, car il représentait « une menace pour l'ensemble de la région ». Dans ce cas, a poursuivi l'ancien chef de gouvernement, « évidemment, nous aurions employé et développé des arguments différents quant à la nature de la menace ». M. Blair n'a pas précisé lesquels. Mais il n'est pas certain que des arguments différents auraient convaincu Westminster de suivre Washington sans l'aval des Nations unies.

Selon un sondage réalisé en mars 2003, 74% des Britanniques soutenaient l'invasion de l'Irak, mais à la condition qu'elle ait le feu vert de l'ONU et que la possession d'armes de destruction massive soit prouvée. « Cette guerre a été vendue avec l'aide des ADM, et maintenant, on a l'impression qu'il ne s'agissait que d'une question d'argument », a commenté dimanche Hans Blix, l'ancien responsable des inspecteurs envoyés par l'ONU pour vérifier l'existence d'armes de destruction massive en Irak.

Pourquoi M. Blair a-t-il choisi de se livrer maintenant à ce que la presse britannique appelle sa « confession » ? Il aurait pu attendre d'être entendu par la commission d'enquête présidée par Sir John Chilcot, chargée de faire la lumière sur cet épisode de la vie politique britannique qui a conduit Londres à entrer en guerre.

Et M. Blair à quitter le 10 Downing Street en juin 2007. Sans doute a-t-il préféré prendre les devants alors que, depuis le 24 novembre, la commission Chilcot – la cinquième du genre – interroge des officiers de l'armée, des responsables des services de renseignements, des hauts fonctionnaires et des diplomates. On a ainsi appris que,

avril 2002, onze mois avant le début du conflit, M. Blair, lors d'une visite au ranch texan du président américain, avait assuré George Bush de son soutien militai-

re. A l'époque pourtant, Downing Street ne parlait pas d'entrer en guerre. On a également découvert que le 10 mars 2003, un rapport avait signalé au gouvernement que Saddam Hussein n'avait sans doute pas encore ordonné l'assemblage des armes chimiques.

M. Blair « était résolu à invoquer la nécessité d'un changement de

Saddam représentait « une menace pour l'ensemble de la région », selon M. Blair

régime » pour justifier la guerre, si cela devait s'avérer nécessaire, a affirmé Sir David Manning, l'ancien conseiller en politique étrangère du premier ministre. Mais il savait, comme le lui avait signalé en juillet 2002 Lord Goldsmith, le principal conseiller juridique du gouvernement britannique, que ce motif « ne constituait pas une base légale pour une action militaire ».

Dans la foulée des déclarations de M. Blair à la BBC, la coalition Stop the War a exigé l'ouverture de « poursuites judiciaires » contre l'ancien premier ministre s'il devait « réitérer cet aveu de crimes de guerre devant la commission Chilcot ». L'ancien avocat de Saddam Hussein, Giovanni Di Stefano, aujourd'hui conseil de l'ancien ministre des affaires étrangères irakien Tarek Aziz, a pour sa part adressé à la justice britannique une « demande de consentement » pour poursuivre M. Blair au motif qu'il aurait lancé « une guerre illégale ». Il a « enfreint la convention de Genève de 1957 », argue M. Di Stefano, en engageant son pays dans un conflit « non justifié par une nécessité militaire ». ■

Virginie Malingre

Syria, in a bet that's paying off, opens up a bit

ALEPPO, SYRIA

Better ties with Turkey offer range of political and economic rewards

BY ROBERT F. WORTH

Ever since Syria and Turkey lifted their visa restrictions in September, Turkish visitors have poured into this picturesque northern city.

Hawkers in Aleppo's ancient souk now call out to shoppers in Turkish, and cross-border commerce has soared. The two countries have embarked on a very public honeymoon, with their leaders talking about each other like long-lost friends.

But this rapprochement is about far more than trade, or the collapse of old Turkish-Arab enmities. At a time of economic and political uncertainty here, the new warmth with Turkey has stirred hopes about Syria's future direction, in areas ranging from religion to oil and gas to peace with Israel.

For some here, the new closeness with secular, moderate Turkey represents a move away from Syria's controversial alliance with Iran. For others, it suggests an embrace of Turkey's more open, cosmopolitan society. For many — including Syria's president, Bashar al-Assad — it conjures different dreams of a revitalized regional economy, less vulnerable to Western sanctions or pressure.

"It's much more than an economic relationship," said Samir al Taqi, the director of the Orient Center for International Studies in Damascus. "It's about regathering the region, and a feeling that the West is much weaker, less liable to do anything here. I think Syria has lots of ambitions to redefine its geopolitical position."

Those ambitions became apparent in October, when Syria delayed signing an economic agreement with the European Union that it had sought for years, hinting that it wanted better terms. The agreement had been initialed in 2004, when Syria felt threatened by the United States invasion of Iraq and desperate for economic and political succor. Now Syria's leaders feel far more confident, analysts say.

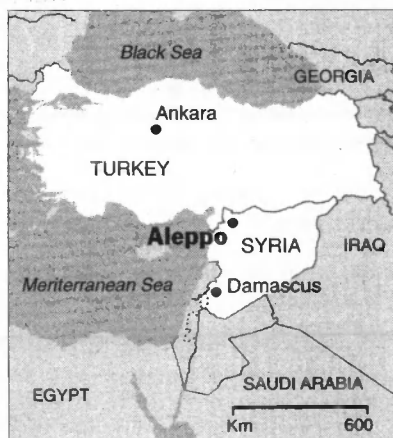
That confidence has less to do with Syria's still-ailing economy than with its political position.

The West's isolation of Syria has given way to engagement, despite Syria's continuing support for the militant groups Hamas and Hezbollah. The United States is expected to send a new ambassador to Damascus soon, ending a long freeze in diplomatic relations.



TAMARA ABDUL HADI FOR THE NEW YORK TIMES

With visa restrictions eased, Turkish tourists, like these visiting the Grand Mosque, have poured in the northern Syrian city of Aleppo.



Syria's relationship with Turkey, which has been slowly warming for years, helped to bring about this political realignment. Turkey mediated indirect talks between Syria and Israel in 2008, fostering renewed hopes in the West for a peace deal.

But the widespread notion that Turkey will draw Syria toward moderation and a regional peace deal may be something of a fantasy, albeit a useful one. Turkey's own alliance with Israel has cooled noticeably since Israel's war in Gaza a year ago, which provoked outrage in the region and reaffirmed the political value of Syria's ties to Hamas. Israel expressed interest in restarting indirect talks with Syria this month, but

many here are skeptical. Syria is keenly aware of the backlash it might face from domestic radicals — or even from Iran — if it drew closer to Israel.

Instead, the new Turkish alliance may be valuable precisely because it helps Syria hint at change while keeping its options open, said Peter Harling, a senior Damascus-based analyst with the International Crisis Group, and lead author of a report on Syria's foreign policy that is being published Monday.

"In a region full of unresolved conflicts, Syria has chosen to hedge its bets," Mr. Harling said.

"Aligning with Turkey helps Syria to offset competing pressures from Iran and the West while strengthening its position economically."

But the relationship is not just about providing Syria with political cover.

Mr. Assad has made clear that he hopes to foster a regional energy network building on Turkey's natural gas pipelines. Trade between the countries doubled between 2007 and 2008, and doubled again in 2009, to an estimated \$4 billion, according to the Aleppo Chamber of Commerce.

"I think there is a sort of vision developing between Syria and Turkey where they could serve jointly as a regional trade hub, linking Europe with the Gulf and other parts of the East," said Nabil Sukkar, an economic analyst also based in Damascus.

It is too soon to tell how far that vision

will go, or whether Syria will start to feel swamped by imports from Turkey's more powerful economy.

In the meantime, the political opening has corresponded to a real social and cultural rediscovery, with Turks and Arabs warming to each other after long years of hostility.

Syria, after all, was born out of the Ottoman Empire's dismemberment in 1920, and its identity was built in large part on the rejection of its former masters in Istanbul.

On a popular level, there was bitter resentment over Turkey's annexation of the Arabic-speaking Hatai district, which had been Syrian. As recently as 1998 the two countries were on the brink of war over Syria's support for Turkish Kurd rebels. Relations improved slowly

after Syria expelled Abdullah Ocalan, the rebel leader.

The thaw has accelerated dramatically in recent months, with Turkish journalists writing glowing accounts of their travels here.

Many Syrians say Turkey feels much closer to them culturally than Iran or Saudi Arabia, two important allies of recent decades.

Turkish films and television shows are often dubbed into Syrian Arabic and become huge hits here. One of them, "In the Valley of the Wolves," portrays Turkish agents taking revenge on American soldiers for massacres carried out on Arabs in Iraq, in a neat parable of recent policy shifts.

For Syrians, the warmth is partly aspirational: Many hope that Turkey's

gradual shift over the past decade from military autocracy to a more democratic and tolerant political system will be replicated here. For the moment, they must be content with having new friends.

"Before, we were afraid to come here," said Omer Sonmez, a Turkish businessman who first visited Syria three months ago, and now crosses regularly to trade roasted pumpkin seeds and other foods.

"We thought it would all be so closed, with no women on the street. But when you talk to Europeans, they say the same thing about Turkey!"

"And look," Mr. Sonmez added, glancing around at the crowds emerging from Aleppo's covered market. "We are not so different. Even our faces are similar."

Herald INTERNATIONAL Tribune
DECEMBER 17, 2009

Iran's test of improved missile provokes West

CAIRO

BY MICHAEL SLACKMAN

Iran announced Wednesday that it had test-fired an improved version of its most advanced missile capable of reaching Israel and parts of Europe, in a move that appeared aimed to discourage a military attack on its nuclear sites and to defy Western pressure over its nuclear program.

The announcement provoked immediate rebukes from the White House and leaders in Europe, and appeared likely to intensify pressure from the United States and other Western powers to impose tougher economic sanctions on Iran.

A White House spokesman told Reuters that the test undermined Iran's claims that its nuclear program is peaceful, and said it would "increase the seriousness and resolve of the international community to hold Iran accountable" for its provocations.

The British prime minister, Gordon Brown, said the missile test "does make the case for us moving further on sanctions," according to The Associated Press.

Iranian television gave a brief report on Wednesday of a successful test of the two-stage, solid-fuel missile called a Sejil-2. Iran's defense minister, Ahmad Vahidi, said the new missile is faster, more accurate and harder to shoot down than earlier versions and that it increases "the country's technical and tactical powers," according to Iran's official news agency.

Iran was clearly sending a warning to the West and to Israel, regional experts said. "It shows that Iran has the ability to stir unrest in the region and impact U.S. interests," said Mustafa el-Labbad, director of The East Center for Regional



A Sejil-2 missile lifting off as Iran successfully test-fired the two-stage, solid-fuel rocket. An Iranian official said that it increased "the country's technical and tactical powers."

and Strategic Studies in Cairo. "It can reach the oil fields on the other side of the Gulf."

Iran's test aggravated tense relations with the West following a breakdown in efforts to resolve diplomatically a dispute over its nuclear program. Iran backed off a deal that would have required it to ship most of its low-enriched

"It can reach the oil fields on the other side of the Gulf."

uranium abroad, where it would be processed, turned into fuel for a medical reactor and returned.

But once the deal was announced in October, it quickly became the subject of a political battle inside Iran as adversaries of the government attacked its terms. Since then, the Iranian government has tried to reshape the deal to

something that could be sold at home, issuing terms that the West had already rejected.

At the same time, Iran's military has put on a show of force. Last month, the military staged five days of war games specifically aimed at discouraging an attack on its nuclear sites, and officials warned they could hit Tel Aviv if they chose.

This latest missile test raises the stakes for negotiators, and for Iran's regional neighbors. "This is the missile of greatest concern at this point," said Valerie Lincy, senior associate at the Wisconsin Project on Nuclear Arms Control from her office in Paris. "So the fact that they're testing it now is worrisome in of itself and worrisome if you put it in the context of what's going on with the nuclear program."

AP Associated Press

Iraq says new mass grave found near Kirkuk

December 17, 2009 By Sameer N. Yacoub (AP)

BAGHDAD — A mass grave discovered in northeast Iraq contains dozens of bodies, mostly of women and children believed killed during a crackdown against Kurds by former dictator Saddam Hussein, an Iraqi official said Saturday.

The grave was originally found nearly two years ago west of Kirkuk, though its discovery was only made public this week after forensic pathologists began examining it, said Majid Abdullah Karim, an official with the Iraqi Ministry of Human Rights.

Investigators initially put the number of bodies found at 185, though Karim said the number could be "significantly less" based on the number of bones and skulls recovered Friday by pathologists. Karim did not give an exact number, estimating only "dozens."

Mass graves across Iraq have been turning up with some frequency since the 2003 U.S.-led invasion that toppled Saddam's regime.

The latest discovery was made at a former military detention camp used by Saddam's forces in Tubzama, just west of Kirkuk, 180 miles (290 kilometers) north of Baghdad, said Karim. The grave was discovered after people reported seeing bones and bits of clothing at the camp, he added.



The remains were believed to be those of Kurds killed between 1988 and 1991, Karim said. Many Kurds were taken to the detention camp by Saddam's forces, he added.

The bodies were determined to be mostly women and children, based on the clothing and personal items excavated at the site, Karim said.

The remains will be tested for DNA, and then likely will be returned to the semiautonomous Kurdish region in northern Iraq for full identification.

Hundreds of thousands of Kurds were killed or expelled from Iraq in the late 1980s and then again during the Kurdish uprising following the first Gulf War in 1991.

Baghdad's attacks — including the use of poison gas in the Kurdish town of Halabja — came to symbolize the cruelty of Saddam's grip on power and brought the nickname "Chemical Ali" to one of the masterminds, Saddam's cousin Ali Hassan al-Majid.

A number of regime officials, including al-Majid, have been sentenced to death. The sentence to date has not been carried out.

AP Associated Press

19 Kurdish MPs join new political party in Turkey

12 december 2009 / SUZAN FRASER / The Associated Press

ANKARA, Turkey - Lawmakers from a Kurdish political party shut down over ties to rebels will not resign from Turkish parliament in protest, and will instead join a new party and press ahead for more rights, the party's leader said Friday.

Turkey's highest court ordered the Democratic Society Party disbanded last week for links to autonomy-seeking Kurdish rebels, expelled two lawmakers from parliament and banned dozens of its members from joining political parties for five years. The party's remaining 19 legislators had threatened to quit parliament.

But, Ahmet Turk, leader of the now-defunct party said the remaining members would join the Peace and Democracy Party and remain in parliament, a decision that averts the possibility of interim elections in several cities in Turkey's mainly Kurdish southeast.

The Kurdish politicians' decision could also help Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's struggling reconciliation process between the state and minority Kurds.

"Our people have asked us to continue our fight despite all the injustice" Turk told reporters.

Turk said the decision had also been endorsed by the Kurdish rebels' imprisoned leader Abdullah Ocalan.

"On Wednesday, Ocalan and his lawyers held a meeting in Imrali," Turk said, referring to the prison island off Istanbul where the rebel leader is serving a life sentence. "In that meeting, Ocalan has said that

it is not a right decision to leave parliament and that this fight should continue."

The Peace and Democracy party was formed in 2008, just after prosecutors started proceedings to close down the Democratic Society Party and is widely believed to have been established as a possible substitute.

The court has shut down several Kurdish parties on charges of links to Ocalan's rebels in the past and each time party members joined a new political movement. Peace and Democracy becomes the seventh such Kurdish party.

It was not immediately known whether the new party's leader, Demir Celik, will step down at a party congress to allow one of the Kurdish legislators to take over its leadership.

Turk is one of two legislators expelled from parliament and banned from joining any political movement for five years.

The party's closure has sparked violent street demonstrations in several towns and cities across Turkey and threatened to derail Erdogan's plans for reconciliation with Kurds. That includes easing cultural restrictions with the launch of a Kurdish-language department at a university and allowing inmates to speak the language with their relatives during prison visits. Turkey also launched a Kurdish-language channel on state television this year.

Erdogan's own party, the Islamic-oriented Justice and Development Party, last year survived an attempt to ban it on charges it violated Turkey's secular principles. Justice and Development officials have argued political parties should not be banned unless they support terrorism.

Ocalan's Kurdistan Workers' Party, or PKK, has fought for autonomy from the Turkish state since 1984, in a campaign that has killed tens of thousands of people.



TURKEY AND IRAQ'S KURDS FINALLY SEE MUTUAL BENEFIT IN ACTING WISELY

By Ibrahim Kalin

After several years of acute tensions, there is an accelerating rapprochement between Turkey and the Kurds of Iraq. This new policy comes as part of a new initiative by Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) to find a lasting solution to Turkey's decades-old Kurdish issue. It is also an extension of the policy of zero-problems with neighbors, a policy Turkey has been pursuing with all of its neighbors including Syria, Greece and Armenia.

But while an improved state of relations between Turkey and Iraqi Kurds is a welcome development, it also presents a number of challenges and opportunities for the future of Iraq, the Kurdish issue in the region, and Turkey's own process of democratization.

Turkey has historically been aware of the Kurdish issue in Iraq. Turgut Ozal, the eighth Turkish president, was the first highest-ranking Turkish leader to publicly welcome the Kurdish leaders of Iraq in Turkey in the early 1990s. As part of a policy of embracing all the Kurds in the region, Ozal developed warm relations with the two Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani to the point of giving them Turkish passports when Saddam Hussein cracked down on the Kurds in Iraq. Hundreds of thousands of Iraqi Kurds took refuge in Turkey when they were attacked by Saddam's forces in the 1980s and 1990s. Ozal largely succeeded in turning the Iraqi Kurds, the second largest Kurdish group in the Middle East, into an opportunity rather than a threat for Turkey.

The invasion of Iraq in 2003 was a turning point. Acting with a sense of triumph but also insecurity, Iraqi Kurds took a hostile attitude toward Turkey, which refused to be

part of George W. Bush's Iraq war. Some Kurdish circles interpreted Turkey's concerns over the territorial unity of Iraq as a refusal to recognize the Kurds' new gains in Iraq. The Bush administration followed policies encouraging Iraqi Kurdish aspirations for independence, but they turned out to have disastrous consequences for all Iraqis. By contrast, Turkey sees the disintegration of Iraq and the weakening of its central government as a major threat to all Iraqi groups including the Kurds.

Furthermore, Turkey's security concerns over the terrorist activities of the Kurdistan Workers Party (PKK) in northern Iraq and the policy of inaction by Arbil until recently have further created mistrust between Turkey and the Iraqi Kurds. Finally, the row over the status of the oil-rich city of Kirkuk is another point of contention between Turkey and Iraq's Kurds. But over the last two years, the Kirkuk issue has also caused major rifts between Baghdad and Arbil.

The Turks and Iraq's Kurds are moving fast to address these issues through open diplomacy and dialogue. Several verbal gestures by Talabani, now Iraq's president, and Barzani, the president of the Kurdistan Regional Government, were followed by the visit of the Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu, together with the trade minister Zafer Caglayan, to Arbil on October 31, 2009. The choice of the two ministers was not random: Turkey wants to engage the KRG through diplomacy and trade. The Iraqi Kurdish leaders expressed greater understanding of Turkey's security concerns over the PKK installations in northern Iraq. They also pledged to help Turkey evacuate the Mahmur camp, a refugee camp populated by about 12,000 Kurds from Turkey who fled the country in the 1990s because of the fierce fighting between the PKK and the Turkish armed

forces. The final status of Kirkuk remains a point of tension, but it looks like Arbil realizes that a full annexation of Kirkuk to the KRG will create more problems than it will bring benefits to Iraqi Kurds.

The future of relations between Turkey and Iraqi Kurds will be determined by four principles that Turkey has outlined in its relations with all of its neighbors. The first principle is security for all. An insecure and unstable Middle East will only create further disenfranchisement and conflict in the region. A comprehensive regional security perspective is needed to avoid zero-sum games. This applies mutatis mutandis to Turkish-Iraqi Kurdish relations.

The second principle is the territorial integrity of all countries in the region. Maps in the Middle East have been drawn and redrawn too many times to produce any lasting results. Any change in the map of Iraq, Turkey, Syria, Iran or any other country will only trigger further territorial conflicts. Iraq must maintain its territorial integrity with an effective political capital.

The third principle is economic integration. This is a key element for political stability and social harmony across the Mideast. Economic interdependence could be a safety valve against fantasy policies in the region. Turkey has already made some major strides in this regard. There are more than 400 Turkish companies doing business in the KRG and business continues to boom.

The fourth principle that will shape the relations between Turkey and the Iraqi Kurds is the deepening of social and cultural relations among the peoples. The religious, historical and cultural ties between the Kurds of Turkey and Iraq as well as with the general Turkish public are an important asset for fostering a new social imagery in the region. The Kurdish broadcas-

ting TV channel TRT 6, a publicly funded media outlet in Turkey, serves not only the Kurds of Turkey, but also those of Iraq. Mullah Mustafa Barzani, the father of Massoud Barzani, is a household name among many Turkish Kurds who see him not only as a Kurdish leader but also as a spiritual guide.

The new rapprochement between Ankara and Arbil presents numerous opportunities. A strong and prosperous Iraq where Kurds and others exercise their cultural and political rights is of vital importance for peace and stability in the region. A Turkey that has made peace with its Kurds can further contribute to regional security and prosperity. Turkish and Iraqi Kurdish leaders seem to have finally realized the benefits of acting wisely.

Ibrahim Kalin is a faculty member at the Center for Muslim-Christian Understanding at Georgetown University, and a chief adviser to the prime minister of Turkey. This commentary first appeared at bitterlemons-international.org, an online newsletter.

U.S. makes political pledge to Kurds in Iraq

Eli Lake

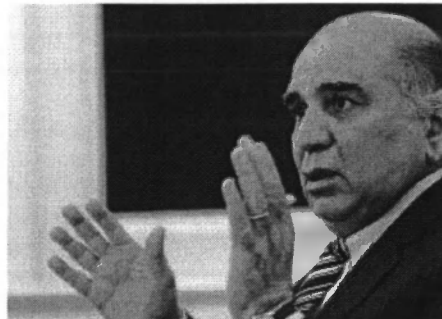
The Obama administration coaxed Kurdish leaders into accepting a new election law that gives Kurds a smaller percentage of seats in Iraq's next parliament by publicly committing to broker disputes between the Kurds and the Baghdad government and committing support for resolving the future of the oil-rich city of Kirkuk.

Fuad Hussein, chief of staff to President Massoud Barzani of Iraq's Kurdistan region, told editors and reporters of The Washington Times on Tuesday that the White House commitment last week was historic.

It is new, yes, Mr. Hussein said. In our political history and in our relationship with the United States government, it is the first time we have had such a statement. There was always a discussion of these matters, but this is the first time in our political history that the White House gave such a statement.

The statement singled out the Kurds while congratulating Iraqis for finally passing a law allowing parliamentary elections to go forward in March.

There are still challenges facing Iraq, including disagreements between the government of Iraq and the Kurdistan Regional Government, the statement



Astrid Riecken/The Washington Times
Fuad Hussein, chief of staff to the president of Iraq's Kurdistan Regional Government, Massoud Barzani.

said.

It referred specifically to Article 140 of the Iraqi Constitution, which sets up procedures - including a referendum - to resolve the status of Kirkuk. It also agreed to help Iraq develop a census, a move favored by the Kurds, who think they are a majority in Kirkuk.

Kurds consider the city to be historically Kurdish. In the 1980s and 1990s, however, the government of Saddam Hussein forced out most of the Kurds and brought Arabs in to replace them. Since the U.S. toppled Saddam in 2003, Kurdish families have returned to Kirkuk and in some cases displaced those Arabs.

Fuad Hussein said there was a linkage between the White House statement and the Kurds accepting a smaller percentage of seats in the next parliament. The Kurdish bloc currently controls 58 of 275 seats, or about 21 percent. Under the new election law, the Kurds would control between 60 and 65 seats out of 325, or between 18.5 percent and 20 percent of the total.

Mr. Hussein said he and others were negotiating with legislators in Baghdad as well as U.S. officials for two weeks before the election law passed.

We did not think it was fair to give so little seats to the Kurds, he said. We were thinking about a linkage, accepting this for now, but reaching another target.

In the negotiations over the election law, the Kurds had leverage because Iraqi President Jalal Talabani is himself a Kurd and has the authority to veto legislation.

Mr. Hussein said that the Kurdish bloc would still be influential.

We can still be the kingmaker, he said. But at the same time, he acknowledged that Iraq's next prime minister would almost certainly be drawn from the parties representing the country's Shi'ite majority.

Turkey and the Kurds Hopes blown away

ISTANBUL

New roadblocks spring up to obstruct peace with Turkey's Kurds

SOON after Turgut Ozal, a former Turkish president, spoke in 1993 of an amnesty for the Kurdistan Workers' Party (PKK), 33 Turkish soldiers were killed by PKK rebels in an ambush. His hopes for lasting peace went up in smoke. There was a sense of déjà vu on December 10th when the PKK claimed responsibility for the deaths of seven soldiers in Tokat, a Turkish nationalist stronghold in the north-east. The attack came soon after bold reforms by the ruling Justice and

Development (AK) party to improve the lot of the country's 14m-odd Kurds and perhaps end the PKK's 25-year insurgency.

Kurdish and Turkish nationalists alike promptly declared the government's so-called Kurdish overture dead. Clashes between Turks and Kurds intensified when the constitutional court voted unanimously on December 11th to ban the biggest Kurdish party, the Democratic Society Party (DTP), on the grounds that it had

become "a focal point for terrorism". Two DTP parliamentarians, including its co-chairman Ahmet Turk, were stripped of their seats and 37 party officials were banned. Some 19 other DTP deputies said they were pulling out of parliament with the aim of regrouping under a new label.

On December 15th two Kurds died in Bulanik, in the south-east, after a shopkeeper fired on protesters. Fears of ethnic conflict are growing. Might this be part of a plot hatched by rogue members of the security forces (and the PKK) to weaken the AK government? This is being claimed as Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, ponders his next move.

Mr Erdogan's overtures—easing restrictions on the Kurdish language, restoring Kurdish names to Kurdish villages, and reintegrating PKK figh-

ters untainted by violence—have spooked the terrorists, who thrive on state repression. Nobody more so than Abdullah Ocalan, the imprisoned PKK leader, who ignited the protests in early December when he claimed he had been moved to a smaller cell. "I can hardly breathe," he said, though it emerged that his quarters had barely shrunk. More reforms mean less support for the PKK. It seems that Mr Ocalan does not like being sidelined—and he still commands the allegiance of millions of Kurds.

Now he has decided to take a bloody gamble by unleashing the PKK once again. He may want to blackmail

the government into direct, public negotiations. He also wants to be moved from solitary confinement into house arrest. Neither demand is likely to get very far. As ever, ordinary Kurds will pay the price as support for the AK's Kurdish reforms fizzles out. Banning the DTP has reinforced the belief of many Kurds that they can get change only through bullets, not the ballot box. By walking out of parliament, the DTP has cemented this belief. Murat Karayilan, a PKK commander in Kurdish-controlled northern Iraq, has exhorted the Kurds to "flow to the mountains." He says recruitment is up.

What should Mr Erdogan do? Pressing ahead could mean losing votes to nationalists. AK has already frozen its plans to ease penalties for Kurdish youths accused of "terror crimes" (usually chanting PKK slogans or hurling stones at the police). Yet Mr Erdogan could call Mr Ocalan's bluff and pursue Kurdish reforms with greater vigour. The AK might lose a few votes, but Turkey could still win the peace.

Iraq's new oil deals seen weakening Kurds' hand

REUTERS 

December 17, 2009 - (Reuters) - By Ayla Jean Yackley

BAGHDAD - Oil firms are betting that an eventual agreement between Kurds and Arabs will allow exports from northern Iraq, but the wager became more risky last week after Baghdad secured a host of major deals of its own.

The Iraqi Oil Ministry awarded leading global energy firms contracts to operate seven fields in the December 11-12 auction, its second tender since the 2003 U.S. invasion.

The two bid rounds have yielded deals that may quadruple Iraq's output, putting Iraq close to world oil leader Saudi Arabia and possibly giving the Arab-led government in Baghdad enough revenue to ignore exports from Kurdistan, held up by a row over who should pay the foreign oil companies working there.

Small firms including DNO <DNO.OL>, Genel Enerji and London-based Heritage <HOIL.L> have struck production-sharing agreements in the largely autonomous northern Kurdish region.

While the Iraqi government brands deals signed unilaterally by Kurdistan illegal, it had earlier this year permitted Kurdish exports via its national pipeline in what was hailed as a step forward in Kurd-Arab relations and a sign of Iraq's desperation to plug gaping budget holes on a steep decline in oil prices.

The agreement fell apart, though, when Baghdad refused to pay the foreign firms for their work, insisting instead that all oil revenues enter national coffers, from where Kurds could pay them from their regular 17 percent cut of the national budget.

Now Baghdad, flush with confidence after the auctions, will be even less inclined to make concessions, analysts said.

"The Kurdish position is looking weaker now, given the sheer magnitude of the production boost in the south that is underway," said Reidar Visser, editor of www.historiae.org.

Oil Minister Hussain al-Shahristani, a critic of the Kurdish deals, said on Saturday contracts from the two auctions will earn Iraq an extra \$200 billion annually in six years.

Oil now accounts for over 90 percent of government revenue, and more than two-thirds of Iraqi production is concentrated in the country's south near the oil hub of Basra.

"Kurds have the ability to export 250,000 barrels per day. That is money for the federal government to count on, so there is no reason why export payments should be declined," Ashti Hawrami, Kurdistan's natural-resources minister, said recently.

But Shahristani doesn't seem inclined toward flexibility. He has banned oil companies that do business in Kurdistan from participating in the government's tenders.

LARGER DISPUTE

The row over oil contracts is part of a larger conflict between Arabs and Kurds about land and oil rights, including control over the oil-rich area of Kirkuk, which poses a major threat to Iraq's stability as U.S. troops prepare to withdraw by the end of 2011.

The odds of rapprochement are likely to be even lower until after Iraq's March 7 general election.

"I think a new political climate will develop after the election, and I am hopeful that these matters will be dealt with soon after the election," Hawrami said in an interview.

Norway's DNO, a trailblazer in Kurdistan, said last week it was no longer drilling there after exports were halted.

Last month, Heritage, which made large finds in the north earlier this year, scrapped a planned merger with Turkey's Genel Enerji.

Still, Kurdistan remains attractive to small companies unable to compete with oil majors for large reservoirs in the rest of Iraq, an official at a company that has signed an exploration deal in the north said on condition of anonymity.

"We don't see this as a long-term problem, because in the end, if Iraq seeks revenue to improve the country's welfare, it will sell its oil," he said. "Until now there hasn't been a country that says, 'I have enough oil, I won't produce more.'"



AFFRONTEMENTS ENTRE KURDES ET NATIONALISTES TURCS EN PLEIN CENTRE D'ISTANBUL

ISTANBUL ,13 decembre 2009, AFP -

DES AFFRONTEMENTS ont éclaté dimanche dans un quartier d'Istanbul, entre nationalistes turcs et militants kurdes, faisant au moins un blessé par balles, trois jours après l'interdiction par la justice du principal parti pro-kurde, a constaté un photographe de l'AFP.

Il s'agit de la troisième journée consécutive de manifestations violentes, depuis l'interdiction vendredi du DTP (Parti pour une société démocratique) par la Cour constitutionnelle, pour liens avec la rébellion kurde.

Les affrontements se sont produits dans le centre d'Istanbul, impliquant une centaine de personnes, après une manifestation de Kurdes contre la décision de la justice.

Un groupe de jeunes Kurdes a lancé des engins incendiaires et jeté des pierres contre des habitations, des voitures et des boutiques.

Ils se sont affrontés à un groupe de nationalistes turcs et à des habitants du quartier, venus avec couteaux et manches de pioche, certains avec des armes à feu.

Des coups de feu ont retenti, qui ont fait un blessé par balles. La police anti-émeute a tiré des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants.



un groupe de nationalistes turcs avec des armes à feu.

A Diyarbakir, la plus grande ville du sud-est peuplé en majorité de Kurdes, des manifestants ont affronté la police à coups de pierre, les forces de l'ordre répliquant au canon à eau et avec des grenades lacrymogènes.

Dans la ville proche de Yuksekova, des gendarmes sont arrivés en renfort de la police, des manifestants ayant dressé des barricades, selon les autorités locales.

Au moins 15 personnes ont été arrêtées lors de ces deux manifestations.



TURQUIE: DEUX TUÉS LORS D'UNE MANIFESTATION DE KURDES QUI TOURNE MAL

BULANIK (Turquie), 15 décembre 2009 (AFP)

DEUX MANIFESTANTS kurdes ont été tués par un commerçant en colère mardi dans le sud-est de la Turquie, illustrant la tension de ces dernières semaines autour de la question kurde, attisée par la dissolution du principal parti pro-kurde.

L'homme, armé d'un fusil d'assaut, a tiré sur un groupe de plusieurs dizaines de manifestants qui s'en prenaient aux commerces dans la ville de Bulanik, a déclaré Ali Edip Budan, le gouverneur-adjoint de la province de Mus, dont dépend administrativement cette localité d'environ 40.000 habitants.

Le tireur a été arrêté, a précisé le responsable à l'agence Anatolie.

La foule était rassemblée sur la principale artère de la ville pour protester contre l'interdiction prononcée vendredi par la Cour constitutionnelle du parti pro-kurde DTP (Parti pour une société démocratique).

Les manifestants ont saccagé des magasins, dont celui du tireur, et une banque de la ville, où la tension est restée vive pendant des heures.

Sept manifestants ont été blessés.

Les gendarmes contrôlaient les entrées à la ville, a constaté mardi après midi un correspondant de l'AFP.

Selon M. Budan, les protestataires ont attaqué les commerces qui n'avaient pas fermé, mesure traditionnellement utilisée pour appuyer la cause kurde et protester contre l'Etat turc dans le sud-est de la Turquie, peuplé majoritairement de Kurdes.

Le DTP a été interdit pour ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation armée considérée comme terroriste par Ankara et par de nombreux pays, et qui lutte depuis 25 ans contre les forces d'Ankara.

Les autorités locales à Bulanik ont exclu une attaque à caractère ethnique, c'est-à-dire entre Kurdes et Turcs. Lundi, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait appelé à l'unité nationale après une confrontation entre manifestants kurdes et habitants (turcs) d'un quartier d'Istanbul.

Mais depuis plusieurs semaines, la tension reste élevée en Turquie, avec des émeutes de jeunes Kurdes dénonçant dans un premier temps les conditions carcérales du chef-fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné à vie, puis la dissolution du DTP.

Des dizaines d'arrestations ont eu lieu.



Les 19 députés restants du DTP (sur 550) –deux ayant été bannis de la vie politique aux termes du verdict de la Cour constitutionnelle– doivent démissionner collectivement mercredi, du Parlement à Ankara.

Mais, pour être effectif, leur démarche nécessite l'accord du Parlement.

Cette procédure ne devrait pas aboutir, car elle devrait être empêchée par le Parti de la justice et du développement (AKP), majoritaire au Parlement, qui estime qu'une démission des députés DTP compromettrait le projet d'"ouverture démocratique" lancé par le gouvernement islamo-conservateur pour répondre aux aspirations des Kurdes et tenter de mettre fin à la rébellion du PKK.

Ces mesures annoncées en octobre concernent surtout des revendications linguistiques.

Elles ont mécontenté presque tout le monde, jugées trop timides par les partisans d'une solution politique, et dénoncées par l'opposition qui y voit une remise en cause de l'unité de l'Etat.

Une embuscade du PKK qui a coûté la vie à 7 soldats lundi dans le nord du pays a achevé de mettre le gouvernement dans une situation difficile.

Et selon un sondage publié mardi, 70% des Turcs sont opposés aux réformes en faveur des 12 millions de Kurdes de Turquie (sur 71 millions d'habitants).

Le Monde

15 décembre 2009

Nouvelles violences en Turquie après l'interdiction du parti parlementaire kurde

La Cour constitutionnelle a dissous le Parti de la société démocratique, accusé de liens avec la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)

Istanbul

Correspondance

En Turquie, l'heure est à nouveau aux violentes manifestations de jeunes Kurdes, avec répression et arrestations par dizaines : trois jours après la dissolution, le 11 décembre, par la Cour constitutionnelle, du seul parti parlementaire pro-kurde, le Parti de la société démocratique (DTP), on pourrait croire anéanties les récentes avancées sur cette question cruciale pour l'avenir du pays.

Certes, Ankara refusait toujours de négocier cet avenir avec la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), parti « terroriste » selon la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. Quant au DTP, dissous pour liens avec le PKK, ce n'est jamais que la sixième fois qu'il se voit interdit, renaissant à chaque fois sous un nouveau nom et avec de nouveaux chefs.

Mais le pouvoir turc, en partie par envie d'adhérer à l'Union européenne (UE), a fini par vouloir trouver une issue pacifique à ce conflit vieux d'un quart de siècle. Les choses s'étaient précipitées cette année, sous la pression d'Américains soucieux d'évacuer l'Irak dans un contexte kurde stabilisé.

Pourtant, les vieux démons semblent de retour. Dimanche, dans un quartier populaire du centre d'Istanbul, des affrontements ont opposé de jeunes Kurdes, lan-



ceurs de pierres et d'engins incendiaires, à des habitants du quartier armés de couteaux, de bâtons, voire d'armes à feu, selon l'AFP. Il y a eu des coups de feu et au moins un blessé par balle, avant que la police anti-émeute n'intervienne.

Une semaine plus tôt, des scènes semblables eurent lieu sur la côte égéenne. La Cour constitutionnelle avait alors annoncé qu'elle se saisissait d'une vieille demande de dissolution du DTP, qui avait lancé des manifestations dans tout le pays : il protestait contre les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, fondateur du PKK arrêté il y a dix ans, toujours adulé par ses partisans. Les autorités, elles, disent avoir, au contraire, mis fin à son isolement total, quitte à réduire de « quelques centimètres carrés » sa nouvelle cellule...

Un manifestant est alors tué par balle. Le lendemain, sept soldats sont tués dans une embuscade.

Les oppositions, laïque et nationaliste, ont hurlé à la menace sur l'unité du pays

Emotion énorme dans le pays. Le président du DTP, Ahmet Türk, dénonce une « provocation ». Mais le PKK finit par revendiquer l'attaque... la veille du jour prévu pour le verdict sur le DTP. Dès lors, sa dissolution ne surprend guère. Alors que les manifestations repartent de plus belle.

La Cour a statué contre le DTP à l'unanimité de ses onze membres, alors que l'an dernier, seuls six d'entre eux avaient voulu dissoudre l'AKP (le parti ex-islamiste Justice et développement, au pouvoir depuis 2002) pour atteindre à la laïcité. Le président de la Cour, qui a lu et défendu le verdict, est un dignitaire de l'AKP. Signe que ce parti a perdu l'intérêt qu'il avait à défendre son « ouverture démocratique », proposé formellement en novembre à la communauté kurde pour tenter de la soustraire à l'emprise du PKK.

Mais cette initiative avait déjà perdu de sa popularité. Le PKK avait rejeté d'avance cette tentative de « liquidation ». Le DTP s'était trouvé contraint de suivre, « déplorant » la timidité des offres gouvernementales, limitées de fait à des mesures surtout symboliques.

Pour autant, les partis d'opposition, laïque et nationaliste, ont hurlé à la trahison et à la menace sur l'unité du pays, parvenant à troubler l'opinion. Il reste que l'interdiction d'activité politique pour cinq ans n'a touché que 37 membres du DTP, dont ses deux coprésidents, des députés pourtant modérés. Elle n'a pas visé les maires, ni les 19 députés restants, qui pourraient reformer un groupe parlementaire. Eventualité qu'ils ont exclue en annonçant qu'ils « cessaient de participer au Parlement ».

Mais leur menace de démission paraît impraticable, car elle suppose un accord du Parlement, dont l'AKP ne voudrait pas. Des associations professionnelles kurdes, comme les commentateurs turcs libéraux, ont émis l'espoir qu'un nouveau parti kurde, réellement indépendant cette fois du PKK, puisse enfin voir le jour. Espoir, jusque-là, vain.

Mais le « discours d'adieu » d'Ahmet Türk, vétéran de la résistance passé par la prison turque et que Barack Obama a rencontré lors de son passage à Istanbul, a été plus empreint que jamais d'accents pacifistes, avec promesse de continuer la « lutte démocratique ».

Sophie Shihab

POINT DE VUE Les Kurdes responsables de leur propre malheur

En s'identifiant à Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du mouvement extrémiste PKK, les Kurdes ratent une occasion de mettre fin à l'oppression dont ils ont été les victimes pendant des années.

Rendez-vous compte : les Kurdes de Turquie étaient en train de vivre un tournant de leur histoire. Pour la première fois, l'espoir de trouver une solution à un problème qui a gangrené le pays depuis la fondation de la République pointait à l'horizon. Le gouvernement AKP qui tentait cette « ouverture kurde » a en effet réussi le tour de force d'obtenir un soutien international à l'égard de sa démarche, de passer outre aux attitudes réactionnaires du Parlement, de créer un consensus minimal sur cette question avec les différentes composantes de l'appareil d'Etat, de convaincre ses propres troupes et de cal-

mer le mécontentement s'exprimant à ce propos dans une partie de l'opinion. Le gouvernement s'est jeté dans cette aventure politique au risque d'être traité de « traître » et de « séparatiste », et de perdre ainsi les prochaines élections. Dans ce contexte, qu'a fait le parti qui en principe devrait être le plus concerné par cette ouverture ? Eh bien, le PKK a lancé une vaste campagne de violences pour protester contre le fait que la cellule de son leader emprisonné Öcalan a été réduite de 17 centimètres carrés et que celui-ci serait donc en train d'« être asphyxié » ! Il est vrai qu'un des leaders de ce parti avait déjà déclaré avec un bonheur mal dissimulé que l'« ouverture kurde était de toute façon enterrée ». L'oppression subie par le peuple kurde depuis des décennies va en diminuant, et lui, il s'en fout ! Le procès en cours sur le réseau putschiste Ergenekon a levé enfin

le voile sur les exécutions sommaires qui ont ensanglanté l'est de la Turquie [à majorité kurde], les meurtres non élucidés commencent enfin à l'être. Eh bien, c'est comme si tout cela ne concernait pas le PKK. Ce qui compte avant tout pour lui, ce sont les mauvais traitements subis par Öcalan... Est-il possible d'imaginer un mouvement aussi éloigné du peuple kurde et de ses intérêts ? Et puis, franchement, regardez un peu ce leader porté au pinacle et pour le bonheur duquel le destin de millions de Kurdes est en jeu. En acceptant même un instant d'oublier sa responsabilité dans l'impasse où il a conduit les Kurdes en privilégiant systématiquement la violence, comment se fait-il que les Kurdes ne voient pas le manque d'envergure et le côté primitif de celui qu'ils qualifient de « leader » ? Comment peuvent-ils prendre une seconde au sérieux ses analyses à l'emporte-

pièce ? Comment se fait-il qu'ils n'aient pas honte de répéter ses propos incompréhensibles en les introduisant par la formule : "Comme l'a dit notre leader..." ? Comment peuvent-ils admirer quelqu'un qui, face à un tribunal grec, a déclaré que "les cultures hellénique et kurde étaient très proches l'une de l'autre", que "l'islam avait rendu les Kurdes esclaves" et que "le monde entier soutiendrait le combat pour un grand Kurdistan", et qui, ensuite, face à une cour turque a déclaré être "un nationaliste culturel s'inscrivant dans la

droite ligne du nationalisme d'Atatürk" ? [Après avoir quitté la Syrie en 1998, Abdullah Öcalan s'était rendu en Russie, en Italie et en Grèce, avant d'être ramené en Turquie, en février 1999, depuis l'ambassade de Grèce au Kenya, où il s'était réfugié.] Comment peuvent-ils encore faire confiance à un despote qui a entretenu des liens avec certains réseaux troubles agissant au sein de l'appareil d'Etat turc et qui a fait exécuter ses opposants ? Je pense sincèrement qu'aucun mouvement politique en Turquie ne peut accepter de défendre un tel

leader. C'est pourtant ce que fait le DTP [parti prokurde qui vient d'être interdit]. Même si je n'ignore pas que cette situation s'est perpétuée à cause du manque de liberté ambiante, j'ai toujours critiqué ce lien entre le DTP et le PKK. Je le faisais néanmoins avec une certaine gêne tant que ce parti était sous la menace d'une interdiction et était en plus victime de l'agressivité du camp nationaliste turc. Mais aujourd'hui, trop, c'est trop ! Ce n'est pas possible de faire autant de tort à son propre peuple. **Gülay Gökürk, Bugün, Istanbul**

Un pays au bord de l'implosion

Les tensions entre Turcs et Kurdes sont à leur paroxysme. A tel point que *Milliyet*, le quotidien libéral d'Istanbul, évoque la possibilité d'une guerre civile qui risque d'éclater à la moindre étincelle.

MILLIYET
Istanbul

Si, pendant une journée, je pouvais assumer la fonction de rédactrice en chef du quotidien qui m'emploie, je choisirais sans doute d'évoquer en première page les graves tensions qui se manifestent actuellement entre Kurdes et Turcs, et je choisirais le titre suivant : "Nous avons peur !" C'est certainement la raison pour laquelle on ne me nommera jamais à ce poste : en Turquie, le rôle de rédacteur en chef d'un journal ne consiste pas nécessairement à décrire la réalité ou à dire ce qui se passe dans le pays. Au contraire, cette fonction exige même parfois de prendre du recul, en ne forçant surtout pas le trait. Probablement s'agit-il là de la position la plus raisonnable. En effet, les gens risqueraient peut-être d'avoir encore plus peur en voyant leurs craintes s'étaler en première page. Confirmer la réalité d'une anxiété peut aggraver celle-ci. Néanmoins, si tant est que le rôle du journaliste consiste à donner l'image la plus exacte de la réalité du moment, le titre de ma une ne pourrait être autre que : "Nous avons peur !"

Les peurs naissent souvent d'un manque d'information. Pourtant, dans le cas présent, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Notre inquiétude est en effet nourrie par des présomptions et même par des faits. Mais que craignons-nous donc au juste ? Nous n'avons jamais osé le dire jusqu'à maintenant, mais ce qui nous fait si peur, c'est tout simplement la possibilité d'une guerre civile – une guerre dont il est évident

qu'elle va éclater au cœur des grandes villes du pays et qui n'aura pas un aspect monolithique et organisé. Une guerre qui commencerait par des lynchages sporadiques et qui se poursuivrait ensuite par des heurts plus ou moins graves. C'est de cela que j'ai peur. On me rétorquera que j'anticipe peut-être un peu trop, mais pour moi

▲ Dessin de Heng paru dans Lianhe Zaobao, Singapour.



cette guerre civile-là a en réalité déjà commencé. Sur le plan psychologique et politique, la société se trouve ainsi dans une situation où elle n'attend plus qu'un signal pour entrer en guerre.

Désormais, l'homme de la rue évoque ouvertement la possibilité que l'on commence à s'entre-tuer. Disons-le encore plus clairement, celui qui prend la peine d'écouter la rue pendant la nuit entendra, dans pratiquement toutes les provinces du pays à l'exception de l'Est [à majorité kurde], des gens évoquer la façon dont ils vont attaquer la famille de l'épicier kurde du coin. Ils parlent sans aucune gêne de telle ou telle famille kurde qu'ils vont chasser ou expliquent comment ils vont nettoyer les bidonvilles de la

périphérie devenus des "quartiers kurdes". Voilà de quoi on parle aujourd'hui. Il ne manque plus qu'une étincelle. Le pire est que personne n'est à la tête de ce processus. Il s'agit d'une évolution que ni à Ankara ni à Istanbul on ne parvient à saisir véritablement dans toute sa réalité ou que l'on a tout simplement du mal à admettre. Dans ce contexte, on a beaucoup parlé d'Izmir [où des affrontements ont eu lieu entre des partisans du parti pro-

kurde interdit DTP et des Turcs]. Ce qu'y ont vu bon nombre de journalistes, y compris moi-même, faisait froid dans le dos. Or, en comparaison des propos effrayants que peuvent tenir des gens ordinaires à Trabzon [sur la mer Noire], à Yozgat, à Marash [en Anatolie centrale], à Adana ou à Mersin [côte méditerranéenne], Izmir semble encore une oasis de modération.

L'une des choses les plus terribles, c'est que désormais les gens ne font plus la distinction entre "terroriste" et "Kurde". Même les enfants n'échappent plus à cette haine. Dans un pareil contexte, ne sommes-nous pas au bord de l'explosion ? La situation est devenue tellement incontrôlable que plus rien ne peut satisfaire la classe politique kurde, de même que les grands posters où l'on voit le Premier ministre Erdogan trôner fièrement à côté du drapeau turc ne suffisent pas à calmer la classe politique turque. Je le répète : nous sommes dans un pays où même les enfants ont été montés les uns contre les autres et où l'on évoque désormais ouvertement la possibilité de s'entre-tuer.

Ece Temelkuran

AFP

"COLÈRE" DU GOUVERNEMENT DU KURDISTAN IRAKIEN APRÈS LA DISSOLUTION DU DTP

ERBIL (Irak), 15 décembre 2009 (AFP)

LE GOUVERNEMENT autonome du Kurdistan irakien a exprimé mardi sa "colère" après la dissolution en Turquie du Parti pour une société démocratique (DTP), principal parti pro-kurde, espérant que cela ne bloquerait pas l'ouverture engagée par Ankara.

"La présidence (de la région autonome) exprime sa colère après l'interdiction par la Cour constitutionnelle turque du DTP mais en revanche salue l'ouver-

ture du gouvernement du Parti de la justice et du développement" dirigé par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, affirme un communiqué publié mardi à Erbil, capitale du Kurdistan irakien.

"Elle espère que le verdict de la Cour constitutionnelle ne stoppera pas le processus et appelle toutes les factions turques à s'engager dans une politique de réconciliation pour qu'elle réussisse", ajoute le communiqué.

Quelques centaines de personnes ont manifesté mardi contre cette interdiction en brandissant des drapeaux du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte depuis 25 ans contre le régime d'Ankara et considéré par lui et de nombreux pays comme une organisation terroriste.

La Cour constitutionnelle a dissous vendredi le DTP pour ses liens avec le PKK. Ce parti a cessé d'exister lundi après la parution au Journal officiel de la décision de la Cour.

AFP

LE GOUVERNEMENT TURC REDOUBLERA D'EFFORTS POUR RÉSOUTRE LE PROBLÈME KURDE (MINISTRE)

ANKARA, 17 décembre 2009 (AFP)

LE GOUVERNEMENT turc va redoubler d'efforts pour mettre en place des réformes en faveur de la minorité kurde, en dépit des tensions et incidents meurtriers de ces dernières semaines, a déclaré jeudi le ministre de l'Intérieur Besir Atalay.

"Nous allons intensifier les travaux pour des mesures à court et à moyen terme (...) Nous continuerons de mener notre initiative avec détermination", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Ces mesures concernent en particulier la création de commissions indépendantes pour prévenir les discriminations et les actes de torture par les forces de sécurité, a expliqué M. Atalay.

Des réformes pour favoriser les droits des Kurdes, notamment sur le plan culturel, ont été promises par l'AKP, le Parti de la justice et du développement, au pouvoir, issu du mouvement islamiste, mais elles ont été jugées insuffisantes par les nationalistes kurdes.

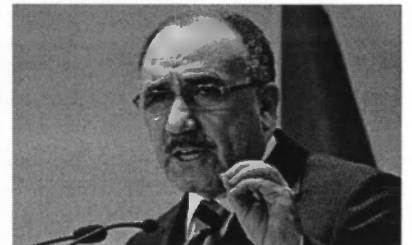
L'opposition parlementaire s'est de son côté déchaînée contre le projet, y voyant

une menace pour l'unité nationale.

M. Atalay a indiqué que 363 personnes ont été inculpées après leur arrestation lors des manifestations et émeutes kurdes qui surviennent quotidiennement en Turquie depuis le 20 novembre, et qui ont fait trois morts.

"Notre objectif est d'en finir avec le terrorisme et de relever le niveau de la démocratie" en Turquie, qui aspire à rejoindre l'Union européenne, a dit le ministre, ajoutant que la lutte militaire se poursuivrait contre les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Les manifestants kurdes sont descendus dans la rue pour dénoncer dans un premier temps les conditions carcérales du chef du PKK Abdullah Öcalan, emprisonné à vie, puis pour protester contre la dissolution par la justice, le 11 décembre, du principal parti-kurde DTP, accusé d'être la vitrine de la rébellion.



AFP

LES ÉLUS KURDES RESTENT AU PARLEMENT TURC APRÈS LA DISSOLUTION DE LEUR PARTI

ANKARA, 18 décembre 2009 (AFP)

LES DÉPUTÉS du principal parti pro-kurde de Turquie, dissous par la justice pour collusion avec les rebelles kurdes, ont renoncé à démissionner du Parlement et décidé de rejoindre une autre formation, également pro-kurde, a annoncé vendredi leur chef de file Ahmet Türk.

"Nous avons revu notre décision de démissionner et avons décidé de rester à l'Assemblée pour une solution pacifique de la question kurde", a-t-il dit devant la presse.

Les 19 députés du Parti pour une société démocratique (DTP), qui a cessé d'exister depuis son interdiction, le 11 décembre, par la Cour constitutionnelle pour liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), adhéreront au Parti de la paix et de la démocratie (BDP), créé dans l'anticipation d'un verdict de la justice, a-t-il souligné.

Le chef-fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné à vie dans la prison d'Imrali (nord-est) depuis 1999, a aussi fait savoir, par le biais de ses avocats, qu'il préférerait voir ces élus au Parlement, a indiqué M. Türk.

"La lutte démocratique est essentielle pour nous", a ajouté M. Türk.

M. Türk a pour sa part été interdit de politique pour cinq ans, de même qu'une députée, ainsi que plusieurs cadres du DTP.



Le président du Parti de la société démocratique (DTP), Ahmet Türk, en conférence de presse à Diyarbakir, en Turquie.

Des intellectuels et des membres de la société civile ont appelé les parlementaires kurdes, qui avaient dans un premier temps annoncé leur intention de démissionner, à rester au Parlement pour y défendre leurs idées.

S'ils avaient démissionné —une démarche qui nécessite l'aval du Parlement— certains de ces élus auraient, sans leur immunité, pu être traînés devant la justice, voire emprisonnés, pour des procédures actuellement suspendues.

L'interdiction du plus grand parti pro-kurde a provoqué des émeutes kurdes en Turquie, qui ont fait trois morts et plusieurs blessés.

EDITORIAL

Iraq, the Kurds and the Americans

Four months ago, with little fanfare, the State Department sent a full-time senior diplomat, Alan Misenheimer, to live in Iraq's disputed oil-rich city Kirkuk. For the Obama administration, which had been hoping to back out of its day-to-day involvement in Iraq's fractious politics, it was a smart, if belated, call.

It was a recognition that the bitter discord between Iraq's Kurdish regional government and the Shiite-Arab-dominated central government — over land, oil and the power of the central government — is the most dangerous fault line in Iraq today. It was also an acknowledgment that if these conflicts are to be settled, or at least kept from igniting a new civil war, there must be deft and sustained American involvement.

Kurds and Arabs both lay claim to Kirkuk. This complicates, at times paralyzes, federal decision-making, including issues regarding the recently adopted election law. A referendum on Kirkuk's future, required by the Iraqi Constitution, has been postponed repeatedly because of Baghdad's fear that it would formalize Kurdish control.

In July, the Kurds came perilously close to holding a referendum on a regional constitution that would have unilaterally asserted control over Kirkuk. (Iraq's election commission conveniently decided there wasn't time to include the issue on the Kurdish ballots and Vice President Joe Biden, who has longstanding ties to the Kurds, urged the Kurds to postpone the referendum.)

There have been military face-offs — but luckily no actual conflict — between Kurdish and Arab troops. Sunni Arab extremists linked to Al Qaeda are eager to exploit these tensions.

The situation cannot be left to drift. Washington must make clear it will not accept a Kurdish secession or a Kurdish grab for Kirkuk, and that either would mean the end of American support. Baghdad must engage in good-faith negotiations over disputed territory and ensure that the Kurds receive an equitable share of oil revenue. But the Kurds must abandon any dream of controlling all of the region's oil revenue. The United States estimates Kurdistan has 10-15 percent of Iraq's reserves while the Kirkuk area holds as much as 25 percent.

Since the end of the gulf war, Washington has been the Kurds' chief patron, defender and, at times, enabler.

To protect the Kurds from Saddam Hussein, NATO imposed a no-flight zone over northern Iraq and helped the Kurds build their autonomous region there — a virtual state within a state, commonly known as Kurdistan.

During the 2003 American invasion, the Bush administration enlisted the Kurdish militia, the peshmerga, as a proxy force and gave it free rein to expand beyond the 1991 regional border.

The Kurdish government, which officially controls three provinces, also claims cities and towns in three more just over the regional border. Those claims have become more insistent as President Obama's August 2010 deadline for withdrawing combat troops nears.

With just eight months until then, American officials — in

Iraq and in Washington — have a lot of work to do to lower tensions between the Kurds and the rest of Iraq. Here are some of the most pressing issues:

2010 ELECTION It took considerable American arm-twisting to get the Iraqis to drop their disputes (including ones over who could vote in Kirkuk) and adopt a law for parliamentary elections, now scheduled for March. The election is a key test of Iraq's nascent democracy and a prerequisite for American troops to depart on schedule. American officials must press Iraqi politicians to avoid the kind of absolutist ethnically based campaign rhetoric that will make post-election deals harder.

After the 2005 elections it took the Iraqis months to agree on a government. Experts expect Kurdish leaders to demand Kirkuk-related concessions as part of a deal to choose a prime minister and deputies. Iraq's political system is stronger, but in this critical phase, American officials still must be ready to cajole, and, if necessary, push Iraqis to form a government and move ahead.

KIRKUK Decades of horrific abuse by Saddam Hussein — including the 1988 gassing of thousands of Kurds in Halabja — have driven Kurdish mistrust and resentment. Saddam forced thousands of Kurds and other minorities from the region and repopulated it with Arabs. That does not inevitably entitle the Kurds to more than a dozen disputed towns and villages in three border provinces: Kirkuk, Nineveh and Diyala.

The most fiercely contested is the multi-ethnic city of Kirkuk and its surrounding province. (The Kurdish government is trying to bolster its claims by encouraging more Kurds to move there.) In April, the United Nations briefed Iraqi officials on a report outlining possible solutions, including a proposal that Kirkuk become an autonomous region run by Kurds, Arabs and Turkmen.

Given the heated environment, the report has never been made public and American officials decided there was no chance for serious negotiations before the election. After that, they must quickly press all sides to establish a credible process for resolving the dispute.

If an early deal on Kirkuk is impossible, all three governments — Baghdad, the Kurds and Washington — should consider a period of outside administration, maybe United Nations-led. A referendum should only ratify a negotiated solution.

MOSUL The other hot spot is Nineveh Province and its capital, Mosul. Kurds are a strong minority, but after the Sunnis boycotted the 2005 provincial election, Kurds won control of the government. Even before that, the Kurdish regional government sought to create "facts on the ground," establishing security offices and checkpoints run by the peshmerga in many villages.

Fortunes in Nineveh shifted this year, when the Sunnis participated in provincial elections, and won the majority of council seats. They then stripped the Kurdish bloc, which came in second, of all positions and patronage. Since then tensions have continued to rise.

The United States and the United Nations must intensify mediation efforts. Arab-controlled regional governments must give Kurds and other minorities a legitimate share of power. Kurdish militia forces must be integrated into the federal army and regional police units. Last month, Human Rights Watch accused Kurdish authorities in the disputed provinces of using intimidation, threats, arrests and detention against minorities who resist Kurdish expansion plans.

OIL There is a lot of history behind the territorial disputes, but there is also a lot of money at stake. For two years, the central government has failed to adopt two crucial laws — one, setting rules for managing oil resources and the other, fixing a formula for sharing oil revenues between Baghdad and the regions.

Iraq continues to export oil, but without a legal framework for oil contracts, it cannot reliably attract the foreign investors needed to expand production. The regions, including Kurdistan, already receive a share of oil revenues. But mistrust on all sides is fierce.

The Kurds have challenged Baghdad's control by negotiating more than 30 oil contracts, and they pushed the dispute even further in October by halting oil exports from Kurdistan until Baghdad pays the international companies pumping from that region. The central government, which collects oil revenues, has refused to pay for the oil because it considers the contracts signed with Kurdistan to be illegal. The Bush administration never pressed Iraqis hard enough to settle the oil issue, and the Obama administration has not done any better. A negotiated solution, perhaps linked to Kirkuk, must be a priority to give Iraq's ethnic groups more certainty about their share of the resources and to mitigate furries that could still tear the country apart.

WEAPONS Before the United States can leave Iraq, it has to

continue building up Iraq's Army. For that it will have to sell or give it better equipment including tanks and perhaps high-performance jets. Iraq needs to be able to defend itself in a dangerous region. But any buildup is inevitably going to feed Kurdish fears that they could become a target. Washington will have to pace its deliveries carefully and insist on guarantees that this equipment will never be turned against any Iraqis.

Iraq's political leaders need to find solutions to these issues as quickly as possible. The Obama administration must work assiduously to pave the way for agreements now when its diplomatic muscle is still reinforced by troops on the ground.

America's primary goal should be an orderly withdrawal that leaves Iraq with a chance at staying unified, sovereign and democratic. Washington has a strong claim on the Kurdish cooperation needed to achieve that.

Newsweek

DECEMBER 19, 2009

Don't Forget America's Other War



By Fareed Zakaria | NEWSWEEK

REMEMBER Iraq? For months our attention has been focused on Afghanistan, and you can be sure that the surge will be covered exhaustively as it unfolds in 2010. But the coming year could be even more pivotal in Iraq. The country will hold elections in March to determine its political future. Months of parliamentary horse trading will likely ensue, which could provoke a return to violence. The United States still has 120,000 troops stationed in Iraq, and all combat forces are scheduled to leave by August, further testing the country's ability to handle its own security. How we draw down in Iraq is just as critical as how we ramp up in Afghanistan: If handled badly, this withdrawal could be a disaster. Handled well, it could leave behind a significant success.

Let's review some history. The surge in Iraq was a success in military terms. It defeated a nasty insurgency, reduced violence substantially, and stabilized the country. But the purpose of the surge was, in President Bush's formulation, to give Iraq's leaders a chance to resolve their major political differences. It was these differences—particularly between Sunnis and Shias—that were fueling the civil war in the first place. If they were not resolved, the war might well begin anew or take some other form that would doom Iraq to a breakup or breakdown.

Iraq's political differences have not been resolved. The most fraught remains the tussle between the Shias, the country's majority sect, and the Sunnis, a minority that has traditionally been the country's elite. The simplest indication that issues between these two communities are still unsettled is the fact that only a few of the 2 million Iraqis who fled the country between 2003 and 2007—the vast majority of whom were Sunnis—have returned. (Firm numbers are hard to come by, but they did not add up to more than a few tens of thousands as of this summer.) This month the United Nations High Commissioner for Refugees reaffirmed that Iraq remains a dangerous place for members of minority groups, and that they should therefore not be forced to return to Iraq.

Sunnis in Iraq remain marginalized politically. And there

are growing tensions with the Kurds, who run an autonomous quasi state in Iraq's north. The Kurds control three of Iraq's provinces but lay claim to three important cities just across the border that have mixed populations. They have also been flouting the central government's authority regarding oil contracts, negotiating 30 separate deals of their own and blocking the flow of oil out of the Kurdish region. Add to these problems disputes over the drawing of boundaries and election rules.

The basic challenge is simple to state but extremely difficult to meet. Iraq needs a stable power-sharing deal that keeps all three groups invested in the new country. To make this happen, all three will need to compromise. And the central positive force in all of this can be the United States. In the early years of the occupation, the Bush administration never pushed the Iraqi government enough to force it to cut deals. This was a historic error because the U.S. had enormous political leverage with the Iraqis at the time. Even later, the Bush administration shied away from pressing the Iraqis too hard, a common thread in its relations with the Afghans and Pakistanis, too.

Yet the United States continues to have considerable influence in Iraq. By all accounts, U.S. diplomacy has been crucial to getting the Kurds to agree to the March elections. President Obama is reported to have called Kurdish leader Massoud Barzani and pressed him to withdraw his objections, removing the final obstacle. As American troops draw down, American diplomacy should get aggressive and persistent, pushing the three groups to resolve the basic issues of power sharing.

The costs of the Iraq war have been great and perhaps indefensible. But Iraq could still turn out to be an extraordinary model for the Arab world. Its people are negotiating their differences for the most part peacefully; its politics is becoming more pluralistic and democratic; its press is free; its provinces have autonomy; its focus has shifted to business and wealth creation, not religion and jihad. The Obama administration has a window of opportunity to cement these gains in 2010.

Fareed Zakaria is editor of NEWSWEEK International and author of The Post-American World and The Future of Freedom: Illiberal Democracy at Home and Abroad.

HAARETZ.com

DECEMBER 21, 2009



By Zvi Bar'el

"The Democratic Society Party" - that's an ironic name for a political party that was banned by order of Turkey's Constitutional Court earlier this month. But the Kurds in Turkey, who belong to that party, know that in that country, a democratic society is far beyond their reach. After all, this is not the first of their parties to be closed down: It was preceded by the People's Work Party, the Freedom and Democracy Party, the Democracy Party and the People's Democracy Party. All were pro-Kurdish organizations whose members moved from one party to another following the closures. Now, too, in light of the court order, it appears that some of them will join the new party established a year ago, the Peace and Democracy Party. The latter was established in order to create a political refuge in the event that the Democratic Society Party was banned.

The 500-page report that was filed in the court and sealed the party's fate included details of its members' activities, its connections to the Kurdish Workers Party (widely known as the PKK), which is locally defined as a terrorist organization, and its members' activities against the "unity of the homeland" - a particularly tough clause in the Turkish constitution aimed at those who support political rights for Kurds. The result? The party's 37 members are now forbidden to be involved in politics for a period of five years, and chairman Ahmet Turk, who actually prefers political solutions to violence, was thrown out of the parliament, along with another party MP.

By taking these steps, the court effectively prevents other pro-Kurdish MPs from organizing a new independent faction. The banned party had 21 MPs. In order to form an independent faction they need at least 20 members, but the expulsion of their second MP along with Ahmet Turk precludes this possibility. Even a mass resignation will make things difficult for them. If that happens, the number of empty parliamentary seats will reach 26 (counting the seats of former members who resigned or were expelled), but according to the constitution, new elections can only be held if there are 28 vacant seats. Since the other

Turkey's Kurds know democracy is out of reach

political parties are opposed to elections being held at this time, they can nip the process in the bud by refusing to authorize the resignation of Kurdish MPs, as is required. The only thing left for the Kurdish MPs is to remain in the parliament as independent individuals.

However, it must be said that Kurdish citizens flooded the streets of Istanbul in a violent protest against the court decision a few weeks ago, and in addition, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan declared that his efforts to advance Kurdish rights would not cease because of the decision.

The suggested reform, called the Kurdish Initiative (also known as Openness to Kurds), could cause a dramatic change in the definition of Turkey's national identity. Erdogan is determined to present the plan to parliament at the beginning of 2010 and has already undertaken a series of steps to advance it, and to equalize the rights of the Kurds with those of other citizens even though they are a separate ethnic population. For example, according to the proposal, the 15,000 Kurdish settlements forced to take on Turkish names during the Ataturk era will be permitted to take back their original names, if they so desire, following a public referendum.

Furthermore, Turkey is granting a pardon to members of the PKK who currently live in the mountains of Kurdistan in northern Iraq, allowing them to return to Turkey if they have not been involved in acts of terror. The first group returned last month and was greeted with cheers by thousands shouting slogans in Kurdish. Television and radio broadcasts in Kurdish, currently limited to a few hours a day, will no longer be curtailed, according to the reform. Moreover, the ban on the use of Kurdish in election advertising will be lifted and the Koran will be translated into Kurdish. Kurdish political prisoners will not be released in a sweeping pardon, but will enjoy a lightening of sentences; also, criminal law will be changed so that public support for Kurds will no longer be a justification for indictments.

Such measures have sparked a profound disagreement between Erdogan and the opposition: The democratization of the Kurdish community is depicted by his opponents as conceding to terror. "Terror came down from the mountains

to the cities and terrorist attacks became routine, proving the government's weakness," accuses Deniz Baykal, chairman of the Republican Party. The Openness to Kurds plan is thus "a project without time limits, which will lead the Kurds to demand more and more." Baykal also hinted that the initiative is being put forward jointly by the ruling Justice and Development Party and the PKK.

'Warped' ideals

"The Justice and Development Party is the architect of a socioeconomic scheme in which nationalist ideals are warped. Polarization and tension have become management tools and solidarity is damaged," said Devlet Bahçeli, leader of the right-wing National Movement Party.

The seven soldiers killed in a terrorist attack by the PKK in the Tokat region last week probably did not make Erdogan's plan to advance his Kurdish initiative any easier, but he remains determined. This determination does not depend only on his view of civil rights, as a leader who has spent time in prison and whose party is also in danger of being banned. Erdogan's Kurdish initiative stems from an understanding of a politics, and a strategy that states that improving Kurdish rights in Turkey is likely to undermine the PKK's status as a leader in the fight for the Kurds.

This a sober, logical political approach, based on the fact that decades of war against the Kurds and the deaths of more than 35,000 people did not lead to the peace the nation aspires to. But the strategy is likely to fail because it is spearheaded by the wrong man and the wrong party, which is itself suspected of trying to shatter the Kemalist principles that unite the various parts of the population. It is true that Erdogan's religious party won a big victory in the elections, but it is a misleading victory: The party's majority in parliament was forged thanks to intricate election-related mechanisms and a complex process of allocating seats - which have in essence left half the population unrepresented.

This is the same half which views the "unity of the homeland" as a principle that cannot be relinquished, and which cannot accept the granting of ethnic rights to 14 million Kurds. Erdogan's party has angered members of the army,

which pays the price in the war on terror, and which views the party suspiciously as aiming to promote a religious agenda. Indeed, any initiative that advances national reconciliation is regarded as suspicious. So Erdogan has found himself in the middle: between the necessity of supporting the court decision and his political aspirations.

"I am against banning parties, but even the most enlightened countries cannot tolerate support for terrorism," he said. This is a strange statement, uncritically accepting the decision of the Constitutional Court - whose members Erdogan would like to replace some day.

But what he cannot say aloud, the

Turkish newspapers can. In an incisive article, paradoxically appearing in a newspaper known for leading the struggle against the Erdogan government, Mehmet Ali Birand - one of the most important and veteran journalists in the country - wrote recently that Erdogan's initiative is brave and significant, but the government has failed to offer a truly workable plan. But Birand aims his sharpest arrows at the opposition, which, he wrote, "committed a historic crime" in opposing the initiative simply because it feared losing votes.

"We are all guilty," Birand declared. "The government, the opposition, the Kurds, the Turks, the army and the scientists. We all slaughtered the possibility of

peace. We didn't see ourselves as worthy of comfort and peace."

An intriguing thought, but there is not much the Kurds can do with it. So, they will try once again to enter parliament with a new party - and wait once again for the next Constitutional Court ruling.

TODAYS ZAMAN
december 23, 2009

Türk faces probe over Öcalan remarks at press conference

TODAY'S ZAMAN

The Ankara Public Prosecutor's Office has launched an investigation into the former leader of the now-defunct Democratic Society Party (DTP) for his remarks on jailed terrorist leader Abdullah Öcalan during a press conference last week.

The Constitutional Court disbanded the DTP on charges of separatist acts and rescinded Türk's parliamentary membership, banning him from politics for five years. Shortly after the decision, the 19 remaining deputies of the pro-Kurdish party announced their intention to resign from Parliament. Türk, however, announced last Friday that the deputies would keep their seats in Parliament.

Türk said one of the reasons behind the DTP deputies' decision to stay in Parliament was an appeal from the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), Öcalan, urging the deputies to continue their political struggle in Parliament. The terrorist leader is serving a life sentence in prison on the island of Imralı.

The remarks drew the ire of many peo-

ple in Turkey and spurred the Ankara Public Prosecutor's Office to launch an investigation into the former DTP leader. Türk is accused of violating articles 215 and 216 of the Turkish Penal Code (TCK), which prohibit the public praise of a convicted felon.

Ninety-eight DTP mayors are expected to join the Peace and Democracy Party (BDP) in a ceremony scheduled for today in the southeastern province of Diyarbakır. The BDP was established to replace the DTP after a closure case was opened against it. In a press statement, the BDP stated that the mayors would join the party in a ceremony to be attended by BDP leader Demir Çelik.

The 19 former DTP deputies are also expected to join the BDP.

Court demands up to 3 years in jail each for 54 DTP mayors

Meanwhile, the Diyarbakır 5th High Criminal Court continued its series of hearings against 54 mayors of the now-defunct DTP yesterday, asking for up to three years in jail for each mayor.

The mayors are accused of "publicly praising" Öcalan in a joint statement made in 2007. Among the mayors are Yenisehir Mayor Fırat Anlı, Bismil Mayor Sükran Aydon and Viransehir Mayor Emrullah Cin.



Türk said one of the reasons behind the DTP deputies' decision to stay in Parliament was an appeal from the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), Öcalan, urging the deputies to continue their political struggle in Parliament.

Anlı defended himself saying that the objective of their statement was to strengthen peace in the country, taking into account the political atmosphere of the country at the time.

The court also issued an arrest warrant for former Hakkari Mayor Metin Tekçe and former Derik Mayor Ramadan Kapor. The two failed to attend the hearing as they are abroad.

Maliki makes his move on Kirkuk issue

Asia Times / Hong Kong

By Sami Moubayed

DAMASCUS - Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki will soon visit the northern district of Kurdistan, aiming to sign a deal with Kurdish President Massoud Barzani regarding the future of the Peshmerga, the Kurdish militia.

According to the deal, the Baghdad government will recognize and thereby legitimize the Kurdish militia and, in turn, the Kurdish government will release money collected from taxes and tariffs that it has so far withheld from the central government. This also means that salaries and pensions of the 90,000-man Peshmerga, previously paid for by the Kurdistan government, will become the responsibility of the Maliki government.

Is the Maliki visit purely domestic, aimed at diverting attention from the recent bombings in Baghdad and creating allies for the prime minister ahead of the March 2010 elections? Or is it a result of a recent US declaration supporting implementation of Article 140 of the Iraqi constitution, which calls for a referendum in the oil-rich city of Kirkuk, to see whether its inhabitants want to remain part of Iraq or join the district of Iraqi Kurdistan? Kurdistan already has 10-15% of Iraq's oil reserves, while Kirkuk alone holds as much as 25%, meaning that if the Kurds get to incorporate it, they will control no less than 40% of oil reserves in Iraq.

That referendum should have been held two years ago, but has been continually delayed by the central government, which fears Iraq's Arab Shi'ites and Sunnis would never tolerate it, and nor would regional players Iran, Turkey, Saudi Arabia and Syria.

Maliki cuddled up to the



Kurds in 2007, after losing some of his principal Sunni and Shi'ite allies, promising to uphold Article 140, to remain on the good side of Iraqi Kurds. He also indirectly sponsored the transfer of Arabs from within Kirkuk (there are 12,000 Arab families in the city) to other parts of Iraq ahead of the proposed referendum, claiming that they had been brought there illegally by Saddam Hussein to outnumber Kurds in the city.

These gestures by Maliki helped keep his cabinet coalition alive at a time when heavyweights such as the Sadrists, the Iraqi National List and the Iraqi Accordance Front were no longer dealing with him. Matters became strained, however, when Maliki failed to put his words into action, repeatedly delaying the referendum, and did not lift a finger to prevent Turkish attacks on Kurdistan in mid-2007, aimed at eliminating the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The prime minister is apparently recalculating his relationship with the Kurds. He needs heavyweights behind him, after all, since success in the upcoming elections seems all the more difficult after the latest bombings in August, October and December. He also realizes that the US administration of President Barack Obama is keen on resolving the Kurdish issue, after it sent a senior diplomat, Alan Misenheimer, to reside in Kirkuk in August. Shortly before that, the Kurds were on the verge of holding a referendum on a regional constitution, unilaterally declaring their control over Kirkuk, and claiming that the Baghdad government had repeatedly delayed holding the much-anti-

pated yet controversial referendum.

Kirkuk came to the world's attention during the era of Iraq's founder, King Faysal I, when an oil gusher was discovered in 1927. The oilfield was put into operation by the Iraqi Petroleum Co in 1934 and has been producing oil ever since, currently up to a million barrels per day (half of all Iraqi oil exports). By 1998, Kirkuk still had reserves of 10 billion barrels. At the time of the downfall of Saddam's regime, the city (250 kilometers north of Baghdad) had a population of 755,700. In 1973, Kurdish leader Mullah Mustafa al-Barzani laid formal claim to Kirkuk, something that the regime of General Ahmad Hasan al-Bakr considered a declaration of war.

Because of numerous attacks on Iraqi oilfields in 2003-04, as well as on the country's 7,000km pipeline system, the US set up Task Force Shield to guard the oil infrastructure, particularly in the Kirkuk district. In January 2004, the Los Angeles Times quoted Kurdish politician Barham Salih as saying, "We have a claim to Kirkuk rooted in history, geography and demographics." If this claim were not acknowledged, he added, it would be a "recipe for civil war".

If this issue is not resolved one way or another, the Americans reason, it could spell civil war. The problem today is how sustainable any deal would be between Maliki and the Kurds, given the complete breakdown in trust between them due to an accumulation of events since 2007. Maliki does not have much room to maneuver, with the Iranians and other regional players, who would never accept Kirkuk becoming Kurdish, breathing down his neck. Although the prime minister was brought to power by the Americans in 2006, his connections to the US are not nearly as strong as those of the Kurds, particularly the Barzani

clan. Both sides, however, are waiting to see where Obama will stand on the issue of Kirkuk.

His vice-president, Joe Biden, is an outspoken supporter of Kurdish claims to Kirkuk, having visited the city during the transition period in late 2008, reportedly carrying a letter from then-president-elect Obama to the Kirkuk Provincial Council. According to the Iraqi daily Al-Zaman, the letter expressed Obama's "special interest in that province". London-based al-Hayat said Biden stressed a consensual resolution to the Kirkuk issue, which he has been pushing for since assuming office with Obama last January. If this does happen, and civil war does erupt, it could bring an abrupt halt to the planned US troop withdrawal from Iraq, to take place by 2012.

Some are calling for a partitioning of the city between Kurds and Arabs, citing the Indian city of Chandigarh, which is the capital of both Punjab and Haryana states. But that proposal would also be rejected by Iraqi Arabs, along with the Turks, the Saudis, the Iranians and the Syrians. If the Americans do apply hard pressure on Maliki, will he listen? Obama is not George W Bush, after all, and Maliki's fate is not 100% dependent on the Obama White House, as it was under Bush.

That is why the prime minister is trying to hammer out a deal directly with the Kurds themselves - hoping to delay the issue of Kirkuk until after he is re-elected in March.

Sami Moubayed is editor-in-chief of Forward Magazine in Syria.

TODAYS ZAMAN

december 22, 2009

Pro-Kurdish BDP aims to represent the whole country

AYSE KARABAT

The Peace and Democracy Party (BDP), which will replace the now-defunct pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP), will try to be a party for the whole country, unlike its predecessors, it was decided in party meetings over the weekend.

It is also expected that former DTP deputies will join the BDP this week along with independent Istanbul deputy Ufuk Uras. The BDP will then have a sufficient number of deputies to form a parliamentary group.

"We are aiming to form a political platform together with the democratic representatives in Turkey. We want to change the image of only being a Kurdish party. We already have relations with these actors, and we will continue to talk to them," Ibrahim Binici, a former DTP Sanliurfa deputy who is now an independent, told Today's Zaman.

Binici did not mention any names and underlined that they would prefer to establish relations with organizations and their candidates are welcomed.

"There are representatives of the workers' movement, and there are contacts with the Freedom and Solidarity Party [ÖDP], the Social Democratic People's Party [SHP] and the Labor Party [EMEP]; we will expand these contacts," he said.

When he was asked, he did not deny or confirm the rumor, but it is expected that CHP Ankara deputy Esref Erdem will be invited to join the BDP. When the DTP was closed down, Erdem paid a courtesy visit to the DTP headquarters. However, Erdem told Today's Zaman that he is not intending to change parties and he does not even want to talk about it.

The structure and the composition of the BDP will also determine the path for the new



Former DTP leader Ahmet Türk said one of the reasons behind the DTP deputies' decision to stay in Parliament was an appeal from Abdullah Öcalan, the jailed leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party. A signboard on the DTP building in Ankara was replaced with a signboard of the Peace and Democracy Party.

left party initiative composed of intellectuals, Alevis and the socialist left. Uras was in this group, but when he was elected as a deputy and there was no new left party initiative, he promised that if he was needed, he would join the DTP.

The Constitutional Court decided to implement a political ban on the former chairman of the DTP, Ahmet Türk, and deputy Aysel Tugluk, so the DTP lost the necessary 20 deputies needed to form a parliamentary group.

"Uras made a promise and is now applying it. We will continue on our road, but of course, it depends on the BDP's project. In the past they tried to form a party of Turkey, but they failed; it is better to wait and see, but I am not sure if they will succeed this time," said Mesut Yegen from the sociology department of Middle East Technical University (METU), a person familiar with the new left initiative.

It is expected that the extraordinary congress of the BDP will be held in the second half of January or at the beginning of February.

Not only the new participants but also the new party administration will be indicators of the path the BDP will take.

The chairman of the party, Demir Çelik, will continue in his duty until the congress but when the parliamentary group is formed,

a new parliamentary group chairperson will be elected.

The DTP had the principle of equal representation of women and men, and the BDP is expected to follow the same tradition, so since the chairman of the party is a man, the parliamentary group chairperson will most likely be a woman.

Within the party, Batman deputy Ayta Akat and Diyarbakır deputy Gülten Kisanak have been mentioned most for this post.

The co-chairperson of the DTP was Emine Ayna, but she is known for her radical views.

Abdullah Öcalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), who is serving a life sentence in the island prison on Imralı in the Sea of Marmara, criticized Ayna at his last meeting with his lawyers for not honoring "Turks and Kurds' joint struggle for democracy." But it turned out that Firat News, which publishes Öcalan's lawyers' notes, did not publish the parts related to Ayna.

Öcalan also urged the DTP deputies, who had already decided to resign after their party was closed down, to stay in Parliament. Another PKK leader, Murat Karayilan, opposed Öcalan's view and said the decision to resign was a principle and should be obeyed.

TODAYS ZAMAN

december 21, 2009

AK Party's Firat briefs Barzani on Kurdish initiative

M. ALIHAN HASANOĞLU

Justice and Development Party (AK Party) Adana deputy Dengir Mir Mehmet Firat met with the president of Iraq's autonomous Kurdish region, Massoud Barzani, on Saturday and briefed him about the Turkish government's efforts on a democratization initiative in the country.

The meeting was held in Arbil and was closed to the press. The AK Party deputy reportedly asked Barzani to lend his support to the AK Party government's plans for high

standards of democracy in Turkey and the settlement of the country's chronic problems, including the Kurdish one, through peaceful methods.

Firat spoke to the press after the meeting and expressed Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan's determination to go ahead with the democratization aspirations. "A Kurdish TV television station and a Kurdish language department have been opened so far in Turkey. A similar department will be opened in Istanbul and Ankara [universities.] The AK Party is serious and decisive on the democratization initiative. All parties, parti-

cularly Iraq's autonomous Kurdish region, should lend their support to the process," the deputy stated.

Barzani, in response, termed the AK Party efforts "significant steps," and pledged to back them. "If we make a comparison between past Turkish governments and the current one, we see that the initiative politics carry significant results in domestic and international affairs. We do not want to experience what we did in the recent past. We will lend our support to the initiative process," he stated.

TURQUIE : La fin annoncée du "printemps kurde" ?

Jérôme Bastion

La dissolution du DTP, prokurde a donné lieu à une recrudescence des manifestations et des échauffourées.

Correspondant en Turquie

Autant le verdict de fermeture par la Cour constitutionnelle du parti pour une société démocratique (DTP) que la réaction violente de la rue qui en a découlé étaient prévisibles, tant le procès ouvert il y a 25 mois était cousu de fil blanc, et tant les incidents de rues se multipliaient depuis de nombreuses semaines, un peu partout en Turquie, indiquant que le processus d'ouverture démocratique avancé par le gouvernement pour en finir avec le "problème kurde" était dans l'impasse.

Le divorce semble donc consommé, une nouvelle fois, entre les Kurdes et le pouvoir central à Ankara, et, si bien peu de commentateurs politiques semblent regretter la disparition du DTP de la scène politique, ils sont encore moins nombreux à déplorer l'avortement du projet gouvernemental d'ouverture démocratique.

Même le retrait en bloc des députés du DTP avait été annoncé plusieurs jours avant le début des délibérations de la Cour constitutionnelle par son président, Ahmet Türk, frappé d'une interdiction d'activité politique pour cinq ans, comme plusieurs de ses coreligionnaires.

Lundi, dans une adresse au peuple



kurde de Diyarbakir en forme de "retour au pays" salué par quelque 15 000 supporters, ils ont d'abord clamé "ne pas reconnaître la décision de la Cour constitutionnelle" et promis de "poursuivre la lutte", tout en accusant le gouvernement de "ne rien comprendre à la paix". "En nous élisant, vous nous avez envoyés à Ankara pour dire "Stop !" aux morts et à la guerre, mais nous n'avons pas pu leur expliquer la paix", a lancé Aysel Tugluk, promettant pourtant que "la paix finira par arriver sur cette terre".

Après trois jours d'un silence révélateur de sa gêne, le Premier ministre Tayyip Erdogan a livré son premier commentaire sur les événements de ces derniers jours, accusant la presse de "gonfler les incidents" qui se multiplient un peu partout dans le pays.

Il y a pourtant eu pas moins de quatre regroupements de partisans kurdes rien qu'à Istanbul, dégénéralant en actes de vandalisme et en affrontements avec la police. Plus grave, dans le quar-

tier de Dolapdere (centre européen de la ville), des citoyens ont exprimé leur sentiment antikurde en agressant les manifestants à coup de couteaux, de battes de base-ball et même de pistolets. Même scénario dans les villes de Mersin (côte méditerranéenne) et Malatya (est), alors que des manifestations spontanées dégénéraient simultanément dans plusieurs villes du sud-est.

Le chef du gouvernement, sans évoquer la décision de justice qui risque de plonger le pays dans le chaos et l'incertitude, a par ailleurs dénoncé la démission en bloc des députés du DTP, expliquant que cela revenait à "tailler un short à un bébé pas encore né".

Il a par ailleurs promis de continuer dans ses efforts de "légiférer pour poursuivre l'ouverture démocratique".

Il reste que, pour n'avoir pas voulu prendre langue avec les représentants nationaux de la population kurde, et avoir négligé - ou caché - tout contact, même indirect, avec la rébellion, et avoir surtout fait l'économie de la réforme constitutionnelle qui aurait pu empêcher la fermeture du parti prokurde, il porte avec son gouvernement la responsabilité de ce coup d'arrêt à une ouverture qui semblait possible.

Il lui faudra d'autant plus d'imagination et de courage pour la sauver d'une faillite complète.

LA TURQUIE RÉAMÉNAGE LA CELLULE DU CHEF KURDE ÖCALAN APRÈS DES ÉMEUTES (PRESSE)



ANKARA, 21 déc 2009 (AFP)

LES AUTORITÉS turques ont procédé à des améliorations dans la cellule du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan après que ses plaintes sur ses conditions de détention ont donné lieu à des manifestations à travers la Turquie, rapporte lundi la presse turque.

L'aération de la cellule a été améliorée avec l'installation d'une nouvelle porte revêtue d'un papier spécial résistant à l'humidité, précisent les journaux Hürriyet et Milliyet.

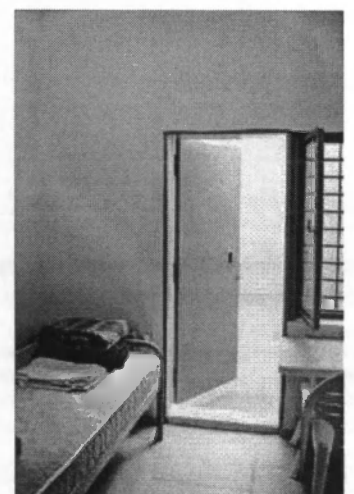
Öcalan pourra aussi bénéficier de plus de temps pour sa promenade quotidienne.

Le chef fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation considérée comme terroriste par Ankara et de nombreux pays, avait été transféré en novembre dans une autre cellule de la prison d'Imrali (nord-ouest) où il purge depuis 1999 une peine à vie.

Conformément aux recommandations du Comité anti-torture (CPT) du Conseil

de l'Europe, il peut aussi désormais côtoyer d'autres détenus.

Néanmoins, il a affirmé à ses avocats que ses conditions de détention étaient "pires qu'avant", ce qui a provoqué des manifestations de Kurdes, qui se sont amplifiées avec la dissolution, le 11 décembre, du principal parti pro-kurde de Turquie, le Parti pour une société démocratique (DTP). Depuis début décembre, trois personnes ont été tuées dans des heurts avec la police et des dizaines d'autres arrêtées.



Le Monde
18 décembre 2009

En Turquie, batailles de rue après l'interdiction du principal parti kurde

Une nouvelle formation a été créée pour contourner la décision de la Cour constitutionnelle

Istanbul
Correspondance

Au milieu de ses piles de pains fumants, le boulanger montre sa vitrine criblée d'impacts. «Dimanche, les pierres ont volé, raconte Cahit. Les Kurdes visaient la police, le commissariat est de l'autre côté de la rue... Tout le quartier est sens dessus dessous et j'ai peur que ça continue. On risque d'aller droit vers la guerre civile !» Le quartier de Dolapdere, au cœur d'Istanbul, porte encore quelques traces des violences qui ont éclaté dimanche 13 décembre. Comme dans de nombreuses villes à travers le pays ces derniers jours, les supporters du Parti pour une société démocratique (DTP), qui venait d'être dissous, sont descendus dans la rue pour crier leur colère, dans ce quartier délabré, peuplé surtout de Kurdes.

Aux affrontements avec la police, se sont ajoutées des violences intercommunautaires entre radicaux kurdes et turcs. Depuis cette dissolution, vendredi, par la Cour constitutionnelle d'Ankara, pour ses liens avec la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'«*intifada kurde*» (soulèvement) a resurgi dans les provinces de l'est de la Turquie et dans les quartiers populaires d'Istanbul. Mettant ainsi fin aux quelques mois de répit entraînés par l'espoir d'une «*ouverture démocratique*» de la part du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Une série de provocations fait désormais craindre une escalade.

A Dolapdere, plusieurs dizaines de jeunes ont affronté un bataillon de policiers, à coups de pierres, dans la rue du commissariat. Plus bas, les émeutiers s'en sont pris aux commerces qui avaient refusé de baisser leur rideau. Les vitres de quelques échoppes ont explosé. Mais un groupe de Turcs armés de couteaux, de bâtons et d'armes à feu, scandant des slogans nationalistes, a violemment riposté.

La bataille a été rude devant le café Kemal Pacha, fréquenté par les sympathisants du Parti de l'action nationaliste (extrême droite, MHP). «*Ils [les émeutiers kurdes] ont attaqué vendredi et sont revenus dimanche. Ils ont même arraché le drapeau turc devant le café. On a dû se défendre*», justifie Zafer Siler, à l'intérieur du local, tapissé



Des nationalistes turcs affrontent des partisans du Parti pour une société démocratique, dimanche 13 décembre, dans le quartier central de la rive européenne d'Istanbul. BULENT KILIC/AFP

de portraits d'Atatürk. «*Ils veulent diviser le pays mais nous sommes prêts à nous battre. Les Kurdes ont déjà une télévision, des cours de langue, ils ont tous les droits ! Que veulent-ils encore ?*» proteste-t-il. Le patron du café, Yusuf, a sorti une arme et a tiré, avec quelques autres, en direction des manifestants kurdes. Arrêté par la police, il a été rapidement relâché. L'une des victimes des coups de feu a été maintenue en détention.

Une rue plus loin, l'épiciers kurde livre une autre version des faits. «*Ces gens, on les connaît bien dans le quartier. La police était parmi eux et ils ont tiré en pleine rue. J'ai vraiment peur que la situation ne*

dégénère dans ce quartier. Ce n'est pas un endroit où élever une famille», soupire Botan.

«C'est l'Etat qui a fait ça»

Un chiffonnier qui faisait partie des tireurs, dimanche, a avoué avoir reçu 500 livres turques (225 euros) pour faire feu sur les manifestants, de quoi nourrir la thèse d'une manipulation, pour attiser les violences. «*Pour nous, c'est l'Etat qui a fait ça*, affirme Cemalettin Gördeğir, un militant kurde. *Il paye des gens pour provoquer des affrontements. Ce n'est pas la première fois.*» Lors d'un autre incident, mardi, à Mus, dans l'Est, un gardien de village, membre de la milice armée

par l'Etat, a tiré à la kalachnikov sur la manifestation du parti kurde, tuant deux personnes. En pleine période de tensions, les discours antikurdes des leaders nationalistes finissent aussi par trouver un écho. «*Désormais, l'homme de la rue évoque ouvertement la possibilité que l'on commence à s'entre-tuer*, écrit Ece Temelkuran, éditorialiste au journal *Milliyet*. *Des gens parlent de la façon dont ils vont attaquer la famille de l'épiciers kurde. (...) Ils expliquent comment ils vont nettoyer les bidonvilles de la périphérie devenus des quartiers kurdes. Il ne manque plus qu'une étincelle.*»

Devant le bureau du parti kurde, à Dolapdere, à 50 mètres du commissariat gardé par un véhicule blindé, l'enseigne DTP a été décrochée, mercredi matin, et aussitôt remplacée par le nom du nouveau parti appelé à prendre la succession : le Parti pour la paix et la démocratie (BDP). Pour la sixième fois en moins de vingt ans et après plusieurs interdictions par la justice turque pour des liens trop visibles avec les rebelles du PKK, le mouvement politique renaît déjà sous un autre nom. Sans changer de ligne. «*S'il le faut, on en fera un huitième et un neuvième*», clame Turan, un jeune du parti. ■

Guillaume Perrier

La politique d'ouverture de M. Erdogan compromise

Le Parti pour une société démocratique (DTP) Il a été dissous, vendredi 11 décembre, par la Cour constitutionnelle turque. C'est la cinquième fois en un quart de siècle qu'est interdit le principal parti pro-kurde, accusé d'être la vitrine de la guérilla du PKK. Il disposait de 21 sièges au Parlement (sur 550).

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Formé en 1978 par Abdullah Ocalan, le PKK est une organisation armée revendiquant

un statut d'autonomie des territoires à population majoritairement kurde, l'amnistie pour les rebelles et la libération de leur chef.

L'«ouverture» kurde Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a lancé, en novembre, une série de mesures visant à renforcer l'identité culturelle des Kurdes et à défendre les droits de l'homme dans la région. Selon un sondage, publié mardi 15 décembre, 70 % des Turcs sont opposés aux réformes.

Turquie : l'interdiction du principal parti kurde est un revers pour Tayyip Erdogan

La décision de la Cour constitutionnelle de dissoudre le Parti pour une société démocratique (DTP, kurde) vise à torpiller les efforts effectués pour régler la question kurde et à entraver la candidature de la Turquie à l'UE.

Plusieurs villes et localités du Kurdistan turc (15 millions d'habitants) ainsi qu'Istanbul ont été le théâtre de violentes manifestations en signe de protestation contre la dissolution du parti kurde DTP (Parti pour une société démocratique) par la Cour constitutionnelle turque, le 12 décembre. « La fermeture du DTP est décidée en raison de ses liens avec l'organisation terroriste et

parce qu'il est devenu le point central d'activités dirigées contre l'intégrité du pays », a expliqué le président de la Cour, Hasim Kilic. L'interdiction d'activité s'étend également à 37 dirigeants et cadres du parti, dont Ahmet Türk, le président du parti. Les 21 députés du DTP ont alors décidé de quitter le Parlement.

« Comme vous le savez, nous avons déjà dit que nous n'avons aucune raison de continuer à siéger au Parlement si notre lutte pour la démocratie n'est pas prise en considération. Nous remettrons nos démissions au président du Parlement dans les plus brefs délais », a estimé Ahmet Türk. S'attendant à cette

interdiction, les dirigeants de l'ex-DTP n'ont pas perdu de temps? : ils ont aussitôt annoncé la poursuite de leurs activités politiques au sein d'un nouveau parti, le Parti de la paix et de la démocratie (BDP).

La dissolution du DTP fait suite à une procédure lancée en 2007 par le procureur de la Cour de cassation, Abdurrahman Yalçinkaya, qui accuse le DTP d'être la vitrine légale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte armée contre Ankara. Ce procureur est connu pour être proche des militaires et des milieux nationalistes turcs. En 2008, il avait tenté d'obtenir l'interdiction du parti AKP (Parti de la justice et du développement, issu de la mouvance islamiste) au pouvoir, en invoquant le fait qu'il violait la Constitution laïque de la Turquie. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette mesure extrême a pris au dépourvu le gouvernement du premier ministre, Tayyip Erdogan. Elle est intervenue au

moment où il venait de lancer son initiative d'« ouverture démocratique », visant à accorder de nouveaux droits aux Kurdes et, à moyen terme, à mettre fin à la guérilla menée par le PKK qui, en vingt ans, a fait plus de 40000 morts. Une initiative qui s'était d'ailleurs heurtée à l'hostilité des milieux kémalistes et ultranationalistes, notamment le CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste) et le MHP (Parti de l'action nationaliste, droite nationaliste), deux partis siégeant au Parlement. En outre, ce torpillage en règle de l'ouverture initiée par le gouvernement de l'AKP, qui ne va pas manquer de nourrir avec plus d'intensité le désespoir et la frustration des 15 millions de kurdes, est aussi un coup sévère porté à la candidature de la Turquie à l'Union européenne. Et ce, bien que le premier ministre Tayyip Erdogan ait critiqué la dissolution du DTP.

Hassane Zerrouky

Des dizaines de responsables prokurdes arrêtés en Turquie

REUTERS

DIYARBAKIR, Turquie - 21 décembre 2009 Reuters

LA POLICE TURQUE a interpellé des dizaines de membres ou sympathisants d'un parti politique kurde récemment interdit, parmi lesquels plusieurs maires soupçonnés de liens avec le PKK.

Selon des collaborateurs du procureur de Diyarbakir, qui a ordonné les arrestations à l'aube, 43 personnes ont été interpellées.

Elles appartenaient ou étaient sympathisantes du Parti de la société démocratique (DTP). Selon certaines sources kurdes, le nombre d'interpellations se situe entre 60 et 80, dont une dizaine de maires.

La Cour constitutionnelle a décidé le 11 décembre la dissolution du DTP, seule formation prokurde représentée au parlement turc, en raison de ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme organisation terroriste par Washington, l'Union européenne et Ankara.

Un avocat d'Abdullah Oçalan, chef emprisonné du PKK, figure parmi les personnes arrêtées à Diyarbakir et à Siirt, Sîrnak et Sanliurfa, autres villes du sud-est de la Turquie, ainsi qu'à Istanbul et Ankara.

Le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, a critiqué la décision de la Cour constitutionnelle, qui a porté un nouveau coup à la candidature européenne de la Turquie.

Soucieux de faire entrer la Turquie dans l'UE, l'AKP du Premier ministre s'efforce de promouvoir les droits culturels de la minorité kurde et espère ainsi mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts en un quart de siècle.

MANIFESTATIONS

Après les interpellations, un millier de personnes se sont rassemblées pacifiquement devant la principale permanence à Diyarbakir d'un autre parti kurde, le Parti de la Paix et de la



Démocratie (BDP) tandis que des députés de ce parti étaient réunis à l'intérieur.

S'adressant à la foule, le maire de la ville, Osman Baydemir, a déclaré que l'Etat turc se retrouverait sans interlocuteur si les arrestations se poursuivaient. "Si ce processus de purges continue, je le dis clairement: un jour viendra où vous ne trouverez plus personne pour lui serrer la main", a-t-il averti.

Plusieurs centaines de militants scandant leur soutien à Oçalan ont manifesté contre les interpellations à Viransehir et Sanliurfa, d'après le site internet de l'agence de presse Firat, jugée proche du PKK.

Un procureur a ouvert mardi une enquête sur Ahmet Turk, président du DTP, pour avoir dit qu'Oçalan avait conseillé, par le truchement de ses avocats, aux députés du parti de continuer de siéger en dépit de l'interdiction du parti.

Les députés, qui avaient envisagé de partir, ont annoncé vendredi qu'ils siègeraient au sein du BDP.

Le BDP est le septième parti politique kurde à avoir été créé en Turquie. Ses six prédécesseurs ont été interdits.

En Turquie, les Kurdes choisissent l'apaisement

Malgré l'interdiction de leur parti, les députés du DTP ont décidé de continuer à jouer le jeu des institutions

Istanbul

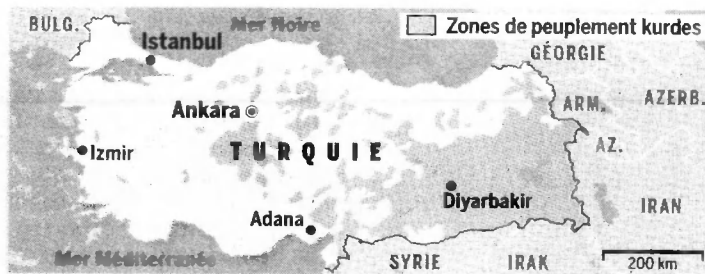
Correspondance

Nous avons décidé de nous maintenir au Parlement et de continuer à contribuer à une solution pacifique au problème kurde. Notre peuple nous a demandé de continuer, malgré les injustices», a déclaré le leader du mouvement politique kurde, Ahmet Türk, vendredi 18 décembre à Ankara.

Réunis en urgence afin de déterminer une stratégie de sortie de crise, une semaine après l'interdiction de leur mouvement, le Parti pour une société démocratique (DTP), pour ses liens avec la rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les députés kurdes élus en 2007 ont décidé de poursuivre leur lutte sur le terrain politique. Ou du moins, ceux qui restent. La Cour constitutionnelle d'Ankara a en effet décidé, en plus de la dissolution du parti, de bannir 37 de ses membres de toute activité politique pendant cinq ans. Parmi eux, figure l'ancienne héroïne de la cause kurde, Leyla Zana, qui a déjà purgé dix ans de prison pour avoir parlé kurde au Parlement dans les années 1990, ainsi que deux des 21 députés : le chef du parti, Ahmet Türk, et Aysel Tugluk, qui incarnent pourtant l'aile modérée.

Seuls 19 élus pourront donc continuer à siéger. Un de moins que le nombre requis pour constituer un groupe parlementaire. Mais le député de gauche d'Istanbul Ufuk Uras a d'ores et déjà annoncé qu'il se joindrait à eux pour faire le nombre.

Les élus de l'ex-DTP ont également confirmé, vendredi, leur décision de rallier le parti désigné pour la succession : le Parti pour la paix et la démocratie (BDP). Pour la sixième fois en vingt ans, le mouvement de la gauche kurde renaît sous un nouveau sigle. Prévoyants, les dirigeants avaient déposé les statuts de cette formation en 2008,



lorsque le procureur en chef, Abdurrahman Yalçinkaya, avait ouvert la procédure contre le DTP.

Après une semaine de division et d'hésitation, cette décision de maintenir une présence au Parlement turc a été saluée comme une « victoire des colombes sur les faucons » au sein du parti, les Kurdes les plus radicaux soutenant l'idée d'une démission collective et donc d'un retour à la lutte clandestine. « Cette décision est une démonstration claire que nous avons foi en la démocratie et que nous soutenons la paix et non la violence », a voulu souligner Ahmet Türk.

Cette semaine, de nombreux intellectuels kurdes et turcs ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme avaient appelé les députés à se maintenir. « Le lieu pour réclamer des droits et exprimer ses revendications, c'est le Parlement, relève Ibrahim Aksoy, l'ancien dirigeant du Parti pour la démocratie et le changement (DDP), lui aussi interdit en 1996. Le désertier reviendrait à ignorer que des millions de gens ont voté pour le parti. » Même le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, depuis sa prison sur l'île d'Imrali, avait recommandé cette semaine aux représentants kurdes de poursuivre leur mission. Signe aussi que la mainmise du PKK sur une partie de l'appareil ne devrait pas disparaître. Seule question en suspens : qui va prendre la tête du BDP en l'absence d'Ahmet Türk ? Un homme de paille, tel que celui qui occupe provisoirement la présidence, Demir Celik ? Ou un nouveau leader ?

De son côté, le parti au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) ne cache pas son malaise face à cette décision de justice. L'AKP avait frôlé la dissolution, en 2008, dans des circonstances similaires mais il a, cette fois, été moins prompt à dénoncer les procès lancés contre les partis politiques. Le président de la République Abdullah Gül, par exemple, a demandé le respect du jugement. Mais le vice-premier ministre, Bülent Arınç, a émis des doutes sur l'efficacité d'une telle mesure et le vice-président de l'AKP, Dengir Mir Mehmet Fırat, a dénoncé une « approche jacobine » et une « décision malheureuse » de la Cour constitutionnelle.

Ces derniers jours, la menace de démission des députés kurdes avait plongé le gouvernement turc dans l'embarras. Une telle décision aurait probablement sonné le glas de la timide « ouverture démocratique » promue depuis cet été par le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. « Nous ne ferons pas marche arrière sur l'ouverture », a répété ce dernier, jeudi, promettant de poursuivre les réformes en faveur de la minorité kurde, qui représente près de 20 % de la population turque. L'opposition d'une majorité des Turcs à ce plan de paix, selon les sondages d'opinion, ne jouera toutefois pas en sa faveur. ■

Guillaume Perrier

LE CINÉMA IRANIEN RETIENT SON SOUFFLE

Tourné en Iran sans autorisation, « Les Chats persans », sur les écrans le 23 décembre après avoir été primé à Cannes, montre la jeunesse du pays étouffée par le régime des mollahs. Son réalisateur, Bahman Ghobadi, et ses jeunes acteurs, ont été contraints à l'exil. Ils confient au « Monde Magazine » leurs espoirs – et leur désenchantement.

**BAHMAN GHOBADI
UN RÉALISATEUR
INQUIET**

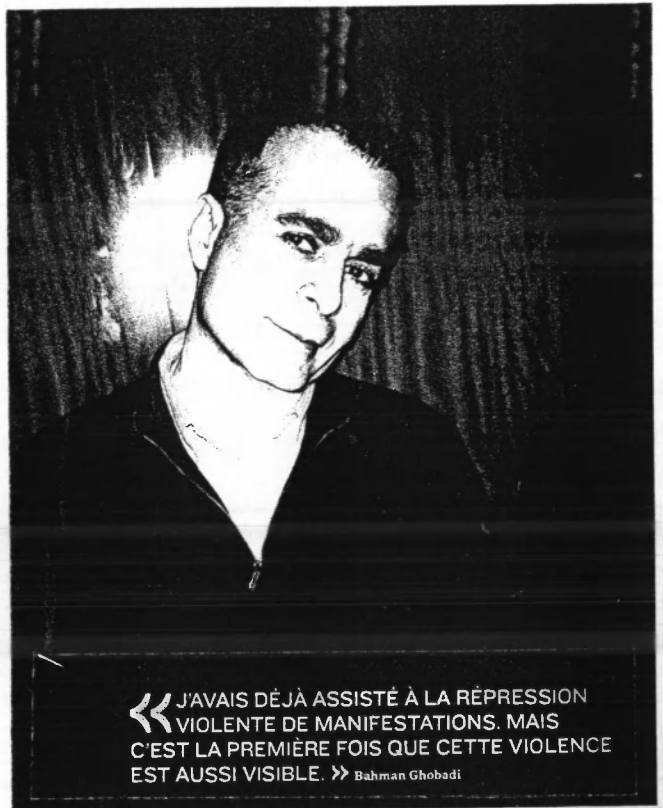
« Je tenais à rentrer en Iran après le Festival de Cannes.

Des amis m'ont déconseillé de prendre l'avion. Je suis donc passé par le Kurdistan irakien. J'ai été arrêté au bout de 30 kilomètres sur les routes iraniennes, puis conduit en prison. A Abadan d'abord, puis à Téhéran. Aucune indication ne m'a été fournie sur les motifs de mon incarcération. Mes propos tenus à Cannes contre le régime devaient y être pour beaucoup. En prison, je me suis retrouvé entièrement nu et l'on m'a demandé de me laver. Un rituel d'intimidation classique. J'ai pu être libéré, à l'avant-veille de l'élection, après avoir versé une caution importante, et je suis retourné en Irak. La police m'a proposé de garder les rushes des *Chats persans* en échange d'une forte somme d'argent, qui couvrirait largement les frais de production du film. Ce n'était pas possible évidemment, je n'aurais plus eu le contrôle du film.

J'aimerais savoir par qui j'ai été dénoncé, mais c'est impossible. Plus d'un million de personnes travaillent pour la police secrète en Iran. Cela pourrait être mon voisin ou un ami. Même si j'étais resté en Iran, je n'aurais pas voté. Je n'ai d'ailleurs jamais voté. Quelle valeur donner à une élection où les candidats sont désignés par le Conseil islamique ? Plus d'un millier de personnes voudraient se présenter à cette élection, seules quatre sont retenues. Si elles le sont, c'est parce qu'elles donnent des gages. **Le grand absent de cette consultation, c'est le peuple.** Je suis kurde, et jamais un Kurde n'a pu être candidat à quoi que ce soit en Iran. Ce qui s'est passé depuis dépasse, et de loin, le cas d'Ahmadinejad. Les gens suffoquent dans ce pays. Ils ne veulent plus de ce régime où les femmes doivent porter le voile, où les bars sont interdits, où il est impossible de s'embrasser et de se tenir la main

dans la rue. Je me suis rendu compte, durant ces manifestations, que les artistes et les musiciens n'étaient plus les seuls à subir la violence de ce régime. Il ne s'est rien passé de fondamentalement nouveau. J'avais déjà assisté à la répression violente d'autres manifestations, dans des provinces plus reculées, comme le Baloutchistan ou le Kurdistan. Mais c'est la première fois que cette violence est aussi visible. J'ai été encore plus étonné par le nombre de contestataires.

Je suis inquiet pour l'Iran, je suis à l'affût de la moindre nouvelle. J'ai décidé de diffuser un DVD des *Chats persans* dans le pays, gratuitement bien entendu. J'ai deux valises et je voyage pour assurer la promotion de mon film. Je ne suis pas encore fixé sur l'endroit où je vais vivre. J'hésite entre la France, l'Allemagne, New York et le Kurdistan irakien. »



« J'AVAIS DÉJÀ ASSISTÉ À LA RÉPRESSION VIOLENTE DE MANIFESTATIONS. MAIS C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE CETTE VIOLENCE EST AUSSI VISIBLE. » Bahman Ghobadi

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMUEL BLUMENFELD
PHOTOS RICHARD DUMAS POUR LE MONDE MAGAZINE

Bahman Ghobadi porte aujourd'hui au poignet le bracelet vert des manifestants de Téhéran, sévèrement réprimés et, pour certains, assassinés, à la suite de l'élection présidentielle de juin confisquée par le président Ahmadinejad. Le réalisateur des *Chats persans* tient dans sa main un téléphone portable, qu'il ne lâche jamais. A l'heure où en Iran les médias sont largement contrôlés par le pouvoir des mollahs, où l'Internet est filtré par la censure gouvernementale, ce téléphone reste pour lui la seule fenêtre ouverte sur le monde extérieur.

Lorsque le metteur en scène iranien avait présenté *Les Chats persans* au Festival de Cannes cette année – neuf ans après y avoir obtenu, pour *Un temps pour l'ivresse des chevaux*, la Caméra d'or récompensant le meilleur premier film –, son film était programmé pour créer l'événement (il a reçu un

prix spécial « Un certain regard »). Il révélait le bouillonnement de la scène musicale underground à Téhéran. Et s'imposait comme le prototype d'un autre cinéma iranien qui, désormais, attaque de front le régime.

Dans le film de Ghobadi, deux garçons et une fille, Ashkan, Negar et Hamed, aiment la musique moderne et veulent en jouer. Mais l'islam des mollahs les étouffe. Cet islam qui juge sacrilège la musique, orientale et occidentale, car elle procure des émotions, comme la joie et, plus grave encore, du plaisir. Ces trois impies s'enfouissent sous terre, dans des caves, s'éloignent en rase campagne, tissent des réseaux secrets pour répéter à l'abri de la police, et cherchent des papiers leur permettant de rejoindre l'Europe. Cette jeunesse de Téhéran est la plus récente et la

plus tragique incarnation de l'underground.

NÉ DANS L'URGENCE

Les Chats persans a été tourné clandestinement, sans autorisation, en dix-sept jours, de nuit le plus souvent. Il est né dans l'urgence, en mouvement, à toute vitesse, afin de détourner l'attention de la police et de rassurer des techniciens effrayés à l'idée de finir leurs jours en prison. Il a fallu que ce film devienne hors-la-loi pour voir le jour.

Le destin des interprètes du film a été brutalement bouleversé depuis sa présentation à Cannes. La coscénariste des *Chats persans* et compagne de Bahman Ghobadi, Roxana Saberi, poursuit aux Etats-Unis son combat en faveur des libertés dans son pays d'ori-

gine. C'est elle qui, journaliste irano-américaine, accusée d'espionnage, avait été emprisonnée

en Iran au printemps, avant d'être libérée sous la pression internationale. Deux des deux jeunes comédiens du film, Ashkan Koo-shanejad et Negar Shaghaghî, dont *Les Chats persans* raconte sans fard l'histoire, ont demandé et obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne. Après son retour en Iran, et un bref séjour en prison pour avoir émis des critiques sur le régime durant le Festival de Cannes, Bahman Ghobadi navigue entre Europe et Amérique en attendant de choisir sa terre d'asile.

Le cinéma iranien est placé sous l'éteignoir depuis les brillantes années 1990, où le régime islamiste, alors plus soucieux de son image à l'étranger, permettait de respirer à une géné-

ration de cinéastes - Abbas Kiarostami, Amir Naderi, Jafar Panahi, Mohsen Makhmalbaf et Bahman Ghobadi. En juillet, Jafar Panahi était incarcéré, avec sa femme et sa fille, après avoir participé à une commémoration des manifestants tués par le régime dans la foulée des élections. En octobre, le producteur Mojtaba Mir-tahmaseb se voyait assigné à résidence à cause de son comportement après l'élection présidentielle de juin. Kiarostami tourne désormais hors d'Iran. Naderi vit à New York. Pour retrouver un nouveau souffle, le cinéma iranien vit au diapason des citoyens de son pays : dans l'attente d'une révolution. □

2 Kurds killed during protests in Turkey

DIYARBAKIR, TURKEY

FROM NEWS REPORTS

Two Kurds protesting the closure of a pro-Kurdish party were shot and killed Tuesday, and seven people were wounded, after shopkeepers attacked them in the southeastern Turkish town of Mus, security officials said.

"The situation here is very tense," said Ziya Akkaya, the mayor of Bulanik, a mainly Kurdish town in southeast Turkey.

One shopkeeper was detained for opening fire on the protesters, the state-run Anatolian news agency reported. The mayor said Kurds throwing stones damaged a textiles shop.

The fatalities were the first following days of violence and street protests after the Constitutional Court ruled Friday to ban the only Kurdish party in Parliament.

A student was killed in clashes with the police a week earlier as tensions began to rise in the mainly Kurdish southeast.

The police detained two people and seized a bag full of explosives in a bus station in the neighboring southeastern province of Mardin on Tuesday, security officials said.

CNN-Turk television reported that in Bulanik, about 350 kilometers, or 220 miles, west of Turkey's border with Iran, dozens of Kurdish youths went on a rampage, throwing stones and fire-bombs at banks and shops on the town's main street.

The police detained the shopkeeper, who has not been identified.

Television footage showed officers firing tear gas to disperse the protesters, who hurled stones at a police armored personnel carrier.

The Constitutional Court, using a con-



AGENCE FRANCE-PRESSE

Police officers taking a Kurdish protester into custody in Diyarbakir this week.

troversial political parties act, on Friday found the Democratic Society Party, or D.T.P., guilty of cooperating with rebels from the Kurdish separatist movement P.K.K.

The decision was criticized by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, whose government is trying to increase Kurdish rights in an attempt to end a 25-year conflict that has killed 40,000 people.

The court ruling is seen as a setback for Turkey's faltering hopes of joining the European Union. The European Commission this week said the ruling deprived voters of the political representation needed for Turkey to fulfill its democratic mandate.

The same prosecutor who won the court's support to ban the D.T.P. had unsuccessfully tried to have Mr. Erdogan's

AK Party banned in 2008 on the grounds that it contravened Turkey's secular Constitution.

Mr. Erdogan, whose party has Islamist roots, on Monday called for national unity and said Turkey would overcome its problems. He needs the Kurds' support for his Kurdish initiative, which is vigorously opposed by nationalists.

Analysts say the danger is that the ban on the D.T.P. will further alienate Kurds and could build support for militants.

D.T.P. lawmakers announced Monday that they planned to resign soon from Parliament in a move that could lead to early elections in dozens of districts.

The party also plans to appeal against the Parliament's dissolution order at the European Court of Human Rights in Strasbourg. (REUTERS, AP)

Sunnis in Kirkuk try to reclaim voice

KIRKUK, IRAQ

Reconciling loss of power after U.S.-led invasion proves an enduring task

BY SAM DAGHER

Sheik Abdul-Rahman Munshid al-Assi turned to politics after he and his son were released from an American prison in Iraq last year after being held for almost one year on charges of aiding the insurgency.

An outspoken and influential tribal leader, he formed the Arab Political Council to represent Sunnis here in Kirkuk. He recruited candidates to run in the coming national elections. He is forging a political bloc with Arab nationalists, other tribal leaders and former members of Saddam Hussein's outlawed Baath party as a counterweight to Kurds in the province.

Like many in Sunni areas from Anbar to Mosul to Kirkuk, however, the sheik's transition from fierce opponent of Iraq's nascent democratic government to a political leader embracing it hardly seems complete. He has yet to renounce the insurgency, though he denies directly supporting it, and warns that more violence could come.

"Sunnis Arabs are still not reconciled to the fact that they lost power in Iraq," Sheik Abdul-Rahman said in an interview at his home in Kirkuk. "This will never leave their mind, even if they are engaged in the political process."

The sheik's ambivalence reflects the disillusionment and disenfranchisement at the heart of the political impasse that stalled the new election for months before intense pressure from the United States, the United Nations and even Turkey forced Iraqi leaders into an eleventh-hour deal this week.

The distrust felt by many Sunnis remains one of the biggest obstacles to political progress and, with it, security. A senior American diplomat who recently departed Iraq said it was what kept "the embers of the insurgency" burning.

Barham Salih, the current prime minister of the semiautonomous Kurdistan region of Iraq, says Sunni Arabs in Iraq still need to come to terms with the idea that they can no longer lead the country alone and must share power with Shiites, Kurds and other groups. He says Kurds will never again accept "second citizen" status in Iraq.

"If Iraq cannot come to terms with these realities, then Iraq is condemned to this perpetual cycle of violence, no

doubt," Mr. Salih, who previously held the post of deputy prime minister in the central government, said in an interview in the region's capital, Erbil.

The national election, now scheduled for March, is supposed to enfranchise Sunnis, who largely boycotted the last vote, in 2005. Instead, the unending jockeying over the election rules has fueled anger and resentment, exposing ethnic and sectarian divisions, particularly in an arc of disputed territory from Mosul to Kirkuk.

The dispute between Arabs, Kurds, Turkmen and other minority groups over the oil city of Kirkuk and a resource-rich swath of northern Iraq remains the biggest obstacle to long-term stability. In fact, it was the issue of Kirkuk and who should be counted as a true Kirkuki that initially held up a new election law. Then it was representation for Iraqi refugees and whether more seats in the future Parliament should be allocated to Kurdish provinces in what appeared to be at the expense of predominantly Sunni Arab provinces.

Sheik Abdul-Rahman's reaction at the time underscored the fragility of the Iraqi political system. He denounced the law as a Zionist conspiracy to partition Iraq into "artificial statelets" and called for an election boycott.

"It is our obligation to boycott elections that do not guarantee the rights of those provinces that have seen their rights stolen in favor of the Kurdistan coalition," he said in a statement at the end of November.

His cousin was more blunt. "The war between Arabs and Kurds is a given," said the cousin, Sheik Ghassan Mizher al-Assi.

The election disputes have largely unraveled efforts by Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki to reach out to Sunnis, particularly here in Kirkuk. Mr. Maliki met Sheik Ghassan and another cousin in October to lobby support for the election law. But still both men criticize their uncle, another tribal leader, for presenting Mr. Maliki, a Shiite, with the cloak of their tribe, the Obeid. The gesture was supposed to symbolize the tribe's unwavering allegiance to the central government.

Here in bucolic Arab villages between Kirkuk and the former insurgent-stronghold of Hawija to the west, crisscrossed with strategic oil pipelines and other infrastructure, the sources of the Sunnis' anger are abundant. They include Kurdish historical claims to Kirkuk, a four-year drought that has crippled local agriculture and lack of jobs.

The overriding issue, however, is a

loss of power and prestige felt during Mr. Hussein's rule. Sheik Abdul-Rahman and his cousins belong to the Obeid, one of the main tribal confederations in Iraq, which mostly trace their roots to the Arabian Peninsula. Members of a tribe are bound by kinship and a strict code of honor, which along with Islam mold Sunni Arab identity in Iraq.

Like many other tribes the Obeid were part of the backbone of Mr. Hussein's former Sunni Arab-dominated regime. After the American invasion of Iraq in 2003, the Obeid and the Kirkuk region provided sanctuary to Saddam-era fugitives and manpower to the insurgency. So many Obeidis were arrested that the former American prison, Camp Bucca, had a separate section for them.

At a prisoner release ceremony in Kirkuk in November, seven out of the nine people flown here from an American-run prison in Taji, near Baghdad,

"If you were in the security forces during the previous regime, then you are a Saddamist and a terrorist."

were Obeidis. Two were farmers accused of planting roadside bombs.

Sheik Abdul-Rahman and his cousins say that they, like many other Sunni Arabs, are still engaged in a fight for their existence, way of life and what they view as their fair share of power in the new Iraq. The sheik says his entry into politics is one tool in this struggle, and believes that the insurgency, or what he calls the "honest resistance," is still needed to fend off a perceived and impending Kurdish threat.

Others in the tribe say the insurgency remains necessary because they still feel marginalized and vilified by the Kurds and the Shiite-led government in Baghdad for their ties to the previous regime.

"If you were in the security forces during the previous regime, then you are a Saddamist and a terrorist," said Shaalan al-Obeidi, a resident of the village of Al-Riyadh, who is now jobless.

Given such bleak prospects, many of the Obeid tribal leaders say they have no authority or motivation to tell their kinsmen to abandon the insurgency.

"Frankly we have the same doubts as our people," said Sheik Burhan Mizher al-Assi, another cousin of Sheik Abdul-Rahman and a member of the Kirkuk provincial council.

Turquie : opération boomerang

Le plan lancé, sans grande conviction, par le gouvernement pour tenter d'apaiser la « question kurde » menace d'aboutir à l'effet inverse.

| Jeune Afrique |

Par Joséphine Dedet

L'INITIATIVE pour la paix tourne au cauchemar. Annoncé par le gouvernement AKP en août, puis présenté en catimini et à peine débattu au Parlement à la mi-novembre, le « plan kurde » était censé accorder des droits à cette minorité de 15 millions de personnes et amener les séparatistes du PKK à déposer les armes après vingt-cinq ans de conflit (plus de 40 000 morts, dont 35 000 Kurdes, entre 1984 et 1999 et, aujourd'hui encore, des combats sporadiques).

C'est raté. D'abord, parce qu'aux yeux des intéressés le contenu de ce plan est très insuffisant. Comment pouvait-il en être autrement? Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre, s'était décidé à agir sous la pression de Barack Obama, soucieux d'apaiser la question kurde en Turquie et en Irak pour stabiliser la région. Mais son gouvernement s'est attaqué à ce dossier ultrasensible à reculons, sachant que sa seule évocation suffit à provoquer d'inquiétantes bouffées de nationalisme.

Pour l'armée et le camp laïc dans son ensemble, ce plan émanait des « islamistes » (l'AKP) et était destiné aux « séparatistes » (les Kurdes). Il fallait donc le détruire. Mission accomplie. Le 11 décembre, accélérant une procédure qui traînait depuis deux ans et prenant le gouvernement à revers, la Cour constitutionnelle a prononcé l'interdiction du Parti pour une société démocratique (DTP, prokurde), quatrième formation politique du pays, qui comptait 21 députés et avait recueilli 2,2 millions de voix lors des municipales du mois de mars. En même temps, elle a banni de la vie politique trente-sept de ses diri-



Protestation contre l'interdiction d'un parti prokurde, le 15 décembre à Istanbul © AFP

geants, dont deux députés, provoquant la démission collective de leurs collègues.

« Activités nuisibles »

Selon un scénario bien rodé, la Cour s'est appuyée sur la Constitution, œuvre des auteurs du coup d'État militaire de 1980, et sur la loi sur les partis politiques, dont les démocrates turcs et l'Union européenne (UE) s'escriment à demander l'abrogation. C'est la neuvième fois qu'un parti kurde est fermé ou dissous, à l'instar de plusieurs partis islamistes. L'AKP lui-même a failli être interdit pour « activités anti-laïques », en 2008.

Accusé de mener des « activités nuisibles à l'unité indivisible de l'État » de concert avec le PKK, le DTP s'est défendu de toute collusion et a rappelé qu'il se comporte de manière exemplaire au Parlement. Mais ce parti de gauche, partisan de l'adoption d'une Constitution démocratique et de l'adhésion à l'UE, n'a pas vraiment réussi à élargir sa base électorale au-delà des Kurdes. Surtout, il a donné prise à ses accusateurs en refusant de qualifier le PKK d'organisation terroriste et en appelant à l'associer au règlement de la question kurde.

Au-delà des péripéties juridiques (le DTP se reconstitue en Parti pour la paix et la démocratie, BDP, et va porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme), la rapidité avec laquelle le plan kurde s'est retourné contre ses auteurs n'augure pas des jours faciles.

Alors que huit projets de coups d'État militaires contre l'AKP ont été écartés, l'interdiction du DTP exacerbe les tensions intercommunautaires. Pas un jour ne passe sans que les Kurdes manifestent leur colère, dans l'Est et le Sud-Est anatolien (où vivent la majorité d'entre eux), à Istanbul (où une étudiante a été tuée) et dans plusieurs grandes villes. Face à eux, des ultranationalistes turcs brandissent des armes à feu (comme à Diyarbakir: un étudiant tué, le 14 décembre, et à Bulanik: 2 morts et 7 blessés, le 15) et leur parti, le MHP, entame une série de meetings alors qu'aucune échéance électorale n'est en vue. Conscient du risque d'engrenage, Erdogan a appelé « son peuple » à ne pas « tomber dans le piège de la provocation » et se dit déterminé à poursuivre le processus de démocratisation en 2010, avec le soutien de l'UE. Les prochaines semaines seront cruciales.

AP Associated Press

Des Kurdes vivant en Suède sur les listes Interpol

22 DECEMBRE 2009 - Associated Press

DIX CITOYENS suédois, d'origine kurde, qui résistent au régime iranien, ont demandé à être rayés des listes des personnes recherchées par Interpol. Ils critiquent l'agence internationale de police pour sa tendance à se plier aux desiderata des gouvernements.

Les dix hommes de la liste vivent depuis vingt ans en Suède avec un statut de réfugiés politiques, mais Téhéran les considère soit comme des terroristes soit comme des criminels, et a obtenu à ce titre leur mention sur les listes de personnes recherchées. Un classement qu'ils jugent politiquement motivé.

L'un des intéressés, Rasoul Banavand, a dit à l'Associated Press avoir été choqué en découvrant son nom et sa photo sur le site d'Interpol, avec celles des neuf autres. C'est une expérience horrible pour lui et sa famille, affirme-t-il, et il a peur de se rendre à l'étranger. Il reconnaît avoir été un opposant actif pendant trente ans, et ne pas être surpris que Téhéran le classe comme terroriste, mais il conteste le fait qu'une organisation inter-

naionale fasse de même.

Selon Interpol, les individus mentionnés sont recherchés par des juridictions nationales ou internationales, et son rôle est d'assister les polices des pays concernés pour identifier et localiser les individus listés, afin qu'ils soient arrêtés et extradés.

Devenus citoyens suédois, ces hommes ne sont pas extradables, mais pourraient être jugés dans leur pays d'accueil si l'Iran fournissait des preuves suffisantes à leur encontre, estime le procureur suédois Tomas Lindstrand.

Banavand et les autres membres de la liste rouge sont affiliés au parti communiste iranien hekmatiste, issu d'une scission du PC-ouvrier d'Iran, qui prône l'insurrection armée contre le régime des mollahs.

La charte d'Interpol interdit toute intervention ou activité à caractère politique, militaire, religieux ou racial. Mais l'organisation précise qu'il ne lui appartient pas de vérifier la légitimité des informations fournies par ses membres.

Disparitions

Jusqu'au bout, les autorités de Téhéran l'auront poursuivi de leur vindicte. Mort samedi 19 décembre à Qom, la ville sainte iranienne, Hossein-Ali Montazeri, l'ancien dauphin déchu du père de la République islamique, l'ayatollah Khomeyni, était un personnage gênant pour le régime fondamentaliste qui a appuyé la réélection contestée, en juin, du président Ahmadinejad.

1922 Naissance à Najafabad (Iran)

1979 Idéologue de la révolution islamique aux côtés de l'ayatollah Khomeyni

1989 A la mort de l'ayatollah Khomeyni, il est écarté du pouvoir

1997 Devient un des principaux opposant à Ali Khamenei, le Guide suprême

19 décembre 2009 Mort à Qom (Iran)

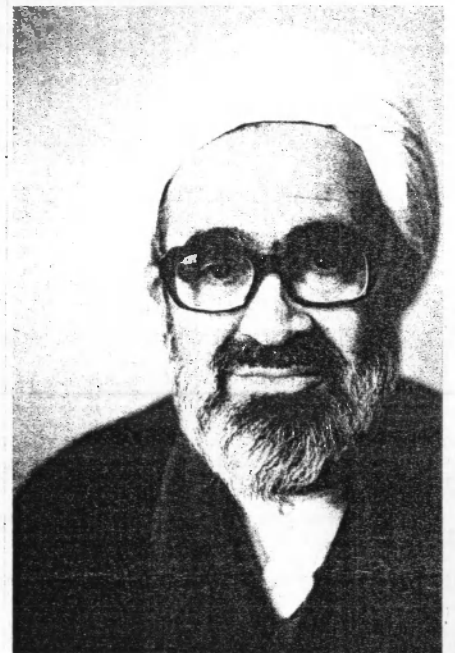
Grand ayatollah iranien

Hossein-Ali Montazeri

En dépit des milliers de fidèles en deuil qui lui ont rendu hommage dans tout le pays, la presse officielle a minimisé l'événement, omettant le plus souvent les titres – « *grand ayatollah* » ou encore « *marja* » (« source d'imitation ») – qui faisaient de M. Montazeri une des autorités religieuses chiites les plus éminentes et respectées.

Ce vieillard de 87 ans, affaibli par la maladie mais qui avait gardé toute sa combativité et son intelligence, était à lui seul un symbole de l'évolution de l'Iran révolutionnaire de ces trente dernières années. Une personnalité paradoxale : au sortir des geôles du chah, où il passa plusieurs années, il fut l'un des principaux idéologues de la République islamique en 1979, avant de devenir par la suite son plus féroce critique.

Né en 1922 à Najafabad, au sud de Téhéran, Hossein-Ali Montazeri avait étudié la théologie à Ispahan, puis à Qom, où son



Iran

Les obsèques du grand ayatollah Montazeri ont tourné à la manifestation contre le pouvoir



QOM. Les obsèques du grand ayatollah contestataire Hossein-Ali Montazeri, lundi 21 décembre, à Qom, en présence d'une foule immense (photo), ont été l'occasion d'accrochages entre opposants et partisans du régime iranien. En l'absence des médias étrangers, qui n'avaient pas été autorisés à y assister, ces incidents ont été rapportés par les sites Internet des opposants. Le site Ayande affirme qu'« environ 2 000 adversaires » de l'ayatollah décédé ont interrompu une cérémonie à sa mémoire dans une mosquée de la ville, la mosquée Azam, et « ont déchiré des pancartes ». Des violences ont aussi éclaté lorsque des forces de sécurité massées autour de la maison de Montazeri se sont heurtées à des manifestants qui lançaient des pierres, selon le site Norooz. Le site Parlemanews a fait état de coups de feu en l'air et de tirs de gaz lacrymogène près du principal lieu saint de Qom. Pour leur part, les médias officiels ont rapporté que les obsèques s'étaient déroulées « en présence des partisans » de Montazeri. Théologien et juriste respecté, l'ayatollah Montazeri était l'un des théoriciens de la révolution de 1979. – (AFP) ■ PHOTO : REUTERS

maître n'était autre que celui qui deviendra plus tard l'ayatollah Khomeyni. Entre les deux hommes, le lien était très fort. Durant l'exil de l'ayatollah Khomeyni, M. Montazeri était son « correspondant » en Iran. Ce qui lui vaudra de le retrouver à Neauphle-le-Château, près de Paris, avant son retour triomphal en Iran en 1979. Pour mieux le surveiller, les agents des services français, nous racontera un jour M. Montazeri, lui firent visiter la tour Eiffel et le Trocadéro. Lui rêvait déjà de s'atteler à la future constitution.

Il le fera, à peine rentré. C'est lui qui conceptualisa dans la République islamique le principe essentiel du *Velayat-e faqih*, qui établit la suprématie du religieux sur la politique. Il sera aussi désigné imam de la prière du vendredi – un rôle-clé de « propagande » – et président de l'Assemblée des experts. Mais, plus que tout, l'ayatollah Montazeri sera le dauphin désigné du guide Khomeyni.

Très vite, le dauphin va critiquer le maître. Il estime d'abord que la guerre contre l'Irak (1980-1988) s'est trop « prolongée ». Puis, au lendemain de la paix, il s'insurge contre les massacres en masse d'opposants, parfois très jeunes : « *Les méthodes de vos services secrets ne valent pas mieux que celles du temps du chah* », ose-t-il écrire à l'ayatollah Khomeyni, qui ne lui pardonnera pas.

Lorsque ce dernier meurt, en 1989, M. Montazeri, écarté, n'est plus le dauphin. C'est Ali Khamenei, un religieux moins prestigieux et plus « politique », qui devient le nouveau Guide suprême.

Peu à peu déchu de ses fonctions, l'ayatollah Montazeri, qui critique les « dérives » de la République islamique, finit par

La contestation continue en Iran malgré une répression accrue

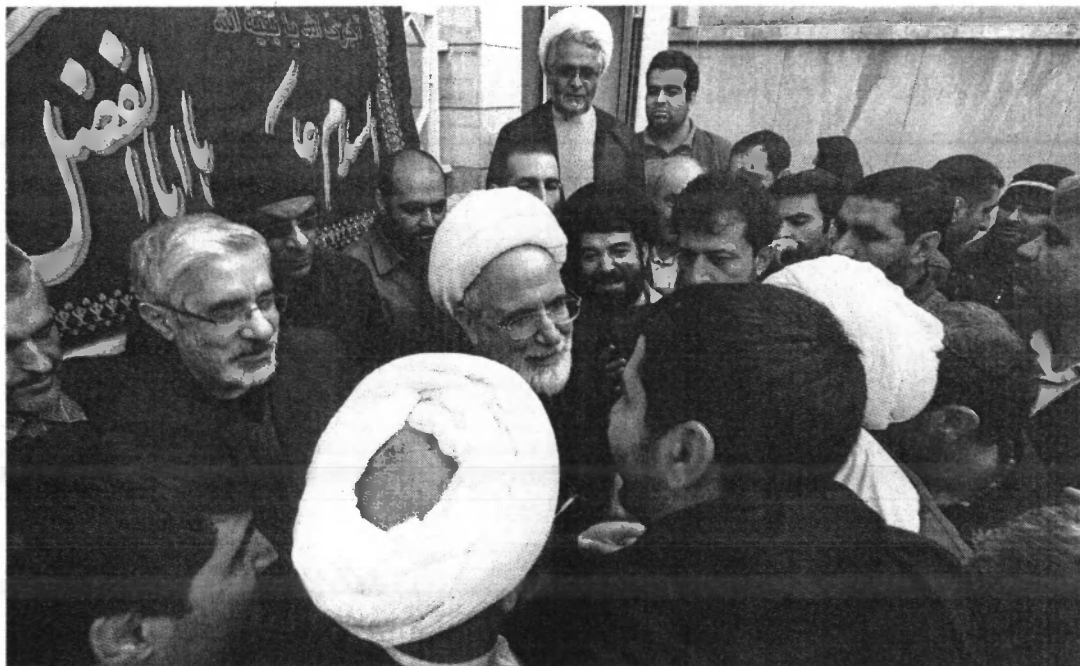
Le régime prévient qu'il agira « avec fermeté contre les perturbateurs de l'ordre ». Amnesty International constate que la situation des droits de l'homme est « la pire depuis vingt ans »

La contestation ne faiblit pas. Quarante-huit heures après les affrontements qui ont marqué les obsèques de l'ayatollah Montazeri à Qom, de nouveaux troubles ont eu lieu, mercredi 23 décembre, à Ispahan et Najafabad (dans le centre du pays), alors que la police tentait d'empêcher le rassemblement, dans une mosquée, des partisans de l'ayatollah défunt. Selon l'opposition, une cinquantaine de personnes auraient été arrêtées. D'autres incidents pourraient avoir lieu dimanche, pour l'Achoura, grande fête religieuse chiite qui coïncidera avec le septième jour de deuil de la mort de l'ayatollah Montazeri.

Le pouvoir est décidé à empêcher que le mouvement de contestation s'étende. « Nous conseillons à ce mouvement [l'opposition] de cesser ses actions, sinon la police agira avec fermeté contre les perturbateurs de l'ordre », a prévenu, mercredi, le chef de la police, le général Ismaïl Moghadam. C'est déjà le cas. Six mois après l'élection controversée du président Mahmoud Ahmadinejad, le 12 juin, la répression se poursuit. Et le bilan est lourd : une quarantaine de morts officiellement (l'opposition parle de plus de 70) ; cinq condamnations à mort ; des peines de prison pour les opposants.

La situation des droits de l'homme est « la pire qu'ait connue le pays depuis vingt ans », selon le dernier rapport d'Amnesty International, daté du 10 décembre. Le document dénonce « la torture, les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires » et note que « les investigations annoncées [par les autorités] semblent avoir pour objectif de dissimuler les atteintes aux droits humains plutôt que de faire éclater la vérité ».

Pour Karim Lahidji, juriste et président de la Ligue des droits de l'homme iranienne, le plus préoccupant est le côté « systématique » de cette répression. « Depuis quelques mois, lorsque quelqu'un est arrêté, il



Mir Hossein Moussavi (deuxième à gauche) et le religieux Mehdi Karoubi, figures de proue de l'opposition, participent aux obsèques de l'ayatollah Montazeri, le 21 décembre à Qom. REUTERS

est souvent soumis à de mauvais traitements ou contraint de faire des « aveux » pour justifier une condamnation à venir, mais c'est aussi tout son entourage qui est visé. Cela ne s'était jamais produit, explique-t-il. On exige, par exemple, des cautions exorbitantes qui contraignent parfois les familles à hypothéquer leurs biens. »

Exécutions publiques

Dans d'autres cas, explique encore Karim Lahidji, les proches de la personne arrêtée sont « remerciés » et perdent leur travail. Et de citer le cas de la journaliste Nargis Mohammadi, porte-parole du centre pour les droits de l'homme animé par le Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi. « Le mari de Nargis, Tarid Armani, qui appartient à un mouvement progressiste, a passé dix ans en prison. A sa sortie, il était bien sûr au chômage. Sa femme a été convoquée il y a un mois. On lui a signifié qu'elle était licenciée. »

En prison, l'arbitraire est de mise.

D'après les confidences de la femme du journaliste économique Saïd Leylaz, condamné à neuf ans de prison, elle a eu droit à voir son mari seulement deux fois en six mois. Lui n'a jamais su quand se tiendrait son procès. Un jour, on l'a prévenu : « C'est maintenant. Tu as dix minutes pour préparer ta défense. » L'avocat n'a pas été convoqué. Il a simplement été informé de la sentence.

Autre cas, celui de Bezaad Nabavi, un ex-ministre de 72 ans, condamné à six ans de prison. Peu après avoir subi une intervention chirurgicale, il a été autorisé à aller se reposer à son domicile. Mais, pour ce faire, il a été contraint de verser une caution de 65 000 euros. Toutefois, comme il avait raconté ses conditions de détention à des amis, on l'a remis en prison au bout d'une semaine, malgré la caution versée.

« Sur quatre mille personnes arrêtées après l'élection de juin, six cents sont toujours détenues. Sans compter toutes celles incarcérées depuis, observe M. Lahidji. Cer-

tains détenus sont en prison depuis le début de la contestation, il y a six mois, sans que l'on sache même s'ils auront un procès et quand. C'est le cas de l'ex-vice-ministre de l'intérieur Mostapha Tajzadeh, de l'ex-porte-parole de la présidence réformatrice de M. Khatami, Abdollah Raminzanzadeh, ou encore d'Ahza Mansouri, membre du bureau politique du parti réformateur. »

Le régime multiplie aussi les exécutions publiques de criminels de droit commun – ou présentés comme tels –, juste pour briser toute tentative de contestation. En 2008, 380 exécutions ont eu lieu en Iran ; les chiffres de 2009 seront plus élevés encore. L'Iran est passé juste derrière la Chine pour le nombre d'exécutions. L'un des rares journaux à avoir ouvertement critiqué cette politique de répression, Ayat Now (« Nouvelle vie »), est dirigé par un frère cadet du guide suprême, Ali Khamenei. Le journal a été suspendu. ■

Marie-Claude Decamps

s'en prendre, en 1997, au nouveau Guide, dont il conteste publiquement la légitimité religieuse et politique. La réaction sera brutale. Sa mosquée et ses livres à Qom sont mis à sac, ses partisans malmenés. Lui-même passera cinq ans en résidence hautement surveillée.

Durant toutes ces années, il refusera de rentrer dans le rang, ne renonçant pas, lorsqu'il en a l'occasion, à exprimer ses idées. Des idées qui ont radicalement évolué, car M. Montazeri reconnaîtra publiquement « s'être trompé ». D'abord sur la prise de l'ambassade américaine, en novembre 1979, « une erreur ». Et surtout, sur le principe du *Velayat-e-faqih*, dont il estime à présent qu'il gangrène la République islamique, qui n'a rien à gagner à pareil attela-

ge, en mélangeant la politique à la religion.

Aux côtés des manifestants

Au nom de ses « devoirs éthiques de religieux », pour lesquels il avait renoncé à tout, le vieil ayatollah était devenu le symbole de la résistance face à un pouvoir absolu. Nous recevant à Qom il y a quelques mois, il avait dressé un sombre bilan de la révolution : « *L'imam Khomeyni avait promis la liberté, il n'y en a aucune. Dites un mot, et c'est la prison. Quant à la République islamique, le mot république inclut démocratie et liberté. Où sont-elles ?* »

Le mouvement de contestation, brutalement réprimé, qui a suivi l'élection présidentielle de juin, le verra aux côtés des manifestants. Il condamnera les « procès

spectacles » et émettra même une *fatwa* contre le régime : « *N'ayez pas peur, chaque bon musulman a le devoir de s'opposer à l'injustice de ceux qui bafouent ses droits.* »

Un texte hautement symbolique. M. Montazeri choisissait le terme « *jaer* » (« despote usurpateur ») pour qualifier les autorités. Une expression utilisée seulement en deux occasions historiques par d'autres marjas en colère contre le pouvoir : en 1906, lors de la révolution constitutionnelle, par l'ayatollah Khorassani contre le roi Qadjar, Mohammed Ali Chah ; et pendant la Révolution islamique, par l'ayatollah Khomeyni, contre le chah Mohammad Reza Pahlavi. ■

Marie-Claude Decamps

INTERNATIONAL
Herald Tribune DECEMBER 21, 2009

Ayatollah Montazeri, 87; went from insider to critic in Iran

BEIRUT

BY ROBERT F. WORTH

Ayatollah Hossein Ali Montazeri, the plain-spoken senior Shiite cleric who helped forge Iran's system of religious government and went on to become a

OBITUARY

fierce critic of its hard-line rulers, died Sunday. He was 87.

He had heart failure while sleeping in his home in Qum, his son Ahmad told the Islamic Republic News Agency.

The ayatollah, who was once designated to succeed Ayatollah Ruhollah Khomeini as Iran's supreme leader, stepped away from the country's hard-line path in the 1980s. He later embraced the reform movement, which has come to view him as its spiritual father. His death was widely seen as creating a critical test of the opposition's struggle against the government power structure led by President Mahmoud Ahmadinejad and the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Senior opposition leaders, including the former presidential candidates Mir Hussein Moussavi and Mehdi Karubi, immediately began urging supporters to flock to Qum for his funeral Monday. The Iranian authorities are clearly bracing for a showdown: There were reports of riot police officers already gathering in the city, and Iranian news sites said the

government was planning to close the main highway between Tehran and Qum.

In Tehran, hundreds of people marched at Tehran University and at the University of Science and Industries, chanting, "Montazeri is alive!" And an opposition Web site, Peykeiran, reported that demonstrators had set fire to two buses in the ayatollah's hometown, Najafabad, and that riot police were opposing them there.

Large opposition protests had also been planned on the religious holiday of Ashura, next Sunday. That will coincide with the seventh day after Ayatollah Montazeri's death, an important marker in Shiite mourning ritual.

In the months since Iran's disputed June presidential elections, Ayatollah Montazeri has issued stinging denunciations of President Ahmadinejad's government, saying that the Islamic Republic is neither Islamic nor a republic, and that Ayatollah Khamenei had lost his legitimacy. Ayatollah Montazeri, who has long advocated greater civil liberties and women's rights in Iran, was clearly angered by the bloody crackdown that followed the elections.

Only two weeks ago, he warned that the Basij militia, which has brutally suppressed opposition street rallies, was forsaking the "path of God" for the "path of Satan."

Last month, he stunned many in Iran and abroad by apologizing for his role in the 1979 takeover of the U.S. Embassy in

Tehran, which he called a mistake.

Ayatollah Montazeri is widely regarded as the most knowledgeable religious scholar in Iran, and that gave his criticisms special potency, analysts say. His religious credentials also prevented the authorities from silencing or jailing him, even as they imprisoned scores of others for less inflammatory remarks.

Hossein Ali Montazeri was born in 1922 in Isfahan Province to a peasant family. He studied under Ayatollah Khomeini in Qum, and became involved in networks opposed to Shah Mohammed Reza Pahlavi, earning a four-year prison sentence in 1974. After the revolution in 1979, he played a central role in creating Iran's new Constitution, in part because of his authorship on the doctrine of *velayat-e-faqih*, or rule by clerics. But he argued that the clerics should play an advisory role and should not rule directly.

In the years after the revolution, Ayatollah Montazeri served as leader of Friday Prayers in Qum and as a deputy to Ayatollah Khomeini, who designated him as his successor in 1985.

But Ayatollah Montazeri gradually began to move away from his mentor's policies. In early 1989, after a mass execution of political prisoners, he published an article strongly condemning the decision and calling for a "political and ideological reconstruction."

Ayatollah Khomeini quickly denounced his subordinate, who was soon stripped of his post and even his title as grand ayatollah.

Anti-PKK operations lead to detention of Kurdish mayors

TODAY'S ZAMAN

More than 30 people, eight of them mayors, have been detained as a result of simultaneous operations in several provinces of Turkey against the Kurdish Communities Union, Turkey Council (KCK/TM), an organization that allegedly functions as the urban arm of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The Diyarbakır Chief Prosecutor's Office started operations early yesterday in 11 provinces: Ankara, Istanbul, Izmir, Diyarbakır, Siirt, Hakkari, Tunceli, Batman, Sanliurfa, Sırmak and Van. So far 33 people have been detained in the fifth continuing operation against the group.

Officials said the detainees are mostly KCK administrators. Among the detainees are Batman Mayor Necdet Atalay, Siirt Mayor Selim Sadak, Sırmak's Cizre town Mayor Aydın Budak, Diyarbakır's Kayapınar Mayor Zülküf Karatekin, Sur Mayor Abdullah Demirbag, Çınar Mayor Ahmet Cengiz, Viransehir Mayor Leyla Güven, Kızıltepe Mayor Ferhan Türk, former Dicle Mayor Abdullah Akengin, Diyarbakır Deputy Mayor Ali Simsek, now defunct Democratic Society Party's (DTP) Provincial Chairman Fırat Anlı and Human Rights Association (IHD) Vice President and Diyarbakır branch head Muharrem Erbey.

Hatip Dicle, who was among the group of people from the Democratic Society Congress asking for autonomy in Diyarbakır, was also detained in the operation.

Meanwhile, former DTP deputies who are now under the newly formed Peace and Democracy Party (BDP) gathered at the BDP headquarters in Ankara. They claimed that the operation was conducted in order to eliminate Kurds from politics. Former DTP Bitlis deputy Nezir Karabag, Tunceli deputy Serafettin Halis and Mus deputy Sırrı Sakık went to the party headquarters following the news about the operation.

At the entrance to the building Karaba? said, "This is not a KCK operation but an operation to eliminate Kurds from politics."

Former head of the DTP, Ahmet Türk, who also went to the headquarters of the BDP, said that he found out about the operations from the news. "An announcement will come from the BDP members. The detained people are our friends who have been involved in democratic politics," he said.



Police detained dozens of former members of banned pro-Kurdish DTP, including several mayors, in the Southeast. From left to right and from top to bottom: Politician Hatip Dicle, Cizre Mayor Aydın Budak, Batman Mayor Necdet Atalay, Kızıltepe Mayor Ferhan Türk, DTP Diyarbakır head Fırat Anlı, ?HD's Muharrem Erbey, Çınar Mayor Ahmet Cengiz, Ex-Mayor Hüseyin Kalkan

During his health check at the court, Kayapınar Mayor Karatekin shouted, "All Diyarbakır is KCK. You will not be able to finish the job by detaining me. You need to detain all the people of Diyarbakır."

In the meantime, a group of workers from the Mardin Kızıltepe Municipality started a sit-in protest in front of the building. The municipality workers also hung two black flags on the building to condemn the detentions. They said they will continue their protest until 1 p.m. today.

Deputy Mayor Serife Alp reminded people that one of the detainees was Mayor Türk and added that he had been elected by 78 percent of the vote. "They confiscated mobile phones and computers during the police raid. As members of the municipal assembly, we are all behind our mayor. We will express our reaction democratically," she said.

Akın Birdal, an independent deputy from Diyarbakır, reacted to the operation by saying, "People's freedom of choice has been detained."

He also said that the timing of the operation was not a coincidence. "It's an operation to change the agenda. It cuts the Kurdish initiative, peace and democratic solutions short. It's a matter of concern," he said. "It's an operation which fails one's hopes in the New Year."

Another issue Birdal raised was that whether or not the operation was done "with the consent of the government, outside the consent of the government or despite the government."

Some gov't advisors should at least visit Diyarbakır once

On a similar note, the head of the Diyarbakır Bar Association, Emin Aktar, said that the judiciary is trying to shape politics.

"Some people advise the government what to do. They tell the government that if some people are arrested then every-

thing will

be all right and pro-Kurdish politics will be shaped according to the wishes of the government. But those advisers should come to Diyarbakır once in their life, observe how things are here and reconsider their advisors' advice after seeing the realities," he said.

Hamit Geylani, an independent deputy from Hakkari, said that the new party's steps in democracy and peace have been obstructed in reference to the establishment of the BDP to replace DTP. "Operations are a blow to democracy. They show that the opening was closed," he said referring to the government's democracy initiative to provide more rights and freedoms to people including the Kurds.

The harshest criticism of the operation came from Diyarbakır Mayor Osman Baydemir who said that they should not be classified as "doves and eagles."

"Those who are scared of being unseated from their positions as mayors and deputies are despicable," he said. "Whatever laws that our 16 friends under detention transgressed, we did the same." On the other hand, Sedat Laçiner, a senior analyst at the Ankara-based International Strategic Research Organization (ISRO/USAK), said that the operations should continue because the KCK/TM is the obstacle in front of the democratic initiative.

"The operations should continue to eliminate elements of the PKK. The KCK/TM has not been active in the provinces that were targeted by operations before," he added.

Indictment details KCK/TM structure

The indictment about structure the of the KCK/TM prepared in May this year indicated that the KCK/TM carries out judiciary actions against some mayors who do not act in line with the KCK's views.

The illegal organization also has also "constitution" which talks about plans regarding a "Democratic Republic" and "Free Municipalities."

According to the indictment, the PKK's European representative, Sabri Ok, who is known as "Amed," had a phone conversation with Diyarbakır Mayor Baydemir asking him a favor.

KCK/TM members would pay frequent visits to the PKK camps in Kandil and share their observations with their members, the indictment stated. When the KCK/TM members talked about the PKK

they used terms like "organization" and "movement." And when they referred to the imprisoned leader of the PKK, Abdullah Öcalan, they used the expression "leadership."

The indictment also indicated that the KCK/TM takes orders from one of the senior PKK leaders, Murat Karayılan, who allegedly said, "Try to have the Kurdish people pour out on streets and demand their rights."

Sources said the KCK was restructured following an operation into the group on April 14 and they started to act upon

Öcalan's expression that his prison cell was too restrictive. Then street demonstrations followed in which four people died. During the street demonstrations security forces listened to the phone conversations of the KCK members resulting in yesterday's operations.

la-Croix 31 décembre 2009

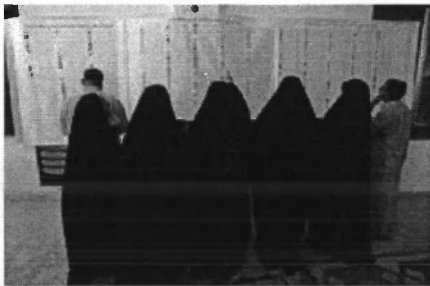
Irak: la violence jugulée, le pays se prépare à de nouvelles élections en 2010

BAGDAD (AFP) -

L'Irak, qui a réussi à juguler la violence, doit tenir en mars ses deuxièmes élections législatives depuis la chute de Saddam Hussein, étape indispensable à la stabilité du pays au moment où les troupes américaines doivent réduire de moitié leur présence dans ce pays. Evènement

Outre ces signes de normalisation, l'Irak affiche de grandes ambitions pétrolières en voulant produire 12 millions de barils (mbj) de brut par jour en 2016, après l'attribution pour la première fois depuis 35 ans de ses principaux champs pétroliers à des compagnies étrangères.

Selon les chiffres officiels, 3.114 civils, militaires et policiers irakiens ont été tués entre janvier et novembre 2009. Ce chiffre, énorme en comparaison avec des pays pacifiés, révèle une remarquable baisse par rapport aux 6.798 morts de 2008, aux 17.783 de 2007 et aux 34.452 de 2006, quand les violences confessionnelles étaient à leur apogée.



Affaibli par la défection de milliers de combattants sunnites qui ont retourné leurs armes contre lui, le réseau Al-Qaïda a dû changer de stratégie. Il a abandonné la guerre confessionnelle qui n'a pas abouti à l'éclatement du pays pour mener des actions spectaculaires contre des institutions étatiques à Bagdad.

Les 19 août, 25 octobre et 8 décembre, des voitures piégées souvent conduites par des kamikazes ont visé des bâtiments publics tels que les ministères des Affaires étrangères, des Finances, de la Justice, le gouvernorat de Bagdad et un grand tribunal, faisant au moins 386 tués et 1.500 blessés.

Ce nouveau mode opératoire a pris de court le Premier ministre et les ministres chargés de la sécurité, qui ont dû s'expliquer devant le Parlement sur l'incapacité du gouvernement à faire face à ces attaques.

Ce sujet sera un des thèmes des élections législatives du 7 mars auxquelles les sunnites, qui ont perdu le pouvoir en 2003 après 80 ans de domination, devraient participer en masse. En 2005, ils s'étaient largement abstenus, entraînant leur sous-représentation dans un Parlement dominé par les chiites et les Kurdes.

La tenue de ces élections devraient aussi donner le signal de la deuxième et avant-dernière étape du retrait des forces américaines, dernier contingent de la Force multinationale qui avait envahi le pays il y a plus de six ans. Son nom changera d'ailleurs au début de l'année pour devenir les Forces américaines en Irak (USF-I).

Le 30 juin, elles se sont déjà retirées des villes et des localités en transférant le pouvoir aux forces de sécurité irakiennes. A la fin août 2010, 50.000 troupes de combat auront quitté l'Irak et il ne restera qu'une force résiduelle de 65.000 hommes qui partira au plus tard fin 2011.

Si les services de première nécessité comme l'électricité et l'eau courante ne sont toujours pas disponibles pour tous les citoyens et si la reconstruction marque le pas malgré les promesses des dirigeants, l'Irak a franchi un pas important dans l'exploitation de sa première source de revenus: le pétrole.

Le pays pourra théoriquement produire 12 mbj en 2016 après l'attribution en juin et décembre de l'exploitation de dix champs pétroliers à des compagnies étrangères.

Alors qu'il n'extrait actuellement que 2,5 mbj, "la production de l'Irak atteindra dans six ans 12 mbj ce qui en fera le premier producteur au monde", affirme le ministre irakien du Pétrole Hussein Chahristani.

"Cela rapportera à l'Irak 200 milliards de dollars dans six ans. Il reste encore 50 champs pétroliers qui n'ont pas encore été proposés" aux investisseurs, estime-t-il. Une manne indispensable pour remettre en état un pays qui fut ruiné par 25 ans de guerres et d'embargo international.



Kurdish conundrum

David L. Phillips

The ambush and killing of seven Turkish soldiers two weeks ago by the Kurdistan Workers' Party (PKK) was a desperate act by an increasingly irrelevant organization marginalized by the Turkish government's initiative to expand political and cultural rights of Kurds.

Sensational violence is a way for the PKK to prove it is still a player. As long as there is deadly conflict, the PKK can justify its existence. Conflict also sustains the PKK's trafficking, extortion and racketeering that keeps it in business. Kurdish extremists are not the only ones, however, who benefit from a resurgent PKK. It is also fodder for hard-liners in Turkey, including elements of the military, who are seeking to discredit Prime Minister Tayyip Erdogan's Justice and Development Party (AKP), undermine the AKP government, and restore the secularist order that they believe has been tarnished by the AKP's Islamist tendencies.

Mr. Erdogan is at a fork in the road. He could succumb to demands from an outraged polity to focus on a security solution targeting the PKK. Or he could choose a more balanced approach emphasizing both security and further reforms to drain the swamp of support for the organization.

His deliberation was pre-empted by Turkey's constitutional court that on Dec. 11 banned the Democratic Society Party (DTP) and its leaders for undermining national unity. The ruling was no surprise. The court is a staunch defender of the nationalist establishment. Moreover, the DTP invited opprobrium by acting as a stalking horse for the PKK. Instead of using its 21 seats in the national parliament and control of local governments to serve their Kurdish constituents, the DTP has been more concerned with serving the interests of Abdullah Ocalan, the PKK's imprisoned leader reviled by Turks.

Since the court's decision, outraged Kurds in Turkey have taken their protests to the streets. The PKK never needed an excuse for sensational violence, but now it has one. Not only does the prospect of armed conflict loom large. Events could easily unravel cooperation between Turkey and the Kurdistan Regional Government, which Turkish nationalists accuse of providing sanctuary to the PKK in the rugged Qandil Mountains on the Turkish-Iraqi border.

Mr. Erdogan must show decisive leadership during this moment of

crisis. He cannot roll back the Kurdish opening or progress with Iraqi Kurdistan. Nor can he stand still. Instead of reacting to events, his only course is to keep pushing for reforms and, in a major address to the Turkish nation, explain his plan for addressing the PKK problem once and for all.

In his address, Mr. Erdogan would announce intensified security measures to protect Turkey's citizens. Protecting the polity is of first and foremost importance to any head of state.

At the same time, Mr. Erdogan should reaffirm the AKP's commitment to a multifaceted approach that addresses the root causes of conflict through democracy and development. Turkey's constitution, which was adopted after the military coup of 1980, needs to be overhauled. Its preamble equating "Turkishness" with citizenship is deeply offensive to minorities. The AKP should also repeal regressive legislation, such as the antiterror statute that has been used to limit freedom of expression and Article 301 of the Penal Code that makes it an offense to "denigrate Turkishness."

Another part of the solution can be found by improving living conditions in the Southeast, where unemployment is 30 percent. Ravaged by decades of war, reconstruction requires greater investment in infrastructure, road and water works, as well as support for rural enterprises. Social development such as health care and education, particularly for girls, as well as programs to emancipate women from their traditional roles in Kurdish feudal society should also be emphasized.

Political reform and economic development may moderate Turkey's Kurds. However, the PKK problem will not go away until its leaders make the strategic decision that they want and will pursue peace.

Some kind of amnesty arrangement will be required for this to occur. Mr. Erdogan should begin a public discussion about selective amnesty. To be sure, amnesty is a repugnant concept to many Turks whose emotions have been riled by media reports of grieving families clutching photographs and crying over the coffins of PKK victims. Though Turkey has a long history of amnesties, foregoing punitive justice will be a bitter pill for Turks to swallow.

Mr. Erdogan will have to summon both strength and statesmanship during this time of crisis. He should resist demands by his critics for a military solution that would polarize Turkish society, embolden the PKK, and galvanize the AKP's domestic political opponents. A more multifaceted approach will garner support from a majority of Turks, including former supporters of the DTP, who are weary of conflict.

David L. Phillips is director of the Program on Conflict Prevention and Peacebuilding at the American University in Washington.

Court orders apprehension of pro-Kurdish deputies

AYSE KARABAT

The Ankara 11th High Criminal Court on Tuesday ordered security forces to apprehend pro-Kurdish politicians Ahmet Türk, Aysel Tugluk, Selahattin Demirtas and Emine Ayna and bring them to court to give testimony for the cases in which they are defendants.

The cases involve charges of allegedly promoting the cause of a terrorist organization.

"This is separatism, this is division of the state by the state's hand," Demirtas told Today's Zaman and added that they will not go to court willingly. The pro-Kurdish deputies are facing trial for promoting the cause of a terrorist organization, namely the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Demirtas was the parliamentary group chairman of the now-defunct Democratic Society Party (DTP) but now is a deputy of the Peace and Democracy Party (BDP), which replaced the DTP.



Ahmet Türk, leader of the now-defunct DTP, said he and a number of his fellow deputies are not fleeing justice but that they will testify at a time appropriate for them because they are victims of an "irrational" ruling.

Ayna also after the closure of the DTP become a member of the BDP.

Türk and Tugluk were in DTP leadership positions but were banned from politics for five years by the Constitutional Court when it shuttered the

party. This ruling will remove Türk and Tugluk from Parliament, but since the justification of the court decision has not yet been released the two leaders still retain their parliamentary immunity. They both had announced that they would appear in court to give testimony after the closure of the DTP but said that their immunities would first have to be revoked. However, parliamentary immunity will not prevent either Demirtas or Ayna from being apprehended now, under this latest court ruling.

The court cases against the deputies have been ongoing for years, and this is just the latest chapter in the court's quest to force the deputies and party officials to testify before the court despite their parliamentary immunity. According to the Constitution, if a deputy is charged with a crime "against the indivisibility of the state," the trial may proceed despite their immunity. But the law is not explicit as to which crimes are against the indivisibility of the state.

Although the government announced that it was ready for the constitutional changes necessary to prevent similar further crises after the decision of the Ankara court, it has not yet acted.

Police search for deputies

The court, in previous hearings, had authorized police to bring the deputies to the courtroom; within this framework security forces yesterday went to addresses associated with the deputies, including the headquarters of the BDP in Ankara, which was the headquarter of the defunct DTP, too, early in the morning.

But the deputies were not there.

According to procedure the court will issue a justification explaining its decision and send it to the security forces. Then, if the police apprehend the deputies they will take them to the court on duty, where they will be released after giving testimony. The court's final decisions in the cases against them will be made at later hearings.

"Practically, this means that the ball is in the court of the police forces, or in other words, the

Ministry of Interior," Öztürk Türkoğlan, the chairman of the Human Rights Association (IHD), said.

"The future is not bright, and unfortunately there is no visible intention of changing it," Demirtas said. He said the decision of the court is separatism by the state's hand because now Kurds feel their Kurdishness more than ever.

"A Kurdish deputy thinks the decision to apprehend has been made due to his being a Kurd, a Kurdish mayor thinks that he is arrested and handcuffed for being Kurdish and Kurdish children believe that they face heavy charges because they are Kurds. This is called separatism," he said.

Security forces carried out simultaneous raids against member of the Kurdish Communities Union (KCK), allegedly the urban arm of the PKK, last week.

Suspected KCK members were detained in Ankara, Istanbul, Izmir, Diyarbakır, Siirt, Hakkari, Tunceli, Batman, Sanlıurfa, Sırmak and Van. Among them were mayors of several predominantly Kurdish cities including Batman Mayor Nejd

Atalay, Diyarbakır's Kayapınar Mayor Zülküf Karatekin, Sur Mayor Abdullah Demirbas, Cizre Mayor Aydın Budak, Suruç Mayor Ethem Sahin, Kızıltepe Mayor Ferhan Türk and Viranşehir Mayor Leyla Güven.

He added that until Parliament finds a solution to this problem, they will not testify of their own volition. BDP Mus deputy Sırrı Sakık said the deputies under summons will not run or hide and that they are ready to be handcuffed. "The government is talking about a democratization initiative, but it has not done anything during the process. They do not really intend to solve the problem," Sakık told reporters in front of the headquarters of the BDP.

The court's decision agrees with the prosecution's argument, which holds that promoting the cause of a terrorist organization falls under the category of a crime against the indivisibility of the state as described in Article 14 of the Constitution.

Guardian
31 december 2009

I've changed my mind about nationalism

As an Iraqi Kurd in Australia, I had no nationalist sentiments – but since moving to Kurdistan I now view things differently



Sazan Mandalawi

IF YOU had asked me who I was 10 years ago, it would have been too intricate a question for me to answer. I would probably have mumbled: "I am a Kurd, but I have no country; so I'm an Iraqi, but I'm not a citizen, so ... I think I am Australian."

As an Iraqi Kurd, I grew up in Perth, West Australia, until my late teenage years. Secretly, inside, I did not believe in nationalism, but over the years life taught me I was wrong.

In the colours of multiculturalism that exist in Australia, I had no nationalist sentiments as a Kurd, Iraqi, or Aussie. I would sit on the verge of Kings Park looking over the skyline on Australia Day and watch people with flags and clothes of the Union Jack in red and navy – painting their faces, singing the national anthem, and carrying around little Kangaroo teddies. But I could not grasp the reason behind all the fuss.

While my mother was still at school her family was forcibly displaced to Iran by Saddam Hussein's regime after being accused of not being Iraqi. For my father it was a similar story, spending half his life in the mountains defending his Kurdish identity. As for me, I had to experience life on another continent to finally grasp the feeling of nationalism

and realise who I truly was.

In Australia, with my wide, dark eyes, thick uni-brow, and "not so white" skin, it was awkward to avoid the dreaded "And where are you from?" question.

If I said "I am a Kurd" I would receive a blank, clueless look, and if I said "Iraqi" I would have to provide a long story to follow.

I confess, shamefully, that at times I wanted to fit in. But part of me couldn't. Other times, I just wanted to know who I really was on the inside. But something somehow was never right. My Kurdish mother-tongue faded. I did not take up the more western culture – though I could have done so. The only thing connecting me to "home" was my father's incessant stories. What we preached behind our home walls was not what was practised beyond the front door.

Those feelings were long ago; today, while permanently living in Kurdistan region's capital, Erbil (350km north of Baghdad), I have come to appreciate and view things differently. Our nation is still in a struggle politically. But the uniqueness of everyday life back home has persuaded me and allowed me to reconsider my original thoughts. There is indeed something called nationalism – a feeling of connection and a sentiment of loyalty exists within us. It is as though our blood is in the soil we step on.

For a nation that was deprived of speaking its own language, practising its

culture and wearing its traditional clothing, and as a nation that is victim to genocide and ethnic cleansing, I feel empathy – a magical bond.

I cannot stand my nation being victimised any more. It irritates me when reckless accusations are made and I feel pain whenever I remember we are still the largest stateless nation in the world. Although, when the wind flutters the red, white, green and yellow colours, very proud, I begin to shiver. It is as though I see a part of me fluttering in the blue sky.

One cannot reject the veracity of nationalism; it exists, as it seals the empty gap that is often sensed. Everything around me, from the parks, schools and hospitals, makes me content, it is as though I have possession over it. We built a house, and I know one day my children will sit on their grandfather's lap in this house.

I planted a tree and remain optimistic that my children may one day play under its shade. I work, and I know I am doing something for people I care about and who are part of me. I have realised I'm prepared to make a sacrifice in return for those who sacrificed something for me to have a day like today. The sense of belonging is a sense of security.

Now, I always say I wish to die knowing that I have left behind something worthy for this nation. A decade earlier, a feeling like this would have never existed inside me.

Le Monde
30 décembre 2009

Une confrérie turque controversée installe son premier collège en France

Le réseau de l'imam Fethullah Gülen est présent dans 110 pays

Guillaume Perrier

Installé dans un quartier résidentiel, à quelques rues de la gare de Ville-neuve-Saint-Georges, dans la banlieue sud de Paris, le collège privé «Educatif» a célébré en toute discrétion sa première rentrée scolaire, en septembre. L'école vient d'être ouverte en France par le réseau de Fethullah Gülen, un penseur turc en vogue dans les cercles musulmans, à la tête d'une confrérie religieuse controversée, souvent accusée en Turquie de favoriser l'islamisation de la société. Déjà présentes dans tout l'Europe, depuis plusieurs années, les écoles de Gülen se sont appuyées sur la communauté franco-turque pour franchir le pas et s'implanter en France.

Le démarrage est modeste, avec 64 élèves et cinq classes pour commencer, mais le projet a de grandes ambitions. «L'objectif, c'est d'être le meilleur collège du département du Val-de-Marne, d'ici trois ans», affirme l'un de ses fondateurs, Nihat Sarier, 35 ans, qui a grandi à Strasbourg, dans une famille d'origine turque. «Mais il faut d'abord lutter contre les préjugés, explique-t-il. La première question qu'on nous pose, c'est: "Êtes-vous une école turque?" On répond que non, nous sommes une école française.» Une école coranique? «Non, un établissement laïque et républicain. Même l'inspection du travail nous a demandé pourquoi nous n'avions pas ouvert une école musulmane... Notre objectif est différent: nous voulons former de bons citoyens, pas promouvoir l'islam!» Educatif rejette toute démarche communautariste: «Il y a une cinquantaine d'élèves franco-turcs parce qu'ils nous connaissent, mais nous ne voulons pas nous limiter à cette cible», précise Necati Kertel, prof de technologie et président de l'association scolaire.

Avant de prendre forme en France, le concept a déjà fait ses preuves. Depuis une vingtaine d'années, des écoles bâties sur le même modèle ont essaimé partout dans le monde. Il en existerait aujourd'hui près de 2000, réparties dans plus de 110 pays: du Chili au Japon en passant par Soweto, Oslo ou Astana. En Pologne, «notre lycée est devenu rapidement l'un des meilleurs du pays», note Salih Karakaya, un jeune professeur turc qui est parti y enseigner les mathématiques quelques années. En Afrique et en Asie, une nouvelle élite turcophile émerge de ces établissements, loués pour leur rigueur morale et la qualité de leur enseignement.

Ce réseau éducatif tentaculaire est la vitrine de la communauté musulmane de

Une confrérie turque, créée par l'imam Fethullah Gülen, a ouvert son premier collège «laïque et républicain» en région parisienne. Ce mouvement a déjà essaimé ses écoles dans le monde. Dans son pays, les desseins du prêcheur-penseur Gülen suscitent la controverse



Un collège «laïque et républicain». GUIA BESANA POUR «LE MONDE»

Les éclaireurs de l'islam

Fethullah Gülen, un imam et penseur turc âgé de 68 ans, exilé aux Etats-Unis depuis dix ans, dont l'influence ne cesse de s'étendre. Ses disciples seraient plusieurs millions, principalement en Turquie, et constituent «le réseau musulman le plus puissant du monde», selon la sociologue Nilüfer Göle, directrice de recherches à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), à Paris. Une nébuleuse active dans l'éducation, dotée de solides appuis

financiers et politiques et à la tête d'un véritable empire médiatique organisé autour du journal conservateur *Zaman*.

L'organisation est particulièrement bien implantée aux Etats-Unis, où elle compte des dizaines d'écoles et de fondations et entretient d'étroites relations avec des universités chrétiennes. Subventionnée par des mécènes aussi généreux que mystérieux, elle disposerait d'une puissance de frappe financière d'environ 25 milliards de dollars à travers le monde, selon un rapport de la justice américaine.

Qu'ils soient étudiants, professeurs, journalistes ou hommes d'affaires, les missionnaires «gülenistes» appliquent les préceptes de leur maître: spiritualité et exemplarité. Ces «jésuites de l'islam», qui éri-

gent des écoles plutôt que des mosquées, forment la base d'un mouvement charismatique moderne qui prétend réconcilier la science et la religion et prône le dialogue interreligieux. Fethullah Gülen a montré l'exemple en rendant notamment visite au pape Jean Paul II, au Vatican, en 1998. Il fut également l'un des premiers, dans le monde musulman, à condamner sans appel les attentats du 11-Septembre.

Mais, en Turquie, son pays d'origine, Fethullah Gülen suscite la méfiance autant que l'admiration. Sous la pression de la justice turque, qui l'accusait, sur la base de sermons enregistrés dans une mosquée, de fomenter un complot islamiste contre le gouvernement de l'époque, le prêcheur a d'ailleurs préféré s'exiler en Pennsylvanie, en 1999. Les tribunaux turcs l'ont blanchi, en 2008, ouvrant la voie à son possible retour en Turquie. Ses écoles et son université installée dans la banlieue d'Istanbul connaissent un succès grandissant.

Mais, pour les élites kémalistes, son influence menacerait la pérennité de la République laïque. Les disciples de Fethullah Gülen sont régulièrement accusés de noyauter la bureaucratie et la police turques et de soutenir de tout leur poids le gou-

vernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan. « Nous n'avons pas d'agenda politique », rétorquent-ils. Résolument conservateurs et pieux, leur ferveur religieuse inquiète. Et le mystère reste entier sur les ressources financières et les desseins de la confrérie qui serait, pour certains, un simple pion de la politique étrangère américaine en Asie centrale et au Moyen-Orient.

En France, les missionnaires sont passés à l'offensive après les émeutes dans les banlieues de Paris, en 2005. « Investissez-vous dans l'éducation de cette jeunesse ! », a commandé, à l'époque, Fethullah Gülen, pointant les lacunes du système français, par l'intermédiaire de l'un des nombreux sites Internet qui assurent la promotion de ses idées. « Nous vivons ici, remarque Mehmet Nam, un membre actif, et nous pensons que les Turcs peuvent contribuer à résoudre certains problèmes d'intégration et d'adaptation à la culture française. »

La France est l'un des derniers terrains à défricher pour l'organisation. Comme ailleurs, elle s'y est installée par étapes. Les étudiants en éclairés : formés dans les meilleures facultés turques, certains poursuivent leur cursus en France. Ces universitaires ascètes vivent souvent en communauté, dans des appartements collectifs, les « maisons de lumière », où l'on travaille, on prie et on débat.

Le deuxième pilier du mouvement, ce sont les hommes d'affaires. A Paris, le groupement des entrepreneurs franco-turcs (Fatiad), affilié à la galaxie Gülen, promeut les échanges entre les deux pays et finance les écoles. Le réseau tout entier s'investit et a pour ambition de créer un pont entre Paris et Ankara. Depuis quelques années, les deux pays entretiennent des relations diplomatiques compliquées et s'opposent sur l'adhésion de la Turquie à l'UE. Pour soutenir le dialogue franco-turc, les gülenistes ont créé la « plateforme de Paris » et ont organisé, en 2007, des rencontres entre intellectuels français et turcs à l'Assemblée nationale, en partenariat avec la revue *Esprit*.

La présence sur le terrain éducatif a commencé avec des centres d'études et des cours du soir, ouverts à Strasbourg, à Montfermeil ou à Vénissieux. A Pantin, le centre « Etudes Plus » accompagne avec succès une centaine de lycéens. Résultat : 100 % de réussite au bac en juin. « On rend visite aux familles, on leur bâtit un emploi du temps, on leur explique l'importance de la lecture », détaille la directrice pédagogique, Anaïde Armagan, une Française d'origine arménienne.

Cette expérience a mis sur orbite le collège Educative de Villeneuve-Saint-Georges. Discret sur son origine, l'établissement met l'accent sur le projet pédagogique pour se faire connaître : des effectifs limi-



Les élèves (ci-contre la classe de 6^e B) sont très encadrés, et au moindre écart de conduite les sanctions tombent.

tés à une quinzaine d'élèves par classe, un effort sur les langues et les sciences, un programme densifié et une implication totale des enseignants. « Nous essayons de développer une "ingénierie éducative" pour la France, en réprenant de bonnes méthodes parfois abandonnées. Par exemple l'uniforme, qui est un moyen de faire respecter l'égalité et discipline. L'enfant a besoin de cadres », estime Nihat Sarier. Au moindre écart de conduite – fumer, cracher, insulter, téléphone –, les sanctions tombent.

Les familles, qui déboursent 4 500 euros par an, sont tenues de s'intéresser de près aux résultats de leur progéniture : « On apprend aux parents à être des parents d'élèves », explique Ilhan Dogan, le principal adjoint. Les enseignants rendent visite aux parents, inspectent les chambres, pour mieux suivre l'élève dans son parcours « extrascolaire ». « Nous n'avons jamais vu ailleurs de telles conditions de travail », constate Walter Pacelat, le professeur de musique. Les enseignants et le proviseur recruté dans un collège catholique ont dû s'adapter. « Pour eux aussi, c'est un gros

effort à fournir. Ils étaient habitués à une méthode plus laxiste, estime Ilhan Dogan. L'enseignant doit être noté et payé à la performance. Il doit être un modèle. C'est lui qui porte l'image de l'école. »

« Le but est de monter un groupe scolaire, étendu à l'école primaire et au lycée », précise Necati Kertel. « Ce serait bien d'avoir des dizaines d'écoles en France. Nous allons démarcher des municipalités, mais pour le moment, nous apprenons », complète Nihat Sarier. Les responsables du collège ont multiplié les rencontres avec les élus locaux et se sont heurtés, parfois, à leur méfiance, comme à la mairie communiste de Villeneuve-Saint-Georges. La plus grande discrétion reste de mise sur la source d'inspiration du mouvement et les idées de Fethullah Gülen. « C'est une inspiration personnelle, poursuit Nihat Sarier. Mais notre approche est locale, car les préjugés restent nombreux contre les Turcs. La France n'est pas tout à fait prête : d'ici un an ou deux, il sera temps de mieux faire connaître le mouvement. » ■

**Subventionnée
par des mécènes aussi
généreux que mystérieux,
elle disposerait
d'une puissance de frappe
financière d'environ
25 milliards de dollars
à travers le monde**

En Iran, le pouvoir contesté pris dans un engrenage répressif

Plus de 5 000 arrestations, des dizaines de blessés, sans doute une centaine de morts, sans compter les tortures, les procès arbitraires et le choc des dernières images, celles de ce dimanche 27 décembre où même la « trêve » du deuil chiite de l'Achoura n'a pas été respectée, car les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants : depuis la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad le 12 juin, la République islamique a perdu cette unité de façade qu'elle parvenait à donner depuis trente ans grâce au ciment d'un « nationalisme » bien orchestré, que ce soit sur le dossier nucléaire ou celui de sa stabilité intérieure.

Jusqu'à quand le pouvoir en place pourra-t-il continuer à dénoncer des « hooligans » téléguidés par un « complot de l'étranger » ?

Six mois ont suffi. Désormais l'engrenage contestation-répression s'est emballé. Il rappelle évidemment les débuts de la révolution en 1978, lorsque de 40 jours en 40 jours les commémorations de deuil chiite des premières victimes attiraient de nouveaux manifestants contre le régime du chah. Jusqu'à quand le pouvoir en place pourra-t-il feindre d'ignorer que la contestation électorale s'est transformée en opposition et pourra-t-il continuer à dénoncer des « hooligans » téléguidés par un « complot de l'étranger » ?

Las de ne pouvoir se faire entendre, des dizaines de milliers de manifestants qui « cannibalisent » chaque fête, chaque manifestation autorisée pour en détourner le sens et tenter de faire valoir leurs droits ont ébranlé jusqu'aux fondements de la République islamique. D'anciens pères fondateurs de la révolution comme l'ex-président Hachemi Rafsandjani, des politiciens au pouvoir, mais plus lucides, même des

Analyse

Marie-Claude Decamps

Service international

ayatollahs « éclairés » inquiets pour l'avenir même de la religion associée aux avatars de la politique par le principe du *velayat-e-faqih* qui assujettit la politique à la religion, ont multiplié les mises en garde.

L'engrenage donc. Mais pour le pouvoir et l'opposition, le temps travaille en sens contraire. L'opposition, dont certains membres sont inquiets d'un danger de radicalisation (les manifestants ont attaqué les miliciens bassidji, le jour de l'Achoura) sait qu'il lui faut miser sur la durée et la légalité pour exister. Car ce mouvement informel qui ne s'identifie qu'à quelques meneurs est en construction constante. Sa seule « structure » est l'Internet qui échappe un peu à la censure. Il se nourrit des désillusions créées par le pouvoir. Et c'est presque surpris à chaque fois qu'il descend dans la rue qu'il réalise qu'il a encore grossi. Journalistes, défenseurs des droits de l'homme, classe moyenne trahie et déçue par l'isolement du pays depuis l'arrivée de M. Ahmadinejad ; jeunes désespérés par un avenir bouché, mais aussi – c'est nouveau – car la répression a gagné en province, des ruraux, en forment les colonnes. La figure de proue est le candidat malheureux à la présidentielle de juin, Mir Hossein Moussavi.

Que veulent-ils ces chefs de la contestation qui sont plus des « symboles de ralliement » que de vrais chefs ? Ils ne sont pas « anti-mollahs » ou contre l'islam (deux d'entre eux sont des religieux, Mehdi Karoubi et Mohammad Khatami, l'ex-président de la République réformateur). Ils ne sont pas davantage – pour l'instant – en faveur d'une révolution radicale. Tous sont des révolutionnaires de la première heure et viennent du sérail : M. Moussavi

est un ex-premier ministre ; M. Karoubi, un ex-président du Parlement. Ils veulent leurs droits, dont certains sont déjà dans la Constitution qui promettait « liberté, République islamique et indépendance nationale ». De fait aucun slogan ne réclame la fin du régime, mais plutôt celle des dérives en cours, et des aménagements.

La cible est Ali Khamenei, ce Guide suprême qualifié de « dictateur » qui a perdu sa crédibilité politique en sortant de son rôle d'arbitre pour appuyer les fondamentalistes autour de M. Ahmadinejad ; sa crédibilité religieuse en laissant tirer la milice sur les manifestants, en dépit de la trêve religieuse de l'Achoura ; sa crédibilité constitutionnelle en écrasant les libertés. Les plus audacieux parlent d'abolir le principe même du Guide et de renvoyer la religion dans les mosquées. Mais beaucoup sont conscients qu'une radicalisation excessive serait un piège.

Si l'on peut parler de « révolution », c'est à l'intérieur du pouvoir qu'elle s'est opérée. Depuis juin, le Guide fait le jeu de M. Ahmadinejad. Cet ultra-religieux populiste qui se dit en contact spirituel avec le Mahdi, l'imam caché dont il attend le retour, travaille à instaurer le régime islamique autoritaire dont rêvent les fondamentalistes depuis 1979. Un régime qui rayerait le mot « République » dans « République islamique ». Et ce pouvoir est pressé. S'il hésite à réprimer davantage c'est moins par retenue que par calcul : il veut être sûr de sa force et ne pas créer de « martyrs » encombrants. Mais le danger de cette politique est d'arriver à la « militarisation » du régime. M. Khamenei n'a-t-il pas assis son pouvoir justement sur la montée en puissance des pasdarans, l'armée idéologique, et des miliciens ?

Est-il trop tard pour réconcilier le pouvoir et l'opposition ? C'est de plus en plus difficile mais pas impossible. Pour cela le Guide devrait faire de grandes concessions. En est-il capable et n'est-il pas déjà lui-même otage de l'entrelacs de services secrets et de miliciens fondamentalistes qu'ils ont mis en place ? ■